QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 12722 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MARDI 24 DÉCEMBRE 1985

L'intraitable Winnie Mandela

-

« Le gonvernement sudafricain est devenu fou furieux. Ils éliminent les gens physiquement, et je n'ai pas de raisons de croire qu'ils n'agirout pas de la même façou à mon escostre », affirme, dans une interview publiée ce handi 23 décembre par l'hebdamadaire américain « Newsweek », Win-nie Mandela. L'épouse de Nel-son Mandela, le chef historique de l'ANC, emprisonné à vie, a été brièvement détenue, après avoir été expuisée de son domicile de Sowetn. Bravant la avait été signifiée, celle que l'on surnomme la « Pasionaria des townships » est accusée d'avoir délibérément violé la loi sur la sécurité intérieure. Elle devait comparaître ce lundi devant un tribunal de Johan-

A travers elle, les autorités de Pretoria ont d'abord visé un symbole, celui du combat contre l'apartheid et de ia résistance à l'oppression. Inca-pable de mettre fin à la violeuce qui s'étend maintenant anx quartiers blancs des grandes villes, le gouvernement choisit une fois de plus, par les tracasseries et la répression, de riposter an combat de tout un peuple qui lutte pour la reconance de son droit à exister. A l'évidence, cela ne réglera rien, bien au contraire. De la part de gouvernement de M. Pieter Boths, cette décision apparaît même comme une fante politique. En voulant éloigner de Soweto la « mère de la nation », le pouvoir blanc-espère unire à la cohésion de la majorité noire, qui s'incarmit majorité noire, qui s'incaranit dans la personnalité de l'épouse de Nelson Mandela; il ne fait que grandir encore cette femme intraitable. Comme l'a souligné le gouvernement français, pour qui l'arrestation de Winnie Mandela était « extrêmement regrettable ». « cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme risque d'aggraver les tensions existant en Afrique du Sud ».

Pour condamnable qu'il soit, le procès fait à Wimie Mandela n'est cependant pas la plus grave des mesures qu'a adoptées depuis quelques semaines le gouvernement sud-africain. Assiégé à l'intérieur par les activités subversives du Congrès national africain, il mène une politique d'agression tous azimats envers ses voisius. Le Conseil de sécurité sud-africain a solemellement mis en garde, vendredi, le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique, la Zam-bie, le Lesotho et le Swaziland, accusés de souteuir les « terroristes » qui opéreraient, à partir de ces territoires, en Afrique du Sud.

An moment où les forces sud-africaines se livrent à une nouvelle incursion en Angola et où un commando sud-africain est accusé d'avoir assassiné neuf réfugiés politiques, ven-dredi dernier, au Lesotho, an moment aussi où le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, brandit la menace d'envoyer des troupes an Zimbabwe, les dénonciations d'une agression extérieure par Pretoria feraient sourire si la paix dans toute l'Afrique australe n'était si gravement menacée.

Il est cependant exact que les pays voisins de l'Afrique du Sud, qui se sont tout d'abord réfugiés dans une prudente expectative, s'engagent de plus en plus aux côtés de l'ANC, devenu le catalyseur de l'agitation. Le gouvernement sudafricain pent-il croire un instant qu'une plus vigoureuse répression intérieure mettra fin la solidarité des peuples noirs? La violence nourrit la violence. M. Botha enferme de plus en plus son pays dans une logique suicidaire.

(Lire nos informations page 3.)

SIX ANS APRÈS L'INTERVENTION DE SES TROUPES

Moscou préconise le « dialogue » avec la résistance afghane

La position soviétique sur l'Afghanistan est en train d'évoluer. La «Pravda» du 21 décembre appelle à un «dialogue positif» entre les diverses forces politiques en Afghanistan, « y compris avec ceux qui ont des positions hostiles à la révolution ». Cependant, sur le terrain, les combats continuent (lire pages 4 et 5 le reportage d'Olivier Roy).

L'Afghanistan est l'un des sujets à propos desquels le som-met Reagan-Gorbatchev à fait naître les plus sérieux espoirs. Non seulement parce que les Soviétiques répètent à qui veut les enfendre qu'ils souhaitent mettre fin à leur intervention militaire, mais aussi, et surtout, parce que les Américains admettent qu'ils décèlent dans ce domaine des signes d'évolution à Moscou.

Les dernières négociations indi-rectes organisées à Genève, sons l'égide de l'ONU, entre les repré-sentants des gouvernements d'Isla-mabad et de Kaboul ne s'en sont pas moins achevées, le 19 décem-bre, sans résultats. Impasse totale? Le représentant des Nations unies, M. Diego Cordo-vez, consent seulement à dire qu'il a formulé des propositions en vue de faire tumber « le mur de méfiance » qui sépare les deux parties, et qu'un nouveau rendez-vous

- le septième depuis 1982 - a été pris pour fin février-début mars. Les efforts de M. Cordovez n'ont pas été jusqu'ici entièrement stériles. Ils ont en effet permis de définir trois points qui, dans l'éventualité d'un accord, pourraient faire partie d'un règlement un engagement réciproque de l'Afghanistan et du Pakistan de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de respect de leur intégrité territoriale respective; l'arganisation - toujours en cas d'accord global - du retour en Afghanistan des quelque trois millions de réfugiés actuellement en territoire pakistanais; l'assurance que tout règlement pakistanoafehan recevrait la «garantie» à la fois de l'URSS et des Etats-

> ALAIN JACOB. (Lire la suite page 6.)

LA SITUATION DE L'EMPLOI EN 1985

48 % des chômeurs acceptent le temps partiel

Augmentation du travail à temps partiel - 48,1 % des chômeurs l'acceptent désormais, - croissance des emplois précaires, progression de l'activité des femmes : telles sont les caractéristiques de la situation de l'emploi en 1985. Elles ressortent de l'analyse effectuée par M. Jean-Luc Heller, dans la dernière livraison de la revue de l'INSEE, Economie et Statistique (nº 183, décembre 1985).

La précarité de l'emploi, l'aug-mentation du travail à temps partiel, la progression constante de l'activité salariée chez les femmes, sont autant de facteurs qui caractérisent la situation de l'emploi en 1985.

Chaque année en mars, l'INSEE se livre à une enquête dont les résultats détaillés ont été publiés en octobre. En les analysant et en effectuant une compa raison avec les indications anté-rieures, M. Jean-Lue Heller, dans la dernière livraison de la revue Economie et Statistiques (nº 183, décembre 1985), confirme l'existence de ces grandes tendances et ajoute de nombreuses constatations. Ainsi que le présentaient de nombreux observateurs, il apparaît, par exemple, que la popula-tion active dénombrée en France continue de croître, 154 000 personnes supplémentaires depuis

proportionnelle est l'ennemi de la

Toutefois, celle ci n'a pent-être

pas dit son dernier mot, tant les

enjeux du scrutin sont importants.

Au premier rang figure le sort de

la droite: pourra-t-elle, ou non,

gonverner scule ? Aura-t-elle, ou

non, besoin de s'allier avec le dia-ble, e'est-à-dire M. Le Pen ?

guerre civile froide!

douze mois occupant un emploi ou en recherchant un.

nant aux alentnurs de 55 % de la pupulatium, avec 23 748 000 actifs, le phénomène serait essentiellement dû à la forte présence des femmes sur le marché du travail. En effet, le taux d'activité des femmes âgées de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans est passe de 58,3 % en 1975 à 70,8% en 1985, alors même que la proportion des jeunes scolarisés de moins de vingt-cinq ans limite les effets de la démographie et. enfin, que les actifs les plus âges sont proportinnnellement de moins en moins nombreux, du fait des mesures de retraite (24,4% des soixante ans à soixante-quatre ans étaient actifs, contre 38,8 %

Le taux d'activité se mainte-

(Lire la suite page 30.)

1986 : l'année-vérité de la Ve République

DOC JEAN-MARIE COLOMBANI:

z-vous Phistoire des trois gerbes? Elle court le Tout-Paris politique. Dans Pestablishment de l'opposition, comme dans les états-majors des entreprises nationalisées, elle est à la base de nombreux paris. C'est, en fait, un suspense inédit. Trois cérémonies trois dépôts de gerbes, vont rythmer l'année 1986 : une première le 8 mai, pour commémorer la victoire de 1945; il est généralement admis que M. Mitterrand présidera cette cérémonie-là; les avis sont déjà plus partagés pour la deuxième, le 14 juillet, mais l'actuel chef de l'Etat conserve un léger avantage; et l'incertitude est totale, en revanche, pour la 11 novembre.

Et il est vrai que 1986 s'annonce comme l'année du paradoxe : jamais un rapport des forces politiques n'a paru si solidement établi (l'écart était de 20 points entre la gauche et la droite lors des élections européonnes de 1984, il reste égal -38 % contre 58 % des intentions de vote - selon la SOFRES); mais jamais non plus l'incertitude n'a été aussi grande sur l'après-

Le scrutin du mois de mars prochain est très attendn : par suite de l'introduction de la proportion- enfin le cadre départemental

nelle dans un système qui s'était favorise les débats locaux plus progressivement coulé dans le que nationaux. Décidément, la moule majoritaire, les élections législatives ne feront pas necessairement la décision. Pour la première fois depuis 1962, un scrutin national ne suffira peut-être pas à désigner les forces appelées à gouverner. Et, pourtant, la campagne manque de passion, et engendre presque l'indifférence : c'est sans doute que la campagne électorale

Soit la confusion institutionnelle, l'épreuve de force entre le président et le premier ministre, la crise de régime; soit la cohabitation entre quelques hommes aptes au compromis, assurant le respect de la fonction présidentielle et du suffrage universel.

permanente que l'apposition a menée pendant quatre ans a fini par lasser: e'est aussi que les résultats apparaissent comme acquis, collectivement - la droite s'apprête à redevenir majoritaire - et individuellement - la plupart des candidats savent à quoi s'en tenir, puisque les premiers de liste sont en position éligible, et les derniers se savent inéligibles. Il reste, pour se mobiliser et se mobiliser, les quelques candidats en position intermédiaire, dont le sart dépend, assurément, du déroulement de la campagne:

Selon la SOFRES, le RPR et l'UDF n'ont pas, à eux seuls, la majorité absolue des suffrages. Mais seule compte la majorité en sièges. De ce point de vue (toujours selon les projections de la SOFRES), la présence d'un groupe parlementaire du Front national (au moins trente députés, 9 % des voix) ne fait pas nbstacle à l'existence d'une majorité susceptible de sontenir un gonvernement RPR-UDF.

Le deuxième enjeu concerne le PS : sera-t-il le premier parti de France, s'approchera-t-il à ce point des 30 % qu'il puisse espérer, à terme, constituer ce fameux pôle central de la vie politique objectif qui lui est assigné par le président de la République? Là encore, les sandages (IFOP, 27 %; SOFRES, 26 %) montrent que cet abjectif n'est pas hors d'atteinte : un PS fort dans une gauche faible, au point de pouvoir prétendre incarner à lui seul toute la gauche, telle est pour les socialistes, la perspective politique des mois qui viennent.

La ganche reste faible, car e'est le troisième enjeu du scrutin - le PCF paraît bien décidé à poursuivre son déclin : ce n'est pas l'approbation, par l'Humanité, de la grève sauvage qui a paralysé Paris qui fera gagner une scule voix à un parti qui s'échine à se faire - « objectivement », comme aux plus beaux jours de 1978, le complice de la droite.

Mais le véritable intérêt de l'année 1986 réside dans cette seule certitude : tout commence le 16 mars, au soir du seul tour de scrutin. Le rapport des forces enregistré ce soir-là donnera, en effet, des éléments de réponse à toute une série de questions plus intéressantes les unes que les

M. Mitterrand restera-t-il à l'Elysée? La stratégie du chef de l'Etat, qui est de demeurer à son poste pour préparer un prochain président socialiste, s'appuie sur la conviction que les trois dirigeants de l'opposition ne sont pas, et ne seront pas, d'accord pour demander son départ. - Il y en a toujours deux qui me préféreront au troisième », dit-il. Dans ces conditions, non seulement il court pen de risques réels à s'engager plus avant, comme il le fait, dans la campagne, mais seul cet engagement peut permettre au PS d'élargir son électorat. Tirer les socialistes vers le hant, en s'adressant prioritairement aux indécis et en s'appuyant sur les contradictions de ses adversaires : telle est la tactique d'un président qui lorsqu'il se bat le dos au mur.

Comment la droite gouvernerat-elle, et avec quel premier ministre? Sans aller jusqu'à affirmer, comme l'a fait improprement M. Philippe Séguin, que le prési-dent nommera à Matignon le premier ministre choisi par l'oppositinn, il va de sni que M. Mitterrand devra tenir compte du point de vue de celui qui, à la téte du plus grand nombre de députés, disposera d'un réel pouvoir de dissussion en la matière : M. Chirac.

(Lire la suite page 11.)

Des Sam-5 en Libye

Washington dénonce les livraisons soviétiques. PAGE 8

La croissance au Brési

Mise à part l'inflation, le bilande M. Sarney est positif. PAGE 6

M. Barre M. Mitterrand et l'Europe

par Alfred Grosser PAGE 11

Un entretien avec Sting

«Le rock prépare sa mort. » PAGE 21

Nouveau marché : le papier commercial

La ruée des entreprises. PAGE 27

Le son en numérique

Radio-France met au point deux programmes pour le satellite TDF 1.

PAGE 23

Le Monde

ÉCONOMIE Le bilan 1985

La chronique de Paul Fabra Pages 15 à 19

Débats : Las axelus (2) ● Etranger (3 à 8) ● Politique (10 à 12) • Société (13 et 14) Culture (21) ■ Communicatinn (23) • Sports (24) ● Economie (27 à 31)

Programmes des spectacles (22 et 23) • Radio-télévision (23) • Informations services : Météorologie. Mnta croisés, Lntn (20) . Carnat (14) Annoppes classées (25 et 26)

Paris et Alger en quête d'un accord sur le « contentieux familial »



M= Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a effectué, le samedi 21 décembre, une visite-éclair à Alger pour en ramener six enfants de couples franço-algériens séparés qui passeront Noël avec leurs mères françaises. Les autorités françaises se sont engagées à assurer le retour de ces enfants en Algérie pour le 2 janvier 1986.

(Lire nos informations page 3.)

are all and a supplemental and a

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper. Parmi tous les bijoux de la création

Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble.

Et si vous songez à d'autres cadeaux: sacs, pendules, objets précieux, vous les trouverez tous au 6 Royale de Fred. Notre catalogue vous sera adressé sur simple demande.

Royale, Paris. 42.60.30.65 • Le Claridge, 74, Champs-Elystes • Hôtel Méridien, Paris Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croisetta, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo. 20, rue du Marché, Genéve • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Seuls les pauvres vont-ils en prison?

Selon que vous serez puissant ou misérable...

n'est pas dans mon intection de mettre eo cause notre jus tice, mais simplement de dire que, oui vraiment, les pauvres vont plus en prison que les riches, et que la situation du détenu riche n'est pas comparable à celle du déteno panvre. Ce qui va suivre n'a été puisé ni dans les revues ni dans les livres. J'ai vn. j'ai observé, et j'ai été peiné.

Population pénale composée de gens pauvres, oui, paovres du fait d'une enfance, d'une adolescence passée dans un milieu conflictuel. un univers éthylique souvent, et baissant des traces profondes qui vont jusqu'à l'agressivité (et l'absence de socialité).

Tel garçon, rappelons-le, se trauvera incarcere dans une désastreuse promiscuité, et dépendant d'un surveillant qui se croira souvent investi d'un pouvoir exorbitant

Nous arrivons à ce que j'appel-lerai le tandem détenu pauvresurveillant... Le détenu cherche à

51.

Alleria Service Servic

100 mm

par ROGER BLONDEL (*)

avoir de la considération pour le surveillant avec qui il tentera le dialogue, mais quel dialogue? Avec un surveillant qui se prendra, très souvent, pour quelqu'un de très important, qui, parfois même, s'amusera des attitudes du détenn qu'en fin de compte il prendra pour un être inférieur, et qui n'hésitera pas à lui rappeler qu'il n'est qu'un numéro matricule. Tandem détenn-surveillant, cela veut dire, d'un côté, le fort, de l'autre côté, le faible.

Autre cas, celui du détenn qui est panvre matériellement mais intellectuellement est riche. J'ai comu un homme jenne, pauvre, trois fois docteur, en partance pour l'étranger (évasion des cer-veaux). Il avait commis quelques délits. Cet homme a décidé de payer sa dette à la société et de se constituer prisonnier. Il fut donc

(*) Visiteur de prison.

incarcéré à Fresnes, mais recu

avec égard par un des directeurs

de la prison et, pendant son séjour de deux mois, il fut affecté en qualité d'aide-soignant à l'hôpital

des prisons. Durant son relativement court éjour, pas un mot, pas un incideot avec les surveillants, qui avaient reconnu dans cet homme un être intellectnellement supérieur et qu'il fallait respecter.

Les pauvres vont en prison, oui, aussi bien que les riches, mais, parce qu'ils sont panvres, ils reste-ront, ils seront traités comme des pauvres, ce qui n'a pas été le cas dans l'exemple que je viens d'évo-

Mettons en lumière un autre aspect du problème. L'homme panvre n'aura pas les moyens de régler des bonoraires importants à un avocat qui mettra tout son talent à convaincre le tribunal que la culpabilité de son client est très atténuée, sinco nulle. Le pauvre matériellement sera défendu par son avocat commis d'office, qui, je n'en doute pas, plaidera avec tout son cœur mais, soyons logiques, il n'aura pas sur le tribunal l'impact de l'avocat qui aura en tout le temps d'étudier un dossier

Parce que j'ai été bouleversé, je no peux passer sous silence la visite des détenus. Comment oublier la grande détresse de ces hommes et de ces femmes qui attendent, parfois sous la pluie, dans le froid, le moment d'être introduits au parloir? Il y a des pauvres dans tous les sons du terme, des pauvres qui, comme des bêtes, n'hésitent pas à reconrir à la violence pour avoir la certitude qu'ils passeront à leur tour. J'ai vu des femmes se battre à la porte de la centrale de Liancourt parce que l'une d'elles avait triché. Au parloir, je n'ai jamais vu, sauf quelques très rares exceptions, des gens qui respiraient l'aisance, financière ou intellec-

Utiliser la drogue à des fins politiques

par le docteur

L'idéologie sécuritaire va ruiner les efforts de prise en charge des toxicomanes en danger

zième année de la loi du C. OLIEVENSTEIN (*) 31 décembre 1970. Loi nous le rappeler. Mais, encore une qui organise la lotte contre la toxicomanie antour de quelques fois, regardons chez nos voisins. idées-force qui sont les suivantes : Ces résultats sont dus : à la préle toxicomane est un malade qui sence de véritables professionnels mérite plus assistance que sancsur le terrain - que ce soient les tion : la futte contre la toxicomapoliciers on les soignants - à la nie ne doit pas porter atteinte aux mobilité à l'imagination et à la libertés, m entraîner un régime

TOUS allons fêter la quin-

légal d'exception. Quinze ans après, et malgré de criantes

imperfections, le bilan de cette loi-

est positif. Si ou compare la situa-

tion de la France avec celle de ses

voisins, nous sommes le pays du

monde industrialisé qui a le moins

mal résisté à l'offensive de la dro-

gue (Par exemple, le nombre

annuel d'overdoses est sensible-

ment égal à celui de la Suisse,

alors que les populations sont très

différentes, et notre nombre

d'hérotnomanes ou de cocamo-

manes est inférieur à celui de

l'Allemagne, de l'Espagne on de

C'est dans le cadre de cette loi

que nous avons bâti un appareil

de soins spécifique, dont le centre

médical Marmottan est un exem-

ple qui a été largement utilisé

dans le monde entier. Nos résul-

tats sont plus qu'houorables, et

cela, sans avoir recours à des

méthodes dégradantes pour

l'homme et sa dignité. Nous avons

pu éviter les institutions punitives

et limiter celles qui sont dirigées

par des charlatans et qui exploi-

tent l'homme et l'angoisse des

familles. Sur la base du volonta-

rist, et contrairement à ce que

prédisaient les oiseaux de mauvais

toxicomanes sont venus se faire

soigner: des milliers out été tirés

d'affaire et sont anjourd'hui des

Qui se souvient que la France a

été victime d'une grande épidé-

mie de toxicomanies aux amphé-

tamines? Qui se souvient de nos

adolescents rendus fous par les

hallucinogènes? Qui se souvient

de certains produits antitussifs on

des dérivés de la méraqualone

vendus par dizaines de milliers

d'unités? Antant de victoires

Certes, nous n'avons pas fait de

miracles, et l'ampleur du pro-

blème de l'héroine est la pour

remportées.

l'Italie).

place, à la remarquable réflexion éthique de la plupart de ceux qui se sont engagés dans ce combat. Ceia est recomn partout dans le monde, et nous n'arrêtons pas d'être visités par les profession nels étrangers, tandis que nous sommes submergés de demandes

souplesse du système mis en

de stages, de conférences ou de formations.

L'air du temps

Pourtant, tout cela est mis en danger. La spécificité de la prise en charge n'a jamais été bien digérée. Elle génait beauconp trop d'intérêts et, aussi, elle posait un problème qu'il était difficile de réduire aux dimensions des institations classiques. Le problème est le suivant : la drogue est la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socio-

Antant dire que la drogue est autant un problème de société qu'une maladie. Antant dire également que, s'il ne s'agit pas de culpabiliser les familles, on ne peut pas nier cependant qu'elles portent leur responsabilité dans la fragilité de leurs enfants. Or, celan'est pas dans l'air du temps. L'air. da temps, c'est l'idéologie sécurid'affaire et sont anjourd'hui des : taire et la faute aux immigigrés, les drogues légales, et. d'autre citoyens respectables et respectés : taire et la faute aux immigigrés, les drogues légales, et. d'autre aux méchants qui corrompent les part, l'utilisation du problème de Qui se souvient que la France a purs agneaux. purs agneaux.

> Cela a toujours été l'antienne d'une certaine partie de l'opinion, mais, au moins, les responsables, qu'ils soient de droite ou de ganche, avaient su résister à ces pressions. Aujourd'hui, il n'en est plus de même : une circulaire « Badinter», sortie presque clandestinement au cours de l'été, entérine le fait que la personnalité de l'usager ne compte plus pour rien, et

(*) Médecin-chef du centre médical

donne sa bénédiction à la procédure des flagrants délits, qui expédie évidemment les plus pauvres et les plus démunis. Bien plus, la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, créée à l'origine pour coordonner et impulser l'action dans ce domaine (et qui en fait n'est dévenue qu'un rousge supplémentaire à la lourde machine administrative), reprend à son compte cette idéologie et propose un programme qui part de la saisine directe et renoue avec l'illusion médico-judiciaire de centres dans les prisons.

Parallèlement, et puisque cela va de soi, la direction générale de la santé cantionne elle aussi le long retour à la psychiatrisation avec la remédicalisation du problème dont la spécificité, décidément, est bien gênante.

Le moralisme ambiant et la peur électorale de l'opinion publique est telle qu'une mesure technique, comme la libéralisation de la vente des seringues pour éviter la propagation du SIDA, est littéralement censurée.

On pourrait faire le dos rond et attendre les conséquences désastrenses de ces positions (et certaines sont déjà évidentes : surencambrement des prisans, initiation à la toxicomanie des délinquants, initiation à la délinquance des toxicomanes, propagation du SIDA), mais le danger est, anjourd'hui, de voir se démanteler un réseau très fragile des professionnels qui luttent, 8 combien! difficilement, et surtout de voir se dévélopper comme dan tant d'autres pays, d'une part, une Evolution des toxicomanies vers dont nos enfants seront les vic-

Il y a urgence à se rappeler que les positions adoptées par les législateurs de 1970 n'étaient pas des mesures prises par des ntopistes, mais par des responsables qui avaient soigneusement pesé le pour et le contre de leurs positions; positions de compromis, scules justifiées dans une démocratie qui se veut efficace mais honnête.

Serge KLARSFELD 1942 544 pages 155 F Serge KLARSFELD 1943-1944 412 pages FAYARD 150 F Un livre décisif où la passion de

la justice n'aveugle pas et permet

d'être fidèle à une documentation

FAYARD

considérable.

LA FIN DES RETRAITES?, d'André Babeau

Après l'«âge d'or»...

ALGRÉ le tipre — à peine atténué par le point d'interrogation, — il ne s'agit pas d'une de ces prédictions catastrophiques que multiplient eujourd'hui magazines et publicités d'essurance-vie. La condusion d'André Babeau, éco-nomiste, professeur à l'université de Paris Dauphine, spécialis connu de l'épargne, est claire autent que modeste : dans une sconomia qui a besoin d'investis sements nouvesux, if est souheitable de compléter les retraites ntition - base du système en France comme dans la plupart des pays industrialisés per une certaine dose de capitalisation. « Bonnie pour l'écono-mie », celle-ci peut aussi conforter les régimes de retraite en accélérant la croissance « ne sersit-ce que de quelques digiernes de point », équilibrer les risques - chaque système r'étant pas sensible aux mêmes évolutions — et éviter des dispa-rités entre générations.

Etendues aujourd'hui à toutes les personnes agées, les retraites ont atteint maintenant un « âge d'or » : la croissance économique et démographique a permis d'augmenter fortement le pou-voir d'achet des pensions et d'en réduire un peu les disparités. Ces revenus a sjoutent à des patrimoines supérieurs à ceux des actifs. Mais cet « age d'or » est menacé : dès maintenant par le chômage, qui réduit les cotisations eu moment où le volume de pensions à verser s'accroît, à

L'Unité

long terme (à peut-être plus long terme que ne le dit André

la population. Sur ces points, le livre reprend des données reletivement connues (André Bebezu ayant Plus originaux et plus intéres-sants sont l'exemen systématil'épargne des ménages, l'offre de travail ou la croissance, à la théoriques, et la présentation de is grande controverse engagée sur ce point il y a une dizaine d'années par Martin Feldstein, devenu plus tard conseiller économique du président Reagan.

Cet examen laisse capandant Quelle dose de capitalisation serait nécessaire, et sur quelle duréa ? La priorité sat-elle aujourd'hui d'accroître le volume d'épargne ou de mieux ofienter celle qui existe, comme l'indique le rapport du Plan sur la France an l'an 2000 ? Qui poutra ou devra participer à cet effort d'épargne, et comment éviter les inégalités inhérentes à un systome individualisé ? Et la réforme des conditions de départ à la retraite peut-elle être séparée d'une lutte contre le chōmaga?

GUY HERZLICH

riel », 450 p., 54 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Telex MONDPAR 650572 F Telécopleur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Girani : directeur de la publication

Anciens directeurs : mbert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Audré Laureus (1982-1985) Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F Principeux associés de la société Société civile Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve Méry, fondateur Admirástrateur : Bernard Wouts.

> Rédocteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales



5. ree de Monttessay, 75007 PARIS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS

3 mois 6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANCERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ETRANGER (per mesesgeries) - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1889 F 1380 F

IL - SUESSE, TUNESIE F 972 F 1 464 F 1 890 F Par voie sériouse : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs on provisoires (deux sersaines ou plus) : nos abounés sont lavités à formuler leur domande aute semaine au moins avant leur départ. Joindre le dernière bende

Venilez avoir l'obligeance d'écrire tous les nome propres en capitales d'imprimerse.



Tél.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

ISSN: 0395 - 2037 PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algéria, 3 DA; Heroc. 4,20 dr.; Tunisia, 400 m.; Alferragne, 1,80 bbf; Austriche, 17 ach.; Beigique, 30 fr.; Caracia, 1,80 \$;; Côtà-d'hoire, 316 f GFA; Danemark, 7,50 kr.; Eugepta. 120 pen, ; Ε-U., 1,26 \$; G.-S., 96 μ.; Grèce, 120 dr.; Friende, 85 μ.; feelle, 1 705 L.; Löye, 0,350 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 9 kr.; Paye-Sen, 2 fl.; Portugal, 100 acc.; Sinégal, 336 f CFA; Suède, 9 kr.; Suèces, 1,80 f.; Yetgoclavie, 1 (0 md.

Le «

- 2 22 4170 . stuff 58.22 - CE. 49

LAA:

s preson

- : : : (1 77727436 - 11 - 11 - 2 WE THE LOS DAY - Lee Eric . Fried - - - 45 75 in 182 armin algung रू अस्ति हा ≐ಕ್ಷ್ಯಾ ಮತ್ತುತ್ತ

500 LT 7500 at ... De mitter ichare Bro men Marie Source imi du fai Berte der Gift $^{\mathrm{AddN}_{\overline{\mathbf{S}}}} \subset \mathcal{N}_{\overline{\mathbf{S}}}$ are ere inves Street, Art Metada I se A 05. 07(25.35.

Copy course ; 36 July - 257 7-7 Kata 225 727 Commi ghi au Ai

Pres number to the मिया :-: -⊒...<u>=</u> Sacret ... get : diffarche do le l'arte de l'amballance ندن جند ۹۵۰ ibouding the

· ERRAT godko ti cz: =: our premuehous and M bani Or en la loi d k Boever Set pparienai: comme is p

Lab daile & ... denomina Es thel de l'Eta: gene celti de

e Flionds

République sud-africaine

M^{me} Winnie Mandela a été appréhendée pour avoir violé la loi sur la sécurité intérieure

De notre correspondant

Johannesburg. — Celle que l'on a surnommé la » mère de la nation», Winnie Mandela, epouse de Nelson Mandela, le dirigeant noir emprisonné depuis vingt-trois ans, a été arrêtée, dimanche matin 22 décembre, à son domicile de Soweto. Elle est détenue dans les locaux de la Police à Krugersdorp, petite ville située à 30 kilomètres nu nord de Johannesburg, pour violation de la loi sur la sécurité intérieure. Son avocat, Me Ismail Ayob, a indiqué qu'il ne savait pas quelle charge serait reteame contre elle et si elle pourrait être remise en fiberté sous cantion. Me Mandela a délibérément violé les dispositions édictées, samedi, par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, lui interdisant entre autres de demeurer dans la circonscription judiciaire de Johannesburg dans laquelln ac trouve la cité noire satellite de Soweto. Elle a donc été expulsée de son domicile familial, samedi aprèsmidi, nar les rodiciers.

midi, par les policiers.

S'accrochant aux portes, nux meubles, la femme de l'ancien dirigeant du Congrès national africain (ANC) a été blessée à la cheville dans sa vaine résistance. Après s'être réfugiée chez des amis à proximité de Pretoria, elle était retournée.

l'ont donc appréhendée, dimanche en fin de matinée, en présence de la presse. Six journalistes ont d'ailleurs

cette arrestation est l'aboutissement d'une épreuve de force de quatre mois entre les autorités et cette femme de cinquante et un ans devenue un symbole de la résistance autiapartheid. Bannie en 1977 dans la ville de Brandfort, au cœur de la province de l'Etat libre d'Orange, à 350 kilnmètres de Snwetn, la « pasionaria des townships » décide de ne plus y retourner après que sa maison ent été détruite aa mois d'août dernier par de mystérieux incendiaires. Non seulement elle choisit d'habiter désormais Soweto, mais elle brave délibérément l'interdiction qui lui est faite de participer à des rassemblements et de prendre la parole en public.

A plusieurs reprises, elle enfreint les restrictions qui lui sont imposées. Au mois de novembre, ordre lui est donné par les antorités de retourner à Brandfort. Elle ignore cette injonction et se rend, début décembre, aux funérailles des victimes de la tuerie de Mamelodi, où elle est acclamée par une foule en délire.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Le Grange, a modifié la mesure de baunissement en lui faisant savoir qu'elle pouvait à l'avenir habiter là où elle voulait, à l'exception de Soweto. Elle s'entend confirmer l'interdiction d'assister à dea meetings politiques ou à des réunions d'étudiants, et ses propos ne peavent pas être reproduits dans la presse. Son « exel intérieur », comme elle le qualifiait, a été transformé en interdiction de séjour dans sa propre maison. En vingt-quatre ans, Winnie Mandela n'a comna que neuf mois de liberté d'aller et venir. Son premier bran nissament l'in fat im posé en 1961. Elle ne se souvient plus du nombre de ses arrestations et des mois passés en prison. Issue d'une famille da naze enfants, cette femme de caractère, qui tout au long de sa vie n'a cessé de se battre, fut la première Noire à devenir assistante sociale médicale en Afrique du Sud, Après avoir rencontré celui qui allait être pour elle, selon ses propres termes, « son guide, son directeur de conscience, sa vie », Nelson Mandela, elle l'épouse dans le homeland du Transkei dont tous

deux enfants » (deux filles), comme elle le souligne. Nelson Mandela fut condamné à la détention perpétuelle en 1964. Depuis, sa « veuve politique » a épousé la cause de son

deux sont originaires. Mais la vie commune fut brève : six mois an

total. « Juste le temps de me faire

e. MICHEL BOLE-RICHARD.

SIX ENFANTS EN VACANCES DE NOEL A PARIS

Le «contentieux familial» franco-algérien est en voie de règlement

De notre correspondant

Alger. – Deux allers-retours pour une visite officielle, c'est beancoup, mais M²⁰ Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement et ministre des affaires sociales, a tout lieu d'être satisfaite. Elle a, en effet, ramené, samedi 21 décembre, dans la sourée, auprès de Jenrs mères celles qui occupaient l'ambassade de France à Alger cet été – six des huit enfants précédemment enlevés par leurs pères (le Monde du 20 novem-

L'opération, spectaculaire, très «médiatique», doit profiter également aux parties algérienne et française. Alger souhaite de toute évidence arriver à un accord avant les élections législatives de mars 1986 et un éventuel changement de majorité qui lui vandrait d'avoir des interlocuteurs moins bien disposés vis-à-vis de l'émigration. Paris, de son côté, et sans doute pour les mêmes raisons, veut régler au plus vite un problème aussi douloureux que celui des enfants de couples mirtes séparés.

Bien préparé, le retour de ces enfants pour les vacances de Noël ne s'est pas fait sans difficulté. Les pères ont été convoqués au palais de justice d'Alger avec leurs enfants, sans être avertis de la suite des événements. Arrivés à l'aéroport où les attendait le Mystère-20 dn GLAM, ces enfants, tiraillés depuis long-temps entre père et mère, ont montré quelques réticences tant et si bien que deux d'entre eux ne sont pas partis.

Communiqué commun

Myriam (douze ans), la fille d'Hélène Montetagand, serrée de près par la belle-sœur de son père – qui travaille maintenant en Arabie saoudite, – a refusé de prendre l'avion, imitée par Karim (douze ans), le fils de Jocelyne Bani, que son père a lui-même accompagné dimanche matin à Marseille.

M^{me} Montetugand, dont on disait dès le 17 juin, début de l'occupation de l'ambassade de France à Alger, que son cas était le plus simple à résoudre, compte teun de la décision

Gabon

■ ERRATUM. - Le président Rongo n'est pas d'ethnie Fang. Dans notre première édition du 20 décembre, nous avons écrit, à propos de M. Paul Okumba d'Okonatsegue, sur la foi d'une revue africaine, que le nouveau secrétsire de l'Agence de coopération culturelle et technique appartenait à l'ethnic Fang. « comme le président Bongo ». En réalité, les deux hommes sont issus d'un autre groupe ethnique régional, dénormé Bateke dans le cas du chef de l'Etat gabonais et Ndoumou dans celui de M. Okumba d'Okouat-segue.

défavorable du tribunal de Skikda (*le Monde* du 26 octobre), n essayé le refus de sa fille de se rendre à Paris.

.Pour en arriver à cette visite de Mas Dufoix, il a fallu que les autorités françaises prennent l'engagement d'assurer le retour des enfants en Algérie pour le 2 janvier 1986. Le tre des relations extérieures. M. Roland Dumas, et Mas Georgina Dufoix s'y sont personnellement engagés, ainsi que les cinq mères et le pouvoir judiciaire. Moyemant quoi, le ministre français des affaires sociales a signé, dimanche, un communiqué commun avec le ministre algérien de la justice, M. Boualem Baki, confirmant que, un accord de principe est intervenu pour faciliter dans les deux sens l'exercice du droit de visite transfrontalière aux enfants de couples mixtes séparés lorque les deux parents en conviennent et que le retour de ces enfants est garanti par décision judiciaire ».

Garanties internationales

Le communiqué sonligne que les deux gouvernements, dans l'attente de la signature de la convention d'entraide judiciaire, qui doit être examinée à nouveau au début du mois de janvier, «ont convenu des mesures provisoires permettant à un premier groupe d'enfants, dont la garde effective est exercée par le père en Algérie, de passer les vacances d'hiver auprès de leur mère en France et de revenir en Algérie pour la rentrée scolaire.» Le communiqué conclut que cette première visite transfrontalière, qui «aura valeur de test», reflète le constant souci des gouvernements des deux pays de rechercher, dans le

cadre des lois en vigueur, une solution appropriée permettant à l'enfant de conserver des liens permanents avec ses deux parents et « de s'épanouir au contact de leurs milieux socio-éducatifs respectifs ».

Mª Dufoix, qui a également rencontré le premier ministre algérien M. Brahimi, pendant une heure et demie, a signé, avec Mes Zhor Ounissi, ministre algérien de la protection sociale, un avenant à la convention sur la circulation des Algériens résidant eu France. Ce texte donne des garanties internationales anx émigrés en ce qui concerne leur statut, aligné sur le plus favorable, celui du certificat de résidence de dix ans automatique ment renouvelable, qui permet d'exercer u'importe quelle activité professionnelle. Jusqu'à présent, les Algériens étaient sonmls à la convention internationale dn 27 décembre 1968. Ils ne pouvaient pas être régis par la loi du « titre unique » votée en 1984 concernant le droit des immigrés car, constitutionnellement, une convention internationale prime la loi.

Interrogée an cours d'une conférence de presse, dimanche soir, sur la montée de la xénophobie en France, M Dufoix a répondu :

La France n'est pas le pays de l'intolérance », précisant que « les excès des uns ont provoqué le réveil des autres », avant d'affirmer :

« Nous sommes en marche vers une luite très efficace contre le racisme. »

M^{ms} Georgina Dufoix devait reacontrer ce lundi matin le ministre algérien de la formation professionnelle et du travail, M. Mohamed Nabi, avant de regagner Paris.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

La crise syndicale

M. MZALI APPROUVE LA CONVOCATION D'UN CONGRÈS EXTRAORDI-NAIRE DE L'UGTT

en Tunisie

(De notre correspondant.)

Tunis. — En dépit de l'accord intervenn le 4 décembre entre le ministre du travail et le bureau exécutif de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), (le Monde du 6 décembre), la situation syndicale demeure bloquée. Les dirigeants de la centrale font remarquer qu'aucune des assurances qu'ils avaient reçues en contrepartie de l'éviction de M. Habib Achour du secrétariat général n'a été respectée et estiment que cette impasse est due « à des difficultés créées par les autorités ». D'autre part, la libération des syndicalistes arrêtés (une centaine) est demeurée « très limitée.

Intervenant dans les débats du comité central du Parti socialiste destourien. M. Mzali a estimé que la crise que connaît la centraln ouvrière pourrait trouver sa solution dans le cadre d'un congrès extraordinaire de l'UGTT réclamé par les · syndicalistes patrintes - des comités provisoires », » qui aboutira d l'avènement d'une direction où les destouriens, naturellement, et les patriotes seront représentés de manière reflétant leur présence réelle dans les institutions professionnelles et auprès des travailleurs, aux côtés des autres sensibi-

Les membres du bureau exécutif de l'UGTT ne rejettent pas, a priori, le principe de la convocation de ces assises, une fois effectué le renouvellement des syndicats de base, qui devrait, en principe, débuter le mois prochain, et la tenue d'un conseil national. Mais, selon eux, ce processus ne peut se dérouler que « dans la légalité », c'est-à-dire sous leur seule direction, et donc sans la participation en tant que tels des comités provisoires. Or, fort de la bienveillance du pouvoir, ces derniers, non seulement n'entendent pas s'effacer, mais paraissent même décidés à affirmer encore davantage leur présence dans les différentes

M 0

Ethiopie

. M. Dawlt Giorgis dément avoir demandé l'asile politique oux Etats-Unis. - Le responsable de la commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC), M. Dawit Giorgis, a démenti les informations du New York Times de vendredi 20 décembre (le Monde daté 22-23 décembre). Dans une Interview publiée samedi par le Washington Post, M. Giorgis, sans préciser s'il retournera en Ethiopie, assure être « en vacances » aux Etats-Unis où il subit des examens médicaux. Affirmant être en contact avec la mission éthiopienne aux Nations unies, le responsable de la commission d'aide aux victimes de la famine dément également être propriétaire de plusieurs maisons, indiquant: « Ces allégations me font très mal. Je ne possède aucune propriété au monde, même pas en Ethlopie où je loue ma maison. . . (AFP, Reuter).

UN CONFLIT FRONTALIER VIEUX DE VINGT ANS

Le Mali dénonce une «agression caractérisée» du Burkina

Le comit frontairer qui oppose depuis une vingtaine d'années le Burkina et le Mali s'est brusquement rallumé, samedi 21 décembre, avec l'aunnnee par Bamako de l'occupation, depuis le 14 décembre, de plusieurs villages frontaliers maliens par l'armée burkinaise. Solon un communiqué du gouvernement malien, des agents de ce pays chargés des opérations de recensement, appuyés par des brigades des Comités de défense de la révolution (CDR), puis par des unités régulières de l'armée de Ouagadougon, ont pénêtré en territoire malien, investissant les villages de Dioulouna, Koundia, Selba et Douna.

Les autorités militaires burkinaises, a précisé le gouvernement de Bamako, ont coupé toutes les communications entre ces localités et le reste du pays. Le chef du village de Dioulouna et d'autres responsables des villages occupés ayant refusé de

Le conflit frontalier qui oppose depuis une vingtaine d'années le Burkina et le Mali s'est brusque-ment rallumé, samedi 21 décembre, Dfibo » (Burkina).

Ces incidents, au cours desquels des villageois ont vu leurs domiciles violés et perquisitionnés et leurs biens emportés, ont entraîné un « déplacement massif des populatins maliennes » vers les localités situées plus an nord de Mondoro et Douentza, dans la région de Mopti, ajoute un communiqué de Bamako. Le gouvernement malien « constate une rupture untlatérale de la concertation [entre Bamako et Ouagadougou], une violation flagrante des relations de bon volsinage et une agression caractérisée ».

Selon le secrétaire politique du bureau exécutif central du parti unique malien, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), M. Djibril Diallo, tontes les forces mili-

taires burkinaises ont cependant quitté le territoire malien dimanche. » A l'heure actuelle, a-t-il déclaré dimanche matin, nos forces armées ont fait leur devoir, et il n'y a plus aucun soldat sur notre territoire. »

An cours du week-end, de nombreux meetings se sont tenus dans la capitale malienne pour soutenir le gouvernement du président Moussa Traore et une marche s'est déroulée dans les rues de la capitale. Les manifestants arboraient des pancartes proclamant : « A bas la lenteur, la facilité, la concertation, vive l'action!» Le président algérien, M. Chadli Bendjedid, qui tente depuis plusieurs mois de jouer un rôle de médiation entre les deux pays an sujet de leur différend frontalier, a eu samedi des entretiens téléphoniques avec les deux chefs d'Etat. MM. Moussa Traore et Thomas Sankara. - (AFP, Reuter.)

ASIE

Moscou préconise le «dialogue» avec la résistance afghane

(Suite de la première page.)
Reste, bien entendu, l'essen-

tiel: le retrait des troupes soviétiques. Du point de vue de Moscou, ce retrait n'est concevable que s'il laisse en place, à Kaboul, un régime à la fois «acceptabln» pour l'URSS et présentant des chances raisonnables de survie. Or personne ne se fait beanconp d'illinsions sur les chances de M. Karmal de s'imposer dans ce rôln s'il devait se retrouver en tôte à tête, privé de ses protecteurs soviétiques, nvec une résistance afghane dont la vigueur n'a fait que se confirmer en six années de guérilla.

Curieusement, ce n'est pour-

tant pas sur ce problème de fond qu'ont buté les dernières conversations de Genève mais plutôt sur un point d'ordre formel. Kaboul refuse de pousser plus loin les discussions avec le Pakistan par l'intermédiaire de M. Cordovez — y compris sur un calendrier d'évacuation des troupes soviétiques — et exige des négociations directes qui impliqueraient la reconnaissance par Islamabad de l'actuel gouvernement afghan. Impossible, répliquent les Pakistanais, car ce serait légitimer un régime mis en place et soutenn par l'intervention et la présence de forces étrangères.

Séule une solution politique peut permettre de sortir de ce cercle vicicux, et l'éditorial publié samedi par la *Pravda*, confirmant des indications recueillies quelques jours plus tôt de sonren soviétique, montre qu'on commence à l'admettre à Moscou.

« Compromis »

Les Soviétiques font leur l'objectif du gouvernement de Kaboul de faire reconnaître sa légitimité — quitte à laisser entendre que personne n'est irremplaçable et que M. Karmal pourrait être amené à céder sa place à telle ou telle autre personnalité de l'équipe qui l'entoure, Mais le régime afghan ne serait-il pas plus acceptable pour le Pakistan et le reste de la communauté internationale si un dialogue s'ouvrait entre lui-même et certains des mouvements qui composent la résistance afghane?

Pravda lorsqu'elle écrit qu'« ll est nécessaire, au nom du renouveau national de l'Afghanistan, de créer une atmosphère de dialogue positif entre les forces sociales et politiques, y compris avec ceux qui ont des positions hostiles à la révolution». Reconnaissant que « des erreurs ont été commises au cours de la première étape de la révolution», le journal du PC soviétique souligne que « la réconciliation suppose des compromis».

C'est bien ce que suggère la

Il ne s'agirait donc pas d'une sorte de « paix des braves » dans laquelle la résistance serait simplement invitée à se rallier au régime de Kaboul, mais bien de discussinns dans lesquelles les points de vue des uns et des autres seraient pris en compte.

Des interlocuteurs soviétiques ne jugent pas ce genre de scénario irréaliste, s'il pent, d'une part, constituer effectivement l'amorce d'une solution politique; si, d'nutre part, il doit nboutir à une formule de règlement respectant les intérêts de l'URSS; si, enfin, les Etats-Unia accordent une garantie sincère à ce règlement et ne cherchent pas ultérieurement à « l'aménager »

à leur profit, Resterait, notamment, à déterminer avec quels mouvements, parmi les diverses composantes de la résistance afghane, nn dialogue « utile » pourrait s'ouvrir, c'est-à-dire à la fois constructif sur le plan politique et permet-tant d'aboutir à la cessation au moins partielle des combats sur le terrain. Problème complexe compte tenu surtout des positions apparemment inconciliables du régime Karmal et des principaux mouvements de résistance - mais que des expériences pas-sées pourraient aider à résoudre. Des trèves locales n'ont-elles pas été conclues à certaines époques, par exemple avec le jeune commandant Massoud, et respectées de part et d'autre pour nn temps?

Une fois le dialogue entamé, ceux qui approvisionnent en armes les divers mouvements de la résistance (entendre : les Etats-Unis et le Pakistan) pourraient contribuer fortement an rétablissement de la paix en cessant leurs livraisons. Donnant, donnant : les Soviétiques encourageraient pour leur part leurs amis de Kaboul sur la voie de compromis raisonnables. Et si les formations de la résistance qui bénéficient du soutien de l'Iran refusaient de participer à ce processus, la poursuite de leurs activités se réduirait à un problème local de maintien de l'ordre, Evaluation conforme, dans l'esprit de notre interlocuteur, aux perspectives d'avenir accordées à l'imam Khomeiny. Dès lors, en tout cas, qu'un gouvernement afghan ayant entamé les contacts avec la résistance serait reconnu comme un interlocuteur valable, rien ne s'opposerait à ce que la négociation s'engage pour de bon sur le retrait des troupes soviéti-

ques - et qu'elle aboutisse.
Un tel scénario comporte bien
des incertitudes. Mais l'on voit
mal comment ses éléments essentiels pourraient ne pas être rotenus si la nécessité d'une solution politique est effectivement

ALAIN JACOB.

THE CORE IN THE PRESQUE IN THE PRESQUE

Il y a, coûte que coûte, l'amour du fils pour le père, et la mère, de sorte que desceudus de leur socle, débarrassés du bronze dont on les avait à la hâte recouverts, ils redeviennent comme nos pères et uos mères, des proches qui nous tirent des larmes quand nous songeons à eux.

Gérard Guégan, Le Matin.

Un homme cherche sa place, il cherche comment vivre avec tout ce poids d'hérédité, d'ambiguïtés et de souvenirs. Ce livre, chuchoté avec beaucoup de pudeur et de tendresse ... Nicole Zaud, Le Monde.

Lieu Commun

. .ta



AFGHANISTAN AN VII: le nouveau visage de la guerre

Face à une armée soviétique isolée et démoralisée, les

veille, le commando d'une cinquantaine de résistants est tapi dans une maison en ruine, à quelque deux cents mètres des premières lignes de la base de Poushghour, tenue par l'élite de l'armée

Vallée du Panjshir. Depuis la Panjshir. Au moment de repartir, sille, le commando d'une cinsol l'hélicoptère pourtant blindé; la délégation attend qu'un nouvel appareil vienne la techercher. Hasard on prémonition, la dizaine de conseillers soviétiques ont été



gouvernementale: plusieurs cen-taines de soldats de la 444 brigade de commandos, ainsi que des unités de la police secrète et de la gendarmerie. Le moral des soldats est mauvais. Chaque jour, quelques déserteurs réussissent à traverser le champ de mines et rejoignent la résistance

Denx jours auparavant, une délégation de l'état-major, dirigée par le général Ahmeduddin, s'est posée en hélicoptère pour enquêter sur la situation de cette base, la plus evancée dans la vallée du

ŧ

retirés quelques jours auparavant. A 18 heures précises, le 15 juin, un déluge de feu s'abat sur la base; toute l'artillerie légère du commandant Massoud est en action. Les résistants ont peu de munitions, mais la nouvelle tactique utilisée consiste précisément

à frapper fort et rapidement. Dès la première salve, le commando, équipé de radios portatives, progresse en file indienne, les deux hommes de tête procédant en déminage. Le commando a les plans du champ de mines et six, sont emprisonnés dans la de la base; chaque homme a petite vallée de Moulcini. Masde la base; chaque homme a répété sa tâche. Arrivés à la première tranchée, ils se divisent en quatre groupes; trois remontent par l'intérieur les boyeux qui relient la base aux postes extérieurs, le dernier s'empare de la radio et continue d'émettre vers la base d'appui, située à quelques kilomètres, pour s'assurer que tout va bien. Attaqués de l'intérieur, les points d'appui se rendent un par un. En une demiheure presque toute la base est prise. Seules résistent la police secrète et la délégation d'étatmajor, qui tiendront jusqu'eu matin. Le général Ahmeduddin

est tué au combat. Trompés par la radio, les Soviétiques mettront deux jours à réagir, temps mis à profit par les moudjahidins pour déménager le stock considérable de munitions tombé entre leurs mains et pour trier leurs sept cents prisonniers: les simples soldats sont envoyés au Pakistan pour y être libérés, les officiers, au nombre de cent vingt-

soud propose au gouvernement un échange de prisonniers. Fin juin, les Soviétiques reprennent la base de Poushghour, évacuée par la résistance. En juillet, opposés à tout échange de prisonniers, ils montent une opération de commandos parachntistes pour les

De l'eveu de tous les combattants rencontrés après cette attaque, ce fut la plus violente jamais que, ce fut la plus violente jamais vue eu Panjshir. Précèdés d'une tetrible préparation d'artillerle, où entre en jeu toute la gamme soviétique des roquettes sol-sol (la nouvelle génération d'orgues de Staline), les parachutistes sont héliportés à l'aube du 13 juillet sur les hauteurs et à l'entrée de la vallée de Mukim. D'emblée, leurspertes sont élevées : les moudiahidins out miné les aires d'atterrissage, et les hélicoptères, obligés. de descendre en dessous des crêtes, sont pris sons le feu des mitrailleuses lourdes; quatre d'entre eux sont ebattus.

Mal renseignés, les Soviétiques attaquent une prison vide. Fante de pauvoir libérer les officiers, ils bombardent ensuite leur lieu-de détention. An cours de la nuit, après des combats an corps à corps, les résistants réussissent à quitter les gorges en escaladant les falaises. Huit jours après, les Soviétiques évacuent à leur tour la vallée, oprès avoir dynamité et miné toutes les installations des résistants. Encore deux semaines et les résistants réoccupent la vallée, reconstruisent prison et abris. Le poste de Poushghour est à nou-

Une élite usée

Chaque jour, nous pouvous interviewer le petit groupe de déserteurs de la nuit précédente. Cette fois-ci. les résistants disposent d'artillerie de montagne, de lance-roquettes multiples, de mortiers et de munitions. Pendant ce temps, le gouvernement, pour

pllt de conscrits recrutés de force : l'élite de l'armée gouvernementale, usée, ressemble de plus en plus aux unités habituelles de cette armée, composées d'hommes à qui on n'ose confier ni armes ni tours de garde.

1000 312

(-- Tr + 2)

gigar id lev

résist

- Th: 64

2 48

- ACMIN

THE RESERVE AND

ni des

- mtours 1

C Bastion

FE ZONGS ZO

CBR, 00 9

- qui p

fiensive

- ice tron

urioni

Turken

C 5000

--- in provid

U.S. purticipe

... Pastion

dana

e ie: chwagi

ir yar dépar

- 570Se

in mone part.

Pro de pasitre to letters de p

Mensile es: Transport of the s ide ... willed:

למביל ורש מולי

31 de ... : ±5:513

info- max.

ta. Fire pa

E 1215 75965

ישיים היים ביים

Carried Control

in the society

Congisser vous
location i n'exi
location et cela
location

devoile les -5

La guerre a changé de visage. Dans les bastions de la résistance. il ne s'agit plus d'une guerre de guérilla, opposant d'insuisissables guerriers à de lourdes colonnes blindees, mais d'unités entraînées et professionnalisées menant parfois de véritables batailles rangées contre l'élite de l'armée soviétique ; des commandos aéroportés, qui vont perfois au combat sans l'appui des interminables colonnes blindées, dont la lourdeur était le meilleur gage d'échec de l'opération. Afghans plus lourds, Soviéti-

ques plus légers. L'offensive du Paktya, en août et septembre, visait à dégager la ville de Khost, assiégée par le résistance. Jusqu'ici, cette province relevait de la compétence

Massoud, I'« amir » du Panjshir

La légende n'est pas usurpée, Le Panishir est bien le plus solide bastion de la résistance afghane. Non pas à cause de son armement, car bien d'autres régions sont mieux équipées, mais plutôt par la qualité de son organi-

L'organisation du Panjshir n'est pes sortie par magie du cerveau du commendant Ahmed Sheb Ma oud. Le terrain était favo rable. Quoique le Panishir soit une vallés montagnarde, le taux d'instruction y est élevé. Les Panishins se sont rendus célèbres à Kaboul pour leur quesi-monopole dans le transport et la mécanique : ce sont des techniciens urbanisés qui ont fourni à Massoud les cadres dont il avait besoin : la Panishir dispose einsi d'un encedrement de meilleure qualité que le reste du pays.

Le Panjshir est aussi une région homogène du point de vue ethnique. Le clergé local, qui avait pris ses distances, avant-guerre, devant le radicalisme des jeunes intellectuels comme Massoud, l'e soutenu sans faille des le coup d'Etat communiste. Enfin Massoud e bénéficié de l'infrastructure de son parti politique;

Ce qu'epporte Massoud, c'est son sens de la stratégie et de l'organisation, dans un pays où la flou est un ert de vivre. C'est probablement le seul chef militaire de la résistance qui

s'efforce de comprendre la logique des opérations militaires soviétiques et d'anticiper les setione de l'adversaire. Grand lecteur d'ouvrages de stratégie militaire, il semble n'avoir vécu que dans l'ettente de cette

La popularité de Massoud est très forte ; il a su prendre toutes ses décisions, y compris celle de l'évacuation totale de la vallée principale, en accord avec les représentants des habitants. Quand, dans les auberges ou les comités; son nom est mentionné; on percon le charisme qui émane en lui. Et pourtant le personnage est déroutant. Toujours en mouvement, mais timide, n'élevant jamais la voix, capable aussi bien de parler pendant des heures que de solliciter un evis ou un conseil plein d'humour et bon vivant, mais inflexible dans l'action; Massoud garde le côté un peu gauche de l'éternel étudiant.

Ceux qui l'ont fréquenté sur les bancs du lycée français de Kaboul se souviennent d'un lève silencieux au fond de la classe, plutôt médiocre dans les disciplines officielles, mais très brillant dans les cours de récréation pour commenter la guerre de six jours. Renvoyé du

tycée pour insuffisance en mathématiques, il travaille seul et entre à l'école polytechnique, tenue par les Soviétiques. Témoin de la montée de l'influence communiste, il ralie le mouvement islamiste et rentre très tôt dans la clandastinité: Beaucoup ont douté de ses convictions isiemistes et ont même voulu voir en lui un maniste ; en fait, la force de sa fol es de doute pour qui l'e fréquenté de près, mais il préfère l'action à la

En 1975, avec une vingtaine d'intellectuels panishiris, il tente de soulever la vallée contre le régime du président Daoud. La population arrête ella même ces jeunes exaltés et les remet à la police. Massoud s'échappe, disparaît à l'étranger pendant quelques années (la légende le voit dans les camps palestiniens) et réapparaît dans le Panishir avec les survivants de la première aventure, à l'automne 1979, avec un appel à l'insurrection du professeur Rabbani, président du Jamiat. Le clergé local et les chefs de villages, ceux-là mêmes qui l'avaient rejeté avent l'invasion soviétique, l'intronisent alors * amir > (chef politique et militaire) de la val-·lée, titre qu'il porte maintenant pour deux des provinces au nord de Kaboul. L'étudiant est devenu un chef.

L'aide du Pakistan aux moudjahidins : un peu, mais pas trop

On a tout dit sur le poids que la Pakistan. La présence de trois à quatre millions de réfugiés, concentrés dans la province du Nord-Ouest et an Baloutistan, a eu des effets négatifs sur l'économie locale. Les réfugiés sont libres et ne sont pas enfermés dens des camps, ce qui est tout à l'honneur du régime ; mais, du coup, les troupeaux ou campements sauvages contribuent au déboisement ; les hommes acceptent des salaires inférieurs à ceux des Pakistanais, alors que les loyers deus les grandes villes atteignent des sommets; tensions sociales et ethniques sont exa-

L'opinion pakistanaise est hostile aux réfugiés, même si la politique à l'égard de Kaboul n'est contestée que par l'intelligentsia. Sitnée dans des zones tribales où l'Etat pakistanais ne s'est jamais vraiment imposé (l'egent politique est considéré comme un ambassadeur et non comme un gouverneur), la frontière evec l'Afghanistan voit une circulation d'armes (et de drogue) dans les deux sens, et l'armée soviéto-afghane ne se prive pas d'intervenir contre les villages frontaliers. Bien plus grave, le régime communiste de Kaboul reprend à son compte la revendication afghane traditionnelle sur les zones tribales situées en territoire pakistanais (non sculement le « Pashtounistan », mais aussi le Baloutchistan), dont les tribus sont très officiellement considérées à Kaboni comme relevant du ministère (afghan) des tribus et des nationalités, qui n'hésite pas à convoquer à Kaboul des assemblées générales de tribus pakistanaises (la dernière date du 14 septembre 1985).

Enfin si l'on garde en mémoire que le conflit fondamental est celui qui oppose le Pakistan à l'Inde, alliée traditionnelle de l'URSS, l'invasion soviétique de l'Afghanistan e aggravé la position stratégique du Pakistan, pris en pince entre deux armées hostiles et alliées. Bref, déstabilisation interne et menaces externes semblent les deux conséquences les plus immédiates de la guerre ; c'est l'argument de l'opposition, qui réclame, au nom de la défense des intérêts nationaux du Pakistan, des négociations directes avec le régime de

L'opposition pakistanaise considère que le soutien à la résistance afghane, en prolongeant la guerre, renforce le régime Zia mais affaiblit le Pakistan. Cette analyse est souvent reprise par les journalistes occidentaux, pour qui le régime Zia est une dictature militaire. sans base sociale, qui ne peut survivre que grâce à l'utilisation de la guerre pour faire taire l'opposition intérieure et obtenir un soutien américaiu. Les choses sont cependant plus compliquées. Ce régime, dont on annonce la chote imminente depuis des années. s'est révélé plus stable et plus modéré.

Le général Zia a, certes, profité de la guerre pour renforcer sa légitimité et obtenir un soutien occidental, matériel comme politique, qui aurali été inespéré antrement. Cependant, le régime du général Zia u'est pas si isolé sur le plan intérieur qu'on l'a dit; le processus de démocratisation est en route, quoique lentement ; la presse, surtout de langue anglaise, a retrouvé sa liberté d'expression (à condition de ne pas s'attaquer à la personne de Zia); les élections (sans parti) out été un succès, en grande partie parce qu'elles correspondent à la structure politique du Pakistan, plus faite du jeu des clientèles que d'adhé-

sion à des partis sur des bases idéologiques, lesquels d'ailleurs agissent à visage découvert ; enfin l'apposition est divisée et isolée. Quant aux mouve-ments séparatistes, ils se sont affaiblis : pour ce qui est des Pathans (Pash-tounes), c'est dans une grande mesure l'invasion soviétique qui a discrédité des dirigeants trop liés à Moscon.

Surtout, il n'est pas évident que la politique du général Zia vis-à-vis de l'Afghanistan soit à courte vue. Les intérêts du Pakistan, et non du seul régime, sont bien de « rentabiliser » la guerre d'Afghanistan, pour renforcer sa position régionale, très affaiblie depuis 1971. C'est toute l'habileté du régime actuel d'avoir su mener cette politique, en évitant soignensement d'aller an-delà du seuil qui entraînerait une réaction brutale de l'URSS.

Islamabad d'abord

La vision stratégique pakistanaise tourne autour de la « menace indienne » et non autour du conflit Est-Ouest: cette vision est réciproque, l'Inde ne percevant l'URSS que comme un facteur régional et non comme une superpuissance porteuse d'un système idéologique; pour l'Inde, c'est la rivalité avec le Pakistan pour l'hégémonie régionale qui constitue l'axe de sa politique.

On pourrait objecter que les jeux sont faits au moins depuis 1971, que l'Inde est désormais la grande puissance régionale et n'a plus rien à craindre d'un Pakistan affaibli; on pourrait ajouter que le Pakistan u'est guère menacé par une attaque frontale de l'armée indienne. Pen importe, - c'est bien le conflit indo-pakistanais qui est primordial pour les deux acteurs.

Sans aide américaine, tant militaire qu'économique, le Pakistan ne serait qu'un Etat de quatrième zone, socoué par la crise économique. Or il n'intéresse les Etats-Unis que dans le cadre de la confrontation Est-Ouest, mais pas dans celui da conflit indo pakistanais. Les Etats-Unis n'ont jamais soutenu le Pakistau daus ses différends avec l'Inde, malgré des accords militaires bilatéraux, et sont fermement opposés au programme nucléaire pakistanais. Toute prise de position neutraliste du Pakistan ne peut qu'amener Washing-ton à courtiser New-Delhi, dont le poids régional est sans commune mesure evec celui d'Islamabad.

En revanche, quand le Pakistan apparaît comme le dernier bastion face à l'expansionnisme soviétique en direction du golfe, le soutien américain-lui est acquis, en dépit du désir de Washington d'entretenir de bons rapports avec l'Inde. Le dimension Est-Quest l'emporte alors. Les Pakistanais font donc dépendre leur soutien à la résistance afghane d'une aide militaire et économique américaine. Les Indiens ont beau jeu de souligner que l'aide militaire américaine sert à renforcer l'armée pakistanaise sur leur frontière et non sur la frontière afghane. On pourrait ajouter que l'aide économique américaine pallie en ce moment les transferts de devises des émigrés travaillant dans les pays du Goife, dont beaucoup ont été renvoyés chez eux. Enfin, il est chair que les zones frontières connaissent un boom économique dû à l'aide internationale en faveur des réfugiés, qui est investie sur place : construction de quartiers entiers et de routes, commerces très actifs.

L'attitude du régime Zia n'est pas de servilité par rapport aux Etats-Unis, mais correspond aux intérêts du pays, tels que les Pakistanais, y compris dans l'opposition, les out toujours définis : exister face à l'Inde. Cette condition remplie, il lui reste à ne pas s'enfermer dans une confromation dangerense evec l'URSS. Sur ce plan-là eussi, la politique pakistanaise est cohérente depuis le début de la crise. L'aide militaire à le résistance, même après s'être récemment renforcée, est soigneusement tenue à l'intérieur de limites qui ne risquent pas de renverser la balance militaire en faveur des moudjahidins : pas de missiles sol-air, par d'armes sophisti-

Sur le plan diplomatique, le Pakistan a toujours gardé la porte ouverte aux négociations, d'une part en participant aux conversations indirectes de Genève sons l'égide de l'ONU (les exercices Cordovez »), d'antre part en s'opposant à la formation d'un gouvernement afghan en exil. Les Pakistanais u'ont même pas caché leurs réticences devant l'envoi d'une délégation commune de la résistance afghane à l'Assemblée générale de l'ONU, en octobre

Dernier point ; les stratèges pakistanais se préoccupent surtout de l'état de la résistance à leur frontière, dans les zones tribales pashtounes, qu'ils partagent avec Kaboul. Ce qui se passe au nord de l'Hindon-Kouch, à la frontière soviétique, ne les intéresse guère : leur but est plus la création d'un no man's land entre les troupes soviétiques et lour pays qu'une confrontation indirecto avec l'URSS, par Afghans interposés. Si le seul objectif de l'URSS était de garantir sa frontière sud, nul donte qu'un accord avec le Pakistan serait aisé. Mais est-ce bien là le but de TURSS?

Le 27 décembre, l'intervention militaire soviétique en Afghanistan entrera dans sa septième année. Olivier Roy, qui vient de faire un reportage dans les rangs de la résistance avant de séjourner au Pakistan, rapporte ci-dessous ses impressions sur le nouveau visage de cette guerre et sur le jeu du pays voisin, base arrière de la résistance.

résistants deviennent des professionnels

exclusive de l'armée gouverne- d'élites (parachutistes) sont effi- onverte à des néguerations, mentale ; fief des communistes de caces. la tendance khalq, opposée à la tendance parcham de l'actuel chef de l'Etat, Babrak Karmal, le Paktya restait le dermer symbole de l'autonomie des communistes afghans par rapport au grand frère soviétique. Or, la situation difficile des tronpes gouverne-mentales en août, après un renfor-cement considérable de l'armement de la résistance, rendait une intervention soviétique inévitable. Les circonstances semblaient favorables: Khost est une plaine où, contrairement au Panjshir, les blindés peuvent évoluer; le Paktya est une zone tribale où les rivalités entre tribus et chefs locaux sont fortes, en particulier entre la puissante tribu Zadran, menée par un religieux, Djellaluddin, et les tribus Tani, Jaji et Mangal, menées par des chefs plus traditionnels; enfin, Djellaluddin, le chef le plus prestigieux,

était en pèlerinage à La Mecque. L'offensive débute comme prévu, après un mois de bombardements aérieus minterrompus. Les troupes soviétiques, de l'ordre d'une division, réussissent à lever le siège de Khost et à se déployer dans toute la province, capturant un certain nombre de bases de la résistance et tuant quelques com-

mandants locaux.
Mais cette fois, on n'assiste pas à l'habituel repli en douceur des résistants face au rouleau compresseur. Non seulement les combattants locaux s'accrochent an terrain, mais des troupes fraîches se précipitent des zones tribales situées en territoire pakistanais.

« Bastions » et « zones molles »

Fait nouveau, ce sont des unités intertribales qui parviennent à stopper l'offensive soviétique. Bien plus, des troupes d'ethnies différentes, surtout formées de Tajiks et de Turkmènes venus du nord et qui se sont trouvées bloquées dans la province pashtonne du Paktya, participent au combat à côté des Pashtounes. Pour la première fois dans une grande bataille, les clivages tribaux et ethniques sont dépassés. Enfin, la résistance dispose d'artillerie légère et mène parfois une véritasont très fortes de part et d'autre, mais l'offensive est arrêtée à la mi-septembre.

Si l'on essaie de faire une synthèse de la situation militaire, deux faits sont frappants : la polarisation de la résistance entre bastions professionnalisés et zones « molles » d'une part, et d'autre part les faiblesses de l'armée sovictique, parvenue aux limites d'utilisation d'un corps expéditionnaire où seules les troupes

La professionnalisation de la résistance afghane se fait de manière très inégale; à côté des bastions, comme le Panishir, le Paktya, la région de Kaboul, Kandahar et Hêrat, on trouve de

comme l'a proposé le président Reagan lors de son discours à l'ONU Cependant, le renforcement est suffisant pour que les trospes d'élites de l'armée soviétique se cassent les dents sur ces

Désormais, c'est l'armée sovié-

tions de longue durée et logistique déficiente. Le moral des troupes ordinaires est bas et le marché noir ne fait que s'amplifier. Au Panjshir, non loin de la grande route qui relie Kaboul à l'URSS, on peut tout acheter: d'un uni-forme flambant neuf d'officier du KGB aux poeus de jeep, en pas-

200 km

vastes zones qui continuent de se comporter comme an début de la guerre et où le programme de pacification lancé par les Soviétiques rencontre quelques succès, d'antant que ces zones subissent de plein fouet une escalade militaire à laquelle elles ne peuvent au renforcement des bastions de la résistance, où l'aide américaine arrive lentement, à l'exception de l'ouest, soumis an blocus iranien.

Certes, l'aide militaire à la résistance reste à l'intérieur de límites qualitatives précises : pas d'armes occidentales sophistiquées, pas de missiles sol-air, à l'exception de SAM-7 obsolètes: Les Américains tiennent à faire savoir qu'ils ne veulent pas saigner l'URSS et que la porte reste

tique qui mêne toutes les offensives. Les troupes d'élites, parachutistes et commandos (mais la présence des spetnatz, unités d'élite plus ou moins mythiques, reste controversée); ne sont plus en réserve mais assurent l'essentiel des opérations, n'hésitant pas intervenir loin da soutien des blindés ou à monter des opera-

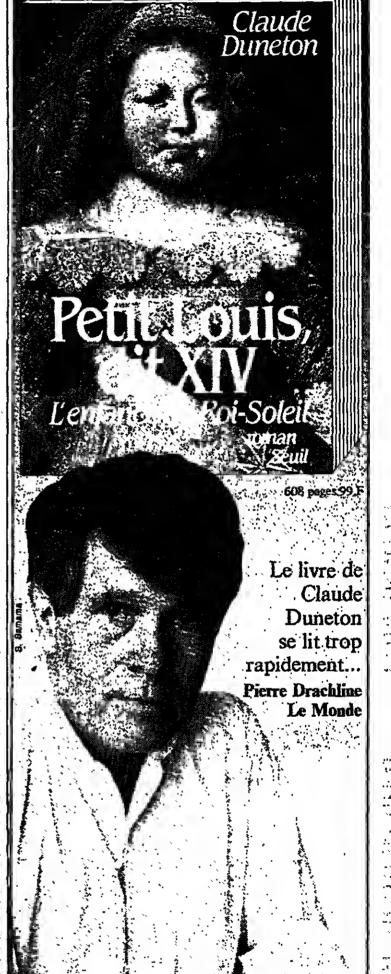
La « grande guerre. patriotique »

Elles se heurtent néanmoins aux contraintes que l'armée soviétique connaît depuis le début de la guerre: effectifs insuffisants pour occuper le terrain après les offensives on pour boucler la frontière, difficultés pour monter des opérasant par les bottes de parachutiste. Les prisonniers soviétiques se répandent en récits sur l'indiscipline des troupes et la dureté des conditions de vie; fait nouveau, les quatre prisonniers que nous avons vus au Panjahir sont des Européens et non des musulmans soviétiques. Les tensions dans l'armée soviétique restent fortes et l'incident qui aurait opposé des soldats Tajiks soviétiques à des Russes, après l'exécution d'un Tajik pour trafie de hashish, est tout à fait vraisemhlable (le Monde du 9 novembre).

Plus les troupes soviétiques sont impliquées dans les combats et plus les pertes augmentent. On ne peut plus les cacher à une opinion publique moins docile qu'on ne l'a dit. Depuis 1984, films et articles montrent les réalités de la guerre : on met une sourdine au devoir d'internationalisme prolétarien » et on insiste sur la défense des frontières de la patrie soviétique; les articles citant les faits d'armes de l'armée soviéti-que en Afghanistan se référent à la « grande guerre patriotique ». L'image qui émane de la presse soviétique se rapproche de la réa-lité: fini le mercenaire pakistanais; l'ennemi est bien, avant tout, afghan. Mais si les Soviétiques ont dû réévaluer la nature et les enjeux de cette guerre, leur perspective à long terme n'a pas change

La volonté soviétique de consi-dérer la « révolution afghane » comme irréversible ne se dément pas. Cependant, ils doivent maintenant faire face à des difficultés inattendues à moyen terme. Le contrôle des voies de communication de la résistance et des zones frontières est une nécessité impérieuse. Or, comme ils n'ont pas les troupes suffisantes pour bloquer la frontière, et comme le régime de Kaboul ne leur fournit pas la controle de transmission nécessaire pour étendre la pacification; c'est bien le Pakistan, arrière de la résistance, qui serait, le cas échéant, la cible d'une escalade soviétique.

Ilétait une fois...



Un récit croustillant, à façon, un petit régal à dévorer d'un trait malgré ses plus de cinq cents pages. Un roman bon comme le pain et doré comme la brioche, cuit à l'ancienne. Dans la grande tradition des Maîtres artisans de France! Michèle Gazier/Télérama

is pas trop

MISSIST

PARADIS FISCAUX: Comment atteindre le nirvana?

Connaissez-vous l'île de Pitcaim? Dans ce minuscule îlot du Pacifique îl n'existe aucun impôt d'aucune sorte. On trouve ainsi de par le mande quelques autres territoires bénis, qui ont l'avantage d'offrir à leurs résidents une totale exonération d'impôt. Et cola, dans la plus parfaite légalité.

SCIENCE & VIE ECONOMIE vous présente 40 paradis fiscaux et dévoile les "ficelles" juridiques qui permettent à de nom-breuses multinationales et à quelques particuliers fortunés d'atteindre le zirvana fiscal.

Egalement au sommaire du N° 13:

- Dénationalisation: vous n'ouriez pas 130 milliords?
- Obligations: épargne longue et mémoire courte.
- Initiation: portrait d'une banque.
- Enquête: le marketing du yaourt.

SCIENCE SEVE

Comprendre pour agir.



EN VENTE PARTOUT

inde

Après la victoire électorale du parti des «anti-immigrés» en Assam

Un «chef-ministre» étudiant attardé

De notre correspondant

langues prétendent qu'il n'a pas trenta-daux ens comma il l'affirme, mais trente-six, et qu'il est à ce titre le plus atterdé des étudiants en droit du peys. Tou-jours est-il que M. Prafulla Kumar Mahanta, président en chef de la Conférence du peuple assemais (AGP) — l'organisation compte huit autres « présidents » — est devenu, au cours du week-end, le premier chef-ministre > étudiant de l'histoire des vingt-deux Etats

Les résultats définitifs des élections du 16 décembre sont maintenant connus: I'AGP, demier-né des partis régionalistes de l'Inde, a remporté sobrantequatre des cent vingt-six sièges de l'assemblée locale, écrasant son adversaire, le Congrès Indira de M. Rajiv Gandhi, qui n'a pu en retenir que vingt-cinq. Quatorze rieges parlementaires pour la Chambre basse de New-Delhi étaient également à pourvoir : la moitié est allée à l'AGP, qui devient ainsi la aixième parti régioneliste à faire son entrée au Parlement fédéral, et quatre seulement au Congrès-I (qui détient toujours les deux tiers des man-

Le triomphe de l'AGP, créé en octobre demier sur les ruines du

mouvament étudiant antiimmigrés lancé en 1978, a été salué avec plus ou moins de hattage - selon qu'às sont elignés ou non sur le Congrès-l - per

tous les partis régionalistes de l'Inde : l'AlDMK du Tamil-Nadou, le Telegon-Desam de l'Andhra-Pradesh, la Conférence du Cachemire. l'Akali Dal du Pendiab, et les autres qui n'ont pas encore le pouvoir, mais qui peuvent espèrer actuelle se poursuit.

« Les minorités

n'ent rien à craindre »

Des reserves vis-à-vis de la politique d'accommodement certains disent de « bradage » de M. Gandhi lqui e mis en selle l'AGP en signant, en août, un accord avec lui comme il l'avait fait un peu plus tôt avec l'Akali à aa manifastar au sein du Congres-L

Rien ne dit cependant que l'AGP ne coopérera pas au niveau fédéral avec le Congrès, « Je me sens daventage responsable », a confié le jeune ministre en chef, implique, selon de nombreux observateurs, dans les massacres anti-immigréa da 1983 qui avaient fait des milliers da morts. Le front dégarni, la rondeur du

fier de poils noirs, M. Mahanta, fils d'un instituteur de village. perçu par la minorité immigrée Le Pen local, a fait dès se nomination une déclaration rassurante : « Les minorités (bangladeshies et musulmanes) n'ont rien à craindre de nous, leurs intérêts seront pro-

Calma; tacitume; s'exprimant toujours d'un ton doux et courtois, le nouveau maître des destinées de vingt millions d'Asseme (immigrés compris) s'est engagé à «nettoyer» les instances du pouvoir local « gangranées par la cor-ruption ». Mais, fidèle à son programme, il a aussi promia l'application de l'accord signé avec M. Gandhi, qui prévoit entre autres l'édification d'une muraille de barbelés autour du Bangladesh, le gel pour dix ans du droit de vote des immigras arrivés en Assam entre 1966 et 1971, ainsi que l'identification et l'expulsion de tous les étrangers clandestins entrés dans la région au cours des quatorze demieres années (le Monde daté 22-23 décembre.

Reste à savoir si M. Raily Gandhi, qui tient les cordons de la bourse de ce genne de décision. acceptera ou non de les délier. « Après tout, pense-t-on à New-Delhi, Prafulla a ce qu'il voulait, le

PATRICE CLAUDE.

« Time » évoque à son tour la possibilité d'un transfèrement de juifs soviétiques vers Israël avec le concours de la France

L'hebdomadaire américain Time juil. Elle a précisé : Mon mart a ffirme, dans son édition de ce lundi toujours considéré que le droit de décembre, que des négociations choisir son pays de résidence est, au affirme, dans son édition de ce lundi 23 décembre, que des négociations secrètes seraient actuellement en cours entre l'URSS, la Pologne, Israel et la France à propos du transserment de milliers de juifs soviétiques, dont Paris pourrait assurer le insport aérien vers l'Etat hébren,

Selun Time, le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, servirait d'intermédiaire entre le Kremlin et les autorités israéliemes, Moscon et Jérusalem n'ayant plus de relations diplomati-ques depuis 1967. L'hebdomadaire sjoute : « Ce programme compliqué (...) ne se réaliserait pas avant le lendemain du congrès du PC soviétique, prévu pour la fin du mais de février. »

Time rappelle que M. Shimon Pérès, lors de son dernier passage à Paris, avait parlé de l'éventualité de ce pont aérien (le Monde des 27 et 28 octobre) et assure que l'opération a été évoquée lors de la récente visite à Paris du général Jaruzelski.

L'espoir de Mr Elena Bonner

De son côté, Mª Elena Bonner a exprimé l'espoir, samedi 21 décembre, devant quelque trois cents fidèles réunis dans une synagogue de Newton (Massachusetts), que les autorités soviétiques autorisent tous les juifs d'URSS qui le souhaitent à rejoindre leur famille à l'étranger. D'origine juive mais non prati-quante, M. Bonner a affirmé que son mari, l'académicien dissident Andrei Sakharov, était considéré par le régime comme « un prisonnier de Sion », bien qu'il ne soit pes

meme titre que la fiberté d'opinion, un droit essentiel, une des garanties indispensables pour préserver la digrité humaine. Elle a ajouté : « J'espère, quant à moi, que tous les prisonniers de Sion seront libres. ainsi que tous mes amis de nations et de religions différentes. »

. Il s'agissait de la première intervention publique de M= Bonner depuis son arrivée sux Etats-Unis le 7 novembre. Interrogée sur les raisons de sa présence en ces lieux, elle

2'déclaré: - Parce que l'antisémitisme existe, je trouve qu'il est impossible de ne pas se rendre dans une synagogue. - - (AFP, Reuter.

"[Du côté français, on se borac à rap-aier, à propos de l'éventualité évoquée en Time, que Paris, vente disponible par Time, que Paris reste dispour toute opération humanitaire que celle-ci suppose un accord préala-ble de toutes les parties intéressées, en particulier sur son calendrier ; on avait affirmé, de boone source, an lendemain de la visite du général Jaruzchki à Puris, que cette question n'avait pas été abordée au cours de l'entrevue avec M. Mitterrand.]

Washington accuse à nouveau Moscou de violer les accords de limitation des armements

Un nouveau rapport de la Maison Blancha – le troisième de l'année – qui devait être transmis au Congrès des Etats-Unis, ce lundi 23 décem-bre, accuse l'URSS de violer divers accords de limitation des arme-ments. Ce texté reprend les accusa-tions dejà formalées à propos des missiles intercontinentaux (ICBM) SS-24 et SS-25 (le premier mobile à une ogive, le second transportable par chemin de fer et équipé de dix ogives nucléaires) qui seraient, selon Washington, dans la dernière phase de leur mise au point, mais il accuse aussi pour la première fois les Sovié-tiques de se préparer à expérimenter deux autres ICBM: les SS-X-26 et SS-X-27. Or le traite SALT 2, concla en 1979; n'autorise qu'un seul nouveau type d'ICBM de cha-

que côté. Le rapport fait encore allusion à un dépassement par l'URSS de son plafond, également fixé en 1979, de leux mille cinq cent quatre lanceurs d'engins stratégiques, mais sans chiffrer ce dépassement. Il accuse à nouveau Moscon de violer le traité le limitation des antimissiles (ABM) par son radar de Kras-noiarsk, ainsi què le traité limitant la

puissance des essais nucléaires é 150 kilotonnes. En revanche, il reconnaît que la production du bombardier intermédiaire Backfire est resombée à trente unités par an, comme Brejnev l'avait promis en

A Moscou, l'agence Tass a rejeté des dimanche les accusations de ce rapport qui, selon elle, n'est « qu'un nouveau faux à but de propagande » et ne contient « rien de nouveau ». Tass affirme notamment que le missile SS-25 u'est qu'une version améliorée d'un ICBM plus ancien, le SS-12, et que le radar de Krasnoiarsk ne sert qu'à l'observation des satellites.

On s'attend néanmoins que le publication de ce rapport renforce á Washington la position des « durs », qui font pression pour un abandon par les Etats-Unis des contraintes de SALT 2. Ce traité, que les deux par-ties s'étaient engagées à observer jusqu'à présent, bien qu'il n'ait pas été ratifié par les Etats-Unis, expire théoriquement le 31 décembre prochain, et M. Reagan devra prendre une décision à son sujet au début de Pannée prochaine. - [AFP, UPI.]

AMÉRIQUES

Brésil

L'euphorie de la croissance est revenue

De notre correspondant

Brasilia. - Les Brésiliens terminent l'année 1985 mieux qu'ils ne l'ont commencée. L'euphorie de la croissance est revenue, et la nouvelle République a pris désormais son rythme de croisière sous la houlette rassurante, lénifiante même, de M. José Sarney, qui a révélé, en neuf mois de pouvoir, un réel talent pour naviguer entre des forces et des intérêts opposés.

Une augmentation de 7 % du PNB, une industrie de nouveau en plein essor, le chômage en baisse et le pouvoir d'achat en progrès, un gouvernement assez sur de lui et de ses recettes en devises pour établir de nouveaux rapports avec le FMI: les bonnes nouvelles ne manquent pas en cette première année de la démocratie retrouvée. Seule ombre au tableau : l'inflation, difficilement maintenue à son niveau de l'an dernier (près de 230 %), et qui a encore dérapé ces deux derniers mois pour atteindre un rythme mensuel de

Le chemin de la croissance n'a pas été repris sans mal. Deux tendances, au début, se partageaient le gouvernement formé par Tancredo Neves, mort sans avoir assumé ses fonctions et remplacé par M. Sarney, son vice-président : une ten-dance dite orthodoxe, soucieuse de lutter d'abord contre l'inflation, et une autre, dite de ganche, favorable à la reprise immédiate du dévelop-

Tancredo Neves vuyait dans l'inflation le mai numéro un, à combattre en priorité pour faire redémarrer la production sur des bases assainies. Il avait placé aux finances un technocrate de l'ancien régime, M. Francisco Dornelles. Ce dernier commença sa gestion par une série de mesures déflationnistes pour réduire le train de vie de l'Etat et agir sur les prix. Sa politique ne pouvait que déplaire à la majorité du Parti du mouvement démocratique

La FAIT FRANÇAIS dans le monde LA FRANCE 3. SUPERPUISSANCE glo-Samus, les Russes et nous. Influence Les Anglo-Sanna, les linates et nous Influence de la France dans le monde : culturelle. Impusique Puissance financière et sone franc. Défense, acientes de pointe : les armes, classiques et sociétares. Étandae : 2º domaine territorial mondial (rone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. France des l'ametri.

C-meo chez l'ameur : FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL Le président Sarney est un gestionnaire prudent, et n'a pas son égal pour réduire les tensions et n'indisposer personne...

brésilien (PMDB), la formation de ceutre-gauche de M. Neves, qui avait prumis d'abandunner les recettes de ses prédécesseurs. Elle beartait aussi la volonté de M. Sarney de se rendre populaire pour gagner une légitimité qui lui manquait cruellement puisque, trans-fuge de l'ancien régime, il ne devait son poste qu'à une combinaison

Le conflit interne prit fin an mois d'août avec le départ de M. Dornelles et son remplacement par M. Dilson Funaro, entrepreneur de Sau-Paulo, lié étroitement an PMDB, dont il a contribué à claborer le programme économique. Avec lui triomphèrent les partisans du développement : l'industrie s'est littéralement emballée pendant le deuxième semestre : alors que la croissance en 1984 (+ 4,5 %) avait été « tirée » par les exportations, elle a été provoquée cette année par une augmentation de la consommation

Le FMI tenu à l'écart

Dès ses débuts en effet, la ponvelle République a voulu innover en accordant des revalorisations de salaires supérieures au taux d'inflation. Elle a innové aussi dans ses relations avec le FMI. Alors que le gouvernement du général Figuiredo avait adressé à l'organisation de Washington sept lettres d'intention en deux ans, Brasilia u'a pris en neuf mois aucun engagement précis et a suspendu les missions d'observation du Fonds. Celui-ci établit désormais ses rapports avec les chiffres fournis par Brasilia et non avec les données recueillies par ses experts.

Une bonne réserve de devises (8 milliards de dollars) et un excédent commercial (12 milliards de dollars), suffisant chaque année pour payer les intéreis de la dette extérieure, donnent apparemment une certaine marge de manceuvre au gonvernement Sarney, qui s'est efforcé, tout au long de l'année, de traiter directement avec les créanciers étrangers sans demander l'aval du FML

La flambée inflationniste du der-

alarmer les responsables de l'écono-mie, et leurs réactions à ce sujet sont contradictoires. Tandis qu'ou parle dans certaines instances gouverne-mentales de la nécessité d'un « plan austral», c'est-à-dire d'un gel des salaires et des prix et de la création d'une nouvelle monnaie - comme dans l'Argentine de M. Alfonsin, le ministre des finances est partisan de méthodes plus douces pour ne pas freiner la production. - En fait, estime un journaliste, Sarney n'a pas assez d'envergure pour imposer un plan austral. Il lui faudrait l'appui d'un parti, qu'il n'a pas. »

Les oppositions désarmées

Avec son visage bonhomme, voi-rebonasse, M. Sarney donne une image fidèle de son tempérament et de la politique qu'il a suivie jusqu'à présent. « Il louvoie, dit un de ses ministres; il s'efforce de n'indisposer personne ni à gauche ni à droite. Le président a les meilleures relations avec l'extrême gan-che, et il a réussi aussi à désarmer la te en amendant son projet de réforme agraire. L'Eglise sa montrait-elle insatisfaite à la suite de cet amendement? « Il n reçu ses principaux dirigeonts et, apparemment, il a réussi à les com puisqu'ils n'ont plus proteste, confie M. Celio Borja, l'un des conseillers du président.

Cette aptitude à réduire les tensions est propre certes au génie bré-silien. M. Sarney l'a poussée à un tel degré que rares sont les hommes politiques capables aujourd'hui de dire où va son gouvernement, fante d'adversaires reconnus et de partisans déclarés

L'année 1986 sera celle des réformes sociales », vient de décia-rer le chef de l'Etat. Et son conseiller, M. Borja, explique: « Notre idée, c'est que l'Etat doit se retirer d'une partie de l'activité économique pour financer des programmes sociaux. Il est présent actuellement dans des sectours qui ne sont pas stratégiques, tels que la sidérurgie et le textile, souvent à la suite d'interventions destinées à renflouer La flambée inflationniste du der-nier trimestre commence pourtant à lons obliger ces entreprises à privatiser une partie de leur capital, son que le contrôle public soit modifié

.

L'engagement a été pris par le gouvernement Sarney de venir en aide aux plus nécessiteux : un million et demi d'enfants doivent bénéficier, l'an prochain, de distributions gratuites de lait; un plus grand nombre d'élèves recevront, pendant une plus longue période de l'année, des repas gratuits à l'école; des secours alimentaires seront donnés aux familles les plus démunies, ainsi qu'aux femmes enceintes des bidonvilles. Un « paquet » législatif (la pacote) . voté début décembre, prévoit une pression fiscale accrue sur les classes les plus favorisées pour financer la « priorité aux pauvres » proclamée par le chef de l'État.

Ce n'est pas encore la réforme fiseele promise mais « c'est sun début », dit M. André Gustavo, rédacteur en chef du Jornal do Bra-

Et du côté des partis? La forma-tion majoritaire, le PMDB, est tiraillée entre une gauche et une droite. Son président, M. Ulysses Guima-raes, s'est montré jusqu'à présent incapable ou pen désireux de négocier le pacte politique et social dont M. Sarney a lancé l'idée il y a phi-sieurs mois. Si les élections municipales du 15 novembre ont permis au PMDB de consolider sa présence dans la plupart des grandes villes. elles lui out apporté aussi une défaite de première grandeur : la perte de la mairie de Sao-Paulo, gagnée per l'ancien président Janio Quadros contre M. Fernando Cardoso, porte-parole du gouvernement

Avec M. Quadros, c'est le populisme de droite qui prend sa revanche et modifie, une fois de plus, semble t-il, comme il y a un quan de siècle, les données du jen politique. Il a suffi que le nouveau maire de Sao-Paulo revienne d'un voyage en Europe avec la barbe de Lincoln son modèle favori - pour qu'il soit soupçonné de postuler à la succession de M. Sarney. Il est déjá pré-semé comme le seul candidat capa-ble, au nom das forces conser-vatrices, de faire barrage aux populistes de ganche de M. Lionel Brizola. Le président-éclair de 1961 (il démissionna après tept mois de mandat) contre l'agitateur patenté du gouvernement Goulart, renversé en 1964 par les militaires : si ce duel avait lieu, le Brésil se trouverait reporté — au sens propre du terme plus de vingt ans en arrière.

CHARLES VANHECKE.

UNE « PREMIÈRE » MODESTE Des parlementaires socialistes européens "ont été reçus à Moscou

De notre correspondant

Moscoa. L'événement est passé presque inaperça dans la capitale soviétique. Il s'agissait pourtant d'une première : la visite à Moscoa d'une déségation du groupe socialiste au Parlement européen, conduite par son président, M. Rudi Arndt (RFA), et composée notamment de M. Barbara Castle (Grande-Bretagne), MM. Henri Saby (France), Mario Dido (Italie), Ernest Glinn (Belgique) et Piet Denkert (Pays-Bas). Après une semaine de séjour, les parlementaires européens ont quinté l'URSS le dimanche 22 décembre.

L'ambignité était au rendez-vous.

L'eurs interfoculteurs soviétiques, voyalent sortout en eux des représentants de l'entité européeane dont l'existence était encore niée il y a

Pexistence était encere niée il y a peu à Moscou, mais avec laqualle M. Gorbatchev souhaite que le COMECON, l'association économi-COMECON, l'association économique des pays communistes, noue des relations officielles. Les parlementaires européens; de leur côté, auraient volonites joué les hirondelles qui annoncioni le printempa, mais ils ont rappelé qu'ils ne représentaient que le groupe socialiste et n'étaient nullement mandatés par le Parlement de Strasbourg tout entier, a fortiori par la Commission de a fortiori par la Commission de

Bruxelles.

Il y avait, pour couronner le tout, la difficulté à expliquer ici les pouvoins et le rôle du Parlement européen. Cette institution laisse perplexes les Soviétiques en raison de l'indépendance des députés par rapport aux gouvernements des pays dont ils sont originaires et de leur appartenance à des groupes politiques supranationaux. Ques supranationaux.

Réserve

Les Soviétiques avaient un message simple à transmettre : ils son-haitent une réponse rapide à leur-demande d'établissement de reia-tions formelles entre le COMECOM et la CEE.

Le secrétaire du COMECOM.

M. Viatcheslav Sytchev, a fair parvenir une demande à M. Jacques
Delors, président de la Commission
de Bruxelles, en juin dernier.
M. Gorbatchev a publiquement
affumé à Paris, le 3 octobre, qu'il
juggait utile l'établissement de * rapports plus constructifs - entre le COMECOM et la CEE, qui pourraient même, selon lai, permettre egalement » la recherche d'un langage commun sur les pro-blèmes internationaux concrets ».

L'attitude de la Commission de Bruxelles a été jusqu'ici plutôt réser-vée. M. Delors n'a pas lui-même répondu et s'est contenté de faire demander des éclaircissements en juiller par le commissaire européen aux relations extérieures, M. Declercq. Le principal obstacle

est financier et touche à la différence de natures entre la CEE, véri-table union commerciale et doua-nière, et le COMECON, qui n'a pas compétence, par exemple, pour fixer des tarifs communs. Les parlementaires socialistes européens se sont donc lancés dans une mission de bons offices destinée à accélérer le

M. Arndi s'est toutefois montré prudent sur l'instauration de rela-tions efficielle entre le COMECON talis entractic entre le COMPECON et la CEE. « En aucun cas, a-t-il dit, il ne faut que cela aboutisse à la constitution d'un cadre trop rigide qui puisse nuire aux relations entre la Communauté et les pays d'Europe de l'Est. »

Les parlementaires socialistes europens, s'ils ont été fort courtoisement reçus, ne l'ont pas été à un très hauf niveau. Ils ont vu des «experts», tel M. Zagladine, chef adjoint du département international au comité central, on des personnelisés erres de l'été es personnelisés erres erres de l'été fort courtois en l'été à un très hauf niveau par l'été à un très hauf niveau les estés de la companie d nalités sans grand poids politique, tel M. Voss, président du Soviet des nationalités. Leur seul interlocuteur an bureau politique a été M. Demit-chev, ministre de la culture, qui n'est que suppléant. DOMINIQUE DHOMBRES.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Mis en cause par Roper PEYRE-FITTE dans l'émission télévisée - Droit FITTE dans l'émission télévisée - Droit de réponse : de Michel POLAC, le 20 avril dernier, émission consecrée aux faus dans l'art., Mr TAJAN, commis-saine paiseur, et l'étade ADER, PI-CARD, TAJAN out assigné en délémna-tion l'émission.

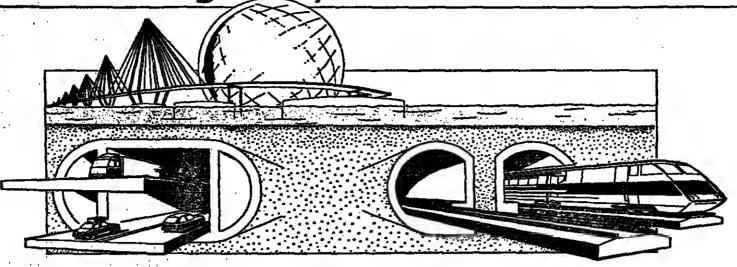
L'affaire a été éroquée le 30 ectobre rievant le Tribunal de grande instance de Paris présidé per M. DOUVRELEUR Après piaidoiries de l'avocar de la TAIAN et de son étade, M' Thierry VAN CAUWELAERT, M. Roger PEYREFITTE qui assumait ha-même PEYRETITE qui assumit hi même se défense, essisté de Me Patrick GAULTIER, a décisée qu'il s'avait es rien vouta diffamer les plaignants et qu'il jeur était, au couraire, très reconnaissant des deux ventes qu'il leur avait conflées, l'une en 1974 pour ses mon-naies grecques et rossaines, l'autre en naics grecques et rumaines, l'autre en 1976 pour une partie de ses marbres au-

Il a ajouté que si ses paroles avaient été imprudences ou mal interprétées, elles ne correspondaient pas à su pensée puisqu'il professait en particulier des paragin principal en paraciner des sentiments d'aminis à l'égard de Me TA-JAN. Daus ces conditions, le président a invité les deux parties à rechercher la suie de la conciliation. M. Roger PEY-REFITTE s'en est félicité et Me TA-IAN a been would l'accepter.

Ce communiqué met un terme à un malentendu que M. Roper PEYRE-FITTE déplore et que M. TAJAN et l'étade ADER, PICARD, TAJAN ettimajent ponton attendire jest justs tele-

EURO ROUTE: LES BATISSEURS D'AMBITION.

France-Angleterre, le rêve devient réalité.



25 millions de passagers et plus de 14 millions de tonnes de fret! Voilà le défi que seul EURO ROUTE pourra relever.

EURO ROUTE, un véritable système rail-route:

tur la possibiliti relegiques veni

i in France

■ Une autoroute ininterrompue de 37km, à deux fois deux voies, empruntant successivement un pont de 8km, un tunnel de 21km, puis un pont de

Deux îles relais permettant l'accès au tunnel et entièrement conçues pour le bien-être des usagers (hôtels, restaurants panoramiques, parkings, ports de plaisance...)

■ Une double percée ferroviaire de 38km équipée pour accueillir les trains à grande vitesse.

■ L'Angleterre à 30 minutes de nos côtes, en toute liberté, en toute sécurité, en toute simplicité.

Pour la France, pour l'Angleterre, pour l'Europe entière, ce sera un changement majeur.

Pour la région Nord/Pas-de-Calais, c'est une chance considérable à saisir dès aujourd'hui.

Une chance pour l'emploi

Durant les 5 années prévues pour sa construction,

régions: le Nord/Pas-de-Calais, bien sûr, avec 20000 emplois et les pays de Basse-Loire avec plusieurs milliers d'autres; sans compter les multiples activités liées à son exploitation après 1993!

De quoi stimuler des secteurs vitaux pour notre économie: sidérurgie, construction navale, travaux publics, etc.

Une chance pour l'avenir

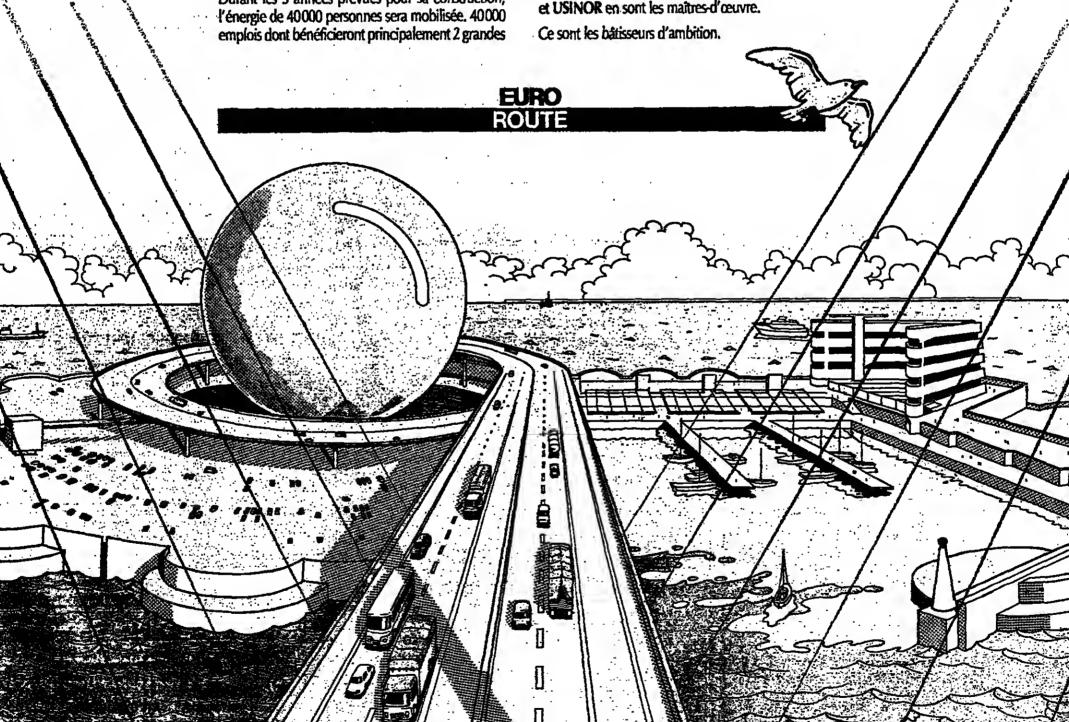
Rendre au Nord/Pas-de-Calais la place qui lui revient en Europe, c'est l'un des principaux apports d'EURO ROUTE

Cette région a toujours été une pièce importante sur l'échiquier européen. Avec EURO ROUTE, elle devient une pièce maîtresse, un pôle d'attraction, sur le plan commercial, économique et touristique.

Des milliers d'emplois, des millions de touristes, des milliards de devises, c'est ça le projet EURO ROUTE!

Seul un groupement prestigieux, à très haut savoirfaire financier et technique, pouvait afficher autant de

ALSTHOM, BANQUE PARIBAS, CGE, GTM ENTREPOSE, SOCIETE GENERALE et USINOR en sont les maîtres-d'œuvre.



EUROPE

Italie

LE GIGANTESQUE INCENDIE DE NAPLES

Les enquêteurs ne penchent pas pour la thèse de l'attentat

De notre correspondant

Rome. - Un énorme champignon de fomée ooire flotte depuis quarante-huit heures an-dessus da golfc de Noples. Il convre toute la ville et s'étend jusqu'à l'île de Capri. Depuis l'anbe du 21 décembre, nn incendie dévore le centre pétrochimique AGIP de San Giovanni à Tednocio, dans la banlieue indus-trielle de la ville. Plus de 30 000 mètres carrés de bâtiments et vingt grandes cuves sont eo flammes. Malgré leurs efforts, les cinq cents pompiers de Naples, mais aussi de Rome, venus en renfort o'ont pas réussi à éteindre le brasier. Ils ont seulement pa le circonscrire. Uo seul réservoir était cucore en flammes dans la soirée du dimanche; l'incendie devrait mourir de lui-même dans la journée du 23 décem-

Il a fallu évacuer des milliers d'habitants de ce populeux quartier de la périphérie de Naples, où de combrenx immeubles oot été construits autour des dix mille mètres carrés de la zone industrielle. scène do sinistre. Le bilan de la catastrophe reste néanmoins limité; quatre morts (deux ouvriers de l'AGIP et un couple de personnes âgées mortes dans l'effondrement d'no immenble soufflé par l'expiosion) et plus de cent soixante-dix blessés. La panique créée par cet incendie o'en a pas moins été terrible. Le souffle de l'explosion des

preminrs réservoirs, à 5 b 13, le matin, a brisé toutes les vitres dans un rayon de 6 kilomètres. Des centaines de personnes sont descendues affolées dans la rue. Nombre d'entre elles croyaient à une éruption du Vésuve. Uo nuvrier de l'AGIP. M. Paolo Giordano, raconte: • Jai vu des flammes, puis aussitôt après il y n eu une terrible explosion. J'al été soulevé en l'air par l'onde de choc, projeté à quelques mètres. Quand j'ai repris mes esprits, je n'en croyais pas mes yeux; des blessés hurlaient, certains essaynient d'esculader une des portes de l'établissement restée bloquée, d'autres n'arrivalent pas à bouger et appelaient à l'aide. -

Les flammes oot rapidement gagné la cœur du complexe pétro-chimique. Elles atteignaient plus de 200 mètres de hant. Pour des raisons de sécurité, la circulation ferroviaire o été interrompue sur la ligne Nanles-Salerne. I'un des principaux axes de communication nord-sud du pays, qui passe à quelques centaines de mètres de la raffinerie. Au moment de l'explosion, un train de banlieusards qui arrivait à petite vitesse a en toutes les vitres pulvérisées par le souffle, cent quarante personnes ont été blesses. Le trafic de certaines bretelles des autoroutes

a également été dévié. Presque un an jour pour jour après l'attentat à la bombe du train 904 Naples-Milan, près de Bologne, qui était bondé de familles d'émigrants montant au nord pour passer Noël nvec leurs proches, une nouvelle tragédie s'est donc abattue sur la ville au moment de Noël. « Ce que j'ai vu est terrible, affirmant M. Carla D'Amata, maire de Nanics Des établissements industriels de ce type ne devraient pas être înstalles en pleine ville. Nous demandons que ces industries à risques soient immédiatement éloignées des zones urbaines.

Deux mille sans-abri

Les causes de la catastrophe o'ont pas encore pu être déterminées.

Tant que l'incendie n'aura pas été complètement éteint, il sera impos complétement éteint, il sera impos-sible de savoir exactement ce qui s'est passé », déclarait M. Guseppe Zamberletti, ministre de la protec-tion civile, qui depuis l'aube du 21 décembre coordonne les secours. Quelques employés de l'AGIP évo-quent la possibilité d'un attentat. Ils racontent que, juste avant l'explo-sion, il s'est fait sentir une odeur de soufre, mais nombre d'autres témoignages affirment au contraire qu'il s'agissait d'une odeur d'essence...

'Si les enquêteurs n'abandonnent pas n priori l'hypothèse d'un attentat, ils restent néanmoins très sceptiques : le sinistre a éclaté au centre de l'établissement pétrochimique, là où l'essence à peine déchargée des tankers est stockée en attente des derniers contrôles et des visas fis-

caux, sous la garde de la police financière. Pour d'éventuels terroristes, choisir ce site pour un atten-tat est été multiplier inutilement les risques et les difficultés.

Deux magistrats de Naples, MM. Carlo Visconti et Giuseppe Fusco, sont charges de l'enquête. Une première hypothèse : l'incendie est peut-être lié aux opérations de déchargement de 72 000 tonnes d'essence par un pétrolier. Le navire a été mis sons séquestre et son com-mandant aussitôt interrogé. Les magistrats ont austi commence à questionner les responsables lechni-ques de l'établissement. Comment expliquer qu'ancun des dispositifs 'anti-incendie dont étalent numis les réservoirs n'ait fonctionné? Est-ce simplement à cause de la violence de l'explosion, puis de la rapidité avec laquelle se sont propagées les flammes? S'agit-il au contraire d'undéfaut de conception ou d'entretien dans : les systèmes de sécurité ? Autant de problèmes qui d'ores et déjà alimentent les polémiques.

Les domnages causés par la catastrophe sont évalués à plus de 100 milliards de lires; près de deux mille habitants do quartier sont désormais sans abri. Ils iront rejoindre pour les fêtes de Noël les quelques milliers de sinistrés do tremblement de terre de novembre 1980 qui, depuis cinq ans, sont encore installés dans une quinzaine d'hôtels et d'édifices publics réquisitionnés.....

(Intering)

Turquie

La justice militaire refuse de relaxer les intellectuels de l'Association pour la paix

On attendait avec impatience le ugement de la Cour de cassation militaire dans l'affaire de l'Associaion pour la paix dont 23 membres et dirigeants ont maille à partir avec la justice depuis juin 1982. Ces intellectuels, accusés de « propagande communiste > ct de constitution d'une organisation illégale », avaient été condamnés à des peines de prison allant de cinq à huit années. La Cour de cassation militaire a invalidé ce jugement pour vice de forme et renvoyê l'affaire pour un nouveau jugement. Retour à la case départ. done. Mais, contrairement à toute attente, la Cour de cassation militaire a refusé la demaode de relaxation concernant douze des accusés, incarcérés depuis novembre 1983 (1).

Cela a fait l'effet d'une douche froide on sein des milieux intellectuels, tout comme chez les diplomotes occidentanx eo poste à Ankara. En effet, ao moment où cinq pays européens - dont la France - vicament de faire un geste de déteote en retirant la plointe qu'ils avaicot déposée contre la Turquie coprès de lo Commission des droits de l'homme dn Conseil de l'Europe, on espérait que la justice turque se montrerait de son côté plus souple, en particu-lier quant au sort des intellectuels

Cette décision apparaît d'antent moins explicable que dans d'outres procès, comme celui des dirigeants de la centrale ouvrière progressiste (DISK) on celui des dirigeants du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite), les principaux

remplacé.

La Cour statuant en dernier ressort, a également confirmé la semaine dernière les peines de cinq à douze ans de prisco infligées à quarante-irois membres de l'ancien parti ouvrier tore (commuoisant). Dans les deux cas, le sort réservé à des hommes de ganche qui avaient très clairement déclaré leur hostilité à toute forme d'action violente et ne soot sanctinnnés que pour délit d'opinion, contraste fâcheusement avec l'amélioration du climat politique que l'on avait pu noter ces derniers temps en Turquie.

Tortures

L'état de siège est désormais levé dans les départements les plus importants et la presse jouit d'une plus grande liberté. L'opinion paraît plus sensible aux violations des droits de l'homme. Uo député l'opposition sociale-démocrate, M. Canver, vient ainsi de publier une liste de cent treize personnes mortes, selon lui, des suites de tortures et de demander des explications au ministre de l'intérieur. La presse o'hésite plus à aborder ce snict. le dernier cas de tortures ayant été récemment dénoncé dans ln département de Giresun, en Anatolie du Nord.

De même, un groupe de mères de détenus incarcérés dans les prisons d'Istanbul et d'Ankara a organisé, la semainn dernière, noc enoférence de presse dans les accusés, pourtant passibles de la locaux du Parti populiste social-

Le Monde-

SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le

Mais savez-vous que non seulement tous les

exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent

disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde

Le microfilm possède de réels avantages que les

archives classiques n'ont pas: encombrement réduit,

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement

RESEARCH PUBLICATIONS

P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre

Tel: 0734-583247 Telex: 8488336 NADL G

manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

Pour tous reaseignements complémentaires,

Directeur Commercial

conservez peut-être depuis des années.

Diplomatique et Le Monde de l'Education?

peine de mort, ont été relaxés et démocrate, principale formation de comparaissent désormais en pré-venus libres.

l'opposition, pour déconcer les conditions de détention et les pressions psychologiques exercées sur

leurs enfants. En refusant la relaxe des membres de l'Association pour la paix, aurait-oo voulu démontrer à l'étranger que la Turquie est un pays souverain et que le cours normal de la justice ne saurait être affecté par les pressions, venues de l'extérieur? Le dénouement rapide de certains procès a été implicite-ment souhaité par les cinq pays curopéens qui oot retiré lenr plainte contre la Turquic.

L'opinion turque est divisée à propos des conditions mises on retrait de cette plainte. Certains les trnovent justes, tandis que d'autres estiment qu'elles représentent une ingérence dans les affaires internes de la Turquie.

A. U.

(I) Six antres accusés, dunt le bâtonnier Apaidin et l'ancien ambassa-deur Dikerdem, ont été relaxés en novembre 1984.

Pologne. LE DIXIÈME CONGRÈS **DU PARTI** AURA LIEU FIN JUN

Le général Jaruzelski a annoucé, samedi 21 décembre, à l'issue d'un plénum du comité central du PC. que le dixième congrès du parti aura lieu dans la dernière décade du mois de juin 1986. Il sera précédé, a t-il dit, par des a édiretiens avec tous membres et les candidats > du

Le pienum a d'autre part nommé ao secrétariat du comité central le général Jozef Baryla, soixante et un an, vice-ministre de la défense et chef de la direction politique de l'armée - (AFP.)

 Dix-sept morts dans un coup-de grison. – Dix-sept mineurs out été tués et un autre o été porté disparu à la suite d'un coup de grisou qui s'est produit dimanche après-midi 22 décembre dans une mine de charbon de Walbrzych, au sud-ouest de la Pologne, a annoncé l'agence polonaise de presse PAP.

L'explosion s'est produite dans une galerie simée à 200 mètres sous terre, alors que vingt-six mineurs y travallaient, précise l'agence.

PROCHE-ORIENT

LE DÉPLOIEMENT DE SAM-5 EN LIBYE

Washington dénonce une « escalade dangereuse dans le soutien de l'URSS à Tripoli »

La Libye o confirmé, dimanche 22 décembre, les informations amé-ricaines seloo lesquelles elle déployait sur son territoire des mistiles soviétiques antisériens SAM-5. qui figurent permi les engins de plus longue portée dont dispose l'URSS dans ce domaine. Un communiqué du ministère libyen des affaires étrangères assure que « l'unique but (de ce dépioiement) est de défendre le golfe de Syrte et les eaux territo-

Un porte-parole du département d'Etat avait dénoncé, samedi, « l'escalade dangereuse dans le soutien de l'Union soviétique à la Libye -. - L'arsenal libyen d'armements soviétiques est bien commu de nous et excède de beaucoup tout besoin légitime de défense de la Libre », avait poursuivi le porte-parole. Les Etats-Unis out protesté anprès de Moscon au sujet do ent de ces missiles, mais leur démarche est restée sans

Washington craint que ce noucan dispositif antiafrien ne mette en danger les vois de reconnaissance qu'effectuent les appareils de la VI florie au-dessus de cotte zone de la Méditerranée, qu'ils considèrent comme faisant partie des caux inter-

Les SAM-5 sont, en effet, des missiles à longue portée - 250 à 300 kilomètres - alors que la Libye ne disposait, jusqu'à présent, que d'engins de courte portée (SAM-2 et SAM-3). Les nouvelles batteries de missiles, selon des officiels américains cités par le Washington Past, doivent être servies par des Soviétiques et installées sur deux sites,

L'accroissement de l'arsenal de Tripoli est évidemment de nature à dégrader encore, si faire se peut, le climat des relations entre les Etats-Unis et la Libye. En août 1981, deux F-14 américains participant à des manœuvres dans la région da golfo de Syrte avaient abattu deux chasseurs libyens de fabrication soviéti-

Egypte ---

 Huit Egyptiens devant la Cour de sureté de l'État. - Passibles de la peine capitale, ils sont accusés d'avoir recu la somme de 18 400 dollars des services secrets libyens en vue de . former des cellules clandestines de sabotage destinées à ren-verser le régime ». -- (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Mgr Fresno : pas de messe de Noël pour le général Pinochet

Sentiago (AFP). - L'archevêque de Santiago, le cardinal Juan Francisco Fresno, a annoncé, samedi 21 décembre, qu'il avait décliné une invitation du président Pinochet à venir célébrer une messe au palais présidentiel de la Monada. Le cardinal a indiqué, au cours d'un office, qu'il ne célébrerait qu'une seule messe au cours de la nuit de Noël à la cathédrale métropolitaine de Santiago. Les propos de Mgr Fresno ont été applaudis par une partie de l'assis-

D'autre pert, le gouvernement chilien a rejeté à la fin de la semaine dernière l'« accord national » pour une transition démocratique, adopté en août demier par les dirigeants de onze formations politiques d'opposition. Ce document, élaboré en coopération avec l'Eglise, avait reçu le soutien de Mgr Fresno.

CHINE

Manifestation antinucléaire

Pēkin. - La place Tian-Anmen a été, dimanche 22 décembre, pour la première fois, le théêtre d'une manifestation antinucléaire organisée par deux cents à quatre cents étudiants originaires de la région de Lop-Nor, proche de la frontière soviétique, qui est le principal centre d'essais nucléaires chinois. Selon des témoins, les étudiants appartenaient au Collège central des nationalités, une institution réservée aux membres des cinquante-cinq minorités ethniques de Chine: Aucune arrestation n'a été rapportée au cours de cette manifestation qui n'était pas autorisée. Appartenant à l'ethnie musulmans otigioure, originaire de l'une des cinq régions autonomes de Chine, les étudiants ont remis une pétition à un officiel de PC, demandant notamment la fin des essais nucléaires à Lop-Nor, dans le désert Takla-Makan, où une trentaine d'essais nucléaires ont eu lieu depuis l'explosion de la première bombe ato-mique chinoise en 1964. — (AFP, UPI).

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Un nouveau parti d'opposition

Dublin. - Un ancien ministre du parti d'opposition Fianna Fail (nationaliste). M. Desmond O'Malley, a annoncé, samedi 21 décembre, la formation d'un nouveau parti politique, le Parti démocrate-progressiste. M. O'Malley avait été exclu du Fianna Fail en 1984 en raison de son opposition à la politique de ce parti sur la Ebéralisation des lois sociales et sur l'Irlande du Nord, La cofonda-trice de la nouvelle formation est Man Mairy Hamey, qui a dû quitter le Fianna Fait récemment parce qu'elle soutenait l'accord signé le 15 novembre per Man Margaret Thatcher et le premier ministre intendais, M, Garret FitzGerald, aur l'Irlande du Nord. Le nouveau parti-se veut libéral dans le domaine social, modéré à l'égard de l'Irlande du Nord, et conservateur en matière économique. - (Cor-

Le sort des otages de Beyrouth

Mr. Joëlle Kauffmann se rend marde au Liban avec ses deux enfants pour « être le plus près possible » de son mari. Elle entend conserver à ce voyage un caractère familial ». A Beyrouth, où il tente une mission de médiation, le docteur Reza Raad, médecin français d'origine libenaise, a rencontré à plusieurs reprises d'importants responsables du Hezbollah (le Parti de Dieu - intégristes musulmans pro-iraniens). Il a fait don de matériel médical et de médicaments à une société de bienfaisance, l'Association islamique, en signe de solidarité, a-t-il dit, avec la population de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue sud (à majorité chitte). Les enlevements sur base confessionnelle se som poursuivis ce week-end à Beyrouth : trois musulmans ont été enlevés à l'est alors qu'ils venaient à franchir la ligne de démarcation. A la fin de la semaine demière, dix chrétiens avaient été enlevés à Beyrouth-Ouest. --

PAKISTAN

Arrestations d'opposants

Islamabad. - Una trentaine de dirigeants et militants du MRD (Mouvement pour le restauration de le démocratie), interdit) ont été arrêtés à Lahore, dimanche 22 décembre, alors que le président Zia Ul Hag convoqualt, pour mardi, une session commune de l'Assembiée nationale et du Sénat: Cette réunion extraordinaire des deux Chambres pourrait fournir l'occasion au général Zia d'annoncer le levée de la loi martiale, ainsi qu'il a promis de le faire avant la 31 décembre. Le MRD avait, la semaine dernière, fait campagne en faveur d'un meeting public le 25 décembre, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Mohammad Ali Jinnah, fondateur du Pakistan. — (AFP, Reuter).

URSS

Nouveau vice-premier ministre

M. Your Batsline a été nommé vice-président du conseil des ministres de l'URSS en remplacement de M. Venismin Dymchits qui prend sa retraite à l'âge de sobante-quinze ens, a annoncé, samedi 21 décembre, l'agence Tass. M. Bataline, cinquante-huit ans, était depuis le 11 avril 1983, président du comité d'Etat pour le travail et les questions sociales après avoir occupé pendant dix ans le poste de premier vice-ministre de la construction des entreprises de l'industrie du pétrole et du gaz, secteur dont était responsable M. Dyrnchite au niveau du conseil des ministres depuis millet 1962.

Tass annonce, d'autre part, que M. Moukhamednezar Gapouroy a été libéré de ses fonctions de premier secrétaire du Parti communiste de Turkménie, République soviétique d'Asie centrale, après ayoir occupé os poste pendent seize ans. M. Gapourov, soixant trois ans, prend sa retraite et est remplacé par M. Separmourad Niszov, quarante-six ans, qui exerçait depuis mars darnier les fonçtions de premier ministre de Turkménie. - (AFP.)

Institut Florimont 37, av. du Petit-Laucy - CH-1213 GENEVE - TEL 022/92-09-11 Collège Marie-Thérèse 24. m. Engine-Lauce - CH-1212 GENEVE - TH. 822/94-26-20

Classes primeiras et secondaires jardin d'enfants BACCALAURÉAT FRANÇAIS et MATURITÉ SUISSE Internat-Externat

IBREZ FREGENCE FREGENCE NONE Somition S

Radio France Internationale : 33 émetteurs, 24 h/24, 12 langues, 80 millions d'auditeurs - R.F.I., la radio de référence pour 5 continents qui vibrent fréquence monde.

En Afrique :

20 éditions d'information, 23 heures de programme par jour sur l'ensemble du continent, en français, anglais et portugais. Un public de décideurs et de consommateurs à l'écoute de Paris, attentifs aux entreprises françaises. R.F.J., l'Afrique vibre fréquence monde.

PÉNÉTRATION DE R.F.J. EN AFRIQUE FRANCOPHONE

FRANCOPHONE									
55	% 1985								
1) 499	1985								
67%	1985								
50%	1985								
53%	1984								
28%	1983								
	55 1) 49 % · 67 % 50 % 53 %								

Sondage auprès des francophones des principales métropoles africaines. Sources: Secodip (1), Institut ivairien d'Opinion Publique (2), Laure Terrou MRA (3).

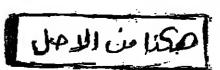
R.F.I. ouvre ses antennes aux annonceurs français : régle publicitaire : R.F.P. Tél.: 45.53.17.17. R.F.I. Relations Extérieures. Tél.: 42.30.30.71.

\$ 2475,000,000



Radio france internationale Une entreprise de l'Audiovisuel public.

Siquier Courcelle et associé



politique

LA FIN DE LA LÉGISLATURE

Sous le signe du compromis avec le Sénat

La session extraordinaire du Parlement, ouverte dans la muit du 20 au 21 décembre, s'est terminé, le dimanche 22 décembre. Elle aura permis au gouverpas pa être définitivement adoptés avant la fin de la session ordinaire... mais pas le dixième sur l'aménagement du temps de travail. Ce projet pourrait faire l'objet d'une convocation du Parlement en janvier, à moins que le gouvernement ne renonce à un débat que les communistes out l'intention de faire traîner au maximum. La décision n'est pas encore prise, les avis étant partagés entre les ministères concern

Les ultimes trayaux de la législature ont été murqués par la réalisation de deux compromis entre le

du Laxembourg, cette dernière n'a pas voulu s'enga-ger dans une bataille de retardement — du type de celles qu'elle avait livrées lors des étés 1984 et 1985 – sur la limitation du comut des mandats et sur l'amendement « tour Eiffel ». Ce dernier point a fait l'objet d'une conversation entre le président de la République et celui du Sénat. Le gouvernement pouvait à juste titre s'appuyer sur le fait que les coméquences de ces deux textes sont électoralement

Le bilan de ces sessions se traduit fimalement par l'adoption définitive de soixante-neuf projets ou pro-

positions de loi, chiffre considérable pour une période essentiellement consacrée au budget. Ainsi en 1984, dans les mêmes circonstances, il n'y avait en que cinquante et un textes définitivement votés. Pour arriver à un tel résultat, le gouvernement à dû Pour arriver à un tel résultat, le gouvernement à dû décréter l'urgence sur la plapart des textes en discussion, réduisant ainsi le nombre des navettes entre les deux Assemblées an grand regret des sénuteurs, qui y voient une atteinte an bicamérisme, pourtant attéané, de la V' République, et qui, de plus, n'est pas sans conséquences — négativée selon lui — sur la qualité juridique des textes ainsi approuvés.

Au total, la législature commencée en juin 1981 auxa permis le vote de chan cont amarante-neuf lala.

aura permis le vote de cinq cent quarante-neuf lois,

ce qui ne remet pas en cause le record atteint entre 1973 et 1978 de six cent trente-huit textes. Mais, en ce domaine, la quantité n'est pas l'élément le plus significatif de l'ampleur du travail accompli.

En cinq ans, les socialistes out dû apprendre à légiférer. Quel que soit l'avenir, ils ne pourront pas oublier les leçous de cet apprentissage. De son côté, la droite a découvert les charmes de l'opposition. Cela aussi laissera des traces. Le Sénat u'est essayé non sans succès au rôle de Chambre contestatrice. Acceptera-t-il de le perdre après mars 1986 ?

THIERRY BRÉHIER et ANNE CHAUSSEBOURG.

seccion ordinaire et lors de la session. extraordinaire du samedi 21 et dimanche 22 décembre, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les projets de loi suivants :

Copropriété. - Les députés, le jeudi 19 décembre, ont approuvé en troisième lecture, dans le texte du Sénat, la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison (PS, ic-Saint-Denis) facilitant la gestion des immeubles d'habitation en copropriété, notamment en dimiunant les majorités requises pour un certain nombro de décisions (le Monde des 4 octobre, 14 et 30 novembre, daté 15-16 décembre). Le dernier sujet en discussion entre les deux chambres concernait l'obligation pour les syndics d'ouvrir des comptes bancaires pour chacune des copropriétés dont ils ont la ges-

Finalement, les députés, après les sénateurs, out accepté la solution préconisée par le gouvernement : la syndic devra soumettre au vote de l'Assemblée générale des copropriétaires, lors de sa première désigna-tion et au moins tous les trois ans, la décision d'ouvrir ou non un compte bancaire séparé; s'il ne respecte pas cette obligation, sa désignation sera nulle; cette nouvelle législation entre immédiatement en vigueur.

· Conventions internationales. L'Assemblée a approuvé, le jeudi 19 décembre, des projets de loi déjà votés par le Sénat, autorisant la ratiavec le Népal, sur la coopération culturelle, scientifique et technique; avec la Côte d'Ivoire, pour éviter les doubles impositions; avec la Grèce, sur les contrats civils et commerciaux élaborés dans le cadre de la

Communanté curopéenne Dans les mêmes conditions, le vendredí 20 décembre, l'Assemblée a approuvé un accord avec la Suisse sur la construction d'un viaduc entre Saint-Julien-en-Genevois et Bardonnex; il permettra de raccorder le réseau autoroutier français à la future voie contournant Genève, mais nécessitera un échange de quelque 8 hectares entre les deux

pays. Droit d'expression des si - Le Sénat et l'Assemblée n'ont pu parvenir à un accord sur ce projet qui pérennise une des lois Auroux; ce texte profite de l'occasion pour étendre le droit d'expres-sion des salariés aux entreprises de moins de deux cents salariés et même de moins de cinquante saluries, si elles disposent d'une section syndicale (le Monde du 22 novembre). C'est justement cette extension que la majorité sénatoriale uvait refusée. Elle s'était donc efforcée du limiter la portée de ce nouveau droit. Eu deuxième lecture, les députés socialistes et commi avaient, pour l'essentiel, rétabli leur

Au cours des derniers jours de la texte initial. Aussi, le Sénat uvait simplement repoussé ce projet en nouvelle lecture, la majorité de l'Assemblée, elle, en dernière lec-ture, le vendredi 20 décembre, a confirmé son vote précédent.

 Sectorisation psychiatrique. -Ce texte donne une base législative à la sectorisation psychiatrique, mais son financement passe de l'Etat à la Sécurité sociale et charge les hôpitaux publics d'en assurer la respon-sabilité. Nul n'a contesté la nécessité de réunifier les deux secteurs de l'action psychiatrique, celle des hôpitaux et celle des secteurs, mais les communistes ont critiqué lo désengagement de la responsabilité de l'Etat et la droite cette débudgétisation - au détriment des assurés sociaux - (le Monde des 24 septem-bre et 12 décembre).

La majorité sénatoriale avait surtout reporté d'un an l'application de cette réforme (le Monde daté 15-16 décembre). En deuxième lecture, les députés socialistes avaient à nouveau fixé sa mise en œuvre au 1ª janvier 1986, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, assurant que « toutes les dispositions ont été prises pour cela ». Aussi, les sénateurs ayant, en deuxième lecture, adopté une question préalable, l'Assemblée a, le veudredi 20 décembre, définitivement confirmé ses votes précédents.

• Fonction publique hospita-lière. – Les divergences entre les deux chambres du Parlement sont ntales sur ce texte adapte le nouveau statut de la fonc tion publique aux 630 000 agents des hôpitaux publics (le Monde du 12 octobre). En première lecture, la majorité du Sénat avait exclu les directeurs d'hôpitaux et les pharmaciens du statut général, légalisé la notion de service minimum en cas de grève, et supprimé le monopole de présentation des syndicats représen-

Les députés socialistes ne pouvaient accepter de pareilles dispositions. Aussi, en deuxième lecture, ils avaient rétabli le texte tel qu'ils l'uvaient adopté une première fois, ujoutant simplement, à la demande du gouvernement, la possibilité d'un « congé spécial de cinq ans » maxi-

mum pour le personnel de direction. Le Senat uvait alors rejeté ce proet que l'Assemblée u confirmé en deruière lecturu, lu veudredi 20 décembre, le PC, le RPR et

· Simplification en matière d'urbanisme. - Il u'y u en aucunc difficulté entre le Sénat et l'Assemblée pour les dispositions de ce projet concernant l'application des règles d'urbanisme traditionnelles au kotissement. De même, furent adoptées sans grandes modifications les nouvelles règles remplaçant la procédure du permis de construire par un régime déclaratif pour les constructions de faible importance (le Monde des 31 octobro et 12 décembre).

Organisation des régions. -Les régions allant devenir, à partir de l'élection au suffrage universel direct de leurs conseillers, des col-lectivités territoriales de plein exer-cice, il fallait donner une base légale au fonctionnement de leur conseil. C'est ce que fait ce projet en calquant les dispositions applicables uux conseils régionaux sur celles en vigueur pour les conseils généraux. Mais le gouvernement a aussi pro-posé d'imposer dans les assemblées départementales et régionales l'élection des bureaux à la proportionnelle des groupes politiques, le président conservant bien évidemment la liberté de choix des conseillers qui l'assisteront dans sa tâche exécutive. La droite s'est durement élevée contre ces dispositions, tant au-Sénat où elle est majoritaire, qu'à l'Assemblée. Les députés socialistes l'ont imposée en dernière lecture le samedi 21 décembre (le Monde des et 11 septembre, 11 octobre et 14 décembre). En revanche, suivant le Sénat, l'Assemblée avait en deuxième lecture précisé le rôle des comités économiques et sociaux qui ne seront consultés que sur les orientations générales du budget et des autres nouveaux domaines de compétence des régions, mais elle s'est refusée à leur fixer un délai pour donner leur avis comme le souhaitait

la majorité sénatoriale. Les deux chambres ont été d'accord pour étendre les inéligibilités aux élections régionales ou cautonales, scion le cas, aux membres des tribunaux administratifs et aux secrétaires des chambres régionales des comptes dans le ressort de leur juridiction aux membres da cabinet du président du conseil sénéral ou régional, aux directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de conseil général et de conseil régional Le gouvernement a fait étendre cette inéligibilité uux directeurs de cabinet de maire pour les élections

Après accord en commission mixte paritaire, le Sénat a définitivement adopté, comme l'avait fait auparavant l'Assemblée nationale, les projets suivants :

municipales

· Tribungux administratifs. -Alors que l'Assemblée en première lecture avait examiné à la fois la réforme du Conseil d'Etat, auquel le gouvernement propose d'ajoindre trois chambres, et le statut des membres des tribunaux administratifs (le Monde du 4 décembre), le Sénat n'a débattu que du second de ces textes. Le premier ne figurait pas à l'ordre du jour de la session extraor-

Le texte sur lequel députés et sénateurs se sont mis d'accord et qui

a été approuvé samedi 21 décembre fixe à sept ans (le Sénat souhaitait dix) la durée du service effectif exigé des magistrats de l'ordre judiciaire pour être admis dans le corps des tribunaux administratifs au tour extérieur, maintient la suppression, général de l'administration an conseil supérieur des tribunaux administratifs institué par le projet, et précise que le secrétaire général de ce conseil appartiendra au corps des membres des tribunaux administratifs et qu'il un pourra jouir d'ancun avancement pendant l'exer-

cice de ses fonctions. Il a également été précisé que le commissaire du gouvernement ne ponvait être dispensé de présenter ses conclusions sur toutes les affaires et que dans les missions imparties aux tribunaux administratifs figurera également celle de conciliation.

· Conseils de l'éducation nationale. — Adopté par le Sénat, jeudi 19 décembre comme l'avait fait la veille l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siègeant en formation contentieuse et disciplinaire. Après avoir décidé de ne pas créer de formation spécialisée au conseil supérieur de l'éducation nationale pour l'enseignement privé comme le souhaitait le Sénat, le texte prévoit que les représentants de l'enseignement privé audit conseil seront désignés par le ministre de l'éduction sur propositions d

leurs organisations professionnelles. . Tour Effel : La course enga gée par le gouvernement pour permettre à la première télévision com-" merciale d'émettre le 20 février se révèle picine d'obstacles. L'obstacle législatif a cependant été franchi samedi 21 décembre. Le nouveau projet de loi, rendu nécessaire après la décision de non-conformité à la Constitution appliquée à l'amendo-ment « tour Eiffel » prise par le Conseil constitutionnel (le Monde daté 15-16 décembre), a été défini-tivement adopté par l'Assemblée nationale dans la rédaction proposée par le Sénat où l'opposition est

majoritaire. Le Conseil constitutionnel avait reproché un texte initial du gouvernement de ne pas avoir institué une procédure d'information et de réclamation assortie de - délais raisonnables - pour éviter tout risque d'arbitraire dans la détermination des immeubles de grande hauteur (en l'occurrence la tour Eiffel) devant supporter la servitude cons tuée par l'installation de relais ou émeticus par TDF. Le gouverne ment, dans la nouvelle version de son projet, se gardait de fixer la durée de ce - délai raisonnable -. Pour M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, cette précision rele-vait du décret. Les sénateurs, qui devaient examiner le texte après son adoption à l'Assemblée nationale (le Monde du 20 décembre), ont d'abord entendu M. Filliond dans le huis clos de la commission des affaires culturelles, samedi matin 21 décembre, avant qu'il ue s'exprime en séance publique en fin d'après midi. Le secrétaire d'Etat confirmait

qu'à ses yeux la procédure devait durer quinze jours. Pour la majorité sénatoriale - MM. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des affaires culturelies, et Pierre-Christian Taittinger (R.I., Puris) out plaidé en ce sens, — le bon délai était d'un mois. Après une courte suspension de séance, M. Fillioud acceptait que la loi précise la longueur de ce fameux délai, et qu'il soit porté à vingt jours. L'esprit de conciliation, régnant, l'accord ainsi réalisé était approuvé à l'unanimité, les communistes

n'ayant pas participé an vote. Restait à M. Fillioud à faire avaliser cette: transaction à l'Assemblée ser cette: transaction à l'Assemblée nationale. Ce fut fait par les souls députés socialistes, le RPR s'abstenant, l'UDF et le PCF ne participant pas au vote. Le secrétaire d'Etat en profituit pour contester que les émissions de la future chaîne perturberaient la réception des chaînes du service rephies et partire chaînes du service public et pour annoncer l'arrivée de la... « 6 *, pour laquelle il a dit avoir reçu trois can-

didatures « sérieuses ». Amuistie en Nouvelle
Calédonie – Par deux fois le Sénat

S'est opposé à ce projet qui établit 22 décembre, les députés socialistes une amuistie partielle (moins éten - ant confirmé leurs voies précédents due que celle proclamée en Corse dans les mêmes circonstances) en

Nouvelle-Calédonie pour les délits liés aux incidents de ces derniers mois (le Monde du 4 décembre). Malgré les exhortations de M. Dick Ukeiwe (RPR) au Sénat et de M. Jacques Lafleur (RPR), qui a voulu y voir une upprobation - aux terroristes et aux violeurs - (alors que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat uux personnes âgées, avait réaffirmé que de tels crimes ne sont pas amnistiables), l'Assemblée a réaffirmé en dernière lecture, le dimanche 22 décembre, sa voionté

de pardon par 318 voix (PS, PC) contre 158 (RPR, UDF). • Abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs. - Le Sénat u rejeté par deux fois le projet de loi, dont les modalités ne le satisfont pas, après que ses amendements aient été jugés anticonstitutionnels car ils accroissaient les dépenses de

Anssi, eu deuxième lecturo. l'Assemblée a rétabli son texte initial (le Monde du 7 décembre), assorti de quelques amendements, notamment la suppression à partir du 31 décembre 1990 de l'obligation de cesser toute activité pour percevoir une première retraite; le gouvernement à aussi profité de l'occasion pour faire confirmor lo caractère d'établissement public à caractère industriel et commercial de l'Office national interprofessionnel des céréales, afin d'annuler les effets fiscaux d'un arrêt du Conseil

. ... : ~. ---

d 4 55

....

-774 A 378

5:64

: 58 1

murt.

C FORE 5

cmbre.

Yers

A QUE

- 5. tou

11. 15mg

in cation

Ali A es 😅

1 1429-01

*** ~*******

.

.

727 7

100

2:04

. . . A

** a ~e .

etyma pr

Total Control

er i tanse

Total . - 1

1 400 mag. -- 4. -2 : : :

Marie No.

4 131,-0.11

Section Asset

2131

francisco drago

the protection

to the

Marie - -

0.25 · :

 $(e_{-n})_{n \in \mathbb{N}}$

Ven. Dryg- C se

No ---

nante qui

m_{2,-a}.

\$1.673.465

Stieve Op

ALPES.

J- -a

. C. cria

LE LANCEMENT DE LA CINQUIÈME CHAINE

La Ville de Paris va freiner l'application de la loi « Tour Eiffel »

Dans une interview publice par le Matin de Paris, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, espère que la raison l'emportera : pour le lancement de la cinquième ename, et « demeure optimiste » pour les délais : « Je ne vois pas très bien, déclare-t-il, l'intérêt qu'aurait la mairie de Paris à se lancer dans une guerre de procédure qui pren-drait en otage des millions de téléspoctateurs do Paris et de su

La position de la Ville de Paris est tont autre. La nouvelle loi « tour Eiffel - lui paraît inattaquable devant le Conseil constitutionnel, mais elle fera tout ce qu'elle pourra pour freiner l'application de la loi. Le pylône actuellement existant au sommet de la tour devra être allongé de 5 à 6 mètres et en attendant des urs devraient être placés sur les rambardes. La Ville demanders une enquête technique sur la solidité

des dispositifs provisoires et sur la sécurité des visiteurs de la tour. Pour la surélévation, un permis de construire sera nécessaire. La Ville donnera, bien entendu, un avis défavorable. Si la cinquième chaîne réussit à s'installer avant les élections, la ville demandera des indemnisations qui pourraient atteindre 180 millions de francs.

Après les élections et une éventuelle victoire de l'oppositiou, M. Jacques Chirac fera voter une loi annulant la concession. Les promoteurs de la cinquième chaîne seront indemnisés et prendront rang s'ils le veulent parmi les candidats, qui scront mis en concurrence. En attendant, la Ville espère que le Conseil d'Etat prononcera un sursis à exécution, en réponse aux quatre recours déposés par différents organismes contre la décision du gouvernement.

M. A.-R.

LE ROI HASSAN II n'entrez pas dans les querelles locales

des Français connaissent

Motivaction

C'est énorme

AUX MAROCAINS DE FRANCE :

Le roi Hassan II, qui effectue un téjour privé en France, u demandé, ie samedi 21 décembre, à ses concitoyens vivant en France de rester en marge de la vie politique ut syndi-

cale française. Au cours d'un déseuner offert. dans le parc floral de Vincennes, à des membres de la communante marocaine de France, le souverain marocain a notamment déclaré : « [] ne faut surtout pas que d'une manière accidentelle ou indirecte, vous entriez dans les problèmes, les querelles ou les affaires partisanes, qui sont franco-françaises. - - Restez en marge des problèmes de partis politiques et des problèmes syndicaux. Ne soyez pas pour certains Français contre d'autres Français, soyez pour la paix sociale et vous serez pour le grand renom de votre patrie qui est le Maroc », 2-1-11 ajouté, avant d'affirmer qu'il ne souhaitait pas que ses concitoyens usent du droit de vote aux élections municipales que pourrait proposer le gouvernement français aux immigrés. -

NOUVELLES BRÈVES

 M. Stoléru rallie M. Barre. -M. Lionel Stoleru, ancien secrétaire d'Etat, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, annonce, dans une inter-view à Libération ce lundi 23 décembre, qu'il quitte le Parti républicain pour rejoiudre les a adhérents directs de l'UDF ». Il proteste contre la présence auprès de M. Léotard de « trois personnes choisies arbitrairement, Douffiagues. Longuet et Mudelin, qui représentent exclusivement l'aile droite du parti », ajoutant : « Madelin est le Laignel de l'opposition . M. Stoleru precise qu'il « passe dans le camp de M. Barre - dont la voix, - dans le contexte actuel, rappelle le mieux bon sens et sérieux : tant qu'on n'a pas gagné l'élection présidentielle on ne gouverne pas la France ».

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, est nommé par décret du 20 décembre représentant du premier ministre au conseil d'administration de l'Office national des forêts en remplucement de M. Haroun Tazieff. Son mandat expirera le 31 décembre 1986.

beliaris CH Aper Marine lend Corne baphidner bont grown

1

77 - 1 - 1

1986 : l'année-vérité de la Ve République

(Sulte de la première page.)

Le président du RPR, qui pourra difficilement refuser s'il est « appelé », déterminera largement le programme de la nouvelle législature : de son contenn dépendra l'affrontement, ou non, avec le ehel de l'Etat. Pour l'heure, à l'équivoque entretenue par M. Mitterrand répond le chand et le froid sonfflé par M. Chirac. Aux dernières nou-velles, M. Chirac fera tout pour éviter la « crise de régime » ...

Mais les « barristes » se Mais 165 « DETTISTES » se contenteront-ils d'être spectateurs? La future majorité u'a-t-elle pas-vécu avant même de prendre consis-tance? Le jeu de M. Barre est d'être le recours, dans une situation de cohabitation-conflit, qui justifierait a posteriori ses propres thèses, et son d'être le chef de file d'une fronde parlementaire ouverte.

Enfin, comment le PS se comportera-t-il dans l'opposition? Vraisemblablement en relais d'un président guerroyant (on ne restant pas « Inerte ») face à un gouverne-ment et une majorité hostiles ; mais, à ce jeu, la tentation peut réapparaî-tre, pour certains socialistes, de retourner à une « culture d'opposition =, alors que seule cette « culture de gnuvernement - chèrement acquise pourra leur permettre de préparer dans de bonnes conditions les échéances suivantes.

Si bien que 1986 peut apparaître, au choix, comme l'année de tous les dangers - confusion institutionnelle, épreuve de force entre le président et le premier ministre, et, pour finir, crise de régime - ou comme l'année de toutes les chances : pourquoi ne pas tabler (bien que ce schéma ne sort pas le plus probable) sur le sens de l'Etat des responsables politi-ques ? Dans une France où les ehamps du ennsensus se sant éteodus, où la gauche a appris à gou-verner au centre, il se trouvera bien quelques hommes, aptes sn com-promis, pour assurer à la fois le res-pect de la fonction présidennelle et celui du suffrage universel, et pour

Ainsi verrons-unus «l'annéevérité de la Constitution : est-ce que celle-ci ne peut fonctionner qu'avec une France durablement coupée en deux ; ou bien peut-elle son - élasticité - aidant - s'adapter à une situation inédite en France mais normale dans toute autre démocratie que la nôtre ?

confirmer ainsi la viabilité de la

V. République.

C'est sans donte compter sans la perspective de l'élection présidentielle, qui interdit aux modérés de droite de gnaverner svec les modérés de gauche, pour le plus grand bien de la bipolarisation.

JEAN-MARIE COLOMBANIL

- Propos et débats —

M. Chirac : les trois choix de M. Mitterrand

M. Chirac, avant de quitter la Réunion pour Paris, samedi 21 décembre, s voulu e dissiper les incertitudes, voires les procès d'imantion » en évoquant l'alternance de mars 1986 en ces termes : « La France aura besoin d'un gouvernement fort, efficace, décidé à tenir les engagements que la nouvelle majorité aura pris devant le pays, mais aussi d'un gouvernement fermement décidé à ce que, comme cele va de soi, son action se déroula dans le respect des institutions. »

« Ce dont la France aura basoin en 1986, e'est d'une vigoureuse action de redressement et pas, une fois passées les élections, de nouscion de regressament et pas, une rois passess les elections, de nou-veaux affrontements risquant de conduire à une crise de régime nous n'en voulons pas. La nouvelle majorité ne pourra soutenir qu'un gouvernement dont le direction, la composition, la programme soient tels que l'action de redressament promise puisse commencer sans délai et sans aucun compromis. » Cuant eu président de la République, ou bien s'estiment désavoué, il déciders dignement de se retirer, ou pien... il fera en sorte que la nouveau gouvernement puisse agir..., ou bien il multipliera les obstacles et, dans ce cas, les choses seront beaucoup plus difficiles et notre pays risquera de connaître une crise... »

M^{mo} Veil: exorciser le credo pétainiste

M™ Simone Veil a regretté, dimanche 22 décembre, au c Forum » de RMC, que e M. Barre ait employé la formule Travail-Facille-Patrie qui rappelle à une partie des Français le drame absolu » des années du gouvernement Pétain. Elle a ajouté toutefois : e M. Barre a raison de vouloir exorciser le credo pérainiste, mais il faut changer l'ordre de ces mots ou leur en accoler d'autres tout aussi importants comme la solidarité ou la justice ». A propos de l'angagement de M. Mitterrand, elle estime que cela comporte pour lui e un naque considérable », car « plus l'échec des tes sera grand, plus ce sera son propre échec ».

M. Doubin: d'accord

pour un gouvernement Chaban-Delmas

M François Doubin, président du Mouvement des redicaux de geu-che, invité le 22 décembre de l'émission e RTL-Le Monde » e estimé que

l'accord électoral conclu entre son parti at le PS serait effectivement appliqué d'ici trois à cinq samaines. Il a rappelé qu'il avait « le pouvoir d'exclure» ceux de ses amis qui refuseraient de l'appliquer et qu'il demanderait au PS de faire de même pour les socialistes qui s'y opposeraient. Souhaitant obtenir 6 % des suffrages en mars 1986, M. Doubin a affirmé : « Nous avons montré que la gauche ca marche et même très bien sur le plan économique. La gauche a déjè gagné dans la mesure où le pouvoir se mesure en réalisations. »

Il a toutafois indiqué qu'en cas d'alternance son parti accepterait de participer à un gouvernement de cohabitation si M. Mitterrand choisis M. Jacques-Chaban Delmas comme premier ministre.

M. Laignel: le PS premier parti de France

M. André Laignel, déguté de l'Indre, directeur de la campeone du PS. a déclaré dimanche 22 décembre au « Club de la Presse » d'Europe 1 : « Si la droite avait le bilan que nous avons, il n'y eurait aucun douta sur sa réélection ». Il a fixé comme « ambition » au PS de « rester le premier parti de France afin que puisse se former une majorité sur ses ba a assuré que c'était « un parti socialiste rassemblé » qui mênerait la campagne électorale. Selon M. Laignel, M. Mitterrand « n'a pas l'intention d'intervenir dans la campagne proprement dite e'est-à-dire après son

M. Leroy: M. Mitterrand n'est pas candidat

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, tête de lista communista. en Seine-Maritime reproche dans un communiqué au « président de la République de s'angager dans le débat de la campagne électorale alors qu'il n'est pas candidat », en venant soutenir M. Fabius au Grand-Quevilly le 17 janvier, Il ajoute : 4 Sous une apparente incohérence, tout se passe comme si le premier ministre et le parti socialiste, à cours d'erguments politiques convaincents, désertaient le terrain et s'en remettaient piteusement à François Mitterrand, avant tout soucieux de poursuivre jusqu'au bout sa politique qui a pour conséquence le déclin national et la régression sociale. »

SELON LA SOFRES

Les intentions de vote en faveur de la gauche progressent mais l'écart reste de vingt points en faveur de la droite

SOFRES sur les intentions de vote des Français aux élections législatives, que publie le Figaro, du 23 décembre, enregistre une hausse de denx points pour la ganche. D'après cette enquête effectuée du 5 aa 11 décembre auprès d'un échantillon représentatif de I 000 personnes, la gauche est créditée de 38 % des suffrages (au lieu de 36 %, lors du précédent sondage de novembre) et la droite, evec l'extrême droite de 58 % (au lieu de 60 % le mois dernier). Le PC; crédité de 10 % des inten-

tions de vote reste stable par rapport à novembre. Le PSU et l'extrême

Le dernier sundage de la gauche (1 %) perdent un point ainsi que le MRG autonome et les divers gauche (1 %) tandis que le PS et le MRG (26 %) en gagnent quatre.

> A droite les listes d'union UDF-RPR recueillent 21 % des suffrages (soit une hausse de trois points) les listes séparées UDF, 9 % (comme en novembre). Mais les listes séparées RPR (13 %) et les listes divers droite (6 %) enregistre une perte respective de trois et deux points. En perdant ainsi deux points an total, l'opposition de droite n'est majoritaire qu'avec l'appoint du Front national, crédité comme en novembre de 9 % des intentions de vote.

Vers une nouvelle sociologie électorale

A qualques semeines des élections législatives de mars 1986, tout semble déjà joué. Et pourtant, comme nous le révele Explication du vote, ouvrage collectif de politistes, de sociolo-. gues et d'historiens, publié sous la direction de Daniel Gaxle (1), la campagne électorale elle-même et les enjeux qui s'y dévoilent introduisent de telles inconnuas que tnut est snente possible. L'électorat paraît de moins on moins & captif », et son instabilité est si fréquente qu'elle fait presque perdre sa spécificité au traditionnel électorat « flottant ». A croire que l'électeur devient un êtra rationnel, un consommateur qui € achète > s candidats en fonction de ses intérêts propres. On savait, et de nombreuses

contributions le démontrent à nouveau, combien, par-detà l'ace et le sexe, qui semblent perdre da leur importance, le vnte dépend de la position sociale, de l'appartenance au secteur privé ou public, des traditions géographiques locales, du type d'habi-tat ou encore des fidélités parti-sanes ou de génération, sutant de facteurs qui prédéterminent largement le sens du vote luimême. On n'ignorait pas non plus à quel point l'intensité des pratiques religiouses poussait l'électorat catholiqua à voter à droite, et ce d'autant plus qu'il est pratiquant (dans la popula-tion catholique, la proportion de votes à gauche passe de 5 % ind la prière est quotidienne à 18 % parmi ceux qui prient souvent et à 29 % parmi ceux qui ne prient que rarement ou jamais). Notons aussi la corrélation étonnante qui fait intervenir la patrimoine : le pourcentage de propriétaites de leur Ingement s'élève de 30 % à 63 % quand

 ALPES-MARITIMES: deux militants du PS sanctionnés. - La commission des conflits du PS des Alpes-Maritimes vient de sanction-ner deux militants. M. Roger Bellendy, conseiller municipal de Grasse, membre du courant mitter-randiste, a été exclu définitivement pour avoir fait des déclarations publiques « de nature d porter atteinte à l'intérêt du parti .. M. Belleudy, qui était partisan du ministre de la culture, M. Jack Lang, comme tête de liste aux législatives, avait notamment accusé deux élus du PS, dont M. Jean-

raligion aux catholiques pratiquants réguliers. D'où des liens multiples et qui se renforcent entre patrimoine, religion et vote. Mais le choix des électeurs n'est pas entièrement déterminé par ces variables laurdas. La construction de l'Etat, l'élargissement du marché politique. l'apparition d'un personnel politique professionnalisé ont favorisé la compétition à laquelle se livrent de nombreuses élites partisanes et renforce l'action mobifisatrice qu'elles seules peuvent exercer. L'invention du citoyen comme être souverain implique en effet que sa conquête soit l'objet d'un véritable travail politique : le savoir-faire des candidats, les enjeux qu'ils font naître jouent alors un rôle essentiel iuscu'au dernier instant, les orestations dans les débats télévisés contradictoires pouvant jusqu'à la demière minute mobiliser des électeurs indécis qui se déterminent de plus en plus rationnellement en fonction des arguments échangés. En 1981 comme... en

PIERRE BIRNBAUM.

(1) Cet ouvrage est issu des tra-vaux de la stable rundes sur les études du comportement électoral congrès de l'Association française de science politique à Granoble en congres de l'Association l'auguse de science politique à Granoble en janvier 1984 (le Monde du 4 février 1984), et la plupart des contributions sont des versions remaniées des communications faites par des spécialistes de la science politique à

* Explication du vote. Un bilan des études électorales en France. Sons la direction de Daniel Gaxie. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris 1985, 250 pages, 200 F.

Hugues Colonna, député sortant, de « s'etre déjd enfermés dans le M. Bernard Bragard, également membre du courant mitterrandiste a été suspendu pour trois ans. Il lui est reproché d'avoir suscité des troubles au cours d'une réunion de la commission exécutive fédérale, le 23 octobre, et d'avoir organisé une réunion parallèle dans les locaux de la fédération. Les deux intéressés ont décidé de faire eppel devant la commission nationale des conflits. -

par ALFRED GROSSER

Le sujet devrait pourtant être d'actualité - dans les interviews et les discours, comme dans les questions posées par les journalistes sux «grands» de notre vie politique, notamment à Raymond Barre et à François Mitterrand. A Luxembourg, les Européens ont pris des décisions importantes. A Strasbourg, le Parlement les trouve insuffisantes. A Bruxelles, la Commission vent aller de l'avant. En France, tout le monde semble vouloir esquiver le

débat. Ainsi Raymond Barre, qui préfère maintenant le thème de la sécurité interne et de l'amnistie de 1981. Il est vrai que sa pensée, précise et cohérente sur la plupart des sujets, recèle une contradiction fondamentale sur l'Europe.

Une contradiction déjà ancienne chez l'ancien vice-président de la Commission de la CEE, qui se veut pleinement fidèle à la conception gaullienne de l'Europe. Dans son programme de Blois, présenté en janvier 1978 avant les législatives, il pariait, dans la même phrase, d'une association nécessaire avec les eutres pays et de la réalisation souhaitable d'une union économique et monétaire. L'union comme simple associa-

tion'? Ce n'était pas ainsi que Valéry Giscard d'Estaing la concevait. Il y a là plus qu'une nuance, d'autant plus qu'on connaît enfin anjourd'hni la motivation centrale de la politique curopéenne du géné-rai de Gaulle, exprimée dans des Directives pour Michel Debré, premier ministre », en date du 30 septembre 1960 (1):

L'Europe par coopération est, désormais, lancée. L'Europe de l'intégration ne peut s'y résigner nous parvenans d faire naitre l'Europe de la coopération des Etats, les communautés seront ipso facto mises d leur place. C'est seule-

ment si nous ne parvenions pas à faire nattre l'Europe politique que nous en viendrions à nous en prendre directement aux premiers fruits de l'intégration, » Ce qui fnt fait en 1965. La pression exercée alors sur les cinq partenaires aboutit au constat de désaccord de Luxembourg de jan-

Raymond Barre, François Mitterrand et l'Europe

vier 1966, que, contrairement à Roland Dumas et aux autres négo-ciateurs européens d'aujourd'hui, Raymond Barre continue à considéret comme un compromis permettant de ne pas appliquer le traité de Rome, dans la mesure où il prévoit, dans la plupart des cas, un vote à la majorité, La majorité, en effet, intègre, alors que l'unanimité suppose la simple coopération de tous. L'accord réalisé à Luxembourg le jour même de l'émission télévisée sur Raymond Barre va même nettement plus loin dans le sens de l'intégration que le retour à la règle majoritaire. Il prévoit que l'Assemblée europée aura un véritable pouvoir de codécision pour l'unification du marché intérieur, le Conseil ne pouvant s'opposer à elle qu'à l'unanimité. Et Commission, dant le général de Gaulle s'était acharné à limiter le statut et la stature, duit voir son rôle renforce.

Si, toutefois, la ratification des textes en élaboration est autorisée par les parlements nationaux, qu'en sera-t-il en France? Ne doit-on pas voir le sujet, nettement plus important que tant d'autres qu'on discute avec passinn, place au cœur du débat électoral? Les partis d'opposition sont-ils d'accord avec l'inspira-tion de l'accord des Douze? Raymand Barre dira-t-il si, en cas d'accession à la présidence de la République, il s'en réclamera?

Il est vrai que François Mitterrand limite lui-même sans cesse les

avantages qu'il pourrait tirer des enntradictions curnpéennes de l'opposition. Pas seulement parce qu'il redoute manifestement de dire clairement ce qu'implique la posi-tion qu'il a adoptée dans son discours de Strasbourg en juin 1984 et qui vient d'être partiellement tra-duite dans les faits à Luxembourg : pour que la révision prévue du traité de Rome puisse être ratifiée par la France, il feudra que le Conseil constitutionnel modifie la frileuse jurisprudence instaurée par sa décision de décembre 1976, disant que l'élection de l'Assemblée curopéenne an suffrage universel n'était. licite que parce que cette assemblée n'avait aucon pouvoir.

Le président de la République est

encore bien davantage vulnérable à cause de ses multiples gestes antienropéens. Il n'y a pas d'Europe sans un minimum de respect mutuel de ses membres, sans acceptation du principe que tous ces membres sont égaux sinon en puissance, du moins en droits et en dignité. Or, à propos de la cinquième chaîne de 1élé vision, François Mitterrand a traité le Luxembourg comme son premier ministre et lul avaient traité la Nauvelle-Zélande à propos de l'attentat : en annocant, à la télévisinn, que les autorités françaises étalent responsables, Laurent Fabius n'avait pas éprouvé le besoin de prononcer ne fût-ce qu'un mot de regret à propos d'une souveraineté violée, de dommages infligés. En considérant comme non avenus les accords passés avec le Luxembourg. le président de la République a soulevé colères et amertumes chez plus d'un partenaire européen.

L'Europe, e'est aussi, en principe depuis de longues années, la coordi-nation des politiques extérieures. Valéry Giscard d'Estaing ne s'était

guère plié au principe dont il se disait le défenseur : l'omission de la consultation fut particulièrement speciaculaire pour la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire angolais, puis pour le voyage à Varsovie. Son successeur n'a pas vrai-ment poursuivi la coopération de la politique au Proche-Orient. Il a surtout, semble-t-il, tourne le dos à la coopération européenne en recenvant speciaculairement le général Jaruzelki.

On dira que Margaret Thatcher fait bien pis en décidant unilatéralement le retrait de son pays de l'UNESCO, contrairement oux souhaits de ses partenaires. Il est vrai. mais on n'epprofondira pas l'insertion britannique en se désinsérant

Le thème de l'Europe n'est pas mobilisateur chez nous. L'une des raisons en est qu'on n'explique guère aux Français ce qui est en jeu. Ainsi, à propos de l'unification du marché, qui permettrait enfin aux administrations nationales de passer commande dans les autres pays, ce qui devrait conduire au développement d'unités de production capables de mieux rivaliser avec les japonaises et les américaines. Ainsi pour le systême manétaire européen, né de l'initiative la plus féconde du couple Schmidt/Giscard, Ainsi pour la défense commune de l'agriculture

Interrogeons done nos hommes qu'ils acceptent, ce qu'ils proposent, ce qu'ils refusent. En nous disant que notre avenir dépend plus du devenir de l'Europe que de la plupart des questions dramatisées par la politique vociférante.

(1) Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets. Juin 1958-décembre 1960, Plon 1985, p. 398-399.

otivaction

connaît les Français à

C'est normal

Car Motivaction - Institut international d'études et de conseil en stratégie d'entreprise-connaît son métier à 100%. Motivaction: Versailles, Londres, Francfort, Milan, Amsterdam, Bruxelles, Madrid et New York.

12, rue Mansart - 78000 Versailles Tél. (1) 39 55 00 77.

MEURTHE-ET-MOSELLE : PUY-DE-DOME : crise ouverte au RPR sur fond de rumeurs

De notre correspondant

Nancy. - Dans un communique laconique, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Tonbon, a annoncé la suspension de leur qualité d'adhérents du mouvement de M. Roland Moine et de M. Jac-

M. Roland Moine, troisième adjoint au maire de Nancy, délégné régional du RPR de Lorraine, et M. Jacques Gossot, maire de Toul, conseiller général de Meurthe-et-Moselle et conseiller régional de Lorraine, étaient respectivement désignés comme premier et troisième de liste aux élections régio-

La décision n'a pas surpris en Lorraine; une série de présomptions
mettent en cause la gestion, à Toul,
d'un foyer pour réfugiés du Sud-Est
asiatique qu'anime l'ATGA (Association touloise de gestion et d'animation), dont M. Gossot est le président. Sans des sons avec un trésolégale depuis dix ans, avec un tréso-rier démissionnaire depuis 1976 non officiellement remplacé, l'ATGA, association à but non lucratif anrait, entre autres, autofinance, à hauteur de 650 000 F. l'achat d'un hôtel à Thollon (Hante-Savoie). - Atelier clandestin, détournements de subsides de réfugiés, adjudica tions peu claires », sont autant de rumeurs reprises par la presse.

Face à ce soupçon, le maire de Toul a multiplié les explications et reussi à faire voter une motion de confignce par les conseillers municicontance par les conseillers munici-paux RPR; les étus de l'UDF et du PS s'abstenant. D'autre part, la ges-tion des fonds publics de la DDASS, en vue du fonctionnement du foyer en vue du sonctionnement du soyer de résugiés de Toul, ayant été mise

en doute, le préfet a décidé une enquête administrative. Il répondait es cels à la CFDT, laquelle s'est portée partie civile contre un trafi-quant de main-d'œuvre qui avait employé huit réfugiés du Sud-Est asiatique dans un atelier de confec-tion clandestin découvert il y a quelques semaines à Toul.

Là encore, pour l'instant, aucun iten n'a été établi entre le foyer de réfugiés et l'atelier clandestin, si ce n'est que les locaux ont été loués par

des personnes proches de l'ATGA. Et M. Roland Moine? Il u'a en fait rien à voir avec la vie souterraine de Toul, mais il est victime d'une campagne ad hominem.

» Dans une période où les enjeux sont si importants à la fois pour notre mouvement et pour la France, il ne sourait être question d'accepter que des divergences personnelles entre deux responsables du RPR de notre département puissent mettre en cause, de quelque manière que ce soit, l'efficacité et la réussite de notre action ., a commenté officiellement M. Gérard Léonard, délégué départemental du RPR. Cette crise ouverte du RPR local

avait déjà été amorcée en 1984 par la démission spectaculaire de M. Eric Germain de son poste de secrétaire fédéral départemental de Meurthe-et-Moselle, A. l'époque, k secrétaire démissionnaire dénouçait entre autres le jacobinisme du mouvement; et le coup de scalpel de M. Jacques Toubon n'a guère satis-fait l'ensemble du RPR de Meurtheet-Moselle, d'antant que la décision de suspendre conjointement les deux militants a été prise avant même les

JEAN-LOUIS BEMER.

SITUATIONS 86

dissensions chez les communistes

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. - Le fédéra-tion communiste du Puy-de-Dôme, idérée comme l'une de celles où les débats internes sont les plus vifs, sort d'une période agitée, an cours de laquelle son premier secrétaire, M. Jean Villanova, a vécu des moments doulourenx. « Parachuté » en 1981, de la place du Colonel-Fabien, M. Villanova travaillait alors depuis 1978 aux côtés de M. Pierre Juquin, dans le secteur de

Partisan de l'ouverture, M. Villa-nova n'avait pas hésité à tenir une réunion du bureau fédéral à micros ouverts, sur l'antenne de Radio-France-Pay-de-Dôme, le 11 juillet 1984, parce qu'il jugeait utile que son parti « assume publiquement » les questions en débat. An cours de la retransmission, on avait po entendre cette phrase : « Une question se pose, c'est que Marchais ne » passe » plus ». Quatre mois plus tard, M. Villanova avait été à l'origine de l'appel à une manifestation antiraciste «largement ouverte» iors de la venue de M. Le Pen à Clermont-Ferrand.

Un foyer « rénovateur »

Ces différentes initiatives n'avaient pas été goûtées par ensemble des communistes du département, mais elles n'avaient pas empêché la réélection de M. Vilianova à l'unanimité, lors de la conférence fédérale de janvier 1985. Cette assemblée préparatoire au vingt-cinquième congrès du PCF avait été marquée par le vote. d'amendements importants au texte de la direction nationale. Deux des quatre autres secrétaires fédéraux, MM. Jean-Pierre Antignac et Jean-Jacques Perrier, anciens ouvriers. des usines Michelin devenus pernisnents, s'étaient abstenus et le usines Michelin, x'était illustré à la tribune du congrès en critiquant la ligne de la direction du parti.

Le Puy-de-Dôme était, dès lors, classé parmi les foyers «rénova-teurs », d'antant plus que M. Villannya est un ami de M. Juquin, lui-même originaire de Clermont-Ferrand, où réside sa famille. Un moment envisagée, la candidature aux élections législatives dans ce département de l'ancien membre du bureau politi-que et porte-parole du PCF avait été reponsée par l'intéressé lni-même; mais sa venne dans la capitale de l'Auvergne, « à titre privé », le 20 novembre, pour présenter son livre, Autocritiques, a ravivé les dis-

Les partisans de la « lione dure » ont profité de ce que M. Villanova a " sans prévent ", accompagné M. Juquin dans son périple clermon-tois, pour tenter de déstabiliser le premier secrétaire fédéral. Dans une lettre an comité central dont la copie a circulé sons le manteau, M. Louis Virgonlay, adjoint au maire de Clermont, adressait sa démission de membre du secrétariat fédéral. Chargé du «suivi» de la fédération, M. Gérard Alexard, membre du comité central du PCF et du bureau confédéral de la CGT, a convaince M. Virgoulay de revenir sur sa décision. Le souci de M. Alezard, venn de Paris pour la circons tance, était d'apaiser le climat dans la perspective de la campagne électorale, le PCF pouvant espérer un siège de député dans le Puy-de-Dome.

vive tension, le calme est revenu, mais les « rénovateurs » ne seraient pas surpris que des difficultés resur-gissent après les élections, surtout si le poids électoral (9,34 % aux élections européennes de juin 1984) des communistes diminue encore. Auielà des problèmes de personne -M. Villanova aurait, même, été accusé d'avoir appartenu à la CFDT. - c'est l'affrontement entre. deux lignes de pensée qui s'exprime an sein d'une fédération où la tradition «ouvriériste» perd de son influence et na le conrant - moderne - fait valoir que le Particommuniste doit se situer par rap-port à la profonde mutation technologique à venir chez Michelin (vingt et un mille salariés à Clermont-

Après plusieurs semaines de très

Ferrand). . La « cohabitation » avec les socialistes dans les municipalités - celle de la capitale auvergnate en tête somble être l'autre grand sujet de divergence. M. Villanova, qui avait été envoyé dans le Pny-de-Dôme. pour arganiser l'affirmation de l'eidentité communiste » dans ce secteur, éprouverait des difficultés à camarades élus. Dans une lettre au comité central, elle aussi en circulation, le premier secrétaire soulève par allusion le paradoxe de certains tenants de la « ligne dure » qui, dans le même temps, ne se démarquent pas nettement des socialistes dans la gestion quotidienne des affaires.

Un dernier élément important est apparu en faveur de la sensibilité exprimée par M. Villanova et ses amis : le comité fédéral a adopté dans le calme, le 16 décembre, le principe de la venue de M. Jaquin, cette fois officiellement, dans le cadre de la campagne électorale. Les «rénovateurs» se demandent sent va réagir la direction

LUBERT TARRAGO.

M. Pen décide de se représenter

Nouvel épisode dans le feuilleton pré-électoral de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le député sera désigné, en murs prochain, au scrutin uninominal à deux tours, comme par le passé, en vertu de la législation particulière retenue pour les collectivités vertu de la législation particulière rotenne pour les consciunts territoriales d'outre-mer : le député apparenté socialiste sortant, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, a annoncé, le 16 décembre, qu'il resonce à souteuir la candidature — contestée par son ami, le sénateur apparenté socialiste Marc Plantegenest (le Monde du 27 novembre) — de l'ancien secrétaire d'Etat giscardien, M. Paul Dijoui. M. Pen a ajouté qu'il solicitera le resouvellement de son mandra à mouveau, en invoire à Saint-Pièrre page secretaire de convainere les électeurs. en janvier, à Saint-Pierre pour essayer de convaincre les électeurs locaux que « l'idée d'une caudidature d'union, d'entente et de défense des intérêts de l'archipel demoure la meilleure solution ».

Le difficile retour de M. Dijoud

De notre correspondant

Saint-Pierre. — Jusqu'an raz de marée socialiste de join 1981 où il est batin aux élections législatives, M. Paul Dijoud appartient à cette race d'hommes auxquels le succès sourit. La carrière politique de cet énarque passé par le lycée Condorcet, la faculté de dont et l'institut des sciences politiques de la rue des sciences politiques de la rue des sciences politiques de la rue Saint-Guillaume, a été fulgurante. En 1967, à vingt-neuf ans, il est élu député des Hautes-Alpes, son dépar-tement natal, et devient l'un des pins jeunes membres de l'Assemblée na-tionale. Puis c'est l'entrée dans l'appareil politique de la majorité, avec son adhésion aux Républicains indé-pendants, dont il devient immédiate-ment le secrétaire général adjoint.

Maire de Brisnoon en 1971, il entre, deux ans plus tard, dans le gouvernement de M. Pierre Meismer, sous la présidence de Georges Pompidan, en qualité de secrétaire d'Etat chargé de la fonction publi-que et de la formation permanente. 1974 : M. Dijoud se voit confier, sous le septennat de M. Valéry Giacard d'Estaing - qui, confie t-il, l'a - fasciné - - le délicat dossier de . Timmigration. • Les moyens étalent insuffisants - reconneît il an-jourd'hui, tout en rappelant avec force que c'est en cette année 1974 que fut domé le premier coup d'arrêt à l'arrivée en France des immigrés. De 1977 à 1978, M. Paul Dijoud change d'attribution : secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, il organise les fameux « Etats généraux de la jeunesse » qui jette-ront les bases d'une nouvelle politique en faveur des jeunes « enfin considérés », selon lui, « comme une catégorie spécifique de la popula-

Enfin arrive l'époquo de la confrontation avec l'outre-mer, où le eune socrétaire d'Etat an DOM-TOM dn gouvernement Barre

(1978-1981) assume une tâche difficile . Aujourd'hui, à quarante-sept ans, il parle de cette expérience comme d'une authentique révélation à lui-même. A la rue Oudinot, et outre-mer, on se souvient encore de sa fermeté, mais en Nouvelle-Calédonie, son passage reste marqué par la première tentative de libéralisatioon du régime foncier.

70

2270002

Section 15

gen.

and the second

MEDEC

Une 5€

cancer

A 22 17 17 18 18

2.21 4 47

Se 15- - 10

medical days in

Des. 5 200

Chickentons &

ge talen er et .

227 A. (1777)

STATE OF

L'Acadé.

publicité

37 -2008

170

ALC: NO STATE OF STATE OF

main and

1 37 - 2 00

- Daniel

Libr. LEDGO 1200 to 200

C POOR

· Er sten

CO THE PROPERTY.

RELIGIO

e Coi

Deputs in the control of the control

es: le dit s. -. enz Parche sources

seciop : ement drie de mie

den Sen.

Jeguen : es : e (FD esi : -

gent rublic :

ביבני שב בינים

such double s

Tice of the same

400ci3::. n: :=

the macrity of

Mettronnels a

Parent Francis

fer the state

tembles

teunie A to Fuer a sur.

t de l'épiconn.

Auprès de M. Raymond Barre, M. Paul Dijond trouvers - un interlocateur toujours attentif . Le début pent-être d'une certaine amitié... La victoire de la ganche en mai 1981 interioinpt cette trajectoire. Vient le temps du doute.

M. Dijoud prend des distances aver la politique. Il se met à la re-cherche d'un emploi mais cette quête est difficile, même pour un enarque... L'ancien secrétaire d'Etat n'apercoit le boat du tannel qu'en 1982 en accédant aux fonctions de directeur général de la Compagnie commerciale des sucres et denrées, un groupe français axé sur l'export. spécialisé dans le transfert de techologies agro-elimentaires, qui a son siège aux Champs-Elysées.

Yatil un rapport entre ces nonvelles fonctions et l'ancien porte-femille de l'outre-mer ? Non, répond categoriquement M. Paul Dijond :
"Fal voute me prouver que le
"Fals pas un professionner de ta politique mais que je pouvais réus-sir ailleurs ». C'est dans son bureau directorial que le démon des affaires publiques est venu le relancer par l'intermédiaire de son ami Georges Poulet, ancien gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon et président de l'UDF locale. Et c'est ainsi que l'ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, au milieu des péripéties ac-tuelles, tente de relancer sa carrière politique en briguant les suffrages de cet archipel français d'Amérique du Nord qui le fit «citoyen d'hon-neur» au temps de sa splendeur...

MARC DE SAINTE-MARIE.

L'actualité croquée avec tendresse et férocité PLANTU la Découverte / Le Monde 59F **Plantu** plébiscité sur FR 3! par François Mitterrand **Raymond Barre Pierre Mauroy**

Une co-édition

La Découverte/Le Monde

OISE: le MRG partira seul

De notre correspondant

Beanvais. - Réunie le 16 décembre à l'hôtel de ville de Clermont, la fédération de l'Oise du Mouvement des radicaux de ganche, » faute de pouvoir réaliser un accord satisfui-sant avec le Parti socialiste», 2 décidé de présenter ses propres listes

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde **SCIENCES**

lors des prochaines élections législa-tives et régionales.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'accord national concin entre le PS et le MRG qui prévoit notamment une liste autonome du MRG dans l'Oise. Cet accord avait été défavorablement accueilli par les socialistes de l'Oise (le Monde daré 24-25 novembre).

tives et régionales), le PS nous a d'abord proposé le cinquième place. Nous étiens satisfaits, puis cet accord o été remis en cause, expli-que M. Raymond Laffoley, prési-dent da la fédération de l'Oise du MRG. Nous avons alors été rétro-gradés à la sixième place, puis, après le congrès de Toulouse, nous summes passés à la septième place pour laisser le champ libre à un

- Pour les deux listes (législa-

Le malaise est d'antant plus grand au sein des élus et des militants PS que la voix de M. Laffoley

LE TESTAMENT D'UN BERBÈRE

Augustin Ibazizen

- l'ai eté trappe par l'honnéleté et la ferreur de ce livre

- Estit dans une belle langue, éleganie et châtiée,

Du meetr guteur : Le Pont de Bereg Mouch.

256 pages - 75 F Es. Albatro- 31, rue Cossetti- 75006 Paris

Leprince Ringuet de l'Académie Française

Jean Gutton de l'Academia Française

Un testament chargé d'espérance.

Père Carré de l'Académie française

ampillée de formeles heureuses.

Maurice Schumann de l'Académie Française

avait permis à la gauche d'obtenir la majorité du conseil général de l'oise, à M. Henri Bonan (PS), d'en deve-nir président, et par là même à M. Walter Amsallem (PS) d'accéder à la présidence de la région Picardie. En mars demier, l'opposi-tion présidentielle avait repris la région et le conseil général de l'Oise.

. On aurait dû renvoyer l'ascendeur à M. Laffoley », disent un grand nombre d'élus et d'adhérents du PS de l'Oise. M. Laffoley s'avous un pen déçu et souhaite sans trop y croise que « le PS se ressaisisse ».

M. François-Michel Gonot (UDF) retire sa liste

Après plus d'une semaine de sus-pense, M. François-Michel Gonnot vient de faire savoir qu'il retirait la liste UDF-Oise qu'il devait con en mars prochain aux élections légis-

« Après de longues discussions, les instances nationales de l'UDF et du RPR viennent d'arrêter définitirement la composition d'une liste d'unian de l'opposition», explique le président de l'UDF de l'One. J'al eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises sur la compos tion de cette liste... Au delà des questions de personnes; deux élé-ments doivent déterminer notre attitude : la volonté d'union qui s'exprime majoritairement dans l'électorat et le souci d'efficacité. L'essentiel est en mars prochain de faire échec au Parti socialiste et de mettre en place une nouvelle majo-rité qui conduira la politique de redressement pour la France. « Selon M. Gonnot; si elle maintenait une seconde liste, l'UDF de l'Oise prendrait le risque de diviser l'opposition sur des questions qu'il qualific de « subelternes », et par là même de faire ic jeu du PS on celui du Front

Créée sin juin à Paris, déjà installée dans quelques départements, l'association France Plus vient de constituer une délégation départementale dans l'Oise, sous l'impulsion de M. El-Hocine Rahmani, étudiant en droit international, fils de commercants barkis installes à Beanvais depuis de nombreuses années.

Une liste France Plus

France Plus a mis en place une importante campagne d'affichage qui a pour but d'inciter les jeunes Français issus de l'immigration à s'inscrire sur les listes électorales evant le 31 décembre, afin qu'ils puissent faire entendre la voix de l'antiracisme anx prochaines consultations de mars 1986. Trois thèmes principanx sont développés par France Plus : non-remise en cause des droits acquis ; suppression des centres de rétention administrative ; participation des immigrés aux élecions municipales, cantonales et

e Il s'agit aussi et surtout de faire contrepolds à l'extrême droite, explique M. Rahmani. Nous vou-lons également abolir la distinction entre les diverses communautés : immigrês, harkis et rapatriés. .

Pour inciter les jeunes à s'inscrire, l'association de l'Oise a trouvé un moyen original : elle a organisé, le 21 décembre à 10 heures, sur le parvis de l'hôtel de ville de Beanvais, un grand resemblement pour une inscription en masse. Projection de films, débats et fête musicale sont an programme.

Enfin. M. Rahmani a fait savoir qu'une liste France Plus était en train de se constituer dans l'Oise pour les législatives. Celle-ci risque de rencontrer un écho favorable dans des villes comme Creil ou Montataire, où la population immigrée est importante.

Ph.: L

société

RE-ET-MIQUELOR

Sales and the sales

ENVIRONNEMENT

Cent mille plaintes contre le bruit

Avec cent mille plaintes enregistrées chaque année auprès des mairies, des préfectures et du ministère de l'environnement, le bruit est devenu l'ennemi numero un des Français. Notamment les bruits de voisinage qui sont davantage affaire du civisme et de bonne éducation que d'application stricte des règlements. Néenmoins Mª Boution que a apprication stricte des reglements, rieenmoins imme tou-chardeau, ministre de l'environnement, vient de promettre aux asso-ciations réunies à Paris qu'elle aliait prendre trois mesures à sa

L'actuel règlement sanitaire départemental, mai connu et mai appliqué, sera remplacé par deux décrets plus contraignants. Une cir-culaire à destination de tous les préfets leur donners des instructions pratiques pour traiter les plaintes contre le bruit. Enfin Mª Bouchar-desu réunira très prochainement les entreprises, les administrations et les élus concernés par la prospection pétrolière. Cette demière, se pratiquent de plus en plus en milieu urbain, à entraîné de nombreuses plaintes.

MÉDECINE

Une semaine européenne contre le cancer

Le plan européen de lutte contre le cancer proposé par la France dopté lundi par le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE (le Monde du 17 décembre) se traduire dès février prochain par une semaine d'information centrée sur la prévention et le dépistage précoce des turneurs. Avec le collaboration des associations de lutte contre le cancer, des documents traduits dans toutes les langues européennes seront diffusés. En outre, des expositions, des émissions de télévision, des jeux dans les écoles et des journées portes ouvertes dans les centres anti-cancéreux seront organis ses. A cet effet, 2 millions d'ECU (près de 12 millions de france) ont été débloqués pour l'année 1986 par la Commission européenne.

L'Académie de médecine contre la publicité sur les alcools à la télévision

A la suite de l'autorisation accordée par l'Etat à la future cinquieme chaîne de télévision de faire de la publicité pour les boisson alcooliques da moins de 9 degrés (et donc, en particulier, pour la bière), l'Académie de médecine, dans un texte adopté à l'unanimité :

« - S'étonne de cette dérogation, alors que le cahier des charges des quatre chaînes de télévison autorisées prévoit l'interdiction de la publicité pour toute boisson alcoolique, quelle que soit la teneur an alcool :

» - Regrette de ne pes avoir été consultée sur une telle mesure qui risque d'augmenter l'alcoolisation des Français;

» - Constate la contradiction de cette décision avec les mesures louables proposées par le premier ministre afin de mieux sanctionner la conduite des véhicules automobiles en état d'imprégnation alcooli-

» - Redoute que ce privilège accordé à une seule chaîne de télévision ne mène bientôt à la liberté de la publicité pour tous les moyens audiovisuels et toutes les boissons alcooliques .

» - Et demande instarpment, dans l'intérêt de la santé publique. la suppression de cette dérogation aux pratiques actuelles ».

Le Disneyland français inquiète les élus locaux

L'Eurodisneyland de Marne-la-Vallée ne sera pas un parc champêtre où les tout-petits s'amuserout avec les effigies de Mickey et de Douald. Ce sera une ville nouvelle de près de 1 800 hectares, plantée autour d'un ou de deux centres d'attractions couvrant an maximum une centaine d'hectares, mais bourrés de gags technologiques et fréquentés par des adultes

Vollà ce que recouvre anjourd'hui, comme le montre l'exemple américain, le vocable « parc d'attractions ». Une industrie lourde écessitant d'énormes investissements technologiques et financiers. La construction et Péquipement du premier tiers du Disnouland de ent du premier tiers du Disneyland de Marne-la-Vallée coûtera 25 milliards de france. Un tel projet suscite évidemment des réactions très négatives chez les écologistes. Les « verts » d'Ilè-de-France estiment que l'on

« sacrifie des milliers d'hectures de terres agricoles pour créer des emplois qui, pour la plupart, seront sous-qualifiés. Disneyland masque en réalité une gigantesque spéculation immobi-

Les Amis de la Terre dénonceut le « gigantisme de ces équipements de loisirs ». Mª Hugnette Bouchardeau, ministre de l'envi-rounement, indiquait la semaine dernière qu'il faudrait « être vigilant ».

L'association SOS-Environnement « désapprouve le projet » d'Eurodisneyland, qui va mobiliser d'énormes crédits en matière de routes et de transports en commun. « Ces crédits, ajoute l'association, ne pourront être utilisés pour améliorer la vie quotidienne des ban-

Ces considérations rejoignent les soucis des élus locaux. «Nous roulous avoir notre mot à dire dans les négociations du gouvernement avec les Américains », a déclaré vendredi 20 décembre, M. Jean-Pierre Fouret, député socialiste de Seine-et-Marne et vice-président de l'Assemblée nationale.

Au nom des élus du secteur, il a souhaité que l'on trouve rapidement une solution à l'engorgement de la ligne A du RER, que l'on dégage de nouveaux crédits pour réaliser l'autoroute Roissy-Marne-la-Vallée-Orly. Il demande que les communes concernées se groupent pour défendre leurs intérêts et recoivent l'assistance technique de l'établissement public de Marne-la-Vallée.

Big business aux États-Unis

Correspondance

Washington. - Ln « roynume magique » de Disneyland en Floride n fêté l'été dernier son trentième auniversaire. Ponr aceneillir le 250 000 000- visiteur, Mickey, la sameuse souris, et Minnie sa semme, étaient présents, entourés du chien Pluto, de Donald le canard et d'un certain nombre d'nutres artistes du petit et du grand écran.

Mais il faut bien l'admettre, peutêtre avec regret : les personnages familiers des dessins animés de Walt Disney, les vieux animaux, ne sont plus les scules vedettes de l'empire de Disneyland. Certes, ils attirent toujours les petits mais les adoles-cents et les adultes, fascinés par les technologies et l'espace, délaissent le monde de la fantaisie et de la poésie. Faut-il s'étonner si l'âge moyen des visiteurs des deux parcs de Disneyworld à Orlando et celui d'Anheim en Californie est de vingtsept à vingt-huit ans.

Dans le centre d'EPCOT (Experimental Prototype Community of Tomorrow), dernier flenron de l'empire, offrant une vision futuriste du monde, l'âge moyen est de trentequatre ans.

Distraire n'est plus, semble-t-il, la préoccupation exclusive de Disney-land, encore que les innombrables scenies railways, les manèges, les rivières magiques, les trains, les

nutos tamponneuses, les jeux aquatiques, bref toutes les attractions classiques et perfectionnées attirent les foules. Par ses dimensions et sa réputation, l'empire de Walt Disney (trois installations aux Etats-Unis, une nu Japon) reste le plus important des parcs d'amusement américains. Sans doute aussi le plus inventif. Les productions Walt Disney, tel vulgarisation scientifique. est le nom officiel de l'empire, ont Enfin, pour satisfaire la curiosité joué un rôle de pionnier en orientant leurs attractions sur un thème illus-trant parfois les grands moments de

pales étapes du progrès scientifique. Tous les autres parcs ont embolté le pas et, par exemple à l'occasion d'une attraction sur la - marche vers l'Ouest », on peut vivre l'attaque d'une diligence par les Indiens

Instruire

l'histoire américaine on les princi-

Distraire et instraire », est devenu le mot d'ordre de Disneyland et des autres parcs américains. Le nouveau centre d'Epcot, qui a coûté un milliard de dollars, répond à ce souci. Ainsi, dans la forêt tropicale préhistorique de . l'univers de l'énergie », retraçant l'histoire des sources d'énergie, un dinosanre gigantesque sort d'un lae an moment précis da passage des visiteurs rassemblés sur une plate-forme mobile surplombant les eaux. Un soleil tro-

l'éclairage, s'illiumine à l'horizon. Plus loin, à bord d'une capsule spa-tiale hante de dix-buit étages, on peut voir fonctionner un centre ultra-moderne de communication électronique. Les plus importantes sociétés américaines, soucieuses de promotion, n'ont pas manqué de participer à cette grande entreprise de

de millions d'Américains qui n'ont cu ni le temps, ni les moyens de découvrir le monde, EPCOT présente un palace italien, une pagode japonaise, un pub anglais et, bien entendu, une réplique de la tour Eif-fel. EPCOT a augmenté de 8 % le nombre des visiteurs de Disneyland, dépassant aujourd'hui vingt-cinq millions annuellement

L'exemple de Disnevland a jeté les bases d'une nouvelle industrie très florissante des parcs d'amuse-ment, devenus un « big business », qui, en 1983, a contribué pour deux milliards quatre cents millions de dollars au PIB américain. Cette industrie est une source de revenus importants pour l'Etat fédéral, sans oublier les bénéfices substantiels que les communes avoisinantes tirent du passage des touristes. Rien que pour le centre d'EPCOT, on évaluait à environ six cents dollars le coût de trois jours de visite (hôtel, repas, transport, etc.) d'une famille de quatre personnes.

Le succès de Disneyland et d'un pical, monté par des techniciens de grand nombre d'autres parcs repose

sur une êtude très sérieuse de marché et des changements intervenus dans les structures économiques et sociales. Ainsi, le temps et les revenus disponibles pour les loisirs ont augmenté. La récréation familiale s'est accrue, notamment uvec l'amélioration de la situation économique. Les entreprises tiennent compte également des statistiques démographiques indiquant une diminution du pourcentage des ieunes de moins de dix-sept ans. D'autre part, le nombre des femmes ayant des enfants et qui travaillent a sensiblement augmenté. Or, on admet que les revenus de la femme qui travaille sont affectés à des dépenses non essentielles, comme celles des loisirs.

Enfin, les sociologues constatent un changement dans l'attitude des jeunes qui, dans les années 60. dédaignaient les distractions familiales. Pendant cette période de contestation, ils ne voulaient pas voyager avec leurs parents. Apparemment, ils se sont réconciliés avec leur famille et le nombre des déplacements familiaux a augmenté. Disneyland et les antres doivent maintenant satisfaire les goûts d'une elientèle qui a vieilli et évolué paradoxalement vers la formule à succès des premiers parcs d'amusement des années 20, baptisés alors les parcs « maman et papa ».

HENRI PIERRE

RELIGION

APRÈS LA MISE EN DEMEURE DE L'ÉPISCOPAT

Le Comité catholique contre la faim s'interroge sur les motivations des évêques

dation, c'est le premier heurt catholique contre la faim et pour français. Il peut être lourd de conséquences : non seulement le CCFD est le premier collecteur d'argent public destiné aux pays en voie de développement, mais par son double statut original de service d'église et de fédération d'associations reconnues d'utilité publique, il regroupe vingt-cinq mouvements qui sont des piliers traditionnels de l'action de l'Eglise en France (1).

Les vingt-cinq membres de l'assemblée générale viennent de se réunir à Paris, quelques jours après la publication du communiqué de l'épiscopat demandant au négliger.

Depuis 1961, armée de sa fon- CCFD de réviser certaines règles de son l'onctionnement (le Monde sérieux survenu entre le comité du 14 décembre). Tout en se refuprete le droit de regard revendi qué par les évêques, notamment dans l'affectation des ressources dn CCFD; comme un désaveu de l'action passée, et pour des motifs encore inexpliqués.

Les raisons politiques ne peu-vent être écartées. Depuis des années, le CCFD est accusé de sympathies marxistes et harcelé par la droite et l'extrême-droite. Que l'épiscopat ait voulu tenir compte de l'existence de tels courants dans l'opposition catholique, est une hypothèse que les responsables on CCFD ne veulent pas

Comme celle du Secours catholidu 14 décembre). Tout en se refu-sant à dramatiser, cette assemblée darité, les ressources du CCFD le développement (CCFD) et son générale n'en a pas moins inter- augmentent régulièrement à un 20 % par an. Un me d'en résultat aussi favorable s'explique par la sensibilisation de l'opinior à la famine du Sahel et aux grandes catastrophes naturelles, mais aussi par des campagnes d'autopromotion auxquelles le CCFD consacre au moins un cinquième de son budget. Ce dynamisme propre le conduit à des actions de coopération avec des organismes bancaires, les pouvoirs publics, de grandes entreprises, des instituts de recherche ou des universités (2). « Les évêques, affirment des responsables du CCFD, s'inquiètent de voir un orgonisme, qui est sous leur

Des raisons financières? patronoge, grandir de lulmeme ».

> Cela renvoie à la troisième raison supposée de l'intervention de la hiérarchie, tenant au « gouverne-

Le droit à l'erreur

Le sentiment domine à l'interieur du CCFD que des . priorités -, comme la confiance dans les mouvements d'action catholique ou la compétence reconnue aux laics dans les questions temporelles sont en train de « basculer -: - L'ordination épiscopale ne confère pas nècessairement une compétence dans les questions de développement qui nous vient d'une expérience de vingt-

Au demeurant, les responsables pauvres, autre chose est de mettre du CCFD revendiquent le droit à lo main à lo pâte ». l'erreur. Le projet de subvention de 200 000 francs à un journal canaque de Nouvelle-Calédonie, mécontentement de l'épiscopat français, est à rapprocher des aides apportées par le CCFD à une quarantaine de radios libres ou de journaux, dont certaines comme au Chili, malgré leur caractère politique, servent à des épiscopats locaux, sans que la hicrarchie française s'en émeuve, comme pour la Nouvelle-Calédonie. Ce sont, disent les dirigeants du CCFD, les . risques de la solidarité internationale, car · une chose est paur l'Eglise de faire, comme elle fait dans le rapport final du dernier synode, une option préférentielle pour les

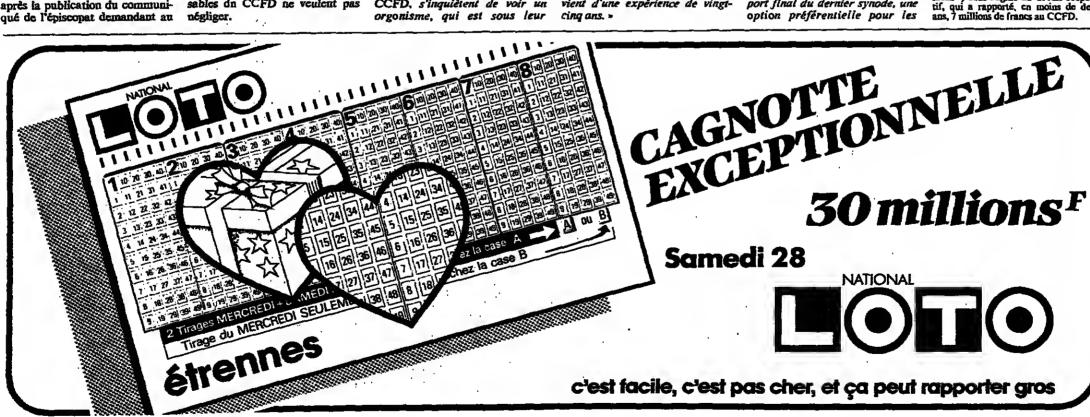
Une nouvelle assemblée générale ordinaire du CCFD, prévue dans un mois, fixera les étapes Celui-ci sera long, car il devra prendre en compte des considérations juridiques (s'il faut réviser des statuts) et éthique (si par exemple l'épiscopat estime avoir qualité ponr gérer de l'argent

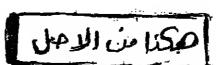
poblic).

HENRI TINCO.

(1) La quasi totalité des monve-ments d'action catholique, scouts et guides de France, Secours catholique, œuvres missionnaires et secrétariat de seignement catholique

(2) Par exemple, les fonds communs de placement («Faim et développe-ment») sous l'égide du Crédit coopéra-tif, qui a rapporté, en moins de deux ans, 7 millions de francs au CCFD.





APRÈS LA CASSATION DE L'ARRÊT « KLAUS BARBIE »

M^{me} Veil: « Le procès va traîner encore »

La cassation de l'arrêt renvoyant Klaus Barbie devant les assises du Rhône, le 20 décembre, a entraîné « une situation (...) tout à fait absurde parce que le procès va trai-ner encore », a estimé, le 22 décembre, M= Simone Veil, député européen. En réponse à une question d'un auditeur de Radio-Moute-Carlo, l'ancien ministre a répondu : « Ecoutez, très sincèrement, je crois que je n'aurais pas été choquée par une exécution sommaire. Au fond, je me suis toujours étonnée et j'ai trouvé extraordinaire qu'il n'y ait, pas des gens, victimes de cette abominable extermination qui s'est produite entre 40 et 45, et même avant 40, puisque pour nous Français c'est 40, mais pour les Allemands, pour les Polonais, ça a été avant, en bien je trouve extraordinaire qu'il

LE NOUVEAU BUREAU DE L'ASSOCIATION **DES JUGES D'INSTRUCTION**

Les adhérents de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction viennent de reconduire dans ses fonctions leur président, M. Marcel Lemonde (Annecy). En même temps, le rapport moral pré-senté par celui-ci lors de l'assemblée générale de l'association, dimanche 15 décembre, a été approuvé par quarante voixs contre dix. Ce vote conforte la position de M. Lemonde, qui, favorable avec des réserves au projet de réforme de l'instruction avait été mis en minorité lors d'un scrutin contesté il y a deux mois (le Monde des 15 et 18 octobre).

L'association, qui se veut apolitique, affirme grouper cent quatre-vingts juges d'instruction sur cinq cent cinquante, Son nouveau bureau cent cinquante. Son nouveau bureau se compose, en plus de M. Lemunde, de trois vice-présidents, Mª Clande Etevenon (Nanterre), M. Pierre Vallée (Rennes), M. Xavier Rousin (Loriem), et d'un socrétaire général, Mª Michèle Vaubaillou (Evreux). Les autres membres sont M* Dominique Andreassier (Pontoise), M* Edmée Bongrand (Bén'y ait jamais eu de recherche de vengeance individuelle. -

Revenant sur la procédure du dossier Barbie, Me veil a déclaré que a toute cette affaire, depuis le début, [est] assez lamentable par l'ambiguité dans laquelle elle s'est déroulés (...). Au moins, il fallais que le procès sois rapide, et il fallait arriver, juridiquement, à ce qu'il n'y ait pas de contestation (...). On va avoir des arrêts de cassation qui vont se multiplier certainement. Donc cette affaire, sans doute, ne viendra pas, D'ailleurs, on peut se demander si ca n'arrange pas très bien un certain nombre de gens que le procès soit retardé (...). Je ne suis pas sûre que, après avoir réfléchi, le gouvernement ait été si content que le procès vienne. »

M= Veil a ajouté : « Je pense qu'il y a d'autres façons de parler du nazisme, de faire de l'histoire, et que notamment foire de l'histoire, c'est apprendre l'histoire aux enfants, et que l'on ne l'a peut-être pas fait suffisamment » Dans un entretien qu'elle nous avait accordé, paru dans le Monde daté 23-24 jan-vier 1983, Mª Veil avait déjà pu dire : « J'al assez peur des procès quarante ans après. Même en dehors des principes, sur le plan des faits, il est très difficile de conduire ces procès en raison de difficultés matérielles, concrètes. Les témoi-gnages som délicats.»

M Klarsfeld: « Une décision regrettable »

D'autre part, Me Serge Klarsfeld, qui représente soixante-dix parties iviles dans le - dossier Barbie ., a jugé « regrettable » la décision de la Cour qui élargit la définition de « crimes contre l'humanité » (1).

Cet arrêt, a déclaré Mª Klarsfeld, sera l'objet de critiques, surtout dans le monde anglo-saxon, où a été élaboré le concept de crimes contre l'humanité, afin de protéger toutes populations ou communautés susceptibles d'être les victimes de persécutions systématiques et inhu-maines, alors qu'elles n'auraient commis aucun acte d'opposition les adversaires actifs d'un pareil | téléphoniques effectuées par les pouvoir pormi les victimes éven- policiers, Mª. Patrimonio et Fre-

tuelles de crimes contre l'humanité, les magistrats de la Cour de cassa-tion ont affaibli la protection des innocents, telle que l'ont envisagée les rédacteurs de la charte de

» Quant à la situation de Barbie. qui sera l'objet de charges nouvelles à la sidte de cet arvêt, elle est acces-soire par rapport à la portée qu'aurait pu avoir un arrêt exem-plaire, précisant utilement le-eoncept de crimes contre l'huma-nité, au lieu de le diluer inefficace-

(1) L'arrêt de la Cour de cassation indique notamment que les crimes contre l'hamsainé sont constitués « par des actes inhiomains et des persécutions qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, out été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais enusi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition » (le Monde des 21 et 22-23 décembre).

Mª François Patrimonio et Chris-

tian Fremaux, tous deux avocats au barreau de Paris, ont été relaxés

jendi 19 décembre, par la dix-

septième chambre correctionnelle de Paris, du délit de violation du

secret professionnel, qui leur était reproché dans une procédure fondée

Au début de l'amée 1982, un

magistrat-instructeur parisian,

M. Yves Corneloup, supposant que deux affaires qui lei avaient ésé confiées pouvaient avoir un lien

entre elles, avait fait placer sur écoutes la ligne téléphonique de M. Antoine Melero, un ancien poli-

cier, devenu détective privé, qui fut

condamné en février 1983 à dix ans

de réclustion criminelle pour com-plicité de tentative de meurtre.

sur des écoures téléphoniques.

Les preneurs d'otages de Nantes risquent la réclusion criminelle à perpétuité

Abdelkarim Khalki sera jugé en France

Le procureur de la République de Nantes, M. Christian Janvier, a autonce, dimauche soir 22 décembre, que les trois auteurs de la prise d'otages an palais de justice de Nantes avaient été placés sous mandat de dépôt. Les trois malfaiteurs, Georges Courtois, Patrick Thiclet et le Marocain Abdelkarim Khalki, ont été inculpés de tentatives d'assassinat, de menaces de mort sous condition sur magistrata et jurés, de séquestration et de vol avec violences avec armes par le doyen des juges d'instruction de Nantes, M. Yves Guerin-Villaubreil, qui s'est rendu lui-même à l'hôtel de police pour signifier leur incelpetion aux trois preneurs d'otages, qui out été couduits vers 23 heures dans un fourgon et sous

many informaient Antoine Melero

alors en liberté, de ce qu'ils pou-vaient commattre concernant deux

Une information judiciaire fut

ouverte pour violation du secret pro-fessionnel. L'accusation avait sou-

tem, à l'audience du 28 novembre

1985, que les avocats ne pouvaient se présentre défenseurs d'Antoine

Melero, puisque celui-ci n'était pas

eucore inculpé (le Monde du 30 novembre). Leur propre défen-

seur, tout en contestant une partie

des écomes effectuées par les poli-

ciers, avait fait valoir qu'un avocat

pouvait donner des consultations à

une personne qui u'était pas incul-pée. Mais le tribunal s'est borné à

Dans fou jugement, la dixseptième chambre correctionnelle

de Paris constate : « La transcript

ques, qui n'ont pas été jointes à la

procédure. Ce qui implique que le

magistrat-instructeur (...) n'a pu vérifier la qualité et l'objectivité des travaux effectués (...). La police, et non le juge, a choisi ceux des propos qui devaient, être retenus à trans-

Les avocats poursuivis ayant contesté l'authenticité de certains

déclarations propos qui leur étaient

attribués, les magistrats concinent :

Faute de pouvoir procéder à

l'audition contradictoire des bandes

magnétiques, le tribunal ne peut

tielles qui en ont été faites une

reconnattre aux transcriptions

valeur probante suffisante. •

dossiers d'instruction.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Poursuivis pour violation du secret professionnel

deux avocats sont relaxés

Les trois malfaiteurs, qui risquent la réclusion criminelle à perpétuité, s'étaient rendus au efet Robert Broussard, vendredi à 20 h 30 à l'aéroport de Nantes, après avoir libéré leurs deux dermers prisonniers, deux magietrats, au terme d'une prise d'otages qui a duré trente-cinq heures. Ils avaient relaché peu à peu trente de leurs trente-deux otages, parmi lesquels des magistrats, des jurés

Le Marocain Abdelkarim Khalki, qui a donné le coup d'envoi de la prise d'otages, ne sera pas expulsé vers le Maroc, les autorités de ce pays refusant de le recevoir.

et des étudiants en droit (le

Monde dn 21 et date 22-

23 décembre).

Un avion avait quitté Paris pour Nantes, dimenche pen avant 8 heures, pour prendre en charge Khalki et le conduire vers le Maroc, en exécution de l'arrêté d'expulsion signé par M. Pierre. Joze, ministre de l'intérieur, dès endi soir, quelques heures après e début de la prise d'otages. Mais dimanche, pen avant la fin de la garde à vue des trois malfaiteurs. les autorités marocaines ont fait savoir qu'elles n'acceptaient pas d'accneillir leur ressortissant, qui sera donc jugé par la justice fran-

La signature de l'arrêté l'expulsion avait joné un rôle léterminant dans les négociations qui out permis au préfet Robert Broussard d'obtenir la reddition

bonue escorte à la prison de des trois truends. Si l'expulsion avait eu lieu, Abdelkarim Khalki aurait été jugé par la justice de son pays pour les faits qui lui sont reprochés en France, conformé-ment à la convention judiciaire signée entre la France et le

Abdelkarım Khalki était sorti de prison le 29 novembre dernier, après y avoir purgé une peine pour hold-up. Il y a une quinzaine de jours, bien avant la prise d'otages de Nantes, la commis-sion d'expulsion de La Rochelle avait donné un avis favorable au renvoi de Khalki dans son pays. C'est à cet avis que le ministre de l'intérieur a donné snite en signant, jeudi, l'arrêté d'expul-

Saint was the

10-1-2-12

ment and a

300 July 10

F

CETARTURE E

er attra mert

parent for a

Sudfit nau

-2: 62 4

Tarent To Made

5.--- · · · · · · · · ·

mercale a

11 1 - 11 AT

** ***

- DE OR

CHARGE - - balance - cots. de

- cr ics de

OWNER A

TION OF

e Lie

THE PERSON

72-152

- ---

trie en land

Et. Serger,

A to trogers

tes neue

Program, du t

inserve te

केटर १९ नगड**े**

e ave Clear

od -2 sus

ರ್ಷವರ್ಷ ಯಾಗ

terre . Etc.

Pagana saya ing

Elars-1-5 :

the survey with

1 24- -----

Le comme principle es

gra

G4:

Shockes from the

Message Re

Bende Care

ment bar des

Lagran

-91-21-1-1

יייני ייישומט

Preicue 4:

datanii

CORRECT 6-

و سرحت ا

Take to the

p leto-----

ations of

dans v= -e

dislocker

C.ect coi

ייי בפל הסט

g paris p

der, le press

Ce bile

Michel |

homas, 1

CLAIT BIE

- 1

14 10:5

7 05

· La démission d'un conseiller municipal socialiste de Lyon. - Uu magistrat lyonnais, M. Marc Laleix, conseiller municipal de Lyon, a donné sa démission, vendredi soir 20 décembre, du Parti socialiste dont il était membre depuis vingt ans, pour manifester, après la prise d'otages à Nantes, son désaccord avec « les dirigeons du pays [qui] nient l'importance des questions de sécurité ». « A de multiples reprises, tout au long des dernières années, j'at alerté les plus hauts res-ponsables, a-t-il déclaré. La prise d'otages de Names est l'aboutissement d'une action gouvernementale à sens unique sur la sécurité publia sens unique sur la securite puoli-que. Dans ces conditions, il m'est insupportable de continuer à sièger dans les rangs socialistes. « Le pouvoir actuel (...) a trop long-temps entretenu, par jobardise intellectuelle, l'idée que le mal était fatai et sans remêde, il est maintenant disqualifié pour agir », a-t-il

(Nanterre) et Mª Mario-Claude Massonnat (Grenoble).

MÉDECINE

Deux tests pour prédire l'évolution du SIDA

Une équipe médicale francaise (professeur Claude Jas-min. kôpital Paul-Brousse, Villeiuif) annouce dans le prochain éro de la revue scientifique Blood, avoir mis au point une méthode permettant de prévoir, chez des maindes suspects du SIDA, ceux qui développerout effectivement in maindie.

Cette technique pourrait améliorer les résultats thérapeutiques et régler certaines

Ouand, chez un malade suspect du SIDA, faut-il commencer à expérimenter une thérapeuthique ? Trop. tard, on lui fait perdre la majeure partie de ses chances de guérison. Trop tot, on lui fait courir les risques liés à l'expérimentation, alors que I'on ne sait pas s'il aura effectivement la maladie.

Le dilemme se pose, en particu-lier, chez les malades présentant un

syndrome lymphadéaopathique, c'est-à-dire porteurs de ganglions dans plusieurs parties de leur corps depuis plus de trois mois, et sans raison apperente, « Compte tenu de la latence propre à l'infection par le virus du SIDA, explique le profes-seur Claude Jasmin, on estime que 10 % à 15 % aurora la maladie dans les dix-huit mois, et 25 % à 30 % au

bout de quatre à cinq ans. . Le travail de l'équipe française vi-sait à mettre au point une méthode de laboratoire permettant de définir les personnes à très haut risque potentiel. Les chercheurs ont attemt leur objectif, en s'intéressant aux altérations des précurseurs des cellules du sang (ou lymphocytes T4). qui sont atteintes dans le SIDA.

L'étude a porté sur plus de soixante personnes, et les variations, qui ont pu être mises en évidence, apparaissent déjà comme un très bon facteur de propostic. Les prélè-vements effectués portaient sur le sang, les ganglions et la moelle.

Le professeur Jasmin estime toutefois que le seul prélèvement san-guin offrinz des résultats finbles. Une équipe, américaine, vient de pu-blier dans le New England Journal of Medicine (1) une étude de portée similaire, en s'intéressant aux capacités de ces cellules sanguines à produire de l'interféron-gamma, capacités diminuées chez les malades à tres haut risque.

Ces nouvelles techniques offrent dès maintenant l'immense avantage de définir quelle catégorie de ma-lades peut légitimement être incluse dans les expérimentations thérapeutiques sur le SIDA. Elle devrait donc permettre de ne plus faire courir (comme lors de la récente atilisa tion de la ciclosporine) les risques inhérents à des personnes dont l'état de santé ne le justifie pas. . . .

J.-Y. N.

·(I) Numéro daté du 12 décembre.

CALICES A RISQUES

Il fallait y penser : en catte vaille de Noël, la conseil syno-dal de l'église réformée évangélique helvétique a interrogé le professeur Haraid Reuter, le e Monsieur SIDA > suisse, afin de savoir si le virus du SIDA pouvait conteminer les chrétiens buvant le vin de la communion. C'est possible, a estimé le professeur Reuter. mais à condition que l'une des personnes avant bu dans le calice ait été porteuse du virus et blessée au niveau des lèvres ou des gencives.

Plus pragmatiques, les spécialistes anglais du SIDA, à qui des représentants de différentea églises possient la même question, ont conseillé d'essuyer le calice après chaque ficèle, voire d'éviter tout contact avec le calice en présentant au communiant l'hostie trempée au présiable dans le vin.

« Le Matin de Paris » est condamné écarter les transcriptions des pour diffamation envers M. Pordea

de Paris constate : «La transcript La 17 chambre correctionnelle Dans son jugoment, le tribunal tion partielle — des écouses — paris de Peris d'écoud. jetidi 19 décembre : préside par M. Emile Cabié note : un service de police judiciaire a été : un jugoment par le quel elle : «Il paruit difficile de faire réalisté à partir de bandes mognétic condamne M. Claude Perdriel, confiance à un individu qui u dirigé directeur de la publication du jour-nal le Matin, et la journaliste Agn-the Logeart, à 10 000 francs d'amende chacun, pour diffamation envers M. Gustave Pordea, député européen élu sur la liste du Front national, à qui ils devront verser la somme de 30 000 francs de mmages-intérêts.

Daus son unméro du 1= février 1985, le Matin de Paris avait publié le dernier volet d'une enquête, executiellement constitué par le témnignage du général Mihai Pacepa – un ancien responsable des services secrets roumains, passé à l'Ouest en 1978. - selon M. Pordes était un a agent d'Influence » à la solde du régime de

confiance à un individu qui u dirigé pendant vingt-huit ans les services secrets de Bucarest. Sa noncomparation devant le tribunal pour y déposer en qualité de témoin. et le caractère occulte de sa rencontre avec M= Logeart ne permettent pas d'accorder une force probante quelconque à ces accusations unilatérales contre Pordea. >

Le magistrat a exclu la bonne foi de la journaliste, en considérant comme . surprenant . que déclarations de Pacepa, n'ait pas tenté de vérifier les circonstances dans lesquelles M. Pordea avait obtenu en 1983 la nationalité fran-

FAITS DIVERS CARNET DU Monde

PARRETARRAK REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE L'OFFICE DE TOURISME DE BLARRITZ .

Ipparretarrak a riposté, samedi matin 21 décembre, par un attentat à l'explosif contre l'Office de tourisme de Biarritz, à la récente condamnation à cinq ans de prison ferme de Gabriel Mouesca, militant du groupe clandestin besque fran-çais, qui avait perticipé à un attentat en tous points semblable contre le même objectif au mois de septembre 1082

Comme en 1983, trois hommes ont opéré en plein jour et ne plein centre-ville, present simplement la précaution d'emprunter une entrée de service pour éviter de passer devant le commissariat de police simé à 150 mètres de l'entrée princi pale. Portant des cagoules, ils ont, comme il y a deux ans, fait évacuer le concierge et sa famille avant l'explosion de la forte charge qui a détruit tout le rez-de-chauss gravement endommagé les étages.

Iparretarrak a laissé sur place un long texte de revendication dénoncant le déroulement du procès de Gabriel Mouesca et la peine qui lui a été infligée, jeudi 5 décembre der-nier, par le tribunal de grande ins-

tance de Bayonne. « Nous punirons tous ceux qui, collaborant avec les forces répressives, ont, par leurs faux temoignages, fait condamner notre cama-rade. Le tract dénonce aussi « la politique de « touristification » qui s'intensifie au détriment du Pays

Naissances - M. et M= Ariet de VKGEANT.
Et leurs enfants, Thierry et Michel,
Gray et Catherine, Sylvic et Serge,
Christianc et Alain,
Leurs petits-enfants, Julien, JeanBaptiste, Cécile et Christophe,

Athos de Monite de Seint-Lazare,

chitesu du Vigient, à Lambelle (Ottes

 Michel Averlant,
Monique et Ivan Levesque,
Birgitta Hessel, Bertil Hessel, Eric et Mathilde Levesque,

ont le douleur de faire part du décès de

M- Thor HESSEL, née Madeleise Char

leur mère et grand-mère. surresse le 12 décembre 1985, dans sa ante-dix-septième aumée.

Les obsèques religieuses out cu lieu aux l'intimité, le handi 16 décembre, à countes (Euro-et-Loir). Senantes, 28210 Nogent-le-Roi.

Pampes Funèbres

Marbrerie CAHEN & Cia 43-20-74-52

- M. et M= Jean-Bernard Raimond. Sophic et Catherine, M. et M= Michel Raimond, Jean-François et Isabelle. M. et M. Raymond Bricon M. et M. Pierre Raimond,

ont la douleur de faire part du décès de M. Henri RAIMOND.

nvenn à son domicile, le 15 déce 1985, dans za quatre-vingt-huitième

La cérémonie religionse a été célé-brée dans l'intimité, en l'église du Saint-Espeit. L'inhamation a cu lieu au cimetière de Bercy.

203, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Et toute la famille.

M= René Saint-Paul André, Jean-René, Marie-Christine et Didier Saint-Paul, Et leurs familles out la douleur de faire part du décès de

Rad SAINT-PAUL ancien ingénieur des télécomm chevalier de la Légion d'honneur. Désormais, il repose à Antibes.

Remerciements

- Stephanie, Kossi et leurs proches remercient tous ceux qui leur ont témoi-gné soutien et amitié lors du décès de

Stiphene Gilles J. PRUNEAU.

EN GRANDE-BRETAGNE Levée du secret médical ?

L'épidémie de SIDA va-t-elle faire évoluer les règles du secret médical? Au Royaume-Uni, le docteur Sandra Macara, préside comité d'éthique de la British Medical Association – une organisation groupant près de 80 % des médecins britanniques, – a déclaré il y a quelques jours que, - dans le seul but d'éviter l'extension d'une infection, et pour aucune outre raison, un médecin peut, dans des circonstances exceptionnelles, divulguer des informations confidentielles sans l'accord du patient ». A propos da SIDA, le docteur

Macara estime qu'un médecin peut, en son âme et conscience, transgresser la règle du secret médical en informant une femme que son mari est porteur du virus du SIDA. Les déclarations du docteur Macara n'ont qu'une valeur de recommandation. Elles n'en constituent pas moins une première en matière d'éthique médicale.

En France, le Conseil national de l'ordre des médecins a, lors de sa dernière session plénière au mois d'octobre dernier, pris nettement

position sur ce problème : selon l'Ordre, SIDA ou pas, il u'est en aucune façon question de transgres-ser la règle du secret médical. A cet égard, indique encore l'ordre, ascett « amenagement » n'est cuvisageable. La seule personne qu'il convient d'informer, c'est le malade luimême. A lui de juger s'il doit, ou non, informer sa, on ses, partenaires de son état. . Encore une fois, souligne le docteur Louis René, président de la commission d'éthique du Conseil national de l'ordre des médecius, il faut à tout prix éviter que les patients atteints du SIDA ou même simplement séropositifs ne deviannent des pestiférés. Au mêdecin de trouver les mots justes, d'adapter son discours de manière que le patient, de lui-même, prenne toutes les dispositions d'ordre préventif qu'il juge nécessaires. Toute transgression du secret médical risquerait d'avoir un effet dissuasif sur les patients séropositifs qui, craignant d'être dénoncés, n'iraient plus consulter leur médecin. » -

Maria Caracter Maria

sign on vers 続き

VET DU

3.7.74

Jan Here

Le Monde **ECONOMIE**

LE BILAN ÉCONOMIQUE 1985

Entracte

Le «roi dollar» ébranlé

Il est dans les annales de l'économie des temps de peuse où les événements semblent en suspens. Ainsi l'année 1985 e connu une sorte d'entracte, dans la mesure où aucun bouleverse-ment n'e marqué l'histoire, comme naguère le choc pétrolier, la crise mexicaine ou encore la croissance américaine. Rien ni personne n's vrai-ment occupé le devant de la scène économique, sauf paut-être le dollar.

En URSS, une nouvelle génération est bien pervenue eux affaires, affichant son souci de modernisation, mais la traduction dans les faits en sera lente, tant sont lourdes les atructures du système soviétique. Autre surprise : les pays du Sud-Est asistique ont été pris d'essoufflement ; mais les quatra dragons, la Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour, n'ont pas pour autant fini de cracher des flammes, à condition de réussir certaines reconversions.

De fait, il s'est opéré dans les coulisses, non pas une redistribution des rôles, mais une redéfinition des tâches face à un décor un peu moins contrasté. La croissance aux Etats-Unis s'est nettement raientie, celle du Japon a légèrement fléchi, tandis que, en Europe, le rythme de l'acti-vité ne se modifiait guère d'une année à l'autre.

Ce rapprochement, même s'il s'est effectué par le bas — ce qui n'n pas permis de réduire en Europe un chômage qualifié d'incompressible et grave, surtout pour les jeunes générations. — a áté accompagné d'une poursuite de l'effritement de l'inflation. La hausse des prix - dont le raientissement dure depuis cinq ans - aura été la plus faible qui ait été enregistrée au sein de l'OCDE depuis 1969, ce résultat ayant été facilité

per le beisse des cours du pétrole et den matières premières, pénible pour certains pays du tiers monde.

La reprise, qui se poursuit depuis trois ans, est entrée dans une phase de « maturité », ont pu écrire, dans leur rapport de fin d'ennée, les experts de l'OCDE. Deux initiatives ont marqué dans la dernier tiers de 1985 cette maturation des esprits : à New-York, le 22 septembre, les grands srgentiers des cinq principaux pays de l'Ouest (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni) ont décidé d'une action concertée sur les taux de change. Résultat : le dollar, qui avait battu son record à Paris le 26 février (10,61 F) a fléchi (moins de 8 F).

A Sécul, le 8 octobre, à l'occasion de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, la secrétaire américain au Trésor. James Baker, presentait un plan qui porte son nom afin de venir en aide à quinze pays particulièrement endettés. Ce plan, sccuelli avec prudence par les grandes banques commerciales, constitue un premier pas vers une coopération plus grande dans le domaine du développement.

Pendant l'entracte, l'horizon s'est éclairei -Washington s'est même fixé par loi un délai afin d'éliminer son déficit bodgétaire, source de tensions et de déséquilibres. Quant aux grands projets industriels, comme l'initiative de défense stratégique américaine et Eurêka européen, leur antagonisme n'exclut pas un mutuel renforce-ment. Sans tirer des plans sur la comète — des signes de défistion existent, avec le freinage du commerce mondiel, — les perspectives appareis-sent moins nébuleuses. Mais 1986 est une autre

MONNAIE

Après quatre amées de règne absolu, en ascension continuelle, le « roi dollar » u été sinon vraiment détrôné, du moins fortement contesté, voire ébranié en 1985. Son recui n atteint 20 % vis-à-vis de presrecui n'attenn 20 % va-a-va de pre-que toutes les monnales, alors que l'année précédente, il avait encore progressé de 14 % à Paris et Franc-fort, de 12 % à Londres et de 7 % à

A l'origine de ce phénomène, il y a le ralentissement de l'économie et la baisse des taux aux Etats-Unis, qui ont diminué l'attrait exercé anparavant sur les capitaux étran-gers, en quête des placements les plus rémunérateurs et les plus sûrs, notamment les emprunts du Trésor américain pour combler l'énorme déficit budgétaire. S'ajoutent la per-sistance de ce déficit budgétaire et le gonflement inquiétant des déficits de la balance commerciale et des paiements, dont l'ampleur a fini par alarmer les détenteurs de dollars.

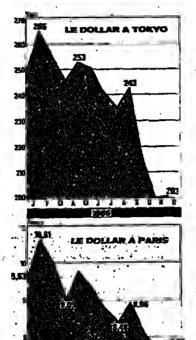
En outre, au début de l'automne, nne action concertée des cinq grands pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Japon), destinée à faire baisser le billet vert, s'est montrée très efficace. Le fiéchissement de la devise américaine a atteint, en trois mois, 12 % et même 17 % par rap-

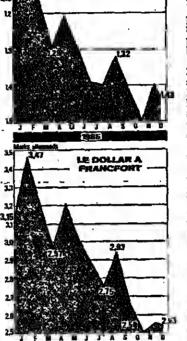
port an yen. L'année avait, pourtant, commencé en fanfare pour le dollar, qui, début février, accentuait le rythme

ment, au-dessus du cours de 3,17 DM, atteint fugitivement en septembre précédent avant une intervention efficace de la Banque fédérale d'Allemagne qui cassait net son ascension. Le 26 février, le dol-lar battit, à Paris, tous ses records à 10,61 F, tandis qu'à Francfort il s'établissait à son niveau le plus élevé depuis l'antomne 1971 (3,47 DM). Mais, de ce fait, il devenait de plus en plus vulnérable à une reaction « technique ».

Cette dernière ne manqua pas de se produire à la suite des propos per-cutants de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui, à Washington, devant le Congrès, agitait le spectre de la chute du « billet vert ». Ledit billet chuta de 6 % en moins de deux jours, dans une anarchie totale, pour toutefois se reprendre un pen Mais le ressort de la hausse était cassé, d'autant que, les mois sui-vants, apparaissaient les premiers indices d'un ralentissement de la croissance, accompagné par un creusement rapide du déficit commer-

Le flux de capitanx à destination des Etats-Unis fut moins important. Les cours du « billet vert » se mirent à fléchir, avec des à-coup inévitables, notamment en mai, où le dol-lar, qui était retombé à 9 F à Paris, bondit à près de 10 F. Mais la tendance demeurait résolument baisde sa progression, passant, brutale-





IN LE DOLLAR A LONDRES

ques américaines connaissaient des difficultés, de nature à inquiéter un

peu les opérateurs. En juillet, le dollar glissait en dessous du seuil fatidique des 3 DM à Francfort, et à Paris, « cassait » les 9 F, retrouvant ses cours d'août 1984. Il fiéchissait encore en sout, pour toutefois se raffermir en sep-tembre, sur l'annonce de nouvelles tembre, sur l'annonce de nouvelles plus satisfaisantes en provenance de l'économie américaine. Du coup, le shillet vert », qui était retombé à 2,75 DM, et 8,40 F, se raffermissait à près de 9 F et se dirigeait vers les 3 DM. C'en était trop, surtout pour le gonvernement américain qui, talonné par un Congrès déchaîné, pressit vraiment conscience des prenait vraiment conscience des énormes dégâts causés à l'industrie - et à l'agriculture - des Etats-Unis par la surévaluation du dollar.

Pour éviter le déferlement d'une vague de protectionnisme, les-Cinq se réunissaient le 22 septembre à New-York, et décidaient de faire baisser le « billet vert » notamment par des interventions des banques par des interventions des banques centrales, avec, au premier rang, la Réserve fédérale. Cet « engagement » des Erats-Unis, répudiant leur « douce négligence » des années précédentes, avait un effet magique sur les marchés des changes. Dans la semaine qui suivit, le dollar « plon-gea » de 6 %, amorçant un repli qui ailait le ramener, en fin d'année, aux alentours de 2,50 DM, 7,70 F et 200 yeas, soit 20 % environ de baisse

En Europe, contrairement à tous les pronostics, le recul du dollar n'e pas provoqué de tensions insupporta-bles ou sein du système monétaire de la CEE, tout nu moins jusqu'à la mi-décembre, où la montée subite du mark, longtemps retardée, a com-mencé à entraîner des remous, la mounaie allemunde s'établissant, néanmoins, à Paris, an même cours qu'un an auparavant (3,07 F). En revanche, la lire italienne, minée par une inflation encore assez forte et un déficit commercial croissant, u dû, fin juillet, subir une dévaluation de 6 %, à laquelle s'est ajoutée une réévaluation de 2 % des nutres mon-naies du SME. Sa baisse à Paris n dépassé 10 % en un an. De son côté, la peseta espagnole, qui, en théorie, flotte, mais évolue en « sympathic » avec le dollar, l'a partiellement accompagné dans son repli, fléchissant de 11 % à Paris sur douze mois.

La livre sterling enfin, très éprouvée en début d'année par des rumeurs d'éclatement de l'OPEP, et tombant à près de I dollar (niveau historique), 10,80 F et 3,53 DM, a da être soutenne par les pouvoirs publics. Une très forte hausse des taux d'intérêt britanniques (jusqu'à 14 %) l'a, graduellement, fait remonter à plus de 12 F et de 4 DM en août, avant d'accompagner le dollar dans son repli et d'être affectée, à nouveau, par la menace d'une guerre des prix du pétrole.

DETTE

Déboires du FMI

Les deux plus grands pays endettés du tiers-monde, le Mexique et le Brésil, se sont trouvés dans l'incapacité d'axécuter les programmes d'eustérité demandés par le FMI. C'est l'échec moucain qui eura eu politiquement le plus d'impact, car ce pays avait été préporte desormais son nom. senté à l'envi par les organisations financières internationales et par les Etats-Unis, plus ou moins suivis par les autres pays créanciers, comme le

« débiteur modèle ». Le scepticisme grandissant qu'ont provoqué les therapeutiques du FMI aura été plutôt renforcé qu'atténué per les premiers et spectaculaires succès remportés en Argentine. Le president Raoul Alfonsin a lancé, le 14 iuin, une réforme monétaire de grande envergure conçue entièrement par des économistes argentins.

L'Argentine avait besoin de la signature du Fonds monétaire pour obtenir l'octroi par les banques de quelque 4,2 milliards de dollers d'argent frais. L'annonce des crédits nouveaux, en signe de confiance de le communauté financière internationale, était indispensable pour lancer la réforme - symbolisée par la substitution de l'eustral à l'ancien peso dans les meilleures conditions paychologiques.

C'est cet ensemble de circonstances qui ont amené l'administration Reagan à changer son fusil d'épaule. Pendant son premier mandat, la président et son équipe sem-

Ce blian a été réalisé par Michel Boyer, Bruno De-thomas, Paul Fabra, Jacques Grail, Pierre Julien, Alain Le-banbe, Eric Le Boucher, Serge Marti, Véronique Mauras, Michel Noblecourt, François Repard, François Simon et Alain Veraboles.

blaient, en ce qui concerne leur politique à l'égard du tiers-monde, être quidés per l'adage en l'occurrence un peu court : aide-toi, le ciel t'aidera. Le secrétaire au Trésor, James. Baker, présenta à l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale à Sécul un plan qui

Un appel aux banques

Le plan un question, qui est plutôt une déclaration d'intention, consiste premièrement à lancer un appel nux banques commerciales pour qu'elles accroissent au cours des trois prochaines années de quelque 20 milliards de doltars leurs concours nets sux quinze pays particulièrement endettés (dix pays d'Amérique latine plus les Philippines, le Nigéria, le Maroc, la Yougoslavie, la Côted'Ivoire); deuxièmement, à préconiser un accroissement de 50 % (de 6 milliards à 9 milliards de dollars pendant la même période des prêts consentis par la Banque mondiale et les autres institutions spécialisées (Banque interaméricaine de développement, etc.) pour le long terme; troisièmement, à exhorter les pays récipiendaires à mettre de l'ordre dans leurs affaires afin notamment que cessent - ce point était souligné - les fuites de capitaux.

Simultanément, M. Baker laissait entendre, ca qui n'a pas peu contribué à détendre l'atmosphère, que les Etats-Unie pourraient, dans les armées à venir, lever leur opposition sement substantiel du à un accrois capitel de la Benque mondinle. Jusqu'à maintenant, les grandes banques commerciales américaines anglaises, japonaises, françaises, italiennes ont, selon des modalités diverses exprime un prudent accord de principe au plan Baker.

Il apparaît que dans l'ensemble les banques ont pratiquement cessé d'accorder des crédits supplementeires aux pays endettés du tiersmonde. De même, on a constaté, pour la première fois depuis la fin des années 60, une diminution de 5,5 % de l'ensemble des prêts consentis

J F M A M J J A S B H B

par le groupe de la Banque mondiale (15,3 milliards au fieu de 16,2 milfiards de dollars). Cette évolution est due à une réduction des demandes, ce qui semblerait indiquer que la voie tracée par M. Baker n'est pas la solution universelle. Signatons que la total des crédits alloués en 1985 par le FMI

la milliarde de dollars environ, contra

10 chacune des deux années précé-

dentes) est retombé au niveau de

Deux autres événements méritent encore une mention spéciale. L'un est la décision prise par le gouvernement sud-africain de suspendre le remboursement du principal de le dette privée Icella qui ne bénéficie pas de la garantie des Trésors des pays créanciers) s'élevant à quelque 13,6 milliards de dollars sur un total de 23,9 milliards. La décision, qui devait expirer à la fin de l'année, n été unilatérelement prorogée jusqu'au 31 mars 1986, faute d'un accord avec les banques étrangères qui craignant un boycot de leurs pro-

L'autre est la conclusion, pour le premiere fois depuis décembre 1981. de deux accords de rééchelonnement de la dette publique poionaise. Le premier, conclu en juillet, portait sur les très importantes échéances. s'élevant au total à quelque 12 milliards de dollars, des années 1982, 1983 at 1984 ; le deuxième, négocié en novembre, porte sur les 1,3 milliard de dollars de dettes échues en

pres clients.

ECHANGES

Contraste brutal : après avoir en 1984 progressé de 9 % en volume, le commerce mondial ne se serait aceru que de 3 % à peine - entre 2 % et 3 %, selon les experts du secrétariat du GATT. Ce taux serait ainsi voisin de celm qui avait été enregistré en 1983. Entre les souls pays industrialisés «occidentaux», le commerce aurait progressé de 3,5 % au lieu de 8,5 %,

Le rebond de 1984 était lié pour l'essentiel à la traction des États-Unis (la vigueur de l'activité et la force du dollar out tiré les importations américaines en provenance du reste du monde). Le ralentissement de 1985 a sartout touché l'énergie — dont les échanges auraient reculé, — mais aussi les matières premières. Il donc concerné principalement POPEP et les pays en voie de déve-loppement, qui ont aussi subi une baisse sensible des cours de leurs produits de base.

Toutefois, les échanges des pro duits manufacturés ont, eux aussi, fléchi. Selon les experts de l'OCDE, les exportations des pays membre dans ce domaine auront augment de 5,5 % en 1985 contre 10 % en 1984, tandis que leurs importations se seront accrues de 7,5 % au lieu de 15 %. Globalement, le commerce des produits manufacturés aura pro-gressé de 5,5 %, contre 11 %. Face à une - menace d'asthénie -

les experis de Genève ont, en 1985, souligné qu'« un renforcement des disciplines commerciales doublé d'une plus grande ouverture des marches est un moyen supplémenmarches est un moyen supprementaire important d'imprimer une forte impulsion à la production et à l'emploi dans tous les pays du monde ». Aussi, comme en 1984, les réunions se sont multipliées sur les bords du lac Léman pour le lancement de nouvelles négociations com-merciales multilatérales (NCM), nprès le Kennedy round (1964-1967) et le Tokyo round (1976-

Confrontés à un très lourd déficit
de leur balance commerciale, qui
met en péril des secteurs entiers de
leur économie et renforce les pres-

Au ralenti

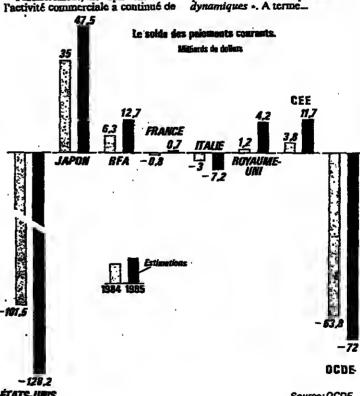
sions protectionnistes, les Etats-Unis ont mené le jeu. Ils ont obtem satisfaction, puisqu'il a été décidé, fin novembre, à Genève, que le lance-ment officiel des NCM aurait lieu en septembre 1986.

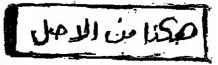
Ainsi, le Brésil, l'Inde ou d'autres pays en développement ont renoncé à leur opposition. Même si la question reste ouverte, la libéralisation des échanges de services (700 mil-liards de dollars pour tous les « invisibles »), demandée par Washington et redoutée par le tiers-monde, figu-rera à l'ordre du jour ; mais la mise au point d'une réglementation en ce domaine prendra des années.

Paralièlement, un déplacement de

s'effectner. Déjà en 1984, les échanges transpacifiques avaient, pour la première fois, dépassé en valeur le commerce transatlantique. Ils s'étaient situés eu-dessus de 200 miliards de dollars pour un com-merce mondial évalue à 2 000 milliards environ.

Changement: POPEP, qui repré-sentait 15 % des exportations mondiales en 1980, n'en assurait plus début 1985 que moins de 9 %. En revanche, Taiwan et la Corée du Sud ont exporté plus de produits manufacturés que la Suède et la Suisse; mois, souligne-t-on au GATI, - les fournisseurs dynamiques sont en même temps des clients dynamiques . A terme...

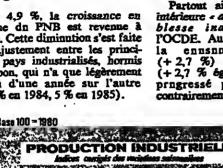


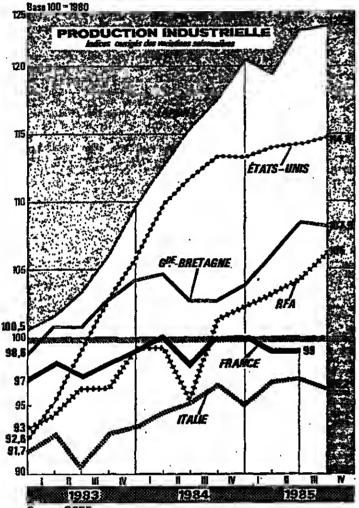


ACTIVITÉ

Si 1984 a été l'année de la reprise, 1985 a été celle de la stabilisation. Les dernières estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) font apparaître un recul de l'activité, mais non un effondrement pour les vingt-quatre pays qui font partie de l'organisation.

De 4,9 %, la croissance en volume dn PNB est revenue à 2.8 %. Cette diminution s'est faite par ajustement entre les principaux pays industrialisés, hormis e Japon, qui n'a que légèrement fléchi d'une année sur l'autre (5,8 % en 1984, 5 % en 1985).





Les Etats-Unis, en perdant plus de quatre points (2,5 % contre oignent le peloton des pays de la Communauté euroécone qui ont maintenu leur faible rythme de production (2,3 %). La moyenne, cette fois, cache moins de disparités. En apparence tout an moins, car on note de fortes dissemblances dans les évolutions internes. Ainsi, toujours aux Etats-Unis, la demande intérieure, bien que moins forte qu'en 1984, est restée sontenue (4.5 %), mais on a assisté à un fort déstockage et à la poursuite de la dégradation de la balance commerciale. Les importations sance sur l'année. La production

préva il y a un an. On note à ce propos un fort et inattendu recul de l'investissement public (- 6,5 %), alors que celui-ci reste stagnant depuis 1982. La forte croissance dont a encore bénéficié ce pays tient au rythme toujours soutenu de ses exportations (+ 7,7 %) lié à une progression beaucoup plus faible de ses importations (+1,7 % contre + 12,5 % ca 1984).

La faiblesse de la demande intérieure a été surtout marquée en Allemagne fédérale, où elle n'atteint pas un point de crois-

Un atterrissage en douceur industrielle n'en a pas moins pro-

gressé fortement de 5,7 %, les

exportations de biens et services.

s'étant maintennes au rythme très élevé de l'année précédente.

L'Allemagne fédérale donne un

ont augmenté de 7 % - après 27 % en 1984, - tandis que les exportations diminuaient de 4,5 % alors qu'elles avaient repris un an auparavant (+ 4,7 %). Il en est résulté une chute spectaculaire (en progression) de la pro-duction industrielle : celle-ci n'augmente plus que de 2,5 % contre 11,6 % en 1984.

Partout ailleurs, la demande intérieure « a témoigné d'une faiblesse inartendue », note POCDE. Au Japon notamment. la enusummation privée (+ 2,7 %) et l'investissement (+2,7 % également) n'ont pas pringressé plus rapidement, contrairement à ce qui evait été

autre exemple de ce qui s'est passé en 1985 pour la plupart des pays industrialisés nu la croissance s'est raffermie au second semestre. Négative de 0,2 % pour le pays d'outre-Rhin, au cours des six premiers mois, elle a ang-menté de près de 6 % en fin d'année.

C'est également le cas pour la France, qui rattrape une partie de son retard an second semestre. Contrairement aux autres pays. c'est sous l'effet de la demande intérieure que a'est produit le dégel, la consommation privée s'accélérant brusquement au deuxième trimestre ainsi que l'investissement industriel. La production industrielle est restée égèrement négative sur l'ensemble de l'année, les chefs d'entreprise ne réagissant que tardive-ment à la reprise de la demande.

Quant à la Grande-Bretagne. elle poursuit la reprise amorcée depuis cinq ans, mais à un rythme moins vif qu'en 1984, notamment pour ce qui concerne la production industrielle : après 4 % l'année précédente, celle-ci a progressé de 2,5 % en 1985.

La phase de reprise (une douzaine de trimestres) est jugée relativement longue, seule celle de 1975-1980 la surpassant. Les experts du château de la Muette pensent que cette fois-ci « il est possible qu'une politique plus prudente alt permis un « atterrissage en douceur » à l'issue d'une période de redressement rapide, facilitant ainsi le passage à une croissance plus équilibrée et plus durable ». Cet optimisme, bien que tempéré par d'autres considérations, se fonde sur le fait que, pour cette dernière période, priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation, à la limitation des dépenses publiques et aux restructurations de l'appareil prod notif.

Il n'en reste pas moins que certains déséquilibres persistants menacent la relative stabilité or commissent les pays de l'OCDE. Les Etats-Unis ont joné un rôle encore plus important que précédemment dans la reprise. En 1983 et en 1985, ils ont assuré environ 70 % de la croissance de la demande totale, alors que dans le passé leur contribution était de l'ordre de 40 % à 50 %. Il en est résulté un déséquilibre de la « locomotive » américaine.

La situation budgétaire des Etats-Unis n'est pas plus rassu-rante. L'importance de la dette publique peut compromettre la maîtrise de l'inflation, et donc tout remettre en cause. En fin d'année, le Congrès s'est enfin décidé à prendre des mesures pour imposer une réduction progressive du déficit budgétaire.

PRIX-SALAIRES

L'effort de désinflation réalisé dens la plupart des pays industris-lisés e porté ses fruits. En 1985, les prix suront sugmenta au même rythme qu'en 1984 — aux environs de 5 %, - avec même une légère décélération pour les sept principaux pays de l'OCDE

Plusieurs facteurs ont concouru à cette réussite, et d'abord la forte baisse des prix des matières premières, meigré la reprise de la pro-duction industrielle qui se manifeste, notamment aux Etste-Unis et au Japon depuis trois ans. Sy ajoute la chute des cours des produits pétroliers provoquée par l'incapacité dans isquelis s'est trouvés i OPEP de contenir se production et de rivaliser avec le marché libre.

Toutefois les experts soulignent à l'envi l'effet qu'a fini per avoir sur les hausses de prix la forte réduction des progressions salariales exregietrées dans les principaux pays industria-lisés. On se souvient des conclusions des accords salarieux conclus en 1984 aux Etats-Unia. Les syndicats ont accepté, pour les trois années suivantes, des augmentations du salaire de base inférieures à l'infetion. Les augmentations consenties sont les plus faibles qui sient été accordées depuis div-sept ans... Près du quart des salariés avaient même réduction ou un blocage de leurs

La même « sagesse » a prévalu un peu partout ailleurs, après que les pouvoirs publics eurent réusei à corriger, voire à supprimer, les mécanismes d'indexation des salaires aux les prix. L'OCDE analyse ce phénomène en soviignant qu'il a certaine-ment conduit à une modification des comportements, dans les négociations salarieles. On peut suesi consi-dérer que la crise s joué un grand rôle, la crante du chômage étant le commencement de la modération. is l'attitude des pouvoirs publics a été déterminante si l'on se réfère à es qui s'est passé lors du premier chec pétrolier de 1973. A cette époque, les gouverne-

ments n'avaient pas su s'attaquer au problème des rémunérations, ds sorte que les salaires avaient évolué comme si la crise n'axistait pas. Six ans après, quand est survenu le econd choe patroller, les taux d'infletion restaient élevés, même a ils avaient été quelque peu réduits (9,8 % fin 1979 pour l'ensemble des

La spirale brisée

pays de l'OCDE, contre 13,4 % en 1974). On assistait à une nouvelle poussée en 1980 (12,9 %), mais, cette fois, les gouvernements ne lais-sèrent pas le moteur s'emballer et mirent en œuvre des politiques qui ont rapidement porté leurs fruits. Il leur a suffi de trois ans pour faire diminuer de moitié le taux d'inflation,

sée en dessous de la barre des 10 %. C'est la France qui a réalisé le meillaur scora, so valeur relative, pulsqu'elle e gagna an un an 2.5 points, et plus de 8 points par rapport à 1981.

Les Etats-Unis et le Japon som restés à des niveaux comparables à ceux de l'année précédente. En

 $g_{2} \in \mathbb{R}^{n \times n}$

 $p \in \mathcal{M} = M$

21 4 1 18

agenta in the second

12.00

 $2 + 5 \leq 2 \leq 5$

g - H. F. 428

tare and the

50 1 16 B

Da 11 1988

30

化生物 电编数

SE 7.1 . 14

arter a la respe

11 to 11 to 185

· · · · · · ·

=_ c4

22. Che .

11. 12 GRE 2

** ** sprand

er: de pier

The state of

Tame de

Part Tras et :

77 SOC

The second

W-7: 169 100

1. 10 42 1

Ti LE 21 1784

Art Contractions

with the ping

5 a. ----

3.4 E.215-Delm ter tr**ées**

ETATS

déficit

CONTRACT OF THE

Allege 11 3:42

MEAL FOLE

(general core

· Levernice

octobre : OK

Cre les en l

Minning 20

Ag mire 14,

determent in

20t125 7 2

Bergerier E.

CLUTY THES

M. Garanton

A lang

tres see: en

holen, C.

19 Les

bripping:

Ma l'excepte

Al des contection

had preside

e lusi éleve qu

k Le bodger ; be octobre ;

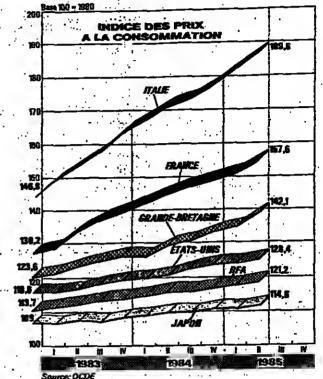
Callage bound

de l'epresentant

one a sector and sector sector

Son de fig.

27.75



le ramenant à des niveaux compera-bles à ceux de 1970.

Cette décélération est encore plus sensible si on ne prend en considération que les sept principaux pays de l'OCDE, qui réalisent à eux seuls 80 % du PNB de la zone (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne fédérale, France, Grande Bretagne, Italia). Ceiar-ci ant en movenne connu une haussa des prix de 4,6 % des 1983, malgré les taux encore élevés enre-gistrés en Italie (14,6 %) et an France (9,6 %).

En 1985, seule l'Italie est restée en retard, bien cu'elle soit enfir pasconnu un début d'année difficie, vite corrigé au troisième trimestre grâce à une stabilité perfaite de ses prix sur les mois de juillet, soût et septem-

C'est bien évidemment l'Allema-gne fédérale qui s tenu la vedette, avec des beisses de prix de 0,2 % en juillet et de 0,3 % en soût, réduisent son taux d'inflation à zéro pour les six mois se terminant en octobre, et ne dépassant pas 1,8 % sur douze mois, les Etats-Unis faisaient 3,2 %, le Canada 4,2 %, le Japon 2,3 %, la Franca 4,9 %, la Grande-Bretagne 5,4 %, l'Italie 8,1 %.

ENERGIE

1985 restera probablement dans les ahnales énergériques, l'aunée du tournant. Les producteurs, sprès avoir tenté pendant quatre ans de tenir à bout de bras les prix élevés arrachés su cours de la décenni précédente, ont compris que la crisc était durable, et sdapté, en conséquence, leur stratégie commerciale. Qu'il a agisse du pétrole, qui reste l'énergie dominante, et dont les prix sont directeurs, on du gaz voire du charbon ou de l'électricité, le marehé, fondamentalement orienté à la baisse depuis 1981, a repris l'an der-

L'OPEP, après moult hésitations, décidé en décembre de mettre fin à son rôle de gardien des prix mon-dianx, pour tenter de reconquérir

Un tournant

une part du marché plus substantielle qui lui avait été ravie par les " autres producteurs non membres de l'Organisation. Elle, a donc adapté ses tarifs aux cours du marché au les exportations au jour le jour d jour le jour, amorçant ainsi un nou-veau mouvement de baisse des prix tant des surcapacités de production mondiaux du pétrole. . .

Les principaux producteurs de gaz ont, eux aussi, tiré les leçons de la crise : les Pays-Bas, l'URSS, la ont également continué de a'effriter. Norvège et le Canada, ont tous accepté de reviser les contrats à long terme signés un début de la décennie pour les adapter aux nouvelles ditions du marché.

Le charbon et même l'électricité ont également vu se développer un resté stable, et l'électric marché « spot » de ventes, à très gressé que de 3 %.

court terme, à des prix fluctuants, orientés vers la baisse. Ainsi RDF, en Europe a-t-elle systematise, dans le cadre de « ventes à bien plaire ». de son parc de centrales nucléaires. Les cours du charbon, tirés par la chute des cours du rand and africain

Fait nouveau. l'évolution des monnaies a permis, pour la première fois depuis quatre ans, aux consomma teurs en Europe, de bénéficier de ces baisses. En France l'essence a diminué en un an de 15 %, le gaz est resté stable, et l'électricité n'a pro-

AGRICULTURE

Un nouveau record céréalier, une amélioration en Afrique, des échanges et des prix mondiaux en chute, tels sont les grands traits de 1985. Selon la FAO, la récoite céréalière mondiale devait atteindre 1841 millions de tonnes, soit 37 mil-

de 1984. Cette progression est essentiellement due aux céréales secondaires, car la récolte de blé diminue, revenant de 523 à 513 millions de tonnes. Le volume du riz (paddy) reste inchangé, 470 millions de tonnes. Grace à ces récoltes abondantes et mieux réparties, le volume des échanges baissera de 13 %, avec 189 millions de tonnes, soit le nivean le plus bas enregistré depuis la campagne 1978-1979. Les achats des pays développés diminuent beau-

coup plus fortement que ceux dn tiers-monde: - 19 % contre -6 %.

lions de plus que le précédent record

Globalement les prix mondiaux sont en chute de 15 % pour le blé, de 20 % et plus pour le mais et le riz. Les stocks céréaliers pourraient atteindre, selon la FAO toujours, 361 millions de tonnes à la fin de la campagne 1985-1986. La plus grosse partie de ces stocks est détenue par les Etats-Unis, qui traversent une grave crise agricole. Leur part dans le total mondial s'élève à At % contre 29 % un an annaravant. Dans ce pays, la production s'est élevée à 65,8 millions de tonnes de blé (- 6,8 %), 268,5 millions tonnes de céréales secondaires (+ 13,2 %). dent 218 de mais (+ 12,3 %) volume record, 6 millions de tonnes de riz et 57,4 millions de tonnes de soja (+ 13,4 %).

· Name Color of the Color of th

Toujours les céréales

Dollar trop fort qui freine les exportations et baisse de la valeur des terres du fait de leur moindre rentabilité sont à l'origine de milliers de faillites d'exploitations aux Etats-Unia entralment dans leur sillage les difficultés des banques. Le ministère de l'agriculture estimait fin décembre à 195 milliards de dollars l'endettement de l'agriculture aux Etats-Unis. L'excédent commercial s'élève à 11.5 milliards. Il était de 26,6 il y a cinq ans.

En fin d'année, le Congrès et la Maison Blanche ont élaboré avec difficultés une nouvelle loi agricole prévoyant une forte baisse des prix de soutien afin de diminner les dépenses fédérales consacrées à l'agriculture et de relancer les exportations.

La forte baisse du commerce international et des exportations américaines provient de la réduction pagne 1984-1985, l'URSS a scheté des achats soviétiques. Pour la cammillions de tonnes de céréales (28 de blé, 27 de céréales secondaires) dont près de 19 millions de tonnes aux Etats-Unis, volume record. A la moitié de la campagne 1985-1986, les achats soviétiques aux Etats-Unis n'étaient que d'envirnn 5 millions de tonnes. Peur l'ensemble de la campagne, on prévoit que Moscou importera 34 millions de tormes, moitié blé, moitié céréales secondaires.

La récolte soviétique est estimée à 95 millions de tonnes pour les céréales secondaires (+ 13 %) et 85 millions de tonnes pour le blé

Dans l'ensemble des pays en déve loppement, la production de ofréales augmente de 204,2 à 207,7 millions de tonnes de blé, de 275.5 à 285.3 de céréales secondaires, de 444 à 444,3 de riz (paddy).

En Afrique, la production céréslière totale atteindra 80 millions de tonnes contre 63. La situation est moins alarmante du fait d'une pluviosité normale. La FAO estimait que seuls cinq pays devraient recourir à une side slimentaire exceptionnelle (Angola, Botswane, Ethiopie, Mozambique, Soudan).

Le Zimbabwe et le Malawi, ainsi que d'antres régions à l'intérieur des Etats africains disposent d'excédents exportables.

L'aide alimentaire totale recensée par la FAO s'est élevée à 12,3 millions de tonnes, dont 7,4 millions de tonnes en provenance des Etats-Unis, Pour l'exercice en cours, le volume de l'aide serait de 10,8 mil-

L'amée céréalière 1985 sera aussi caractérisée par l'émergence des pays nouvellement exportateurs: Suede, Autriche, Hougrie, Inde, Thatlande et Chine,

Dans l'ensemble de l'Europe, enfin, occidentale et orientale, la production céréalière est en retrait. Pour la CEE, qui poursuit sa politique de réduction des excédents (lait, sucre et viande bovine), la diminution atteint 13 % pour le blé avec 66 millions de tonnes et 4,5 % pour les céréales secondaires avec 71,4 millions de tonnes.

MATIÈRES PREMIÈRES

Dollar, pétrole, stocks, Placées an bean milieu de ce « triangle magique - - chute de la monnaie américaine, net repli des prix du brut et excédent général de l'offre pour la quasi-totalité des produits, — les matières premières ont plongé en 1985. Seuls l'aluminium, le café et. de façon plus marquée, le sucre, ont manifesté une certaine résistance en fin d'année, mais la grave crise du marché de l'étain, intervenue le 24 octobre, a sonné comme un coup de tocsin anr le Lundon Metal Exchange.

Les pays industrialisés out su tirer profit économiquement de ce fiéchissement du dollar, du pétrole et des matières premières. Les yeux rivés sur l'évolution de leurs approvisionnements, ils en ont constaté avec satisfaction les conséquences fsvora-bles sur leurs indices des prix de détail. A titre d'exemple, les prix internationaux des matières premières importées par la France ont reculé de près de 20 % entre le moment ou le « billet vert » calminait à son plus haut niveau historique – c'était à la mi-février – et cehn où la devise américaine s'est stabilisée autour de 7.70 francs en

Tel n'est pas l'avis, bien sûr, des pays producteurs, notamment des nations en voie de développement confrontées à une grave diminution d'une de leurs plus importantes res-sources en devises. A la fin de troisième trimestre 1985, les prix des principaux produits de base (métaux, caoutchouc, textiles, denrées, céréales...) avaient chuté de près de 35 % par rapport à la moyenne des cours enregistrée en 1980. An cours de l'année 1984, la baisse s'est naturellement accentuée, ainsi qu'en témoignent les deux indices considérés comme les plus représentatifs du marché des matières premières.

A la fin décembre, l'indice américain Moody's, calculé en dollars,

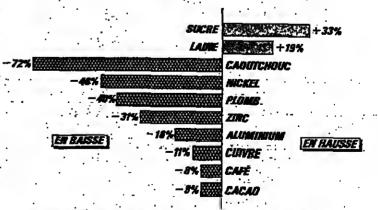
Le plongeon

douze mois, tandis que l'indice britanuique Reuter, exprimé, lui, en livres sterling, régressait de 6 % pour se situer à 1 800, approximati-

a'établissait aux alentours de 930, hausse pour autant les matières presoit un recui de 4 % environ en mières comme on aurait pu s'y attendre.

Enfin - et ce n'est pas le moindre ats qui ont sérieusement perturbé ce secteur en 1985, - le

Évalution des cours depuis le début de l'année



Les cours de l'étain ont baissé de 15 % jusqu'à la fermeture, le 24 octobre, du marché de Londres.

vement à la même date. Or rien à pilotage plus ou moins ardu des l'horizon économique ne semble en mesure d'inverser durablement cette tendance. Selon l'Association des instituts européens de conjoncture économique, les prix des produits de base, alimentaires et industriels, vont continuer à fléchir au cours des prochains mois en dépit d'une meilcure santé des économies occidentales.

Paradoxe. La reprise de la production industrielle, qui avait traditionnellement pour effet de « tirer » la demande et, donc, de soutenir les cours ne joue plus cet effet d'entrai-nement. L'influence grandissante des fluctuations monétaires a mis à bas ce schéma, encore que la récente baisse du dollar n'ait pas relancé à la

stocks stratégiques destiné à maîtriser le marebé et la présence d'accords internationanx - dont la renégociation s'avère de plus en plus difficile - ont entraîné un recours aceru aux grande marchés à terme, accusés par certains d'amplifier les fluctuations de cours « normales », ce qui constitue sans donte une menace supplémentaire pour les

C'est ainsi que la Bolivie risque fort de faire les frais de la tourmente qui s'est abattue sur le marché de l'étain à la City, alors que maisons. de courtage et banques créditrices ont bien du mal à faire se concilier des positions restees longtemps aniaL'environnement international

EMPLOI

Quelles que soient les politiques éconnuiques menées de par le monde, celles-ci out trouvé leurs limites, en 1985, dans la lutte contre le chômage. Aucun pays n'a pu se prévaloir de résultats significatifs et, en conséquence, n'a servi de modèle. Même les États-Unis de M. Ronald Reagan, qui nvaient pourtant comm un spectaculaire succès l'aimée pré-cédente, ont été incapables de rééditer leur exploit.

Comme si, nprès une période de redressement, il s'avérait impossible de bousculer certaines barrières et, dans le cas de l'Amérique du Nord, de récupérer tous les emplois perdus pendant le second choc pétrolier. A croire qu'un matelas incompressible de chômage doit demeurer et qu'une structure nunveile de l'umploi s'échafande, pour le meilleur comme pour le pire.

L'aventure américaine, de ce point de vue, se révèle exemplaire. On nvait pu croire que, la création massive d'emplois survenant d'abord dans le secteur des services, le mouvement scrait ensuite relayé par l'industrie. Il n'en n rien été, bien au contraire. Certes, on a bien enregistré des niveaux records successifs, le nombre de personnes occupant un emploi se chiffrant à 107,9 millions en octobre dernier : mais les norres de travail supplémentaires n'ont pas, fondamentalement, modifié la configuration de l'activité salariée

La puissance du dollar et l'importance des importations étaient, bien entendu, les motifs invoqués pour expliquer cette situation. Il n'empôehe: nvec 8,3 millions de chômeurs et 1,3 million de « chômeurs découragés » chaque mois, d'un bout de l'année ou presque à l'autre, la réfé-rence américaine voyait son éclat se termir, et, avec elle, ses imitations

. . . .

•

tournant

plongeon

Dans des genres différents, en effnt. In Grande-Bratagne da M= Thatcher et l'Allemagne fédérale de M. Kohl n'ont pas semblé mienx réussir. Le premier ministre comme le chancelier ont para buter sur les mêmes senils. l'un aux alentours des 3,3 millions de chômeurs. l'antre avec un taux moyen de 8,7 % de la population active.

A Londres, où, il est vrai, l'interminable grève des mineurs a très certainement anéanti quelques

Le chômage incompressible

chances, on estime à 450 000 le seront plus, en outre, soumis à l'oblinombre de chômeurs intégrés dans des programmes sociatix. Il a même fallu prendre des mesures en faveur des chômeurs de longue durée. Dans neuf régions-tests, et à titre expérimental, une allocation de 20 livres par semaine sera versée pendant six mois nux chômeurs de plus d'un an qui scoepteraient un emploi rétribué noins de 80 livres par semaine.

A Bonn aussi, on multiplie les programmes d'nidn par crainte de réveiller de vieux fantômes : en novembre, le niveau de chômage n'avait jamais été ansai élevé depnis la guerre... Ainsi le gouvernement fédéral a-t-il accepté, en octobre, un projet de loi, destiné à prolonger les indemnités pour les chômeurs de longue durée en fonction de leur âge : seize mois pour les plus de quarante-cinq ans, vingt mois pour les plus de cinquante ans, vingtquatre mnis pour les pius de cinquante-cinq ans. Les chômeurs titives et, de l'autre, des emplois de plus de cinquante-huit ans ne adaptés aux conditions intérieures.

ment, à ce point d'équilibre, que tous les pays développés subissent à des degrés divers des symptômes de même nature, si ce n'est communs. Le marché du travail va se diversifiant - au Japon, la souplesse pro-vient des entreprises sous-traitantes, de l'emploi des femmes, du regain de l'activité agricole — pour se décomposer en plusieurs catégories. On trouve, d'un côté, les emplois liés aux activités des entreprises compé-

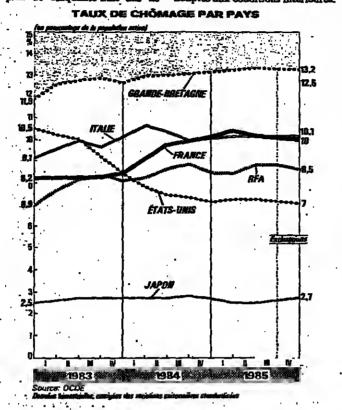
gation de chercher un emploi.

Même la Japon n'obtient pas de

résultats probants, malgré le dyna-misme industriel et commercial dont

pecter les statistiques nippones, accusées de ne pas rendre compte d'une réalité moins satisfaisante.

En fait, il apparaît progressive-



SYNDICATS

Si un relachement de la politique de rigueur n été observé en 1985 pour les salaires, il n'a pas pour autant entraîné une cure de jou-vence pour les organisations syndi-cales. Le pouvoir d'achai a proil continna à donner-l'exemple. Non seulement il ne décolle pas d'un taux de chômage évalué à 2,7 % environ, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui en viennent même à susgressé dans la plupart des pays industrialisés; mais le syndicalisme n'a pas pour autant retrouvé la

Dérapage ? Effet d'une certaine reprise économique ? Toujours est-il que l'évolution du pouvoir d'achai de 1984 à 1985 est passée de + 1,9 % à + 2 % au Japon, de + 0,6 % à + 0,7 % en Allemagne fédérale, de + 0,7 % à + 1,2 % en Italie. La tendance est encore plus sensible en Grande-Bretagne et en France: dans le premier pays, on est passé d'un quasi-maintien du pouvnir d'aebat du sulairn brut (-0,1 %) en 1984 à une hausse de 2,9 % en 1985 : dans le second, la perte de 0,5 % en 1984 s'est trans-formée en gain de 0,3 % en 1985. Par contre, aux Etats-Unis, les salaries out vu leur pouvoir d'achai pro-gresser de 1,2 % en 1985 contre 1,4 % en 1984.

Aux Etats-Unis, l'industrie antomobile s'est de nouveau distinguée. General Motors a prévu pour son usine Saturne, qui fabriquera le modèle de petite cylindrée de la firme, un système de rémunération flexible, une partie du snlaire variant chaque mois en fonction des bénéfices, de la productivité et de la qualité. Chez Chrysler, à l'issue d'une grève des soixante-dix mille ouvriers américains et des dix mille ouvriers canadiens, les salariés ont obtenu par des primes le rattrapage partiel des sommes perdues pendant la période de difficultés. Mais ils ne sont pas pour autant assurés de voir leur pouvoir d'achat garanti.

En Grande-Bretagne, M= Thatcher, sensible nux préoccupations électoralistes du parti conservateur, n làché du lest sur le plan salarial, y compris dans la fonction publique, où certaines catégories de hauts fonctionnaires ont eu droit à des augmentations oscillant entre 32 % et 46 %. Dans le Benelux, la situation est plus contrastée : le pouvoir d'achat a progressé d'environ 2 % anx Pays-Bas, mais il a reculé d'environ 1 % en Belgique.

En Italie, le gouvernement dirigé par M. Bettino Craxi, socialiste, a été conforté dans sa politique de remise en cause progressive de l'échelle mobile par l'échee du réfé-rendum vouln par le Parti commu-

Moins de vigueur

gagner du pouvoir d'achat par rap-port à l'année précédente.

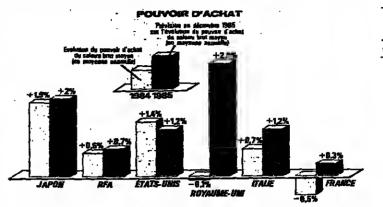
En Suède, le ganvarnement social-démocrate de M. Olof Palme n'a pas atteint son nbjectif, la hausse des salaires étant supérieure aux 5 % souhaités afin de contenir l'inflation.

Malgré un relachement de la rigueur qui s'est manifesté nussi de facta en Suède, e'est souvent dans

les pays à direction socialiste ou

avec un gouvernement socialiste perçu comme l'allié nbjectif du patronat; mais ses tentatives de mobilisation ont échoné, y compris sa juurnée nationale d'action inter-professionnelle du 24 octobre. Les autres sundicate cont inné plus attaits autres syndicats ont jugé plus utile d'attendre les échéances électorales de 1986 que de guerroyer avec le gouvernement Fabius.

L'année 1985 restera cependant marquée sur le plan social par la fin de la grève des mineurs en Grande-



sociale-démocrate que les relations avec les syndicats se sont révêlées le plus conflictuelles. Ainsi M. Palme a dû affronter une importante grève des fonctionnaires et plus générale-ment la grogne de la Confédération LO, pourtant proche des sociauxocrates, mais lassée de l'austé-

En Espagne, M. Felipe Gonzalez a essuyé la fronde des Commissions ouvrières (proches des communistes) mais nussi da syndicat UGT, lié au Parti socialiste. Une grève générale, un recnurs devant le Burean international du travail, des manifestations ont illustré cette quérilla entre le ponvoir socialiste et les syndicats à propos d'un projet de loi - finalement adopté - réformant les retraites en remettant en cause le montant initial des pensions.

En Italie, les confédérations CGIL, CISL et UIL ont esquissé un rapprochement pour proposer en commun une réforme du système d'indexation des salaires sur les prix, mais aussi pour observer une grêve de deux heures contre un projet de budget soupçonné de porter atteinte

Moins de rigueur

Bretagne. Une grève d'un an qui s'est soldée par un échec complet pour M. Arthur Scargill, lequel a même vu, alors que les fermetures de puits commençaient, un syndicat dissident de mineurs se crèer. Le TUC, en subissant le contre-coup, a frôlé une scission sans pour autant en conjurer la menace pour l'avenir. En Allemagne fédérale, la politique sociale du chancelier Kohl n provoqué une semaine d'action en octobre; mais le dialogue a été renoué nn sommet entre le gouvernement, le patronat et le DGB, qui, pour la première fois depuis 1977, se sont rencontrés pu sommet.

Tnutefois, c'est peut-être aux Etats-Unis que le mouvement syndical a pris le plus conscience de la nécessité de s'adapter. Le nombre d'adhérents des syndicats affiliés à l'AFL-CIO est tombé en effet de 20,1 millions en 1980 à 17,4 millions en 1984. • Si les methodes du passé ne marchent plus, a affirmé la confédération américaine lors de sa convention bi-annuelle, il faut en trouver de nouvelles. » Elle a ainsi entamé une réflexion sur une nonvelle pratique syndicale. Une à la protection sociale. En France, la réflexion dont pourraient s'inspirer CGT est entrée en guerre ouverte nombre d'organisations en Europe.

FINANCES PUBLIQUES

Dans les grands pays industriels, il devient de plus en plus arda de maintenir la rigueur budgétaire, Du côté des dépenses, est en cause la survie même de certains secteurs subventionnés et des fondements de la protection sociale. D'où l'hésitation des pouvoirs publics à aller plus

Du côté des recettes, le credo libéral préconise un allégement des im-pôts et des charges sociales pour stimuler l'investissement et la création d'empiois. De plus, le ralentissement de l'expansion depuis le début de 1985 aux Etats-Unis et au Japon

ETATS-UNIS: déficit record

Le discours reaganien, dénonçant gaspillage et boulimie financière de la bureaucratie, contraste avec le gonflement incessant des déficits.

• L'exercice budgétaire 1985 (1st octobre 1984 - 30 septembre 1985) s'est soldé par un découvert record : 212 milliards de dollars contre 185 en 1984. Les recettes sont revenues de 20,8 % à 19 % du PNB entre 1981 et 1985, à la suite d'allégements fiscaux, ce qui n'a pas empêché les dépenses fédérales d'augmenter d'un point de PNB. Les économies envisagées sur les crédits civils n'ont pu être réalisées intégralement, tandis que les budgets militaires bénéficiaient d'une sollicitude particulière. La hausse des taux d'intérêt a fait le reste. Ainsi, en 1985, les dépenses mililaires ont encore progressé dn 9,5 % en valeur, les charges de la dette de 26 %. Les subventions à l'agriculre, secteur en crise et fief électoral Épublicain, out presque doublé.

Avec un déficit fédéral à 5,5 % du PNB. Pexcedent budgétaire croissant des collectivités locales a laissé le besoin de financement public global à près de 4 % du PNB, un chif-

fre aussi člevé qu'en 1984. Le budget de 1986, commencé le 1^{er} octubre 1985, ne se présente pas sous de meilleurs auspices. Le blocage politique demeure total, le Congrès n'entendant pas assumer senl, à quelques mois d'élections législatives, la responsabilité du re-dressement financier. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, n'occeptait de rédnire les dépenses sociales qu'en échange de restrictions sur les crédits de défense et d'un tour de vis fiscal, obligeant M. Reagan à jeter aux orties sa ré-puration de président anti-impôt. Or l'intéressà fient à conserver son image pour la postérité et défend

avec vigneur le budget du Pentagone. On s'est donc contenté de reconduire à peu près les dispositions de la loi de finances précédente, avec une impasse de 172 milliards de dollars, susceptible d'être largement dépassée.

JAPON: austérité sans faille

· La loi de finances pour l'exercice 1985 (1" avril 1985-30 mars 1986) s'inscrit dans le cadre de la politique de reconstruction budgétaire » sur la-quelle le premier ministre Nakasone a été réchu. L'objectif est de résorber rapidement le déficit de l'Etat, qui avait culminé à 6 % du PNB en 1980. Pour 1985, le déficit est estime à 3.7 % et l'ensemble des administrations dégage, comptn tenu d'une sécurité sociale fortement excédentaire, un besoin de financement ne dépassant pas 1,5 % du

La progression des dépenses est li-mitée à 3,7 % en valeur. Hormis les intérêts de la dette publique, dont la hausse est incontrôlable à court terme (+ 12 %), les dépenses régressent en termes réels, sauf sur les chapitres de la défense et de l'aide an tiers-monde. En l'absence d'allé-gement fiscal, le simple glissement des barèmes d'imposition et la situation prospère des entreprises assurent un accroissement très supériour des recettes (+ 11,5 %).

 Pour le budget de 1986, qui prendra fin en mars 1987, la loi de finances limite à 1,5 % la progression nominale des dépenses, à l'exception des intérêts versés sur les emprunts publics (+ 16 %). Aucun allégement fiscal n'est retenu. La marche forcée vers l'équilibre se poursuit, avec un déficit estimé à 3,6 % du PNB pour les opérations de l'Etat et à moins de 1 % pour le sec-

ROYAUME-UNI: comment

a masser les chiffres »

Dans le budget de 1985 (1" avril 1985 au 30 mars 1986), le gouvernement annonçait une diminution substantielle des besoins de financement du secteur public, ra-menés de 10,2 à 7,1 milliards de livres (80 miliards de francs). On prévoyait un sérieux freinage de l'évolution des dépenses nominales (+ 3,5 %), alors que les ressources angmentaient sensiblement (+ 7,5 %), malgré une réduction des cotisations sociales sur les bas salaires, destinée à encourager la création d'emplois.

Le montant réel du déconvert à financer est estimé à la fin de 1985 à 8 ou 9 milliards de livres. Des dérapages successifs ont rendu peu cré-dible la fameuse « stratégie finaneière à moyen termn a des conservateurs, qui prétendait rame-ner le déficit publie de 5,6 % du PIB en 1980 à moins de 2 %. Dans les faits, ce déficit s'est stabilisé nutour de 3,9 % depuis 1981. Encore faut-il préciser que les nombreuses cessions d'actifs publics au secteur privé ont été traitées comme des diminutions

 Les premières indications sur le budget de 1986 (1" avril 1986-30 mars 1987) indiquent que les dé-penses hors intérêts de la dette so-raient plafonnées à 139 milliards de livres (+ 3,6 %), mais avce 4 milliards de livres d'économies fictives au titre de la privatisation et du fonds de réserve.

'M= Thatcher envisage un allégement d'impôt d'un moins 2 milliards de livres en avril 1986, en vue des élections de 1988, qui seront peut-être anticipées. Dans ces conditions, le déficit de 1986 risque d'avoisiner encore 3 % dn PIB.

BESOIN DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	1984	1985 (estimation)	m) (prévision)				
Etaty-Unis	- 3,4	- 3,9	- 3,7				
Canada	- 63 - 27	- 6.5	- 53				
Allemagne	- 19	1 2 12	- 6.6				
France	- 2,8	- 33	- 3,2				
Italie Revanue-Uni	- 13,5 - 3,8	-13.4	- 13,1 - 3,6				
Y as Sond	- 38	38	- 375				

(source : OCDE) Un besoin de financement exprimé par le signe - correspond au déficit de l'ensemble des comptes de l'Etat, des régimes sociaux, des collectivités

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : un peu plus de souplesse

• Le budget de 1985 a marqué une nouvelle étape dans le rétablissement des finances publiques. Le déficit des administrations est estime à 35 milliards de marks (105 milliards de nos francs), soit 2 % dn PNB. Après un « pic » à 3,8 % du PNB en 1981, il n'a cessé

En 1985, l'expansion soutenue de l'économie a facilité les choses en gonflant les recettes (+ 5 %). Mais a été poursuivie une discipline méritoire à l'égard des dépenses, en progression effective de 3 %, soit à peine plus que la hausse des prix. Les collectivités locales, dont les budgets sont plus importants que colui du Bund, n'ont pas failli à la rigueur. Seule la sécurité socialn a bénéficié d'une latitude rulative, compensée par un effort de restriction sur les investissements publics et les transferts

· Avec la loi de finances pour 1986, la politique d'austérité se fait

moins sévère. Grâce à la marge de manœuvre dont dispose désormais le gouvernement, les contribuables vant beneficier d'une réduction d'impôt de 11 milliards de marks. Cette mesure ne fera d'ailleurs que stabiliser le ratio prélèvements obligatoires/PNB, en hanse ces der-

L'accroissement en valeur des dépenses de l'Etat sera contenu à 2,3 %, malgré l'hésitation des autorités à tailler franchement dans les subventions aux secteurs en difficulté structurelle (charbonnages, aciéries, construction navale). Le solde à financer pour l'ensemble des administrations, stabilisé en valeur, deviendrait légèrement inférieur à

ITALIE: le gouffre s'élargit

2 % du PNB.

Le déficit budgétaire, qui est beaucoup plus élevé qu'ailleurs, s'aggravn d'année en année. La loi de finances de 1985 se fixait comme modeste abjectif de le stabiliser en valeur, à 96 300 milliards de lires, ce qui représentait une légère baisse

par rapport au PIB. On comptait y parvenir en limitant à 7 % le glissement des dépenses courantes de l'Etat, hors intérêts de la dette, et en dégageant des recettes nouvelles. Cet objectif n'a pas été atteint, le Parlement tardant à voter la réforme des taux de la TVA et de l'imposition des travailleurs indépendants. Dès février 1985, on releva à 100 000 milliards de lires le déficit « tolérable ». Le dépassement des crédits de sécurité sociale aggrava encore le découvert du secteur priblic, estimé à 107 000 milliards, soit 15,6 % du PIB, après 15,5 % en

• Le budget de 1986 ne traduit pas une véritable ambition de redressement. Faute de resserrer la pression fiscale, l'ajustement est encore une fois attendu d'une stabilisation en termes récis des dépenses de l'Etat (+ 6 % en valeur). Le besoin de financement des administrations est prévu à 110 000 milliards de lires (450 milliards de francs) soit 14.8 % dn PIB, et cela sous réserve de l'adoption hypothétique de 4 000 milliards de lires de recettes supplementaires.

GRANDS PROJETS

Les œillères sont tombées. La fantastique poussée de la croissance aux États-Unis en 1984 et la poursuite de l'expansion du Japon ont fait prendre conscience aux Euro-péens que leur retard se creusait. péens que leur retaru se collèques et rapports d'experts se multiplient, consolidant tour à tour un constat alarmant. Dans presque tous les secteurs de pointe, les parts de marché des entreprises du Vieux tous les secteurs de pointe, les Continent régressent.

Le déficit commercial de la CEE dans l'électronique a atteint 9 mil-liards de dollars en 1983. Si la tendance se poursuit, il sera de 26 milliards de dollars dans dix ans. Dans les semi-conducteurs, cœur de la troisième révolution technologique, les Européens fournissaient encore 14,5 % des besoins mondiaux en 1975. Leur part est nujourd'hui réduite à 9 %.

Faul-il chercher ailleurs une explication au fait que, depuis le premier choc pétrolier de 1973, les Etats-Unis unt crée 14 millions d'emplois nets, le Japon 3 millions, tandis que l'Europe en perdau 2 millions?

SOS pour l'Europe. Il fallait d'antant plus réagir que le pro-gramme de la « guerre des étoiles » du président Reagan allait donner un coup de fouet supplémentaire, de 26 milliards de dollars sur cinq ans,

Un espoir européen

à la recherche américaine sur les sectenrs avancés de la microélectronique, des matériaux nou-veaux, du laser, de l'optronique, des grands ordinateurs et de l'intelligence artificielle. Six secteurs qui sont aussi, justement, ceux privilé-giés par le MITI japonais (ministère du commerce extérieur et de l'indus-

M. François Mitterrand allait se servir de l'initiative de défense stra-tégique (IDS) de la Maison Blanebe comme d'un révélatent du retard et comme d'une arme contre l'europessimisme ambiant. L'idée d'Euréka est lancée en avril par l'Elysée, à la fois pour répondre à l'IDS et empêcher que les Euro-péens n'y participent en sons-tratants des Américains et aussi pour relancer l'idée européenne de façon originale.

Convaincus que la CEE n'avance guère du fait du caractère institutionnel et bureaucratique de son functionnement, les promuteurs d'Eurêka veulent d'abord accélérer les coopérations entre industriels et déboucher sur des produits concrets. Enrêka n'est pas un programme précis de recherche, mais un cadre que doivent remplir les entreprises en s'associant et en proposant leurs propres projets. A elles l'initiative.

Les dix-huit pays curopéens répondent de façon favorable sur le principe d'Eurèka. Ln Grande Bretagne, souvent rétive sur les coopérations européennes, indique son intention d'y participer pleine-ment . La RFA, en revanche, est ment. La KrA, en revanene, est lungtemps hésitante, avant de s'engager. Des groupes de travail se créent, et les ministres des affaires étrangères et de la recherche réunis à Hanovre, début novembre, s'entendent sur une · charte » nt arrêtent une première série d'une dizaine de projets (le principe est retenu du pilotage par un secrétariat léger et

Le convoi Eurêka est ainsi mis sur les rails en sept mois, ce dont Paris se l'élicite. Reste à donner de la vitesse à la machine, et tout dépen-dra des crédits disponibles et de la persévérance des Etats et des indus-triels européens à croire en eux-

Paris tenail à ce que le pro-gramme dépasse la CEE, èvite toute bureaucralie el soit, en somme, com-plémentaire de ceux lancés par Bruxelles dans les nouvelles techno-logies, ESPRIT sur l'informatique et RACE sur les télécommunica-tions. Les functionnaires européens, inquiets d'êire coninurnés, nut bataillé pour que le projet ne leur éebappe pus en vantant luurs Page 18 - LE MONDE - Mardi 24 décembre 1985 •••

Même s'ils avaient des effets positifs, les travaux d'utilité collective (les TUC) et les stages de formstion en alternance, par exemple, ne pouvaient répondre de tout. Pareillement pour les aides au retour pour travailleurs immigrés (20.000 environ) on celles réservées anx chômeurs créateurs d'entreprise (64 800 en novembre), maigré leursuccès évident.

Alors? Plusieurs indices montrent que le marché du travail résgit favorablement à ce qui pourrait être une timide reprise économique. En neuf mois, la perte des effectifs salariés n'a été que de 0,4 %, soit l'équivalent du recul d'un seul trimestre en 1984, année où 234 000 emplois ont disparu. Plus significatif encore, le travail temporaire enregistre une progression, ainsi qu'eu témoignent les indicateurs fournis par les deux syndicats professionnels de l'intérim. L'un annonce une croissance d'activité de l'ordre de 25 % au premier semestre, pour le nombre de contrats signés; ce que de l'autre corrige en évaluant à 17 % l'augmentation du nombre d'heures travaillées. Enfin, et ce depuis quelques mois, on assiste à une brusque dégringolade du nombre de journée indemnisées au titre du chômage partiel (- 26 % en novembre).

Additionnés, ces facteurs favorables pourraient traduire un ajustement spontané des effectifs en fonction des besoins de la production.

Mais ce mouvement n'est pas que conjoneturel. Il s'accompagne d'une modification de la structure du marché du travail, et même d'un bouleversement dans les mécanismes qui caractérisaient le chômage. La part des licenciements économiques dans les causes d'inscription à l'ANPE, tend à diminuer (14,5 %). En revanche, les arrivées à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'une mission d'intérim

L'ajustement

représentent désormais la moitié des cas (47,3 %):

Ainsi, tandis que le marché de l'emploi s'adapte, l'évolution du chômage s'explique maintenant par la précarité, une rotation de plus en plus rapide s'effectuent entre la perte de travail et une période d'indemnisation. La mobilité, la souplesse ou la fluidité, pour ne pas parler de la flexibilité, deviennent le lot commun pour ceux qui peuvent s'habituer à ces nouvelles règles, les autres étant condamnés à demeurer longtemps dans le chômage (30 % de chômeurs ont une ancien supérieure à un an).

A cette profonde mutation correspondent des difficultés accrues pour le financement de l'assurance chômage et du régime d'assistance institué depuis 1984. Le nouveau système d'indemnisation, issu d'un accord entre les partenaires sociaux. était une fois de plus compromis par la réapparition d'un déficit. Des negociations durent reprendre, d'abord à l'été pour revaloriser l'allocation de fin de droits, ensuite à l'autompe pour définir une nouvelle convention et se donner les movens d'atteindre l'équilibre financier. Contraints et forcés, négociateurs syndicaux et patronaux durent décider d'une augmentation des cotisations et d'un aménagement des prestations, an nom de la solidarité. finalement.

Si le sens des responsabilités dont ont fait preuve, en la circonstance, les partenaires sociaux (seule la CGT n'a pas signé) a pu être salué, il faut également souligner que l'ampleur du problème posé dictait ses conditions. Le nombre de chômeurs indemnisés, par rapport au nombre de demandeurs d'emploi, est passé de 63,8 % à 71,3 % en un an, en novembre. Surtout, le nombre de chômeurs indemnisés par l'allocation de solidarité a progressé de 161,4 %, l'allongement des durées de châmage entraînant une croissance exponentielle de la population de ceux qui, ne disposant d'autres ressources, doivent faire appel an régime d'assistance.

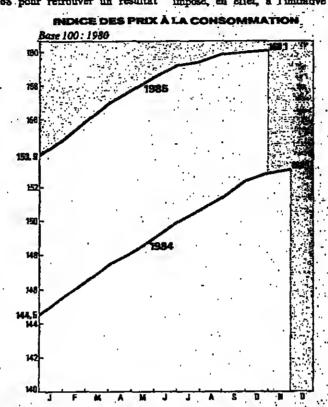
PRIX-SALAIRES

La France a rejoint en 1985 le peloton des pays sages en ramenant son taux d'inflation an niveau, et

même légèrement en dessons, de celui de l'ensemble des pays de la CEE, qui était, fin octobre, de 5,1 % pour les douze derniers mois. C'est, pour la Communanté européenne, le taux le plus bas depuis 1970. Pour la France, il fallait même remonter à 1968 pour retrouver un résultat

où l'on soupçonne les services de la Rue de Rivoli de forcer un peu le trait pour arranger les comptes. S'agissant de la hausse des prix, l'enjeu est différent puisque c'est de la prédétermination de taux d'inflation que dépendront les hausses nominales de salaires.

Le gouvernement Mauroy a imposé, en effet, à l'initiative de



comparable à celui qui était enresistré en novembre (4,8 %). Ainsi était réalisé l'objectif gouvernemental d'un taux d'inflation ne dépassant pas 5 %.

On s'en réionissait Rue de Rivoli. où l'ou espérait que, du même coup, les partenaires socianx prendraient en considération l'objectif d'une hausse de 2,9 % pour 1986. Ce genre de prévisions ne sont pas toujours prises avec sérieux, dans la mesure

M. Jacques Delors, que les négociations salariales portent sur les objectifs retenus et non sur les taux d'inflation passés. Cette cianse nonvelle n'a pn. jouer que dans la mesure où les résultats de hausses de prix en fin d'année ne s'écartaient pas trop des prévisions établies plus d'un an annaravant. C'est pomusoi la coincidence réalisée en 1985 peut permettre de contenir à nouveau la

progression des salaires.

La décélération Maintenir cette progression, c'est,

perticulièrement pour la France, la condition essentielle de la lutte contre l'inflation. Ce principe, qui faisait partie du plan de rigueur instauré en mars 1983, a été maintenu. de telle sorte que, en 1984 et pour la première fois en vingt-six ans, la hausse du salaire horaîre ouvrier a été inférieure à celle des priz. Le revenu disponible des ménages, quant à lui, a régressé de 0,7 % tant en 1983 qu'en 1984.

Il n'en a pas été de même co 1985. Le pouvoir d'achat du salaire brut moyen a cessé de régresser pour augmenter très légèrement (+ 0,3 %). Le saluire horaire ouvrier s'est, kui, anssi amélioré en fin d'année, doublant même la hausse des prix au troisième trimestre et gagnant en pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année.

Pourtant, dans la fonction publique le gouvernement a continué d'imposer sa volonté, entraînant à son exemple l'ensemble du secteur public. Il a cependant accepté une clause de sanvegarde du pouvoir d'achat, celle-ci étant susceptible de jouer en 1985. Les augmentations de salaires ne devaient pas dépasser en niveau 4,5 %, ce qui reste inférieur à la bausse des prix en moyenne sur Pannée_

Il se trouve one, dans le secteur privé, la politique salariale a respecté les orientations du gouvernement, ce qui confirme l'effet d'entraînement du secteur public. A ceci près que, si, selon la presque totalité des accords, les augmentetions devaient se situer dans la limite de 4,5 %, on pouvait craindre quelques dépassements en fin année, comme si entreprises et salariés avaient voulu s'accorder un peu de répit.

Le monvement ne revêtait pas cependant me telle ampleur qu'il paraisse de nature à remettre co cause l'équilibre des prix et des salaires. La désuiflation est bien restée à l'ordre du jour en cette fin

AGRICULTURE

Une chute des revenus

La politique de limitation des productions lancée au plan européen en 1984 s'est poursuivie en 1985. Un nouveau programme d'incitation à la cessation d'activités dans le domaine laitier a été établi. Qua-rante mille éleveurs en avaient profité en 1984 ; il y en eut dix mille en 1985.:

Le volume des livraisons de l'agri-Le volume des invasions de l'agriculture a marqué un léger recul,
imputable surtout aux productions
animales. En valeur, ces livraisons
n'augmentent que de 0,5 % et atteignent, selon l'estimation provisoire
faite en novembre par la commission
des comptes de l'agriculture de la
nation, 273,9 milliards de francs.

Bien que les consonmations inter-

7.7

BIBL

A. 44

-

ir income

A 70 FR05

/ ductio

· JUYTAGE

Unite et Ge

THE PERSON A

" SHE DOWN

Cleft 1

2. 2.110

The Sta

ibig an gen der

HA SEDER W

West to de

Tre es 220

200 co 100

The Cast Land

Fig. 24 per 6. 4

2" 6 "/ 2 TORE

The restro

THE COURSE

7-79 (07 (SE)

7000 1-- 12 A

eria ⊹de.

Egert 7 A

Amia a Attum

Antice of the same

e il luc

ser pin cont

nyme - mee

Se faranti garage

Con

grai

- tc

.

٠.,

۲..

Bien que les consommations inter-nédiaires aient diminué en volume (-0.8%), avec une hausse des prix moins forte qu'en 1984 (4,% au lieu de 7.5 %), la valeur ajoutée dégagée par la branche agricole diminue de 1,6 % et s'établit à 148,8 milliards de francs. Il en résulte une baisse du revenu agricole brut moyen par exploitation de 7.1 %. Les con bles de la nation out estimé à 3 % la diminution du nombre d'exploitations, ce qui marque une accéléra-tion brutale (1,8 % en 1980).

La récolte de céréales inférieure à record de 1984 reste excellente avec 25 millions de tonnes de blé et de millions de tonnes d'orge. Celle de mils bat son record absolu, à 12 millions de tonnes. 1985 fut l'année du marasme de la pomme de terre avec une chinte des prix de

Les producteurs de vin ont fait une bonne année avec une production de 68 millions d'hectolitres et nne hausse moyenne des prix de

L'ensemble des productions bovines est en retrait, alors que les prix se maintiennent au niveau de inflation tandis que la collecte laitière diminue de 2.5 %. On a assisté à une baisse de compétitivité de l'outil de production

agricole. Les gains de productivité, du fait de la baisse des cours, ne pro-

fitcht pas aux agriculteurs, qui

réduisent leurs investissements.

BUDGET

Les comptes du secteur public ont été plus déficitaires en 1985 qu'ils ne l'avaient été en 1984. Les besoins de financement des administrations qui avaient représenté 2,8 % dn PIB en 1984 sont passés — selon les pré-visions officielles — à 3,2 % en 1985. En 1986, les mêmes prévisions officielles ne prévoient aucune amélio ration malgré un relèvement - pris en compte - des cotisations sociales Une explication partielle à la persistance de ces déficits : les prélève ments obligatoires (impôts et cotisstions sociales) se sont réduits en 1985 de 0,8 point selon les données

En 1985, le déficit du budget de l'Etat a été plus important que prévu et les excédents de la Sécurité sociale se sont très fortement réduits. Globalement, les résultats, quand ils seront définitivement arrêtés, pourraient être moins déficitaires qu'envisage, dans la mesure où, fin 1985, les remtrées de TVA

Le difficile équilibre pre esterior de NUMBER OF STREET

pour de très nombreuses opérations de reports de dépenses d'une année sur l'autre, ainsi que pour des dénassements de crédits qui rendent impossible le contrôle parlemen-

Lorson'il fut voté à la fin de l'année 1984 par le Parlement, le budget de 1985 prévoyait un déficit de 140,2 milliards de francs représentant exactement 3 % du produit intérieur brut : 1 006,3 milliards de dépenses, 867,3 milliards de francs de recettes, soit une impasse de 138,9 milliards de francs, à laquelle s'ajoutait un déficit de 1.2 milliard de francs sur les coerations dites - temporaires » représentant un excédent des prêts consentis par l'Etat sur les remboursements de ces

En décembre 1985, le - collectif de fin d'année (loi de finances rectificative) portait à 149.6 milliards de francs le déficit, ainsi gouflé de

velles venant de ponctions sur la CACOM - caisse bonifiant les taux d'intérêt au logement, - le Fonds national d'amélioration de l'habitat et sur les stocks des matières pro-

Côté dépenses, les intérêts de la dette publique ont dépassé de 5 milliards de francs le chiffre retenu à la fin de 1984. Ce dérapage s'explique par le fait que les taux d'intérêt ont moins baissé que prévu (on avait visé 8,5 % en moyenne contre 9,5 % réalisés). Dérapage également sur les garanties à l'exportation et les bonifications d'intérêt (+ 1,6 mil-liard). L'Etat français a dû d'antre part payer 3 milliards de francs pour compenser - selon les nouvelles règles - les moindres versements de la Grande-Bretagne au budget de la CEE. De plus, 2,5 milliards de francs ont été rétrocédés aux PIT, l'Etat ayant trop prélevé en 1982 et 1983 sur ce budget annexe par rap-port aux bénéfices des postes et télécommunications. (Cf. la décision du Conseil constitutionnel de décembre 1984.) Pour les armées, 500 millions de francs: out été accordés pour 2,5 milliards demandés.

Au total, 24,6 milliards de francs de crédits nouveaux ont été ouverts, mais 13.8 milliards supprimés pour un solde négatif de 10,9 milliards. Fin 1985, le budget de l'Erat s'était done davantage déséquilibré :

de 2.6 milliards sous forme de moins-values de recettes et de 10,8 milliards sous forme de dépenses supplémentaires, soit au total 13,5 milliards de francs. Ce chiffre était cependant ramené à 9,4 milliards de francs grâce à 4 milliards de francs d'économies sur les comptes spéciaux du Trésor, en fait par la voie de remboursements anticipés au FDES (Fonds de développement économique et social) de prêts accordés à certaines entreprises publiques, notamment à la RATP.

ECHANGES

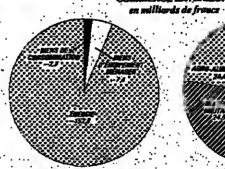
· 🚓 - 1/1 -

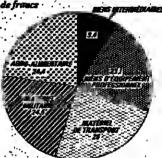
Le commerce extérieur de la France a été marqué, en 1985, par francs contre 27 milliards en 1984. un retour à l'équilibre de la balance des paiements courants, après les lourds déficits de 1982 (79,3 milhards) et de 1983 (33,8 milhards) Le tourisme, une fois encore, a joué un rôle prépondérant dans ce rééqui-librage, en dégageant un excédent

record de l'ordre de 30 milliards de

Le tourisme

__ La balance commerciale, quant à elle, est restée déficitaire, s'établissant en fin d'année à peu près au même niveau que celui de l'année précédente qui était de 25 milliards de francs. L'énergie a une nouvelle COMMERCE DITERREUR





Les secteurs excéden

Le vent libéral parmi ceux des pays son commu-nistes (hormis l'Antriche pour des banques et la suppression pro gressive des bonifications, dans le domaine boursier avec le développe ment du second marché) ou de déré-

Sans doute en matière de dénatio-nalisation les socialistes ont-ils été timides. En l'absence d'une loi dite de respiration du secteur public — promise désormeis par M. Fabius pour la prochaine législature, — un iel mouvement illégal ne pouvait être que discret. Pourtant la cession de certaines filiales de gronpes publics, la mise en Bourse d'autres filiales ont montré la voie. La mise en place de modes de financement de ce secteur nationalisé par l'épargne privée a aussi renforcé - au fur et à mesure que les groupes y fai-saient un appel croissant - la banalisation, le retour à la norme, de ces

glementation générale (prix, changes, baisse de l'impôt sur le revenu), rares out été les secteurs spargnes.

Des lors les programmes de l'opposition ne pouvaient qu'être extrémistes. La dénationalisation promise devait toucher non seulement les entreprises et les banques rattachées au secteur public en 1982, mais même celles qui avaient été nationalisées par le général de Gaulle en 1945. Energie, télécommunications, transports, loge-ments devaient être déréglementés en incime temps que les prix (sup-pression des ordonnences de 1945) es changes, les négociations sal riales, le marché du travail - du fait d'une liberté partielle d'embanches ents - on le crédit et et de licencies les finances publiques avec l'indépendance accordée à la Banque de France.

La prudence extrême de M. Raymond Barre (se refusant par exemple à dénationaliser Renault), les incertitudes de la cohabitation dans la période 1986-1988, les difficultés ressenties d'une haisse du chômage et de la poursuite d'une réduction des prélèvements obligatoires ont amené en fin d'année RPR et UDF à plus de pragmatisme. Le « moins d'Etat » reste à l'ordre du jour, mais à pas plus comptés.

fois oreuse nu trou profond (- 152,8 milliards de francs sur les dix premiers mois), les biens d'équipement ménager et les biens de consommation ajoutant, cux aussi, an déficit. La compensation s'effectue, comme toujours, grâce à l'agroalimentaire, qui dégage un excédent supérieur à celui de 1984 (pourtant jugé excellent), rejoignant en valeur les biens d'équipement professionnel, le matériel de transport et le matériel militaire.

Une inquiétude s'est manifestée en milieu d'année à propos du solde des produits manufacturés. Celui-ci a accusé une baisse importante au troisième trimestre (- 34 % par rapport au trimestre précédent). Selon TNSEE, les industriels français se sont laissé surprendre par la reprié: inopinée de la demande intérieure ét n'ont réagi qu'avec retard. En octo-bre, le solde de produits manufacturés retrouvait, en effet, son viveau du début de l'année. L'INSEE n'en constatait pas moins, sur l'ensemble de l'année, une perte de parts de marché à l'exportation d'environ 2%.

La France a connu cependant une situation toute nouvelle vis à vis des Etats-Unis. Pour la première fois depnis vingt-cinq ans, le solde commercial a été excédentaire (de 3,6 milliards de francs sur les dix premiers mois contre un déficit de 4.4 milliards de francs pour la même période de 1984). Ce surplus exceptionnel portant sur tous les postes, d était facile d'en déduire que ce net redressement était dil à la hausse du

Stabilisation des déficits publics

· (En % du	PTB)		
	1984	1985 (prévision)	1986 (prévision)
Etat	-3,1	- 3,1	-2,9
Sécurité sociale (UNEDIC compr.)	+ 0,6	+ 0,3	+0,1
Collectivités locales	- 0,3	-0,4	- 0,4
Total	- 2,8	- 3,2	- 3,2

Le tableau ci-dessus retrace l'évolution du besoin (signe --) ou de la capacité (signe +-) de financement des organismes publics en pourcentage du PIB. Les besoins de financement qui correspondent en fais à des déficies sont converts à posteriori, soit par des emprents longs, soit par la création monétaire. Les besoins de financement sont des flux : d'où accumulation

Les besoins des entreprises publiques ne sont pas pris en compte dan ce tableau. De même, les pourcentages indiqués ci-dessus ne tiennent-ils pas compte des remboursements des dettes en capital, mais seulement des intérêts de ces dettes. Enfin, le compte de la Sécurité sociale est un peu trompeur, dans la mesure où il est bût sur l'idée que la Sécurité sociale dots être équilibrée. C'est dire que, pour 1986, il intègre un relevement des conisations, qui n'avait pourtant pas été annoncé officiellement fin 1985.

même faut-il tenir compte de la nette amélioration des comptes de la plupart des entreprises publiques.

Le déficit de la Sécurité sociale rend inévitable en 1986 ou au plus tard début 1987, soit un relèvement des cotisations vieillesse, soit le rêtablissement pur et simple du 1 % social sur tous les revenus. Quant au budget de l'Etat - sauf nette amélioration de la croissance économique et donc des rentrées fiscales son déficit ne devrait pas se réduire.

La Cour des comptes et le rapporteur du budget à l'Assemblée patio-nale - M. Christian Pierret (PS) ont vertement critiqué le ministre de l'économie et des finances pour sa gestion budgétaire et notemment

dépassaient les prévisions. De 9,4 milliards de francs et oni du coup, représentait 3,3 % du PIB, estimé, lui, à 4 571 milliards de

> Du côté des recettes, les rentrées ont été moindres que prévu (2,6 milliards de francs). Le manque à gagner s'explique de la façon suivante : perte de 1,6 milliard sur les recettes ourement fiscales (+ 3 milliards sur l'IR, - 4,8 milliards sur PIS, - 1,7 milliard sur la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), + 2,6 milliards sur la TVA, etc.); contribution supplémentaire an budget de la CEE (2.3 milliards de francs) : remboursements et dégrèvements de TVA plus importants que prévu (1,2 milliard); recettes non fiscales non-

ETAT

La mode de la désétatisation a gagné le monde. Partout, que les gouvernements soient conservateurs on progressistes, ils mettent à leur programme une réduction des preisements obligatoires, des dénationalisations là où il y a nombre d'entreprises publiques ; partout ils cherchent à déréglementer, à accroi-tre mobilité et flexibilité. Comme si les diverses strates de la réglementation, accumulées depuis le commencement de l'organisation de la vie industrielle, à la fin du dix-neuvième siècle, par leurs excès mêmes, avaient conduit influctablement au reflux en cours non settlement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais aussi dans le reste de l'Europe, au Japon, dans plusieurs pays du tiers-monde, voire en Chine on en Hongric.

A la recherche d'un programme, il était logique que le RPR et l'UDF - om n'avaient pourtant pas lésiné sur le ponvoir réglementaire lorsqu'ils étaient en place - fassent une large part à cette mode. Comme il n'est pas illogique que M. Michel Rocard, au nom de l'antogestion de naguère, réclame aujourd'hui la paternité du moins d'État en France.

Mais la paternité en France de cette réduction du rôle de l'Etat. e'est bien au pouvoir en place qu'il faut l'attribuer. Même s'il y a quelque ironie du sort à voir le gouvernement socialiste libéraliser l'économie après avoir, en 1981-1982, fait du secteur public industriel et bancaire français le plus important

l'industrie) et après avoir amené à cette même époque la part publique de l'économie – les prélèvements de l'Etat, des collectivités locales et des budgets sociaux - à des miveaux iamais atteints auparavant.

entreprises nationales.

En revanche M. Bérégovoy n'a pas lésiné sur la déréglementation, même si les zélateurs de cette mode penvent trouver qu'il a maintenu l'essemiel (60 % des produits qui entrent dans le calcul de l'indice des prix resteut contrôlés, et l'assouplissement du contrôle des changes. demeure pour partie symbolique). Qu'il s'agisse de déréglementation sectoriello (dans l'energie par la suppression des contraintes en . matière d'approvisionnement de produits pétroliers, dans le secteur banLe tour

-La chronique de Paul Fabra

UAND venent de l'assupura plus grand, en surface occupée, des Etate-Unis — on arrive-à UAND venent de l'aéroport -: le Dallas, riche en constructions nouvelles et gratte-ciel flambent neufs, le bătiment qui attire le plus l'onii des vieiteurs n'est probablement pas la tour élevée per l'architecte Pel que les Parisiens regardent avec une particulière attention, heureux d'en découvrir la beauté cha-toyante au soleil, à dominante vert-bleu, et la fine ailhouette en pan coupé. L'édifice le plus surprenent est celui-qui, depuis le début de cette année, abrite l'INFOMART, autrement dit la parc à exposition permanente de l'informati-que, le plus important du monde. Il s'agit d'une immense construction en métal et en verre qui frappe d'emblée par son élégance de palais oriental moderne. Son originalité n'est tempérés que par l'impression de déjà vu ressentie per l'observateur, qui intrigue besucoup plus qu'elle ne décoit, car l'image à laquelle elle renvoie est alle-même à

Calul qui eut l'idée de cette reprodu tion extraordinaire est la deuxième fils de Trammel Crow, un promoteur immobilier de grand calibre, un des fondateurs — evec les Henry S. Miller, « Bum » Bright, Caroline Hunt Schoellkopf, propriétairegérante d'une chaîne d'hôtels de grand goût et de haut luxe, etc., — de la Dalles moderne, devenue en une vingtaine d'années un des pôles de développe-ment des Etats-Unis. Trammel Crow est, à soixante-treize ans, une figure quesi légendaire dans le business américain. Il est considéré comme la plus efficace des

Dallas la collectionneuse

administrateurs de centres commerciaux. C'est à ce titre que le maire de New-York, Edward Koch, a, l'an demier, fait appel à lui : « Parce qu'il est le meil-leur. » Outre l'INFOMART, Trammel Crow, l'allure d'un gentleman tranquitle exploite à Dallas huit autres centres où les fabricants de meubles et fournitures pour la maison, de mode et de vêtements en tout genre, de jouets, etc., exposent à longueur d'année leurs marandises que viennent commander les acheteurs en gros de tout le continent nord-américain et parfois d'ailleurs. Dalles est à cet égard l'une des trois principales places commerciales des

Le contraste ne peut pes être plus accusé entre l'aspect de blockhaus des huit centres treditionnals, vastes es aveucles en béton, et l'erchitec ture aérienne de l'INFOMART. Ce demier monument n'est autre que la copie presque conforme du célèbre Crystal Palace. édifié à Londres, au sud de Hyde Park, pour recevoir l'Exposition des travaux de toutes les nations, qui se tint dans cette ville en 1851 pour déployer les mer-veilles de l'âge industriel. D'innombrables gravures et photographies ont diffusé de par le monde le Crystal Palace et ses stands que venaient visiter des messieurs en haut-de-forme et de belles dames à crinolines. C'est le première en data des constructions en fer et en verre, due à l'Anglais Paxton, qui eut

toutes les peines du monde à faire accepter son projet. Elle fut par la suite transportée à Sydenham, près de la capitale. Elle devait hélas être détruite plus tard par un incendie.

e J'ai voulu, dit Trammel Crow Junior, symboliser par ca choix la conti-Junior, symboliser per ca choix la corru-nuitá entra la première révolution indu-trialle et calle que nous vivone sujourd'hui avec l'introduction, grâce à l'ordinateur, des techniques de l'informatique. » Si, au rez-de-chaussée, on admire une magnifique fontaine métallique fabriquée, à partir de documents photographiques de l'époque, par des ertisans italiens originaires du mi lage oi, il y a cant trente-quatre ans, fut construit l'original, on constate que l'Intérieur du nouveau Crystal Piace a été aménagé de le façon le plus fonctionnelle et que l'armature fournie par cet encêtre de l'architecture des temps modernes s'y prête admirablement.

ETTE reconstitution est le plus récent des pas en evant faits per la ville de Dallas où la taux de chômage est inférieur à 5 %, soit très en dessous de la moyenne nationals (de l'ordre de 7,2 %). Les activités de services v sont très bien représentées, cas particulier d'un phénomène général qui se vérifie pour l'économie américaine dans son ensemble. Dallas est devenue le troisième centre bancaire du pays, et occupe le même rang pour l'assurance. Cependant, l'agglomération, qui forme

pratiquement un tout avec la ville voisine de Fort-Worth (population pour l'ensem-ble de cette vaste zone urbaine : 3,2 millions d'habitants), est également un centre manufacturier de tout premier ordre, notamment pour l'électronique et les industries de pointe. Elle bénéficie largement à ca titre des contrats financés par le budget militaira. La revenu par tête y est un des plus élevés des Etats-Unis, supérieur de 20 % environ à la moyenne

Oallas, au contraire de Houston, n'a quère été touchée par la crise de l'industrie pétrolière. On a continué à y construire à un rythme accéléré les immeubles d'habitation et des bureaux, si bien qu'aujourd'hui près d'un cinquième des surfaces à usage profession-nel offertes sur le marché sont vides, statistique qui notreit quelque peu la réa-lité, car ella englobe un certain nombre de bâtiments promis à une démolition prochaine. Cependant, Trammel Crow (le père), qui est orfèvre en la matière, prévoit une crise pour le real estate (immobilier), « Le plus urgent est d'amé-liorer le bilen des entreprises, pas seule-ment celles du bâtiment. Beaucoup d'entre elles conneissent une situation des plus fragiles. Elles pourraient être amportées à la pramière récession un peu sérieuse. » Dallas la prospère ne fait pas exception dans le paysage économique universelle.

Le grand événement de la saison, c'est l'installation au musée de la ville (le Dallas Museum of Art), de facture ultramoderne, clair et specieux, de la magnifique coffection de meubles, de tableaux, de sculptures, de porcelaines qu'Emery Reves (un émigré hongrois, ancien journaliste, qui fit fortune), mort il y a quel-ques années, et sa femme Wendy avaient réunie dans leur villa de Roque brune, où ils recevaient leur ami Winston l'esprit de ses propriéraires destinée à devenir un musée, mais l'inopportune décision prise par la mairie de Nice de construire un ensemble immobilier qui en masqua la vue e eu directement pour conséquence de faire perdre à la France

A quelques kilomètres de Dallas, un autre musée a récomment ouvert ses portes. Il abrite la Kimbal Collection, une des plus prestigieuses qui soit, compo-sée selon la principe suivant : réunir un petit nombre de pièces aussi bien d'époque classique que moderne, mais toutes de la plus haute qualité. Il serait aussi stupide qu'injuste de penser que Dalles, parce qu'elle est de fondation récente, cherche à se constituer un passé artistique, voire industriel. Ses musées, les collections privées constituées par les plus riches de ses citayens (qui savent aussi se construire de magnifiques demeures, pleines de sensibilité), le nouveau Crystal Palace, tout cela témoigne de l'aptitude supérieure des Américains à assumer l'héritage culturel pour en faire une source vivante d'inspiration, et pas seulement une accumulation de

BIBLIOGRAPHIE

La double face de l'endettement

ES essais d'interprétation des difficultés économiques apparues depuis le début des années 1970 ne manquent pas. Ceux publiés en France ont, selon les cas, mis l'accent sur la déclin technologique, la ralentissement des gains de productivité, le développement du secteur tertiaire, l'extension démesurée du secteur public... La plupart des analyses occultent le rôle des variables financières, ou, si elles y font référence, c'est souvent pour les considérer comme génératrices de « chocs » exogenes mai reliés à l'évolution de le production, de l'investitse

L'ouvraga da Vivien Lévy-Garboua et Gérard Maarek (1) a le grand mérite de remettre en cause un certain conformisme ambiant, en faisant des conditions du financement la clef de la dynamique des pays industrialisés, en particulier de l'économie française, il y avait dens la projet un écueil, celui consistant à développer une théorie purement monétaire de la crise en réaction contre les interprétations réelles en termes de technologies, de productivité, etc. Les auteurs, avec beaucoup de brio, échappent à ce piège, car la financement est toujours étudié en relation avec les décisions d'investissement des entreprises.

L'interprétation proposée part traditionnels de la finance. L'indépendance de le valeur de la firme et des plans d'investissement par rapport à la structure financière (carectérisée, entre autres, par le rapport entra les fonds propres et l'endettement) a été démontrée par F. Modi-gliani et M. Miller (1958). Mais elle ne vaut que sous des hypothèses bien particulières, peu partinentes dans le contexte actuel. Il faut au contraire partir du postulet de e non-indifférence » de la structure de financement de l'entreprise.

Tant que la taux da profit dépasse significativement le taux d'intérêt, l'« effet de levier » joue et incite à l'essor de l'« économie d'endettement » : la rentabilité des fonds propres croft avec le taux d'endettement. Dans cette conjoncture - qui correspond pour la France à celle des années 1980, -

l'économie se laisse qualque peu abuser par le « paradoxa de la tranquillité » (H. Minsky) : l'endettement finance des investissements qui alimentant une croissance soutenue. Le mouvement ascendant prend fin de tui même parce qu'il provoque-à la fois une tension sur les taux d'intérêt et une dégradation de la rentabilité. La crise s'installe, l'affet de levier devenu négatif décourage l'investissement, la « surendettement » caractérisé par un endettement effectif supérieur au niveau désiré est accentué par la désinflation (baisse du taux d'inflation) et dramatiquement renforcé en cas de déflation (baisse du niveau général des prix).

L'illusion monétaire

A cause de l'appréciation de la dette en veleur reelle, le cercle vicieux auggéré des 1933 par I. Fisher Joue : « Plus, les emprunteurs remboursent, plus leur dette augmente. » Le surendettement françaises, soucieuses avant tout de se désendetter, n'ont pas significativement accru deouis deux ans leurs investissements malgré une hausse de la part des profits dans la valeur sjoutée globale.

. L'héritage théorique est clairement revendiqué : il a'agit d'expliquer la conjoncture française à partir d'une analysa qui, s'adossant à un courant majeur partant de l'éco-nomiste suédois K. Wicksell pour aller jusqu'à J. Tobin et E. Malin-

Les entreprises françaises, soucieuses avant tout de se désendetter, ont peu investi depuis deux ans.

par CHRISTIAN DE BOISSIEU(*)

vaud, en passant per R. Hawtrey et l'évolution des salaires nominaux et D.H. Robertson, propose une ana-lyse de l'instabilité financièra due à endettement. A cette construction, les auteurs apportant leur contribution non seulement par leur recherche empirique appliquée au cas français, mais per des innove-tions conceptuellas. Raramant ('impact, sur la rentabilité, de la fiacalité, des distorsions associées i l'inflation (problème de l'illusion monétaire des agents et du nominafisme des comptes) ou aux varie tions des taux de change aura été abordé avec autant de pertinence.

d'endettement diffère notablement de calle qui intervient dans un système où le croissance monétaire est conditionnée par le stock d'or ou de devises. L'ouvrage se situe dans la figne des travaux de J. Rueff, non sculement par l'analysa du rôle de la Banque centrale et de la formation des taux d'intérêt, mais aussi par la nostalgie de certaines formes d'ajustement « automatique » : onvectibilité, au plan interne puis au niveau international, de la monnaie en or, le passage au flottement des changes ont feit disparaitre des éléments susceptibles de servir de garde-fous face à l'essor de la dette.

Et le volontarisme des pouvoirs publics n'a que partiellement paillé les lacunes des régulations automatiques. Les politiques économiques ont été obligées de s'adapter au surendettement, en particulier en facilitant la désaudettement de entreprises grâce au contrôle de

plus longs. Dans l'optique du moyen-long terme privilégiée par les auteurs, il apparaît que l'orthodoxie classique est justifiée, alors même que les conditions d'application du modèle classique ne sont pas satisfaites lexistence de rigidités sur les prix, maintien durable d'un important chômage involontaire...). A moyen-long terme, il faut en effet réduire les déficits publics, encouraà la hausse corrélative des profits ger l'épargne afin d'augmenter dans la valeur ajoutés. l'offre de fonds prétables...

L'analyse présentée a le grand Voici un livre crucial, qui apporte des éclairages nouveaux tout en s'inscrivent dans une tradition bien mérita de distinguer les prescriptions souhaitables en fonction de ancrée, et aux multiples ramifical'horizon temporel choisi. Si le court tions, de la pensée économique. Peut-être eut-il fallu mieux distinterme est keynésien, il n'est pas possible de la dissocier d'horizons guer l'évolution de la charge réalle (*) Professeur à l'université Paris-L. l'endattement en désinflation

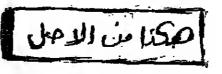
(l'écart entre la charge effective at cella anticipée par les débiteurs au sommet de l'emprunt jouant alors un rôle essentiel) et en déflation (cadra du raisonnament de 1. Fisher). Mais la fermeté de la pensée ne débouche ici sur aucun dogmatisme. Loin da fonder des exclusives, alle permet de jeter des ponts entre des analyses trop rapidement contrastées, at ella contribue à l'élaboration d'une théorie qui, sans sous-estimer le poids des variables réelles, fait aux variables financières la place qui leur revient sujourd'hui.

(1) Vivien Lévy-Garboua et Gérard Muarek, La dette, le boom, la crise. Pré-face de Jean Denizet. Economica, Paris,

Conformément à sa raison d'être, le Syndicat National des Fabricants de Ciments et de Chaux porte un grand intérêt à un projet de lien fixe à travers la Manche.

A ce titre, il appuie tout projet de qualité visant à cet objectif, et notamment le projet FRANCE-MANCHE, de même que le projet **EURO-ROUTE.**





NOËL-

Les offices religieux

CULTE CATHOLIQUE EGLISE SAINT-GERVAIS Place Saint-Gervale 75004 Paris

MARDI 24 DÉCEMBRE. -21 h 30 : noëls des dix-septième et dix-huitième siècles, à l'orgue, à 22 heures : vigiles de la nativité.

MERCREDI 25 DÉCEMBRE. 8 heures : landes de la Nativité, 11 heures : messe solennelle, 18 heures : pièces d'orgue et chant des vêpres.

A NOTRE-DAME DE PARIS LA MESSE A GUICHETS FERMÉS

Chaque année la messe de minuit à Notre-Dame de Paris connaît une affinence considérable. Pour éviter cette fois la bousculade le mardi 24 décembre vers 21 heures, le curé de Notre-Dame s'est résolu à limiter les entrées par cartes gra-tuites : mille hait cents places assises et deux mille deux cents debout. Dès l'annonce de cette mesure, les places étaient prises d'assaut et dix jours avant Noël, la cathèdrale affichait déjà complet... L'ouverture est prévue vers

complémentaires : 6, place du parvis Notre-Dame, 75004 Paris. Tél.: 43-54-00-04.

BASILIQUE DU SACRÉ CŒUR 35, rue du Cheralier-de-La Barre 75018 Paris

MARDI 24 DÉCEMBRE. — A la besilique, 21 h 45 : concert d'orgue. 22 h 15 : finargie de la parole : foctures, noëls anciens, polyphoniques et popu-laires, chants grégoriens. Procession à la crèche. Liturgie encharistique concélébrée. A la crypte, 23 h 30 : noèts de tous les temps par les anciens de la maîtrise et l'assemblée, 24 heures : messe avec

MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -11 heures : messe solemelle; chants polyphoniques et grégoriens, 16 heures : vépres solemnelles. Procession à la crè-che et noëls anciens, 18 heures : messe chantée en polyphonie.

EGLISE DE LA TRINITÉ Place Estienne-d'Orves 75009 Paris

MARDI 24 DÉCEMBRE. 17 houres et 19 h 30 : messes pour les

• PRESSE. - Les quoti-

diens paraissent normalement le

Banques. — Fermées à

partir du 24 décembre à

12 heures (11 h 45 pour cer-

taines) jusqu'au 26 décembre au

Tous fermés la 25 décembre.

Ouverts le 26 aux heures habi-

Grands Magusina. -

· Securité sociale. - Las

centres de paiements seront fermés le 24 décembre à partir

de 15 h 30, jusqu'au 26 décem-

Guichets fermés le 24 décembre

à partir de 12 heures, jusqu'au

services ouverts au public seront

16 heures, jusqu'au 26 décem-

bre. Pas de distribution de cour-

rier à domicile le 25 décembre

e PTT. - Les bureaux et

més à partir du 24 décembre à

Allocations fa

26 décembre au matin.

25 décembre.

enfants et leurs familles. 23 heures : veillées de Noël. Orgues et chœurs. Lec-ture des prophètes. 24 heures : messe de la Nativité. Chants polyphoniques et reconsistent de Noël.

populaires de Noël MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -Messe à 8 heures et à 9 h 30 (en grégo-rien), 10 h 30, 11 h 15 et 19 beures.

EGLISE DE LA MADELFINE Place de la Madeleine, 75068 Paris MARDI 24 DÉCEMBRE. 18 heures : messe anticipée. 22 h 45 : orgue. 23 heures : veillée internationale. Lecture de textes, prières et noëls anciens en français, anglais, cepagnol, italien et portugais. 23 h 45 : procession à la crèche. Messe solennelle, orgue et

MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -Messes à 9 heures, 10 heures, 12 h 30 et 18 heures, 11 heures grand-messe concé-lébrée. Orgues et chœurs.

SAINT-NICOLAS-PORS-LES-MURS 15, rue des Bernardins, 75005 Paris MARDI 24 DÉCEMBRE. -

MERCREDI 25 DÉCEMBRE -11 heures ; messe, ÉGLISE SAINT-SÉVERIN 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin 75005 Paris

MARDI 24 DÉCEMBRE. -17 heures : liturgie des tout-petits. 23 heures : veillée. Chœur et orgue. 24 heures ; messe de minuit MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -Messe à 10 houres, 12 houres et

CULTE CATHOLIQUE DE RITE ORIENTAL EGLISE SAINT-EPHREM-DES-

SYRIAQUES 17, rue des Carmes, 75005 Paris MARDI 24 DÉCEMBRE. -18 h 30 : messe solemeile de la Nativité de Notre Seigneur célébrée selon l'antique litergie restaurée de Jérusalem

SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE 17, me da Peta-Pont MARDI 24 DECEMBRE. 23 heures : hymne de Romanos le Mélode (sixième siècle). Chants byzantins grecs et arabes. Misuit : liturgie de mint Jean Chrysostome.

MERCREDI 25 DÉCEMBRE -11 heures, liturgie solennelle de saint Jean Chrysostome. 18 heures : liturgie dialoguée (en français).

Seuls seront ouverts les centres

fonctionnant les dimanches et

• SNCF, RATP. - Service

· Bibliothèque nationale.

Fermée le 24 décembre à par-

Archives nationales. —

tir de 13 heures jusqu'su 26 dé-

Les sailes de lecture seront fer-

mées au public le 25 décembre.

Le musée de l'Histoire de France

sera fermé les 24 et 25 décem-

Municipa. — A Paris, seula

seront ouverts le Centre Beau-bourg et le Musée Jean-Jacques

Henner. En province, seront ou-

verts le 25 décembre le Musée

Adrienne-Boucher, à Limoges, le

le Musée de la préhistoire

d'Eyzie-de-Tayac, la Musée de l'île-d'Aix et la Maison de Bona-

TIRAGE DU SAMEDI

21 DECEMBRE 1985

lusée de Blérancourt (Somme)

réduit des dimanches et jours fé-

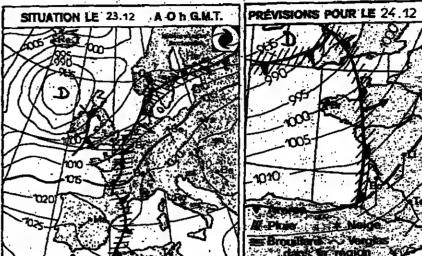
Les services ouverts ou fermés

jours fériés.

cembre au metir.

parte à Ajeccio.

MÉTÉOROLOGIE



Dans le couraint perturbé de sud-ouest qui circule sur le proche atlantique, des zones de temps doux et pluvieux se dirigent vers la France.

Mardi matin : Temps très mageur sur la majeure partie du pays. Les pluies toucheront toute la montié nard-ouest et le vent southers fort sur les côtes inctonnes et en Manche, Des résidus pluvieux aussi de la Corse aux Alpes et à l'Alsace, qui s'élimineront vers l'est dans. la matinée. Quelques chutes de neige en montagne vers 1800 mètres.

du Paleis des congrès, porte Maillot à Paris, pour les enfants victimes des catastrophes du Mexidegrés sur les côtes. que et de Colombia. C'est un groupe de jeunes de l'œuvre des Orphelins d'Autevil qui assurera l'accueil des 4000 personnes attandues. Robert Hossein, Journal Officiel- | Francis Lalarme, Jacques Martin, Thierry le Luron ont annoncé leur DES DÉCRETS présence. La quete sera intégralement versee aux familles mexicaines et colombiennes éprop-

& Des invitations gratuites pervent être encore retirées an guichet du Palais des coogrès.

JEUDI 26 DÉCEMBRE.

11 heures : liturgie de saint Jean Chry-

DIMANCHE 29 DÉCEMBRE

CULTE PROTESTANT

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE

5, avenue de la Grando-Armée 75017 Paris.

liturgique et musicale avec Sainte Cene : à 20 h 30, récital d'orgue et

21 houres, suite liturgique d'André Joli-

MERCREDI 25 DÉCEMBRE --Culte de Noël avec Sainte Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE

5, rue Roquipine, 75008 Paris.

DU SAINT-ESPRIT

MARDI 24 DÉCEMBRE. -

MARDI 24 DECEMBRE. —
18 heures: récital d'orgue par Georges
Lartigan; œuvres de C. Franck,
A. Guilmant, E. Gigour, J. Langlais,
J.S. Bach. 18 h 30: service liturgique —
Sainte Cène; chœurs sous la direction
de Denise Fauvarque.

MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -

10 h 30 : culte de Noël - Sainte Cène -Prédication par le pasteur Philippe Ber-

POUR LES ENFANTS DE COLOM-

BIE ET DU MEXIQUE. - Une

messe de minuit exceptionnelle va être célébrée dans la grande salle

MARDI 24 DÉCEMBRE. - Veillée

11 heures : liturgie solennelle.

SECOURS CATHOLIQUE: ALLO NOELI - Dans la nuit du 24 au 25 décembre, des bénévoles du Secours catholique recevront les appels téléphoniques de tous ceux dront pertager leur solitude. A Paris et dans les grandes villes, de nombreux «Noël isoles»" sont organisés. Ceux qui voudront rejoindre une de ces fêtes seront recus partout où cela sera possibis. Au téléphone leur seront communiquées les adresses où ils pourront être accueillis.

* Un seul numéro recevra les appel de 17 h 30 à 2 h du matin : (1) 43-28-14-14.

VIE ASSOCIATIVE-

UN FORUM DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe recherche des associations privées dont l'action a influencé la vie publique, la pratique administrative on la législation, on an contraire, dont l'action s'est soldée par un échec total en raison d'obstacles insurmontables.

C'est, en effet, au moyen d'études de cas précisé qu'un colloque de deux jours, organisé en novembre 1986 à Strasbourg, permettra de confronter perlementaires, élus locaux et régionaux, ainsi que des représentants du monde associatif de toute l'Europe. Le thème en sera : « La vie associative, soutien ou menace pour la démocratie parle mentaire ? ..

Toute association privée ayant mené une action importante dans ce contexte peut s'adresser pour des informations complémentaires au Service des relations publiques, DPL Conseil de l'Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex.

Sur tout le reste de la France, temps convert et physeux, plaies localement fortes: les températures seront en géné-ral de 10 à 14 degrés, localement 8 à 9 degrés sur l'extrême est.

Tonjours un vent de sud-ouest fort en rempératures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 22 décembre, le second le minimum de la mit du 22 au 23 décem-

Les températures minimales de 3 à degrés dans l'intérieur, et de 5 à

himmon do is mit di 22 an 25 decembre): Ajaccio, 15 et 2 degrés; Biarriz, 13 et 7; Brest, 10 et 6; Cannes, 14 et 7; Cherbourg, 10 et 5; Clermont-Perrand,

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4124

123456789

Dans la journée, amélioration sur le nidi des Pyrénées et du sud du Massif

es où les températures attein-

Central sux Alpes et aux régions médi-

drent 13 a 16 degrés.

Sont publiés au Journal official du dimanche 22 décembre :

■ Nº 85-1355 du 18 décembre 1985 fixant, pour certains départe-ments on arrondissements, la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article L.6 du livre des procédures fiscales du nouveau code des mpôts relatif aux procédures applicables en matière d'imposition du chiffre d'affaires et du bénéfice.

■ Nº 85-1356 du 20 décembre 1985 relatif aux taux de la taxe perque sur les farines, semoules et uaux de blé tendre au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles es cours de la campagne 1985-1986.

• Nº 85-1359 du 20 décembre 1985 portant modification du décret nº 83-397 du 19 mai 1983 relatif au contrat emploi-formation et au contrat emploi -adaptation. DES ARRETÉS

Du 29 novembre 1985 portant

création du titre de personne transférée en pays ennemi. e Du 6 décembre 1985 modifiant l'arrêté du 21 mars 1978 modi-

fié relatif aux prix témoins des ogements-foyers à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'État. e Du 20 novembre 1985 fixant la

liste de classement au concours com mun d'entrée sux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et Fontenay-aux-Roses (section des sciences, session 1985).

Paris en visites:

HORIZONTALEMENT A souvent no fil a la patte. -II. Capable de réfléchir mais pas en

1X ...

silence. - III. Il pent être dans le Maine, mais il est lois de la Loire. IV: Mena tout le monde en bateau. Mesure. - V. A done transpiré en courant. Taxi jaune. - VI. Porto un chapeau. - VII. Etar d'Asie. -VIII. Passe en silence. Prend de la bouteille ou reste toujours vert. -IX. Abréviation. Donne de l'importance. - X. Ne se trouve que dans certains rayons. Preposition. -XI. Si elle est sur la paille, c'est qu'elle le vent bien.

VERTICALEMENT 1. On ne pent plus clair. -2. Seme l'agitation dans un oburs. -

émoi. - 4. Donne un bon air ou fail faire la grimace. Classe fermée. En France. - 5. Sont à l'étude quand les autres revent - 6. Va pour un

bolm, 6 et.4.

7. C'est la grande classe. Bienhenreux. - 8. Ils ont le sens des réalités. - 9. Mise à l'index. Passé.

coup. Vole haut ou vole très bas. -

15 et 5; Dijon, 4 et - 1; Dinard, 11 et 5; Embran, -11 et - 4; Grenoble-St-M.-H., 7 et -3; Grenoble-St-Geoirs, 7 et 6; La Rochelle, 10 et 5; Lille, 8 et 6; Limoges, 11 et 5; Lorient, 13 et 5; Lyon, 12 et 7; Marseille-Marignane, 14 et 11; Nancy, 10 et 1; Nantes, 9 et 4; Nics-Aéroport, 14 et 6; Paris-Montsouris, 10 et 6; Paris-Montsouris, 10 et 6; Paris-Montsouris, 10 et 5; Perpignan, 14 et 7; Rennes, 9 et 5; Rouen, 8 et 3; Saint-Erienne, 13 et 5; Strasbourg, 4 et - 4; Toulouse, 13 et 6; Tours, 10 et 5.

Températures relevées à l'étranger :

Alger; 19 et 12; Genève, 3 et - 5; Lis-bonne, 16 et 9; Londres, 11 et 5; Madrid, 8 et 3; Rome, 13 et -1; Stock

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DÉBUT DE MATINÉE

A. 16

A STATE OF

gar ere er h

per a la c

50 m

100

2000

CAR NOTE OF

50000

277

and the same

Tetal .

tografia i t

Service of the

 $(A_1+A_2)=0$

A transfer of the

Artist School

100 to 100

50 1 100

4.250 00

20 7 2 1 1 2 2 1

Agranda a series

server in Art

At . . . 43

and the second

700 mile (\$1

Ter -: 301

Tire. AS I

J . - 1007

THE PERSON

777 C M.T

Attention à 1

1 2 Com

HARLE ST.

---- de

A - TEFFER

To de work

- de jours

monate in

Server Jacob

USIQU

Fin danne

4.0

A meme si d

**** = . - 1: ± =

200

200 2000

وموعد شنيدنته

gar e. regi

BACGLE TE CC.

a minu neu

Man comments and programme and

Serard Maria Serard Maria Serard Maria Serardan Serardan

Crack e Su

gel spinie, ic.

Michel Car

Solution du problème nº 4123 Horizontalement

I. Organigramme: Va. - II. Cartomanciennes. - III. Enéc. An. Tr. Airs. - IV. Acciamation. - V. Nu. II. Niaises. - VI. Ondee. Hoirie. Me. - VIL Gier Seme Snob - VIII, Reg. Usager (allusion armetro). - D. Aromatisa. Ite. -X. Uéic. Su. Navet. - XI. Hordes. Lit. Crème. - XII. Endive. Ornée. En - XIII Titi And Tenu. -XIV. Eanes. Luette. - XV. Ness. Sargasses.

Verticalement

1. Oceanographe. Uu. - 2. Rancumer. Ont. - 3. Grec. Dégourdies. - 4. Alelier. Méditas. - 5. No. Ale. Alevin. - 6. Imam. Site. Es. -7. Ganache. Asa. - 8. Rn. Omission. - 9. Actinic. Autre. -10. Miroir. La. - 11. Me. Naissance Us. - 12. ENA. Icha. Arctos. - 13: Nies Ogive Etc. - 14. Ver. Embétements. - 15. Assise. Rote-

GUY BROUTY.

MARDI 24 DÉCEMBRE Salons de l'Opéra ., 14 h 30, métro Opera devant Lancel: « Le viex village de Saint-Germaia-des-Près », 14 h 30, mêtro Saint-Germain-des-Près, sortie église (G. Botten); « Hôtels et ruelles da Marais, place des Vosges» 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé) « Ile de la Cité, Notre-Das Saint-Julien-le-Panyre .. 14 h 30 (Les Flaneries); «Les Catacombes», 14 à 30, 2, place Denfert-Rochereau.

MERCREDI 25 DECEMBRE « Les salons du ministère des finances », 15 heures, inscriptions, tél.: 45-48-66-69; « Intérieur du Marais » 15 heures, Grille Carmwaler rue des Francs-Bourgeois.

3. Orateur gree. Se donne avec BREF

MONNAIE .

HUGO EN PIÈCES. - Pour le centenaire de la mort de Victor Hugo, una piece de 10 francs à l'effigie de l'écrivain va être emise par l'administration des monnaies et médzilles. Cette pièce sera de même taille et polds que la pièce de 10 F actuelle et son revers portera une représentation symbolique de l'œuvre du poète (Gavroche, Cosette et Notre-Dame de Paris). Le tirage sera limité à dix millions d'exem-

CONCOURS A PIED, A VELO, BIEN DANS LA VILLE - Le ministère de l'urba-

nisme, du logement et des transports, associé à la Caisse des dépôts et consignations, lance un concours national intitulé « Des villes plus sûres pour piétons et cyclistes ». Ce concours, ouvert à toutes les communes de plus de cinq mille habitants, prévoit de récompenser les municipalités qui ont réalisé ou envisagent de réeliser un aménagment de voiene assurant le sécurité des piétons ou des deux-roues. Date limite de remise des dossiers : 30 avril

* Le secrétarist du concours est stuff par le CETUR, département 6quipement-exploitation, 8, aven Ariatido-Briand, 92220 Bagnes Tél.: (1) 46-57-11-47.

VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE

présentés par ANDRÉ PRÉVOST, docteur es lettres

TEXTE ORIGINAL INTEGRAL de MORE. En regard. traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables, Index analytique, Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame editeur. 6° mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Spus écrin illustré. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES: A. PRÉVOST, C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16. Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

KUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 25 DECEMBRE 1985 ET SAMEDI 28 DECEMBRE 1985 VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR

		LES 2 TIRAG	es de la semaine
		MOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
	6 BONS N°	1 1	7 006 985,00 F
	5 BONS Nº	24	184 855,00 F
	+ complement 5 BONS N°	aire 1 058	13 175,00 F
	4 BONS Nº	76 089	180,00 F
	3 BONS Nº	1 679 934	16,00 F

BONUS DU SAMEDI 118 198 3 BONS NUMEROS+COMPLEMENTAIRE: 15,00 F x 2 = 32,00 F

N'OUBLIEZ PAS : SAMEDI 28 DECEMBRE

CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE

JEU GAGNANT

Equipe 1	£drabe 5		Equipe 1	Equipe 2	
NANCY	MARSELLE	INX	9 SOCHAUX	LAVAL XN	2
2 PARIS-S.G.	AUXERRE	XN2	10 BREST	LE HAVRE 1 M	2
3 LENS	NICE	XN2	III THONON	GRENOBLE 1 M	2
4 STRASBOURG	METZ	1 X 2	12 MARTIGUES	GUEUGNON T	2
5 MONACO	BASTIA	XN2	13 SÉTE	NIMES XN	2
S TOULON	TOULDUSE	1 X 2	4 SEDAN	LORSENT 1 M	2
7 NANTES	ULLE	XN2	15 LIMOGES	MULHOUSE X N	2
8 RENNES	BORDEAUX	1 M 2	16 BESANCON	ABBEVILLE XIN	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 20 Déc. 1985: 2 3 9 10 11 12 15

culture

THEATRE

« RETOUR A FLORENCE », de Henry James

Le bonheur n'est pas un propos raisonnable

€ Une femme pour nous est nulle ou infinie. »

Le bonheur, c'est « jouir par le seul sentiment de l'existence... avec ce qu'il faut aussi pour que nulle inquiétude, nul regret, nul pli, nulle déchirure, ne soit sensi-

Valéry a notées dans ses € Cahiers », éclairent peut-être ce que Henry James avait derrière la tête lorsqu'il écrivait se nouvelle Retour à Florence, que Simone Berimussa (avec Jean Pavana) adapte aujourd'hui au théâtre.

James nous dit qu'un homme, un Anglais, âgé de vingt-cinq ans, par-là, met le pied, pour la première fois de sa vie, en Italia. à Florence. Et que, peu de temps acrès, il v rencontre une femme.

Fernmes ou hommes. Anglais ou Français ou autres, innombrables sont les êtres qui, débarquant en Italia, ressentent aussitot, sans plus de réflexion, ce c bonheur » que Valéry définit ainsi : « jouir par le seul sentiment de son existence ».

A quoi cela tient-il ? Ce n'est pas analysable. Mais que ce soit Florence, Rome ou des lieux de moindre dimansion, comme Vérone ou Amaifi, il n'est pas niable que l'Italie embrasse l'être venu d'ailleurs dans un c taillis » de perceptions assez aigués qui suscitent ce « bonheur ». Les tonalités de la fumière, la senteur de l'air, l'assise et l'entente réciproque des arbres et des architactures, les lignes mélodiques de la langue italienne, sa scansion, une sorte d'allant ou de liberté des yeux et des mains, et bien sûr des choses de détail comme les couleurs des maisons, des légumes, et Dieu sait combien d'autres composantes, coopèrent à cette « intervention » de l'Italie ; pour un temps nos « inquiétudes », nos « déchirures a ne nous sont plus sensibles, nous jouissons a par le seul ment de l'existence 🖘 la : seul sentiment de respirer cette Italie, de la voir et de l'entendre,

Peu de jours après son arrivée à Florence, le jeune homme que raconte James fait la connais-

Les fins d'année ramènent l'opérette viennoise; la tradition est tenace, même si de multiples tenta-

tives ont montré qo'on ne savait plus

caviar, foie gras; hors d'une plate vulgarité, il y a comme une man-vaise conscience à s'amuser avec ces

fêtards sans cervelle, et les meilleurs

An moins peut-on utiliser cette

mauvaise conscience pour en donner me image critique? Maurice Béjart y avait pleinement réussi avec la Veuve jopeuse, à Bruxelles, en 1963,

déchainant du même coup un épous-touflant scandale en évoquant la

présence du roi des Belges avec Cléo de Mérode chez Maxim'a et en fai-sant danser Danilo et Missia sur les

cadavres des poilus de la Grande

Gérard Mortier, directeur de

l'Opéra national de Belgique, provi-soirement implanté au Cirque royal

pendant d'importants travaux, a

confié cette année au même Béjart

la Chuve-Souris de Johann Strauss. Point d'implications politi-

ques, cette fois, mais l'insertion

d'une persistante angoisse existen-tielle qui ne semblait avoir efficaré

ni Meilhac et Halévy ni les libret-tistes autrichieus ni Strauss lui-

Prison, prison, prison : dans le

metteurs en scène se cassent les

nt la monter.

reins à essayer de jouer le jeu.

MUSIQUE

infinie », dit sans ménagement Valéry. Celle-ci, pour lui, est infi-

La femme infinie zorès l'Italia et même les deux ensemble, ce pourrait être un bonheur qui 'ajoute à l'autre, mais non, car le bonheur de l'Italie est un bonheur de l'instant même, alors que celui de la femme infinie est un bonheur imaginé, des visions d'avenir, des espérances de par-

Henry James, écrivent se nouvelle Retour à Florence, met fin, avec brusquerie, à ce double bonheur. Son jeune homme quitte Florence. Il y reviendra vingt-sept ans plus tard, vieux garçon comme le fut James, et il semble qu'il refuse de s'avouer que en fuyant autrefois et Florence et cette femme, il sit sciemment brisé sa vie. James, qui écrivait cette nouvelle à un moment où a était tout jeune encore, a-t-il voulu pozer d'avance le principe que le bonheur n'est pas un propos raisonnable 7 Clue is booheur out une circonstance absolue, et même durable ?

Simone Benmussa a su une bonne idée de présenter une transposition au théâtre de cette nouvelle de James ; elle s'est fait presque une spécialité des adaptations de besux textes angiosaxons de George Moore Virginie Woolf, mais aussi de livres francais comme Enfance, de Nathelie Sarraute. Et Pierre Vaneck est attachant dans le rôle de notre ancien jeune voyageur devenu général de l'armée des Indes, qui accomplit, par masochisme ou de consience, son « retour à Florence ». Arielle Dombasie (la fille. devenue grande, de la « femme nulle ou infinie ») et Maxence Mailfort fun nouveau jeune homme qui découvre l'Italia) donnent la réplique à Pierre

MICHEL COURNOT.

prison », prison conjugale et bour-

geoise du premier acte, prison de la richesse « qui sue l'ennui » autour

prince Orlofsky, prison verita

du troisième acte, mais « avec elle

explose la vérité, la délivrance, la

liberté ». Conclusion optimiste?

Au Cirque royal, donc, le metteur

en scène et son décorateur Jorge

Jara ont installé sous la petite scène

un double escalier en fer à cheval

qui entoure l'orchestre et son chef

tronant comme Johann Strauss his-

même sucentre de l'événement car.

dit Béjart, « le monde et notre exis-

mais la musique a une signification

profonde, celle de nos existences

multiples et superposées ».

Et le livret déploie bien gentiement ses aimables maiseries, la

musique, ses valses, polkas et ezardas étincelantes, mais avec un

teau noir doublé de rouge sang, c'est

le vampire, et le mystérieux prince Orlofsky, au deuxième acte, c'est

Dracula, avec une course de person-

nages difformes, de nains, d'esclaves masochistes, Dracula qui jone abon-

n'ont peut-être pas de sens,

Thestre du Rond-Point,

UN ENTRETIEN AVEC STING

« Le rock prépare sa mort »

Comédien à ses heures (Dune, la Promise, Plenty) et musicien à plain temps, adapte de la flexibilité, Sting inaugure une nouvelle race d'artiste à tout faire, posés et réfléchis. Laissant pour compte Police et ses millions de disques au sommet d'une gloire internationale, il tombe l'uniforme doré, fait peau neuve et se lance, bille en tête, aux commandes d'une formation de jazz : Omar Hakim à la batterie, Darryl Jones à la bassa, Kenny Kirkland aux claviers, Branford Marsalis aux cuivres et aux percussions : des pointures empruntées à Miles Davis et à Weather Report. Résultat : un album somptueux (The Dream of the Blue Turtles...) aussitôt sorti, aussitôt entré dans la domaine du classique. C'est à Paris, au printemps dernier pendant quatre soirs au Théâtre Mogador, que Sting avait donné le coup d'envoi d'une tournée mondiale. C'est à Paris, pour un soir à Bercy, ce lundi 23 décembre, qu'elle se termine.

«En 1977 vons aviez abanonné le Jazz pour former Police perce que vous pensiez trouver l'action dans le rock. Vous retournez au jazz...

 Je n'essaie pas de jouer du jazz
ou ce qu'on peut considérer comme
tel. Les musiciens qui m'accompagnent aujourd'hui viennent de cet univers, voilà tout. l'appréhende la musique dans sa totalité et non pas name une série de compartiments. Rock, jazz, country et western, musique classique ou folk ne font pas de différence pour moi. Tout m'intéresse. Si ces termes ont une signification, alors ce qu'ils désiguent est mort. La musique, elle, est vivante, elle bouge. Je suis un musicien, je jone avec des notes, pas nvec des styles. Si le job des médias est de me coller des étiquettes, le mien est d'y échapper.

- De fait, vous niez l'existence d'une culture rock ou d'une culture jazz.

- Je n'y accorde pas d'impor-tance. Je n'appartiens à aucune école, à aucun mouvement. Ma vision est globale. Les musiciens,

pagnons au suicide... Et la Chauve-Souris s'identifiera au dernier acte

avec le geòlier. Frosch, dépouillé de

hurlements de gestapiste, qui cade-nasse nos angoisses et les empêche

de se purger, fût-ce par la catharsis

Car, c'est bien là le paradoxe de cette réalisation, l'interprétation de

Béjart ajoute une dimension qui,

loin d'enrichir l'œuvre elle-même, la fait apparaître plus futile et stupide, donne un caractère lugubre à cette

fête, où seuls les effets les plus pri-mitifs sont capables de déclencher le

rire, mécaniquement. Il ne suffit pas d'évoquer « le carnaval, épanche-

ment, défoulement, retournement .

pour atteindre «l'ivresse sacrée, le

paradis . comme conclut Béjart,

Le spectacle de la Monnaie est

comme toujours remarquablement mis an point, même si la distribution

soudain diablement optimiste!

qu'ils soient de jazz on classiques, se sont créé des ghettos. Ils vivent dans leur petit monde, coupés de l'extérieur. J'aime regarder partout. Ce que le rock a eu de meilleur, c'était sa faculté à voler tout ce qui trainait. De cette forme bâtarde, il a tiré sa force, il a évolué en se régénérant à partir de différentes sources Aujourd'hui le rock imite le rock, il se parodie. C'est une forme d'art adente qui prépare sa mort.

- Le métissage est-il selon vous le seul moyen d'inventer de nouvelles formes musicales ?

- Il n'y a plus rien à inventer, tout a déjà été écrit. Mais le purisme est un non-sens. Quand on dit, par exemple, que seuis les Noirs sont capables de joner du reggae, c'est du racisme. Comme si on disait le folk est réservé aux Blancs. Bêtement, la musique c'est de la musique, elle n'appartient pas à une race, elle n'a pas de couleur. Elle est dans l'air, elle vient de l'âme (soul). La seule création possible aujoord'hoi se trouve dans la production, le mixage, l'harmonisation, l'interprétation. Je ne fais rien de nouveau,

bis que nous avons vue dimanche ne

valait pas, nous dit-on, celle de la

première, samedi. Anja Silja est un assez terrifant Orlofsky, en costume

pierre qui a dépouillé toute chair.

L'aimable timbre de Rosaliode

(Ellen Shade) se durcit à l'excès,

Britt-Marie Aruha exécute impecca-

blement le parcours de virtuoisté imposé à Adèle sans vraiment parer

mignonne soubrette; les hommes

ont tous le profil drôle et sans épais-

une mention spéciale pour l'Alfred

JACQUES LONCHAMPT.

es que l'intensité sonore s'élève



mais e'est parce que ça passe par moi que e'est unique. Les chansons comme des empreintes digi-

- Est-fi pins difficile d'écrire et de chanter sur du jazz ?

- A dix-sept ans, je faisais partie d'un groupe de jazz, j'ai toujours joué avec des musiciens de jazz. Ils ont une finesse que les musiciens de rock n'ont pas. C'est plus sophisti-qué. Aujourd'hui mes idées, mon inspiration s'adapteut mieux au jazz. Le rock est devenu très limité : trois accords et un tempo.

- C'est aussi un comportement - An début, quand c'était nouveau. Les musiciens, lears vies étaient importants parce que la musique et l'image étaieot inséparahles. A préseat, les musiciens de rock sont des mystificateurs. Ils copient ce qu'ils ont déjà vu. Il simnlent la rebellion parce que c'est ce que le rock est supposé transporter. Ils fout semblant d'être plus jeunes ou plus importants qu'ils ne sont. Il fant être soi-même. J'ai trentequatre ans, je suis père de quatre enfants, mes préoccupations ne sont plus celles d'un tecnager. L'image est importante mais elle doit être digne et crédible. Je ne suis pas prêt à me saucissomer dans un pantaloo de satin ou à me raser la moitié du crâne sous prétexte que e'est la mode. Si les petites filles de quatorze ans délirent à mes concerts, je suis houreux d'y être pour quelque chose, je ne le renie pas, mais je m'adresse à leurs aînés. Quaod j'écris, c'est un père de famille qui pense avec ses problèmes et sa vision du monde. Moo ambitioo est de vicillir avec mon age. C'est la même chose pour lout le monde. A quarante ans, Mick Jagger ne devrait pas avoir à prétendre qu'il pense

comme s'il en avait deux fois moins. - Les grands succès des années 80 ont été individuels, vous avez quitté Police. Le principe du groupe est-il dépassé ?

de charme son personnage de - A un certain stade de son développement, on a besoin d'être mtouré, de faire partie d'un gang. seur que livrent leurs propos, avec Plus on mûri, plus on est solide et savourenz de Louis Devos. Les moins le gang est nécessaire. Je ne ressens plus l'utilité d'être associé à chœurs et l'orchestre distillent une avenante gaieté viennoise sous la direction de Michael Schenwandt. antre chose, mes intérêts sont individuels, mes idées sont personnelles. Comme pour les Beatles ou les Roiling Stons, l'image de Police était * La Chauve Souris est représentée 25 décembre au 5 janvier, sauf le très simple, immédiatement identifiable, ça faisait partie de son succès. Notre histoire a été marquée par la jalousie et les problèmes d'ego. Au départ Police est oé comme une démocratie, mais e'était un simulacre. Maintenant, c'est plus clair, done plus simple.

- Dans Police, on parlait de Sting la rock-star, anjourd'hui rous êtes devenu Sting le créateur. Est-ce plus gratifiant?

- l'ai toujours pensé que le titre de rock-star avait quelque chose d'insultant. l'archétype étant l'- enfant terrible - : un cliché qui n'a plus de sens nujourd'hui. On a'a

pas besoin d'être musicien pour être rock-star, le talent n'est pas indispensable sauf face aux caméras pour faire passer une image. Il est écrit musicien sur mon passeport, e'est ce que je suis. Quant à créateur, ça sonne un peu comme Dieu, non ?

- Etes-vous en quéte de respectabilité ?

- Non, le respect vient de l'extérieur. J'aspire à préserver l'inté-rieur : ma dignité. J'écris pour moi, pas pour les autres. C'est très égoïste. Mes disques se vendent, ils passent à la radio? Tant mieux, j'en suis heureux, mais je ne les enregis-tre pas pour ça. l'ai suffisamment d'argent anjourd'hui.

- Quand les disques se vendent par millions, la tentation du succès n'est-elle pas de donner des lecons aux gens ?

- La tentation du succès, e'est de se croire différent. La conséquence directe, e'est de s'isoler dans une tour d'ivoire et de se retrouver avec ses avocats et son comptable pour seuls amis. Je veux aller vivre dans le monde, sortir dans la rue, travailler avec les gens. Mon idée du succès, e'est de pouvoir enregistrer un nouveau disque ou tourner un nonveau film et d'apprendre quel-que chose en le faisant.

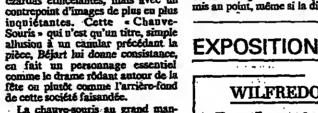
- Vous montrez peu de respect pour les films dans lesquels vous avez joué lorsque vous en parlez. Pourquoi?

- J'ai beaucoup de respect pour les acteurs, les réalisateurs. Simplement, un acteur n'a aucun contrôle sur ce qu'il fait. Parce que je suis connu, les gens attendent de moi une rôle, je viens sur le plateau, je mets le bon costume, je dis les bonnes phrases et le soir je reatre chez moi. J'ai fait de mon mieux mais ma responsabilité sur le film s'arrête là : je ne l'ai pas écrit, je ne l'ai pas réalisé, je ne l'ai pas monté. Mon véritable ntérêt pour le cinéma, c'est d'apprendre d'autres méthodes de travail, de rencontrer des gens différents. Sinon, quand oa parle, en bien ou en mal, d'un film auquel j'ai participé, ca ne me concerne pas. Un disque, e est différent : le l'ai écrit, conçu, produit, arrangé, j'en suis scul responsable.

> - Si vous deviez expliquer à un extra-terrestre ce que vous faites, que diriez-vous?

- Mes enfants sont un peu comme des extra-terrestres, ils ne comprennent pas pourquoi je suis si souvent absent, je dois leur expliquer. Mon fils me demande pourquoi les gens veulent avoir mon nom sur une feuille de papier ou pourquoi tout le monde me connaît. Ca l'intrigue. Je pense que la meilleure chose pour eux, à chaque fois que c'est possible, e'est de venir me voir travailler. Et ce qu'ils voient, e'est un homme qui aime son travail. »

> Propos recueillia par ALAIN WAIS.



« LA CHAUVE-SOURIS », à Bruxelles

Béjart chez les vampires

" l'enfer et son image terrestre de la damment du revolver, force ses com-

WILFREDO LAM CHEZ BOULAKIA

du 25 décembre.

La lumière dans la jungle

vvirreco Larri est ne au de-but du siècle à Cuba. Se mère était mulâtre, son père était chinois et devait disparaître plus que centenaire, êge que Lam ful-même ne devait pas attein-dre. Il est mort en 1982 à Aris, mais couvert de gloire dans son le netale, où on lui prépare, d'ailleurs, un musée. Le Hevane, Paris, New-York: trois pôles de son œuvre et de sa renommée. Il eut aussi trois tée, romaneaque, et des amis sans nombre, permi lesquels : Picasso, Breton, Jorn, Mas-

On conneit surtout see couvres aombres et narveusea, comme la Jungle, qui, en 1943, fit encore scandale à la galeria Pierre-Matisse de New.York. Moins ses peintures su papier, commencées à Cuba à la même époque, ses couleurs ténues mais intenses qui font jaillir le blanc comme la lumière du jour. La galarie Febien-Boulaida en expose une douzaine pour quelques semaines encore. En s'approchant, en dé-chirant le voile de candeur tout impressionniste que Lam fait naître de la fréquentation des rouges et des verts, on retrouve sa chaleur torride, la crueuté d'un monde où l'homme, l'insecta et le palmier ne font qu'une seule créature épineuse.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Galeric Fabien-Boulakia. 20, rue Bonaparte, 75006 Paris. Jusqu'à l'in décembre.





SPECTACLES

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30: Ravel/Poccini. COMEDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20).

COMEDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30: le Balcon.

BEAUBOURG (42-71-12-33): Cinéma-Vidéo: Nouveaux films BP1: 17 h 30:

A Soljenitsyne, de J. Carnawe; 19 h, la Segente de la terre, de A. Sibra; Vidéo-disques Opéra: 19 h, Le Messie/Haen-dei; Le cinéma Indian à travers set stars.

So resorter à la rabrique e Festivals de Se reporter à la rabrique « Festivals de cinéma «.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : Cendrillon

Les autres salles

- ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53),

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revieus domnir à l'Elysée. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) , 20 h 30 : le Confort intellectuel ; 22 h :

Jeanne d'Arc et ses copines. DAUNOU (42-61-69-14), 21 h: An - DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30:

ESPACE GAITE (43-27-95-94). 20 h 30 : M. Jolivet # ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : II

EFSSAION (42-78-46-42), 20 h 30: Il finit une fois... un cheval magique.

HUCHETTE (43-26-33-99), 19 h 30: la Camatrice chauve; 20 h 30: la Legon; 21 h 30: le Jardin des supplices.

ELUCERNAIRE (45-44-57-34), L 18 h: les Gountes; 20 h: C'est rigolo; 21 h 45: Mon changement... II. 18 h: Pardon M'sieur Prévert; 20 h: la Fête aoire; 22 h 15: Shame. Petite Salle, 21 h 30: Piano Solo.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 :

- PALAIS DES CLACES (46-07-49-93),

20 h 30: l'Ecole des femmes.
PENICHE OPERA (42-45-18-20) (amar-rée face an 200 quai de Jemmapes)
21 h : A la recherche du temps porain; on embarquement pour s'y taure (Aperghis, Cecconi, Ferrero...). PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20)

20 h 30 : Noces de saue. POTINTERE (42-61-44-16), 21 h : Mimic en ouete d'hanteur. TAL TH. D'ESSAI (42-78-10-79).

L 20 h 30 : l'Ecume des jours. -IL 20 h 30 : Huis clos. - THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02)

18 h 30 : Que faire de ces doux-là ? ; on fait où on nous dit de faire THEATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Grande Sulle, 20 h 30 : ic Cid. 23 h : Cit. Loca, R. Del Fra, F. Simutine.

CHAILLOT (47-04-24-24)

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h. Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : le Visage du plaisir, de J. Quiatero (Vostf) ; 19 h. Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Retour à Marseille, de

La Cinémathèque

Reliche.

THEATRE DU TEMPS (43-55-10-88) . 21 h : Lysistrata.

Les cafés-thèâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 23 h : Banc d'essai des jeunes. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L 20 h 15 : Areuh = MC2; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — IL 20 h 15 : les Sacrés Monstres; 21 h 30 : Sauvez les bébés emmes: 22 h 30 : Deux pour le prix

d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), L

20 h 15 : Tiens wellà deux boudins;
21 h 30 : Mangeuses d'hommes; 22 h 30 :

Orties de accours. H. 20 h 15 : Ça belance pas mal; 21 h 30 : le Chromosome
chatouilleux; 22 h 30 : Elles nous vaulent
toutes.

CLUB G. D'ESTRÉES (42-78-09-78). PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu; 22 h 15 : Nous, on sème: POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 21 L :

Moi je craque, mes parents raquent; 21 h 30 : Courteline et Lablche en va-cances; 22 h 30 : Nos désirs fost désor-

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 21 h; J. Danno. CIRQUE D'HIVER (45-04-11-35), 21 h : J. Guidoni.

ESPACE GAFTE (43-27-95-94), 22 h : Kamikaza TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 : Oriendo Tripodi Quartet.

Les concerts Théâtre des Champs-Elysées, 20 h : Nou-vel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : M. Janowski, Maîtrise de Radio-France (Humperdinck).

Jazz, pop, rock, folk

BERCY, Palais consisports (43-46-12-21), 1 20 h : Spine. LE CAVEAU DE LA BUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Whoopee Markers,

CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30 : Stok-MONTANA (45-48-93-08), 22 : P. Meige. MONTGOLFTER (45-54-95-00), 22 h : S. Guerautt

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 & 30: Ph. Sanders. PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : CL Bolling Trio. PETIT JOURNAL MONTPARNASSE

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORI-TURI (Fr.) : Stadio 43, 9 (47-70-

AMADEUS (A., v.a.) : George-V, 8 (45-62-41-46) : Espace Galid, 14 (43-27-95-94).

95.94).

I'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.): Gaument Haßes, 1* (42.97-49-70): UGC Odéon, 6* (42.25-10-30); Marignan, 8* (43-59-92-82); UGC Normandie, 8* (43-63-16-16). - V.f.: Rez, 2* (42-36-83-93); Français, 9* (47-70-33-88); Français, 19* (43-31-60-74); Montparasses Pathé, 14* (43-20-12-06).

I'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, v.a.): Smdio 43, 9* (47-70-63-40); Denfert, 14* (43-21-41-01).

cinéma

UGC BIARRITZ - GEORGE Y - CINE BEAUBOURG LES HALLES - 7 PARNASSIENS

PARAMOUNT MONTPARNASSE - ST-MICHEL - PARAMOUNT OPERA - MAXEVILLE

14 JUILLET BEAUGRENELLE - GAUMONT SUD - FAUVETTE - MAGES

VERSAILLES Cyruno - ARGENTEUIL Gamma - ASNIERES Tricyde EPINAY Jacques Prévert - MAISONS ALFORT Club

Billy Je Kick

Billy Ze Kick fait un bordel royal

français ambiant... c'est Zénial!

GÉRARD LEFORT

STARFIX

Un film unique et parfait...

MATTHIAS SANDERSON

Télérama

Un polar incongru, délirant...

JOSHKA SCHIDLOW

d'enfer... ANNE ANDREU

Le film a une pêche

dans la torpeur du cinéma

Les films marqués (*) sont interdits sux
Les exclusivités
oins de treize sus, (**) sux moins de dix-

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements, concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 23 décembre

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.): Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Paramonnt Opéra, 6" (43-25-59-83); Gaumont Opéra, 6" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); Paramonnt Opéra, 9" (47-42-56-31); Bastille, 11" (43-07-54-40); Fauvette, 13" (43-27-84-50); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); 14-Joilles Beaugranelle, 15" (45-75-79-79); Puthé Clichy, 18" (45-22-46-01); Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LE BAISER DE LA FEMME ARAL-

LE BAISER DE LA FEMME ARAL GNEE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Righte, 19 (46-07-

BATON ROUGE (Fr.): Forum, i= (542-97-53-74): Hautefenille, 6 (46-33-79-38): George-V, 8 (45-62-41-46); Lumière, 9 (42-46-49-07); Parassiens, 14 (43-35-21-21); Images, 18 (45-22-47-94).

BRDY (A., v.o.): Quintette, 5 (46-33-79-33); Rialto, 19 (46-07-87-61).
LES BONS DÉBAREAS (Can.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

Champoless, 5' (43-20-84-63).

LA BOURGEOUSE ET LE PUCEAU (Pr.) (**): Mandrille, 9' (47-70-72-86).

BRAZII. (Brit., v.o.): Parmassiens, 14' (43-20-30-19). LA CAGE AUX FOLLES Nº 3 (Fr.) : Richelien, 2 (42-33-56-70); Brutagne, 6 (42-22-57-97); Gammant Ambassade, 8 (43-59-19-08); George-V, 3 (45-62-41-46); Français, 9 (47-70-33-88).

CHRONOS (Fr.A.) : La Géode, 19- (42-45-66-00).

45-66-00).

COCOON (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36); UGC Danion, 6-(42-2510-30): Marignan, 8-(43-59-92-82);
UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40). -- V.f.:
Impérial, 2-(47-42-72-52); Rex, 2-(4236-83-93); Montparnasse Pathé, 14(43-20-12-06).

COLONEL REDL (Hongrois, v.a.): St.
Germain Huchette, 5-(46-33-63-20);
14-Juillet Parnasse, 6-(43-26-58-00);
Cummont Ambassado, 8-(43-59-19-08);
14-Juillet Beaugrenelle, 15-(45-7579-79).

CORREAUX ET MOUNEAUX (Chinois,

CORREAUX ET MOUNEAUX (Chinois, v.o.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

COTTON CLUB (A., v.s.): Cinoches, 6* (46-33-10-82); Bofte à films, 17* (46-22-44-21). CUORE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Saint-Germain Sta-dio, 5" (46-33-63-20); Elyafea Lincoln, 3" (43-59-36-14); Olympic Entrophe, 14" (43-43-99-41); Parmaneous, 14" (43-35-

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.a.): Quintotte, 5 (46-33-79-38); Lincoln, 8 (43-59-36-14); PLM So.Jacques, 14 (45-89-68-42); Parasanient, 14 (43-20-36-36). 20-30-19).

20-30-19).
L'EFFRONTÉE (Pr.): Gaumont Halies,
1" (42-97-49-70); Rex. 2 (42-3633-93); Cloß Beaubourg. 3 (42-7152-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30);
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94);
Pagode, 7 (45-57-12-15); UGC Barrinz, 8 (45-62-20-40); Monto Carlo, 8 (42-25-09-33); Saint-Lexere Pasquier,
8 (43-87-35-43); UGC Boxievard, 9 (45-74-95-40); 14-Jullet Bastille, 11*
(43-57-90-81); UGC Gare de Lyon, 12(43-43-01-59); Nation, 12- (43-4304-67); UGC Gobelins, 13- (43-3623-44); Parnassicas, 14- (43-35-21-21);
Gaumont Sod, 14- (43-27-84-50); 14Jullet Beaugetnelle, 15- (45-75-79-79);
UGC Convention, 15- (45-74-93-40);
Marut, 16- (46-51-99-75); Paramount
Maiflox, 17- (47-58-24-24); Gambetts,
20- (46-36-10-96).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.): Seint André des Arta, 6 (43-26-48-18).

ESCALIER C (Pr.) : Cinoches Saint-Germain, 6 (46-33-10-82). L'ÉVEILLE DU PONT DE L'ALMA (Fr.): Républic, 11° (48-05-51-33).

EXTERMINATOR II (A., v.f.) (**):
Gaté Rochechouart, 9 (48-78-81-77). FLETCH AUX TROUSSES (A., v.f.) : Gatté Bosievard, 2 (42-33-67-06). LA FORET D'ÉMERAUDE (A. va) : maire, 6 (45-44-57-34).

LES GOONIES (A. v.o., v.l.): Marignan, 4: (43-59-92-82). — V.o., v.f.: Paramount Marouny, 8: (45-62-75-90). — V.f.: Richelien, 2: (42-33-56-70): Paramount Optra, 9: (47-52-56-31): Nation, 12: (42-43-04-67): Farrette, 13: (43-31-60-74): Paramount Galaxin, 13: (45-80-18-03): Mistral, 14: (45-32-52-43): Montparnasse Pathé, 14: (43-20-12-06): Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-61).

CREYSTOKE LA LECENDE DE TAR-ZAN SEIGNEUR DES SINCES (A., v.l.): Opéra Night, 2 (42-96-62-56). HARPM (Fr., v. angl.) : Chef Beaubourg, 3° (42-71-52-36) : UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40) ; Saint-Germain Village, 5° (46-33-63-20) ; UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94) ; V.I. ; UGC Boulevards, 9° (45-74-95-40). HOLD UP (Fr.) : Ambassade, 8 (34-59-

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOLE (Fr.): Edpublic, 11° (48-05-51-33).

LES JOURS ET LES NUTTS DE CHINA BLUE (A. v.o.) (**): Studio Galande (h. sp.), 5° (43-54-72-71);

Saini-Ambroise 11° (47-00-89-16),

Suni-America 11' (47-00-95-16).

LUNE DE MIEL (Fr.): Richelien, 2- (42-33-56-70); Impérial, 2- (47-42-72-52); Marigonia, 3- (43-59-92-82); Bestille, 11- (43-07-54-0); Montparpasse Pathé, 14- (43-20-12-06). MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNEBRE (A., v.s.): Opéra Night, 2 (42-96-62-56). MEMORES DE PRISON (Brésilies.

v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52). MOI VOULOR TOI (Pr.) : Gaumont MOI VOULOUR TON (Fr.): Gammont Halles, 1" (42-97-49-70); Gammont Opfra, 2" (47-42-60-33); Richelson, 2" (42-33-56-70); Bretagne, 6" (42-22-57-97); Hambrienilla, 6" (46-33-79-38); Parmonn Odéon, 6" (43-27-59-81); Colliète, 8" (43-59-29-46); Publicis; Change-Hysées, 4" (47-20-76-23); Saint-Lazare Pasquinr, 8" (43-87-35-43); Français, 9" (47-70-33-88); Nation, 12" (43-43-04-67); Faurenc, 13" (43-31-56-86); Gammont Sud, 14" (43-27-54-50); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79); Gammont Sud, 14" (43-27-54-975); Paramount Maillot, 17" (47-58-24-24); Pathé Wépler, 18" (45-24-6-01); Gambetta, 20" (46-36-10-96).

10-96), MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.L.): Mistral, 14 (45-39-32-43); Calypa, 12 (43-80-30-11). LES NOCES DE FIGARO (AL. v.o.) : Vendone, 2- (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*): Républic Cinéma, 12: (48-05-51-33); Denfert, 14: (43-21-41-01). NOTRE MARIAGE (Fr.Port.) : Denfort, 14 (43-21-41-01). ON NE MEURT QUE DEUX FORS (Fr.): Cimoches, 6 (46-33-10-82); UGC Marbent, 8 (45-61-94-95).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A, v.J.): Napoléon, 17 (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES
(You, v.o.): St-André des Arts, 6' (4326-80-25); Ambassade, 8' (43-5919.40)
(h. sp.). 19-08).

LA PARENTELE (Sov., v.o.) : Epés de Bois, 5 (43-37-57-47). LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : A PARTIE DE CHASSE (SAL., 187).

Forum, 1w (42-97-53-74); Hantefeuille, 6 (46-33-79-38); Marignan, 8 (43-59-92-82); Parnassiens, 1w (43-20-30-19).

V.f.: Français, 9 (47-70-33-88); Fanvette, 13 (43-31-60-74).

PASSAGE SECRET (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86). PORTÉS DESPARUS Nº 2 (A. v.1) (*): Galié Boulevard, 2 (42-33-67-56). PROES (Fr.) : Arcades, 2 (42-33-54-58). RAMBO II (A., v.o.): Paramount City, 8* (45-62-45-76). — V.I.; Paramount Mari-vanz, 2* (42-96-80-40).

RAN (Jap. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); Coñade, 3- (43-59-29-46); Esca-rial, 13- (47-07-28-04).

rial, 13° (47-07-28-04).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.):
Cossos, 6' (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.): Forum Orient
Express, 1" (42-33-42-26); UCG Odéon,
6' (42-25-10-30); Blarritz, 8' (45-6220-40). - V.f.: Gaussiont Opéra (exBerlitz), 2' (47-42-60-33); Montparacs,
14' (43-27-52-37).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.):
Marignan, 8' (43-59-92-82); Publicis
Champ-Elysées, 8' (47-20-76-23).
V.f.: Gausson Opéra (ex-Berlitz), 2'
(47-42-60-33); Capri, 2' (45-08-11-69);

(47-42-60-33); Capri, 2 (45-08-11-69 Paramount Montparasse, 14 (43-35-30-40).

SANN E A.

ex Mari 1 The same of the

110

SELENIES, E

STATE OF STREET

CAT T

WATER TO THE

us esser T

CREWIE WE

NFT - 1 T

FALL ELLIS A.

TAPLANT TE

AND A

IN PARTIES.

Anna Santa Pa

LAPEA" ATA.

网络拉门 电影节

554.5T (A) 19

2-14-5-57 111

BRITH DAM

医乳 经分额额

TOO WAY

7 12 is 🕸

THE A

TO MADDIN.

· -- 1 163 TE LES F -: 23 - AL

UK DE L

Logot Se

WEFTER IS

THENT DO

TA ZAPATA

JUT DANS L

- Crema_::

eŋ. aison

du su

proloi

DE CHLD

W LA SA 18 h

POU OIL

20 h du 2 ceu

ORCHES

Describe Q

AVIS D

Recri

VIO

12 g UN PRE

Med 18 et

UNE CLA

b^{30.} :30 timé

Sanco Ch Se

252 me du

1.75

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). SUBWAY (Fc.) : Studio de la Contros-carpe, 5- (43-25-78-37). TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Lunembourg, 6 (46-33-97-77).

6" (46-33-97-77).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.a.) : UGC Odéon, 6" (42-2510-30) : UGC Normandia, 8" (48-6316-16). — V.f. : Forum, 1"
(42-97-53-74) : Grand Rex. 2" (42-3633-93) : UGC Mourparnessee, 6" (45-7494-94) : UGC Ermitage, 8" (45-6316-16) : UGC Gere de Lyon, 12"
(43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13" (4336-23-44) : Mistral, 14" (45-39-52-43)
UGC Convention, 15" (45-74-93-40);
Murat, 16" (46-51-99-75) : Napoléon,
17" (42-67-63-42) : Pathé Clichy, 18"
(45-22-46-01) : Secrétan, 19" (42-4177-99).

77-99). LE TEMPS DÉTRUIT (Fr.) : Reflet Logos, 15 (43-54-42-34). TERMINATOR (A., V.f.) : Arcades, 24 (42-33-54-58).

(42-33-54-58).
THE SHOP ABOUND THE CORNER (A., v.o.): Action Christine, 6: (43-29-11-30).
THE WAY IT IS (A., v.o.): 3 Lexembourg, 6: (46-33-97-77); Olympic Entropht, 14: (45-43-99-41).

TOEYO GA (All., v.o.) : Saint-André-dos-Arts, 6 (43-26-48-18). TONNERRES LOINTAINS (Indien, v.o.): Bogaparte, 6 (43-26-12-12).

LES FILMS NOUVEAUX

BILLY ZE ERCK, film français de Gérard Mordfilat, Ciné Beanbourg, 3° (42-72-52-36); St-Michel, 5° (43-26-79-17); George-V. 8° (45-62-41-46); UGC Barritz, 8° (45-62-20-40); Maxéville, 9° (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Fauvene, 13° (43-27-84-50); Paramount Montparnasse, 14° (43-35-21-21); 14-Jullet Beaugranelle, 15° (45-75-79-79); Images, 19° (45-22-47-94).

LA DERNIERE LECORNE. film

79-79); Images, 19: (45-22-47-94).

LA DERNIERE LECORNE, film américain d'Arthur Rankin et Jules Boss (v.L.); Forum, 1" (42-97-53-74); George-V, 8" (45-52-41-46); Marignan, 8" (43-59-92-82); St-Lazare Pasquier, 8" (43-87-35-43); Francain, 9" (47-70-72-86); Bustille, 11" (43-07-54-40); Nation; 12" (43-43-04-67); Fauvene, 19: (43-31-66-74); Minimparance Pathé, 14" (43-20-12-06); Grand Pavois, 19" (45-52-46-83); Pathé Cilichy; 18" (45-52-46-61).

Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01).

EXPLORERS, film américain de Joe Dante (vo.): Forum, 1° (42-97-53-74); Quintnite, 5° (46-33-79-38); Paramount Cay, 9° (45-62-45-76); UGC Blauritz, 3° (45-62-20-40); y.f., Rev., 2° (42-36-23-49); UGC Moditpursusse, 6° (45-74-94-94); Paramount Optin, 9° (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12° (43-36-23-44); Paramount Galaxie, 13° (45-80-[8-03]; Mistral, 14° (45-39-52-43); Bicarrente Montpursasse, 15° (45-44-25-02); Convention St. Charles, 15° (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Images, 18° (45-22-47-94).

KALIDOR, film américain de Richard Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

(45-22-47-94).

KALIDOR, film américain de Richard Fleischer (v.o.): Foram Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Partimount Odéon, 6* (43-25-59-83); Emiliage, 9* (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); Paramount City, 8* (45-62-45-76); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59);

LES RIPOUX (FL): Lacernaire, 6: (45-44-57-34); UGC Erminage, 9: (45-63-16-16).

REO ZONE NORD (Bris., v.a.) Studio LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.v.a.) : Studio de le Harpe, 5- (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 3- (43-59-31-97).

BOUGE BASSER (Fr.): Rex. 2º (42-36-83-93); Ciné Beanbourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Biarrire, 8º (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9· (45-74-95-40); 14-Juillet Bustille, 11º (43-57-90-81); Montphenasse Pathé, 14º (43-20-12-06).

masse Pathé, 14 (43-20-12-06).

SANS TORT NI LOI (Fr.) : Gammont Halles, 14 (42-97-49-70); Gammont Opéra (ex-Bestire), 2 (47-42-60-33); 14-Juillet Parassie, 6 (43-26-19-68); 14-Juillet Parassie, 6 (43-26-19-68); 19-Rgode, 7 (47-05-12-15); Gammont Champs Elysées, 8 (43-59-04-67); 14-Juillet Bantile, 11 (43-57-90-81); Escapial, 13 (47-07-28-04); UGC Gobelins, 13 (43-36-244); Miramar, 14 (43-20-29-52); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

SCOUT TOWOURS (Fr.) : Gammont Opéca (ex Berlitz), 2 (47-42-60-33) ; Colisée, 8 (43-59-29-46); George-V, 8 (45-62-41-46); Maxérille, 9 (47-70-72-86); Montparson, T4 (43-27-52-37); Gaussian Convention, 15 (48-28-42-27). SHOAH (Pc) : Olympic, 14 (45-43-

99-41).

SILVERADO (A. v.c.): Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Ciné Beanbourg, 3" (42-71-52-36); Paramount Odéns, 6" (43-25-59-83); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Marignan, 8" (43-59-92-82); UGC Normandie, 2" (45-63-16-16); 14 Juillet Basille, 11" (43-57-90-81); Bisavende Montparasase, 15" (43-64-22-02); Kinopanorama, 15" (43-63-93); UGC Mourparasase, 6" (45-74-94-94); Paramount Opérs, 9" (47-42-56-37); UGC Boulevard, 9" (45-74-95-60); Valida, 12" (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-04-67); UGC Gore de Lyon, 12" (43-43-04-67); UGC Gore de Lyon, 12" (43-43-30-159); Paramount Galaxie, 13" (45-30-18-03); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Marat, 16" (46-51-99-75); Paramount Maillot, 17" (47-58-24-24); Pathé Wépler, 18" (45-22-46-01); Secrétan, 19" (42-41-77-99).

Bastille, 11 (43-07-54-40); Para-mount Maillot, 17 (47-58-24-24); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

NIGHT MAGIC, film canadien de Lewis Farey : Forum Orieni-Express, 1" (42-33-42-26) ; Quin-tette, 5' (46-33-79-38) ; Rottonde, 6' (45-74-94-94) ; Georgo-V, & (45-62-41-46) ; Lumière, 9' (42-46-49-07).

PIZZAIOLO ET MOZZAREL, film français de Christian Gion: Para-mount Marivanz, 2 (42-96-80-40); Rex. 2 (42-36-83-93); Danzon, 6 Res. 2 (42-36-83-93); Danton, 6 (42-25-10-30); George V, 8 (45-62-41-46); Brantago, 8 (45-63-16-16); UGC Gobelius, 13 (43-36-23-44); Moutparnasse: Pathé, 14 (43-20-12-06); Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Secrétag, 19 (42-41-77-99); Tourelles, 20 (43-64-51-98).

relies, 20: (43-64-51-98).

SANTA-CTAUS, film ambricain do Teannot Szware; Paramount Marivanz, 2º (42-96-80-40); Cluny Palace, 5º (43-54-07-76); Paramount Oddon, 6º (43-25-59-83); Georgo-V. 8º (45-62-47-6); Paramount Optra, 9º (47-42-56-31); Paramount Gobelins, 13º (47-07-12-28); Miramar, 14º (43-20-89-52); Paramount Moutparnasse, 14º (43-35-30-40); Paramount Orléans, 14º (45-40-45-51); Images, 18º (45-24-49-91); Convention St-Charles, 15º (45-79-33-00).

UNE SASSON ITALIENNE, film

UNE SASSON ITALIENNE, film italien de Pupi Avati (v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Reflet Médicis, S (43-54-23-4); 14-Juillet Parnasse, 16 (43-26-58-00); Reflet Balzac, 8 (45-61-10-60); Action Lafayette, 9-(48-74-97-27); Ranelagh, 16 (42-82-04-46)

TROS HOMMES ET UN COUFFIN (£1.): Forum Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Capri, 2" (45-98-11-69); Impérial, 2" (47-42-72-52); Quinnette, 5" (46-33-79-38); Publicis Sannt-Germain, 6" (42-22-72-80); Ambessade, 8" (43-59-19-98); George V, 8" (45-62-41-46); Saint-Lazare, Pasquier, 8" (43-87-35-43); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Mistral, 14" (45-39-52-43); Montparnos, 14" (43-27-52-37); Parmentions, 14" (43-27-52-37); Parmentions, 15" (48-28-52-27); Mayfair, 16" (45-25-27-96).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.): Mari-vaux, 2- (42-96-80-40): Studio Cujas, 5-(43-54-89-22); Paramount Montpar-name, 14- (43-35-30-40).

Les grandes reprises

L'AIGLE A DEUX TETES (F.): Tem-plies, 3 (42-72-94-86). APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). L'ARRANGEMENT (A., v.o.): Action Rive gauche, 5 (43-24-44-40): Lincoln, 9 (43-59-36-14): Parmesiens, 14 (43-20-30-19).

20-30-19).

LA BELLE ET LA BETE (Fr.): Templiers, 3º (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.): Napoléon, 17º (42-67-63-42).

CARMEN (Saura) (v.o.): Calypso, 17º (43-80-30-11).

CE PLASSIR QU'ON DET CHARNEL (A., v.o.) (*) Utopia, 5º (43-26-84-65).

COMME UN TORRENT (A., v.o.): Saint-Germain-des-Prés, 6º (42-22-87-23).

87-23).

LE DERNIER TANCO A PARIS (Fr.-It., v.a.) (**): Seins Ambroise, 11* (47-00-89-16).

LA DERNIÈRE POLIE DE MEL BROOKS (A., r.o.): Schlichel, 5 (43-

BROOKS (A., La.): St-Michel, 5 (43-26-79-17).

DERSON OUZAIA (Jap., v.a.): Saint-Lumbert, 15 (45-32-91-68).

DETECTIVE STORY (A.): Reflet Loga, 5 (43-54-32-34).

DON QUICHOTTE (Sov.): Paminion, 5' (43-54-15-04); UGC Marbenf, 3 (45-61-94-95).

DOCTEUR FOLAMOUR (A. v.a.) : Cimches, 6 (46-33-10-82).
LES ENFANTS DU PARADES (Fr.): Rancisch, 16 (42-88-64-44). EXCALIBUR (A. v.o.) : Calypso, 17 (43-80-30-11) FALLING IN LOVE (A. va.) : Calypso,

17' (43-80-30-11)

LA HUTTIPME FEMINE DE BARBEBLEUE (A., v.o.) : Action Christian. 6'
(43-29-11-30).





MARDI A VENDREDI A PARTIR DE 19 H - SAMEDI DE 20 H A 21 H 15 LOC. 43.22.77.74. ET 43.20.89.99 ■ MATINÉES LES 25 DÉCEMBRE ET 1" JANVIER ATTENTION : le 24 décembre MESSE DE MINUIT APRES LE SPECTACLE le 28 décembre MATINÉE à 16 h. (location aux prix habituels y compris les réductions: 106, rue Brancion 75015 PARIS - PARKING GRATUIT

GENEVIEVE FONTANEL UN SPECTACLE REMARQUABLE QU'IL FAUT VOIR! FOYER DU I" FTAGE - NOUVELLE FORMULE ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

COMMUNICATION

FANNY ET ALEXANDRE (Sold., v.o.) : Calypso, 17: (43-80-38-11). L'ROMME TRANQUILLE (A., v.o.) Champo, 5 (43-54-51-60). JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand-Pavois, 15 (45-54-46-85): JOHNNY GUITARE (A. vo.): Logos, 5-(43-54-42-34); Balzac, B. (45-61-10-60); Action Lafzyethe, 9-(48-74-97-27); Olympic Entroph, 14-(45-33-99-41).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.): Républic, 11-(48-05-51-33); Calypao, 17° (43-80-30-11). MIDNIGHT EXPRESS (A, v.f.) (**) Capri, 2 (45-08-11-69). MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.): Rielto, 19 (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A. v.A.): Botto à films, 17: (46-22-44-21).

LES OFSEAUX (A., v.o.): Action Christiae, 6" (43-29-11-30).

ORANGE MÉCANQUE (A., v.o.)
(***): Châtelet Victoria, I** (45-08-94-14); Studio Galande (h. sp.), 5* (43-54-72-71). ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavols, 15-(45-54-46-85).

PALE RIDER (A., v.l.) : Hollywood Bos-leverd, 9 (47-70-10-41). LA PLANÈTE SAUVAGE : Utopia, 5-(43-26-84-65). PANDORA (A., v.o.): Action Rive gau-che, 5* (43-29-44-40); Mac Mahon, 17* (43-80-24-81).

LA PARADE DE PRINTEMPS (A. v.o.): Chay Palace, 5 (43-54-07-76). LA PEAU DOUCE (Pr.) : Denfert, 14

SAN WONCOMEAGE

(43-21-41-01).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.):

Bolts à films, 17- (46-22-44-21). PHANTOM OF THE PARADESE (A., v.o.) (*): Chitalet Victoria, 1" (45-06-94-14); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

VI-06).

LES PRODUCTEURS (A., v.o.): Forum Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Hantefenille, 6" (46-33-79-38); Bahrac, 8" (45-61-10-60); Parmassiets, 14" (43-35-21-21). — V.f.: Limière, 9" (42-46-49-07).

REFLETS DANS UN CEIL DOR (A. vo.): Action Christine Bie, 6 (43-29-11-30); Espace Galté, 14 (43-27-95-94). ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon,

17- (42-67-63-42). THIS IS ARMY (A., v.o.) : Minicha don Arts, 15 (45-27-77-55). STALEER (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.):

Boile à films, 17 (46-22-44-21). — V.f.:

Arcades, 2 (42-33-54-58). THE THING (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9-THE MAJOR, THE MINOR (A.) :

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5 (43-54-51-60). TOMME LES FILLES ET TASS-TON-(A. va.) : Action Booles, 5 (43-25-72-07). LA TOUR DE LONDRES (Ang., v.o.) : Reflet Logos, 5' (43-54-42-34).

LA TRAVIATA (1t., v.o.) : Grand-Pavois, 15 (45-54-46-85) : Calypso, 17 (43-80-UNDERFIRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). VIVEMENT DIMANCHE (Pr.): Don-fert, 14 (43-21-41-01).

VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Denfert, 14 (3-21-41-01).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Républic Cinéma, 11s (48-05-51-33).



ORCHESTRE DE PARIS Direction: Darriel BARENBOIM AVIS DE CONCOURS Recrutement d'un

VIOLON SOLO Samed 18 et had 20 janvier 1986 UN PREMIER COR SOLO co-solists)

100

35 - 2 .

...

,....·

Samedi 18 et dimanche 19 janvier 1986 UNE CLARIMETTE BASSE CLARINETTE (3º catégorie) Sauzeli 1" et hadi 3 février 1986

Pour tous rentaignements complémentaires, s'agresser à : ORCHESTRE DE PARIS Service du personnel - Services techniques SALLE PLEYEL 252, rue du Fog-St-Honoré, 75008 Paris T&L: 45-61-98-39 LE SON EN NUMÉRIQUE

Radie-France prépare deux programmes radio pour le satellite TDF 1

Avant même d'être laucé - s'ê l'est un jour - TDF 1, le satellite français de télévision directe, est dereus un acteur essentiel des grundes nuncurres de la communication. Objet d'enjenx politiques, économiques, industriels et culturels, il se présente comme une donnée essentielle dans le paysage audiorismel des prochaines années. MM. Berinscoul, Maxwell, et Pierre Desgraupes, avec le projet de chaîne culturellequi in est lié, la CLT, out déjà queiques idées d'images. Et pourquoi pas de soas ?

Clatem des quatre cannux offerts par le satellite dispose en effet, en plus de l'image, de deux voies sonores stérée. Une opportunité que suisit aujound'uni Radio France pour proposer une diffusion sur TDF 1 de deux programmes radiophonique de service public; deux programmes haut de gamme, qui, estime M. Jean-Noëi Jeanneney, PDG de Radio France « donnerait au satellite une plus-value de choix, en contribuent au rayonnement culturel de la France

le fait que la norme adoptée sur TDF 1 (la fameuse D2-Mac Paquets) permet d'envisager sur chacun des quatre canaux, an minimum une voie sonore stéréo (dans l'hypothèse où on renoncerait à l'utiliser pour la télévision). Négligées aussi les études des industriels (Thomson et Philips) pour qu'un même récepteur permette de regar-der un programme télévisé, avec l'ensemble des sons possibles qui ini seront associés, et de capter en plus les programmes de radio diffusés sur l'un det canaux.

Sans doute le Compagnie luxem-bourgeoise de télédiffusion avait-elle envisagé, en marge de ses projets de télévision, de faire profiter RTL des avantages du satellite. Mais c'est Radio France qui révèle aujourd'hui l'état de ses études et fait part de ses

«Le satellité est un instrument majeur de la diffusion culturelle internationale, explique M. Jean-Noël Jeannency. Et le service public devrait y trouver une place presque naturelle... Radio France et sa filiale Radio France Internationale (RFI) bénéficieraient ainsi d'un atout de polds pour accroître leur rayonnement, valoriser leurs quolués et répondre à la demande de nombreice pays qui souhaitent béné-Jicier d'une présence culturelle francoise. .

A ces objectifs d'ordre politique et culturei s'ajoutent les avantages purement techniques de TDF 1.

D'une part, la fin des zones d'ambre qui existent encore dans certaines régions montagneuses ou éloignées des émetteurs. La fin aussi d'une manvaise réception des programmes en modulation de fréquence, due à l'encombrement actuel de la bande FM, qui affecte l'audition de France-Culture et de Pranco-Musique.

D'autre part, l'accès à la stéréophonie numérique de très haute qualité. Aucune altération entre le point d'émission du son et son point de reception : un attrait pour le pub mélomane, qui observerait rapidement entre le son numérique transmis par satellite et son émission en modulation de fréquence, un écart comparable à cetui qui sépare le son d'une chaîne hi-li de celui d'un lecteur de disques compacts. Bref, un stout évident pour Radio France, qui procède de plus en plus sonvent à l'onregistrement de concerts en son numérique, bénéficie d'un studio à cet effet et dispose scion ses responsables, d' • un fond

UNE PRÉSENTATRICE **POUR TF 1-20 HEURES**

Fini le binôme de présentateurs masculins pour le journal de 20 heures sur TF1. A partir du 11 janvier, c'est une femme, Marie-France Cubadda, qui, en alternance avec Bruno Masore, entrera dans les foyers à l'heure du diner. Elle remplace Claude Sérillon, parti rejoin-dre Antenne 2 (le Monde daté 15-16 décembre).

Agée de trente-huit ans, Marie-France Cubadda, caldoche depuis trois générations, a fait carrière à Radio-France Outre-mer Nouméa. Professionnelle de l'audiovisuel de longue date, elle a fait sa première apparition à l'écran en 1965 (elle avait alors dix-huit ans). D'allure énergique, le vizage auréolé de cheénergique, le vinage auréole de che-veux blonds, cette jeune femme u'est pas tont à fait une inconnue pour le grand public de métropole, puisque, depuis l'automne dernier, elle présente, tous les dimanches soir, à 19 heures, «RFO-Hebdo» sur FR3. C'est agrès des essais-sidée automale cet restricté plus vidéo auxquels ont perticipé plus d'une dizaine de postulants que MM. Hervé Bourges, PDG de TF1, et Alaîn Denvers, directeur de l'information, ont porté leur choix sur cette journaliste, l'argument qui a le plus pesé en sa faveur étant, selon eux, • son professionnalisme et son caractère ».

On avait oublié la radio! Négligh d'enregistrement unique en

Reste à définir le type de pro grammes qui pourraient convenir à une telle diffusion : résolument · haut de gamme - et « très Francais », estime M. Jeanneney, dont l'équipe travaille en fait sur l'hypothèse de deux programmes radio. L'un à dominante pariée; l'autre à dominante musicale

France-Culture et France-Musique? « Leur disfusion interna-tionale serait certes un progrès, répond le PDG, mais nous avons d'autres projets. .

Rendez-vous historique

D'abord la mise au point d'un programme de type enliure-informatione, dosage habile entre des émissions spécifiques pour le satellite et celles de France-Culture, France-Inter, RFI et l'ensemble du réseau de Radio France. Des émissions rendant compte de la vie culturelle en France, et des programmes sur l'histoire, la philosophie, la littérature et la civilisation, avec des séquences d'informations, essentiel nent fourmes par RFI, des cours de français et un programme élahoré par une communauté de radios publiques de langue française, qui travaille déjà sur l'idée. De quoi répondre à la demande d'un large public habitant les pays francophones et les grands pôles euro-péens de la culture, privé pour le moment de tout programme cultu-rel français -, afirment les promo-teurs du projet.

Quant au programme musical, il s'appuierait sur France-Musique, auquel on ajouterait la diffusion quotidienne de bandes originales en son numérique, appelées à représenter, à terme la totalité da programme. Pour plus de détails... attendre les précisions du gouverne ment sur l'octroi définitif des canaux da satellite. A quoi bon peaufiner un projet sans indication sur les ouvertures réclles en matière de diffusion?

« A défaut d'obtenir deux voies stèréo intégrales, déclare M. Jeannency, nous pourrions au moins émettre, dans un premier temps, dans l'espace ou le temps laissés libres por la télévision. Radio France ne peut pas manquer le rendez-vous historique avec le satellite. - Elle le manquera d'autant moins que, devenue actionnaire (à 15 %) de la société de programmes chargée de préparer le projet de télévision culturelle, conçu d'abord par M. Pierre Desgraupes, la société est décidée à se montrer un partenaire particulièrement actif. « Pas question de jouer uniquement les observateurs, déclare M. Jeannency. Nous avons deux orchestres, des chœurs et une mattrise, un savoirfaire inconstestable dans la retransmission de speciacles musicaux et l'organisation de manifestations culturelles, Attendez-vous donc à voir Radio-France multiplier et diversifier ses activités, sans frilo-sité aucune, pour aborder l'audiovi-

ANNICK COJEAN.

 Conversations LuxembourgRFA - M. Jacques Santer, président du gouvernement du Luxembourg, a reçu, veudredi 20 décembre, le socrétaire d'Etal allemand chargé de la coordination de la politique andiovisuelle, M. Waldemar Schreckenberger. Cette entrevue fait suite à ane visite de M. Santer à Bonn, où il avait ren-contré le chanceller Kohl, Celui-ci u'avait pas exclu la possibilité pour les Luxembourgeois, à travers la Compagnie laxembourgeoise de télédiffusion, d'exploiter un canal du futur satellite allemand. Cette possibilité pourrait être pour la CLT une solution à l'abandon par la France de la candidature de la CLT pour son satellite TDF-1.

_A VOIR _____

Une fable dans le désert

L'histoire est-elle vraie ? Elle pourrait l'être, on simerait qu'elle le fût ; qu'elle soit inscrite à tout jemais sur les « tablettes » de pierre. Ce serait l'histoire d'un jeune pharaon seuvé par un esclave, condemné à mort luimême pour avoir franchi quelques tabous. Las tablettes ne diraient Das tout.

Cels se passe quinze élècles avant Jésus-Christ, à l'époque où les barbares font de fréquentes razzias dans la Bassa-Egypte. Un vant de sable recouvre d'un même linceul les cadavres de chevaux, des coms jonchant la terre, fige le sang d'une armée en déroute dont il ne reste que quel-ques survivents. Merikare, le jeune phareon, n'est pas comme son père, ni comme son prandpère, un pherson valeureux et glo-rieux, c'ast un être à l'esprit troublé, il a des cemes violacés sous les yeux, il e le « mai sacré », une

fièvre qui le prend à l'improviste, le rend faible et lâche, pitoyable,

Harar, qui reprend conneis-sance, est un esclave. Il n'a rien que se jeunesse, se conneissance perfeite du désert. Il n'est pas fatigué, il sait où est l'eeu, il sait faire du feu, il seit survivre dans le désert. Malgré les conseils des grands guerriers, le pharaon va l'écouter, lui faire confiance. L'aau est à l'Est... la poignée de chefs de guerre, de religieux, de

soldets sera seuvée. Harar a signé sa perte. Car non seulement le jeune esclave à su faire ce que les autres n'ont pas feit — seuver leur roi, — meis sa beeuté, son rire, fascinent le pha-raon. Gérard Brach (qui a traveillé avec Polanski, Margo Ferrert, Dino Risi) et Patrick Meunier (dont c'est le premier long métrage) ont filmé dans un désert écrasé de

soleil une rencontre entre deux êtres. On suit pas à pas l'évolution d'une relation qui franchit un à un les interdits, jusqu'eu dera un les anteress, jusqu'au de-nier : l'esclave, pour sauver son maître, va revêtir quelques ins-tants les attributs royaux. Cette complicité de la jeunesse excite bien au la jelousie des grands chefs, il faut rétablir l'ordre. Il le

Esclave et Pharaon reprend quelquas images chères aux péplums, mais en inversant les mythes. Gérard Brach et Patrick eunier ont filmé cette aventus désertique comme s'ils l'avaient sous les yeux, sans jouer pourtant le réalisme. Ce n'est pas un chef-d'œuvre, mais une belle fable sur

CATHERINE HUMBLOT. * Esclave et Pharaon, jeudi 26 décembre, 20 h 35, A 2.

Memoir », titre original de la pièce, met en scène Sarah Bernhardt à la fin de sa vie, et son secrétaire

Saran Bermarat à la 3m de sa We, et son secretaire Georges Pisou. Georges Wilson (le secrétaire) va ainti mimer les personnes à qui l'actrice a eu affaire (sa mêre, son jeune mari, un terrible impresario...) pour relancer ses souvenirs. Le dialogue est vif. gal, brillant. Wilson et Delphine Seyrig sont irrésistibles.

Campan tonic

Campari prange

Campari pamplemousse

Campari eau gazeuse

LES LONG-DRINKS

Lundi 23 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Cînêma : Heldî. h 35 Cinéma: Heldi.
Film suiste de L. Comencini (1952), avec E. Sigmund,
H. Greiler, T. Klameth, B. Attenbofer. (N. Rediff.)
Une petite orpheline, élevée par son grand-père dans les
montagnes, est emmende à la ville pour tenir compagnée
à une fillette informe. L'amour et l'uniéres que Comenciri porte aux enfants donnent une émotion vrale à cette
adaptation du roman « rose » de Johanna Spyri.

anapianon au roman « rose » ae Jonania Spyri.

2 h 10 Moulin-Rouge.
Emission de C. Fléouter.
Une visite, en compagnie de Jean-Pierre Cassel, du Moulin-Rouge: des loges à la scène, en passont par les coulisses avec, comme bouquet final, l'apportion du fantime des lieux : Toulouse-Lautrec.

2 h 10 leures 23 h 10 Journal

23 h 25 Boîte à jezz. Michel Portal et Stéphane Grappelli.

Sécurité, économie de chauffage. LABET pro-**DEUXIÈME CHAINE: A2** LABEL PROMOTELEC PROMOTELEC 52 3d Malesherber

20 h 30 Les cinématographes : Lumière. Une chronique émouvante, avec chaque jour quelques uns des films tournés par les frères Lumière.

Tars des Jims loumes par les frères Lumière.

20 h 35 Série: Hello Einatein.

De B. Rubinstein et J.-F. Griblin, réal. L. Iglesis. Avec
R. Pickop, M. Esdes, Y. Barsacq... (1* partie).

Une coproduction internationale, qui raconte l'histoire
du plus grand physicien du siècle, simple comme une
BD, moix d'un... édifiant!

22 h 25 Michel Audiard, 40 ans de cinéma.

Emission d'a Usilimi.

Emission d'A. Halimi. Brission d'A. Halitti. Un portrais du plus célèbre dialoguine françois, disparu en juillet deraier, à travers les souvenirs des aritstes qui l'ont comu — Lino Ventura, Mickel Serrault, Jeun Carmet, Annie Girardot, Bernard Blier, etc.

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 36 Cinéme: le Champion. Film américain de F. Zeffirelli (1979), avec J. Veight, F. Dunaway, R. Schroeder, J. Warden. Un gamin de huit ans veille sur son père, boxeur déchu. et retrouve sa mère, qu'il croyait morte. Sur ce sujet, King Vidor réalisa, en 1931, un grand mélo. Le film de Zeffirelli n'est qu'un roman-photos pour un petit cabot.

O h 45 Prélude à la nuit. loiles, de Claude Debussy, par P. Roger au piano. FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Rue des cuscades, film de M. Delbez; 17 h 40, La mémoire sux images; 18 h, Sports; 18 h 50, La panthère rose; 19 h 5, Atoni PIC; 19 h 15, Journal; 19 h 35, Un jour-

CANAL PLUS

20 h 35, Vous n'aurez pas l'Alence et la Lorraine, film de M. Coluche; 22 h 10, Etolles et buts; 22 h 30, Les drives de Canal Plus; 23 h 30, Football australien; 1 h 30, Série; Milte Hammer; 2 h 15, Document; Cousteau Mississippi.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La muit du rei, de Pierre Peju, avec P. Mazzotti,

C. Brucher, S. Haas.

21 h 30 Latitudes.

22 h 30 La muit sur un pluteau, en direct du Théâtre de la

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct du Théfitre des Champs-Elysées): Hansel et Gretel, de l'immerdinek, par le Nouvel Orchestre philharmonique et la maltrise de Radio-France, dir. M Janowski, chef de la maltrise M Lasserte de Ruzel, lean Pret, premier violon, sol.

h Théâtre: Sarah et le cri de la largousste.

De J. Murrell, mise en soène de G. Wilson, enregistré au Théâtre de l'Œuvre.

D. Evangelaton, B. Bonney, F. Vassar...

23 h Les soirées de France-Massique: Serge Rachmaninov.

Mardi 24 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF1

PHEMIERE CHAINE: 1 FT

20 h 30 Emifie Joffe.
Conte musical de P. Chatel, mise en scène R. Fortune, avec E. Navarro, P. Greggory, G. Garcin...
Sur des mélodies pleines de charme, un spectacle pour enjants qui a obtenu un grand succès au Cirque d'hiver.

21 h 50 Noëi vagabond.
Emission de R. Gicquel et M. Soto. En direct de la Maison de l'artisanat à Marseille.
Une veillés conviviale, autour de Roger Gicquel, avec le planiste Pierre Barbiset et son fils Yann, le comédien Marcel Marèchal, l'écrivain Yvan Audouard, l'éditrice Jeanne Laffile, des chanteurs...

23 h 55 Messe de la Nativité.
Mondovision, en direct de la basilique Saint-Pietre de

Mondovision, en direct de la basilique Saint-Pierre de

1 h 30 Dix mille chanteurs à Bercy. En juillet dernier, une charale de dix mille jeunes chan-teurs donnaît une série de concerts à Bercy.

DEUXIÈME CHAINE: A2

DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 35 Spécial mardi cinéma.
De P. Tchernia et J. Rouland.
Noël au balcon: une sélection de « Caméras invisibles »
européemes: Voyage au pays des dessins animés:
Popeye, Tom et Jerry, les délirantes inventions du
cinéaste Charille Bowers...

22 h 35 Cinéma: le Roi et l'Oiseau.
Film français de P. Grimault en dessins animés (1979),
voix de J. Martin, P. Mazzotti, A. Viala, R. Marx.
Un roi tyrunnique veut épouser de force une bergère qui
aime un petit ramoneur. Un oiseau défend leur liberté.
Le triomphe du « réalisme poésique » dans un admirable film d'animation, tiré par Jacques Prévert et Paul
Grimault d'an coate d'Andersen.

23 h 55 Variétés: Le cinéma chante.
De C. Defaye, A. Bloch, C. Cruzin.
Les plus grandes stars du cinéma mondial interprétent
les chancous des filers qu'elles ont tournés; des vedettes
du music-hall qui ont fait du vinéma seront les timités
de cette soirée de gala organisée par la télévision susses
romande. Avec, entre autres; Nastassia Kinski, Robert
Charlebots, Marlène Jobert, Alain Souchon...

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 30 La dernière séance. 20 h 30 Le dernière séance.
Emission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités de 1936; Eddy Mitchell unnonce le premier
film : à 13 h 50, réclames de l'époque : Tom et Jerry :
Tex Avery : Astraction : annonce du deuxième film.
20 h 35 Premier film : Géant.
Film américain de G. Stevens (1955), avec E. Taylor,
R. Hudson, J. Dean, J. Withers, C. Wills.

Au Texas, l'employé d'un ranch devient millionnaire du pétrole, sur les terres d'une famille qu'il déteste. A voir pour les acteurs, dont James Dean dans son dernier rôle. 0 h 20 Journal.

0 h 45 Deuxième film : L'homme qui rétrécit. n 40 Douxiosne film: L'homme qui rétrécit.
Film américain de J. Arnold (1956), avec G. Williams,
R. Stiart, A. Kent, P. Lengton (v.o. sous-tirée. N.).
La tallle d'un homme, atteint par un mage radio-actif,
diminue constamment. Conte de science-fiction par
Richard Matheson. Les truquages, très réussis, donnent
au film une allure de conchemar.

h 5 Prélude à la nuit. Landate pueri, de Mendelssohn, interprété par les Chœurs Élarfa de Varsovie.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym; 7 h 15, Top 50 (ct à 12 h 5 et 20 h);
7 h 40, Cabou Cadin; 8 h 55, l'Esé prochain, film de
N. Trintignant; 10 h 40, Vive la comédic; 12 h, Dessin
animé; 12 h 30, Magazine: Direct; 14 h, Liquidez l'inspecteur Mitchell, film de A. McLaglen; 15 h 30, le Général de
Parmée morte, film de L. Tovoli; 17 h 10, Canaille plus;
17 h 45, 4 C +; 18 h 25, Let affaires sont les affaires; 19 h,
Maxiète (et à 19 h 55 et 20 h 30); 19 h 5, Zénith; 19 h 40,
Tout s'achète; 20 h 15, Coluche; 20 h 33, Série: les
Triplés; 20 h 35, Révellion chez Boh, film de D. GranierDeferre; 22 h, Comm le harbare, film de J. Milius; 0 h 15,
l'Ami de la famille, film de J. Pinoteau; 1 h 40, Let superstars du catch; 2 h 30, Superstars. stars du catch ; 2 h 30, Superstars.

FRANCE-CULTURE

29 h 30 Emission spéciale : cinq sens pour un corps.
21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques.
0 h Messe de missit, en la cathédrale de Dijon.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4 Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées, le 20 décembre): Sonate pour corde m 3 en ut majeur, ouverture de Guillaume Tell, Stabat Mater pour soli. chœur et orchestre, de Rossini, par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, dir. R. Chailly, ehef des ehœurs, J. Jouineuu, sol., L. Caberli, L. Valentini-Terrani, C. Merrint, S. Ramey.

22 h 30 Les soirées de France-Musique: le Noël des musique.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 21 décembre).

Les bons élèves récompensés

L'équipe de Soède, qui avait couquis la Compe Davis en 1984 à Göteborg aux dépens des États-Unis, a conservé le Saludier d'argent foudu il y a quatre-vingt-cinq ans. En dépit de la robuste opposition du jeune prodige ouest-allemand Boris Becker qui a gagné en puissance ses deux matches contre Stefan Edberg (6-3, 3-6-3, 7-5, 8-6) et Mats Wilander (6-3, 2-6-4, 6-3) la PFA feature 2-3 n'art pue per-2-6, 6-3, 6-3), la RFA battue 2-3 n'est pas par-venue à conquérir le célèbre trophée qu'elle bri-guait pour la seconde fois depuis quinze ans.

Le résultat est conforme à la logique spor-tive même si les Allemands de l'Ouest pensaient massivement que, devant son public, leur champion de Wimbledon pouvait faire la décision tout seul L'équipe de Hans Ollsson, qui touche les bénéfices des investissements dans la formation des jeunes réalisée depuis vingt ans est heaucoup plus homogène. En dépit de tous ses efforts, Michael Westphal, cinquantième mondial, n'était pas à la frauteur des

Boris Becker, le surdoué allemand,

était trop seul

deux Suédois et la paire Wilander-Nyström qui a disputé les demi-finales des trois tournois du grand chelem cette année ne pouvait que facilement disposer du double Becker-Maurer. Avec quatre jeucurs dans les ouze meilleurs mondiaux, aussi bien en simple qu'en double, et deux titres du grand chelem à son actif en 1985 (Roland-Garros et Melbourne), elle est incontestablement la meilleure au monde

De notre envoyé spécial

Munich. - Le suspense? Il n'a véritablement duré que le temps de quinze jeux, c'est-à-dire les trois premiers quarts d'heure de l'ultime mateb de cetta finale de coupe Davis entre la RFA et la Suède. Auparavant, il n'y en avait pas eu à proprement parler. Boris Becker, ce diable d'adolescent qui a décidément des nerfs d'acier sous une peau de bébé avait magistralement fait sa besogne. Le junior, encore patand nu début de la saison, a bien confirmé les fulgurants progrès déjà enregistrés à Wimbledon en dominant de toute la puissance de son service et de son coup droit Wilander et Edberg, qui ont pourtant un meilleur rang mondial que lui. Il y aura sûrement gagné, pour les joutes à venir, un petit avantage psycholo-

gique non négligeable. Mais ces deux victoires étaient en somme toute logiques compte tenu de l'environnement - surface de jeu, éclairage - ultra favorable dont il a bénéficié. De même qu'avaient été parfaitement logiques les deux points perdus par la RFA avec l'autre simple et le double. Même si Beeker souffrait effectivement d'une jambe samedi aux côtés de Maurer et même si cette paire assez singulière avait réussi à vaincre en cinq manches le tandem américain nº I mondial Flack-Seguso, on ne voyait pas par quelle aberration Wil-lander et Nystrom, demi-finalistes à

face aux meilleurs de l'école suédoise. Roland-Garros, à Flushing-Meadow et à Kooyong auraient pu laisser échapper la victoire. Bref, il a fallu attendre le dernier match dimanche

Les Américains sans atouts

soir pour savoir si la RFA aliait ou

non gagner le Trophée d'argent pour

la première sois de son histoire.

Transcendé par la victoire de Becker sur Wilander, Michael Westphal a commencé à jouer un teunis comme jamais îl n'avait joué. Il était sur un nuage. Il tapait dans la balle les yeux fermés, de tout son cœur, et résussissait des points étourdis-sants? Edberg se demandait ce qui lui arrivait. Lui qui est le plus doné mais aussi le moins pugnace de la génération viking se prit à douter : après un passing de rêve qui donnait l'avantage à l'Allemand, il a commis une double faute. Westphal a alors mené 4-2 puis a enlevé la première manche 6-3. Celui-ci a de nouveau mis en difficulté Edberg qui, sur une nouvelle double faute, se retrouvait à égallté des le premier jen du second set. Mais le récent champion d'Australie s'est alors magistralement ressaisi. Il a calmé le jeu. Et,

insensiblement, Westphal est redescendu sur terre. Il a encore pris une fois le service d'Edberg, mais celuici avait le match en main.

Dès lors, les jeux étaient faits : quinze ans après avoir été membre de l'équipe allemande bumiliée (5-0) par les Etats-Unis, Wilhelm Bungert, désormais capitaine, a vu pour la seconde fois la coupe Davis échapper à la République fédérale. Et les dirigeants de la fédération dre les doigts. Car il n'est pas dit qu'une telle occasion se représente de sitôt.

Il n en effet falln un concours de circonstances assez impressionnant pour que l'Allemagne arrivat ainsi en finale. D'abord le refus de MeEnroe et de Connors de signer un enga-gement de bonne conduite exigé par leur fédération après leur lamenta-ble comportement de la finale de 1984; sans ces deux atouts maîtres, les Etats-Unis se sont inclinés 3-2 en quart de finale en alignant Krickstein et Teltscher. Ensuite, une dou-leur dorsale de Lendl, qui n'a pas pu jouer les simples en demi-finales; sans le nouveau numéro un mondial, la Tchécoslovaquie, n été écrasée 5-O. Rien ne dit que Becker arrivera à nouveau à tenir à bout de bras son équipe jusqu'à ce stade de l'épreuve toujours pleine de chausse-trappes

Ronron lucratif

Il est le seul de son espèce en RFA. C'est son père qui n pris sur lui et sur sa cassette de le confier naguère à un entraîneur particulier pour le lancer sur le circuit. Habituellement, ses camarades ne sortent pas des clubs avec sur leur parcours de très nombreux avantages financiers. Certes, cet exemple a réveillé l'Allemagne: depuis quelques mois, les clubs refusent du monde et un nouvel esprit de compétition règie. Mais il faudra du temps pour mettre sur pied une véritable politique de formation des jeunes que le ronron lucratif du championnat interclubs faisait négliger jusqu'alors.

Or, c'est justement parce que les Suédois ont développé cette politi-que depuis vingt ans qu'ils alignent maintenant la formation la plus homogène. D'abord masqués par le phénomène Borg, qui n joué la carte personnelle du star system dans les années 70, les résultats sont maintenant évidents : finalistes de la Coupe Davis en 1983 contre l'Australie, les compagnons de Wilander ont battu les Etats-Unis en 1984 et conservé le tropbée cette année. C'est une équipe étonnamment jeune (vingt et un ans de moyenne d'âge) dont les qualités sont innombrables.

Le plus sympathique est sans doute l'amitié sincère qui lie ces garcons dans un univers où l'argent a poussé l'égoisme à son paroxysme Dans aucune équipe on ne voit les joueurs s'encourager comme ils le font. Cette convivialité leur avait également évité les pièges du vedettariat auxquels leurs performances pourraient les exposer. Alors que Becker, vainqueur de Wilander, a vu une meute de supporters le traquant devant la porte de son hôtel pour lui envoyer des fleurs et lui extorquer des autographes, Wilander, double vainqueur des internationaux de France et d'Australie a pu se promener en toute tranquillité dans les rues de la cité bayaroise. Ni lui ni ses coéquipiers n'auraient besoin de s'expatrier pour fuire les médias. Autre qualité de ces joueurs : un désir constant de progresser.

sur le circuit avec l'étiquette de lifteurs, ils montrent aujourd'hui un jeu d'attaque sans faille. Le plus naturellement doué dans cet exercice est Edberg, mais Wilander, qui avait usé l'Argentin Viias en food de court, en 1982 à Roland-Garros, prend désormais le filet avec une autorité à laquelle il manque encore, pour être complète, un grand scrvice. Bref, au moment du déclin américain, cette victoire confirme la prééminence de l'école suédoise, qui devrait encore se prolonger quelque temps en dépit des exploits de mercenaires comme Lendl ou Becker.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME

Paris-Dakar au pas de course

Vingt kilomètres de Paris, pas un concurrant n'n ensayé, samedi 21 décembre, au pied de la tour Eiffel, de « carotter » quelques hectomètres à ses adversaires. Tricherie décisoire. La ligne d'arrivée, pour les quatre-vingt-dix participants au deuxièma Paris-Gao-Dakar pédestre est à 6 600 kilomètres

Parti huit jours seulement avant la cohorte vrombissante de son grand frere motorisé, ce Dakar-là espère bien arriver dans la capitale sériégalaise le même jour que le rallye auto-moto. L'aventure à la force du arret durera un mois. Trente jours et trente nuits de course à pied avec pour seuls arrêts la franchissement de la Méditerranée et les formalités de douane

Paris-Gao-Dakar est una course de relais non stop à laquelle participent sept équipes de douze coureurs, plus quelquas individuals. Chaqua concurrent effectue des relais de 20 kilomètres en movenne, enchaînunt ainsi das semimarathons toutes les dix-huit

Entraînement forcene

e Les engagés ne sont pas : des auper-cracks, mais da solides athlètes courant le marathon en trois heures, trois heures trente, dit. Marc Bouet, l'organisateur de l'épreuve. Ce sont surtout des dingües de la course à pied...» Il sait de quoi il parle : il en fait partie. Cet ingénieur du CNRS a été contaminé par la folie de la course à pied, échappée des stades pour envahir les rues, puis les routes, et maintenant franchir les fron-tières (1). Il a très vita cherché à faira partager sa passion des grands espaces.

Séduit par la besuté du site d'Olympie lors d'une randonnée Paris-Olymple pédestra (2000 kilomètres auguel participent quelques collègues de travail, puis, en 1984, un raid Paris-cap Nord (4000 kilomètres), pour lequel il n'arrive pas à réunir plus de sept courageux. L'an dernier, il se lance dans Paris-Gao-Dakar avec une douzaine d'amis. Relayée par quelques médias, l'épopée est une révélation pour de nombreux coureurs las de tourner en rond. Les candidatures affluent.

Pour les participants à cette folle randonnée, la course a . commencé depuis longtemps. Entraînement forcené et traque

Contrairement au départ des aux sponsors. Sur sept équipes, quatre sont parrainées. Les autres sont composées de coureurs indépendents, dont certains ont pu obtenir das aidea (l'inscription coûte 12000 francs), mais pas tous.

Les paysages de l'aventure

ACL O

M:35:5

Prof.

CEN

DES PER

DI

.5vc.110v2

15 - FE

\$ 100 miles

e Time

S-----

ONDITIONS,

Direction of the

The second secon

d.

DIR

SEJ.

DiRi

ET!

Kenm Sasse, étudiant à Villeurbanne, qui attend encore eun gesta symbolique de 100 Fa promis par la municipa-lité, n du recourir à une souscription. Il a fabriqué lui-même et vendu près de quatre cents cartes postales intitulées « Solidaire d'un rêve». Ce rève trot-tait dans sa tête depuis un an, Karim va maintenant courir dans la dure réalité du Dakar, passer des neiges de l'Atlaa algérien aux vents de sable du Sahara, des petites départementales du centre de la France aux pistes de latérite, de la griserie d'un relais noctume sous le tropique du Cancer à l'exaspération de vivre à trois dans une voiture pendant un mois.

Paris-Gao-Dakar ast un authentique exploit sportif, une prodigieuse eventure humaine. C'est aussi devenu une grosse affaira avae un budgat da 2,5 millions de francs: Au total, cent soixante-dix personnes ont pris le départ : coureurs, mécaniciens, chauffeurs, cuisiniers, médecins et kinésithérapeutes, avec du metériel médical, des vivres, de l'eau et du carburant répartis dans plus de cinquante véhicules 4 X 4.

En congé sans solde pour organiser l'édition 1986 de son épreuva, Marc Bouet devra choisir au retour : regagner son administration au pas de course ou bien se laisser gagner par le professionnalisme. A la tête de Marc Bouet organisation, modeste association loi 1901. entraîné par la lame de fond da la course d'aventure ? Comme un certain Fred Lebow, anonyme organisateur de courses dominicales dans Central Park, devenu le patron du New-York Road Runners Club lune cen-taine de salanés! après avoir «inventé » le Marathon de New-

J.-J. BOZONNET.

(1) L'office du tourisme d'Agde (Hérault) organise, du 14 au 26 mars 1986, un curo-marathon-relais depuis Bruxelles nt Bonn jusqu'au cap d'Agde, soit 1 285 kilomètres Tél.: 67-70-20-10.

SKI NORDIQUE

Coupe du monde de saut

L'envolée française

De notre envoyé spécial

Chamonix. - La France n'avait pas hébergé depuis 1980 une étape de Coupe du monde de saut à skis. L'oubli a été réparé dimanche 22 décembre sur le tremplin des Bossons à Chamonix. Le concours a été l'occasion de constater le renouveau de la discipline en France, puisque Frédéric Berger o pris la troisième place derrière le Finlandais Pekka Snorza et l'Allemnud de l'Est Jeng Weissflog, champion olympique à Sarajevo.

« Cest si beau de voler aussi majestueusement que possible dans le clel., sime à dire Frédérie Berger, ce jeune homme de vingt et un ans, originaire de Morzine, que les nutres membres de l'équipe de France sont venus féliciter. Un événement, sans doute déterminant pour l'avenir du saut en France. vient de se produire. Frédéric Berger n pris la troisième place du concours.

On se remémore la deuxième place de Bernard Moulier à Thunder-Bay, au Canada, en 1981, mais sans vouloir diminuer son mérite, il manquait de nombreux géants de la race des hommesoiscaux. Plus significative avait été la position obtenue par Gérard Colin, en 1983 un soir de février à Baerum, tout près d'Oslo: quatrième! Un cran de plus vient d'être franchi. Ce progrès se trouve ren-force dans son éclat quand on lit à la onzième ligne du classement le nom de Didier Mollard, un gamin de scize ans.

Il existe désormais une véritable équipe de France, et le temps s'éloi-gne où le Vosgien Gérard Colin promenail sa solitude sur tous les tremplies importants de la planète. La meilleure preuve en est que l'entraineur Christian Remy n mis eu concurrence dix-buil garçons, ven-dredi, au moment du dernier test de

Langage de fermeté

La présence de Bernard Chevalier à la lête du groupe des dirigeants symbolise cette ère de changement spectaculairement amorcée à Chamonix. Ce poste était ordinairement détenu pas des bommes peu influents au sein de la Fédération française de ski. Avec Bernard Chevalier, e'est tout le contraire, non senlement en raison de sa fonction

Andreas and the second second

de maire de la station des Contamines, en Haute-Savoic, mais surtout parce qu'il est le tout-puissant président du syndicat des moniteurs.

Bernard Chevalier a renforcé l'encadrement et tenu un langage de fermeté aux athlètes : - Ce qui m'intéresse, e'est les premières places. A mon sens, terminer quin zième ou vingtième dans un concours de Coupe du monde ne représente pas grand intérêt. Je veux briser la fatalité de la défaite qui avait pu s'installer. Il n'y a aucune raison de renoncer à monter un jour sur un podium, la preuve en est faite aujourd hui. .

Il a réformé dans ce sens le système des primes en renforcant l'intéressement aux résultats de hant voi. « Je veux qu'ils prennent des ris-ques », est son credo. Frédéric Berger a su en prendre dimanche. Au premier saut, il retombnit à 89,5 mètres, soit à une demi-encablure de Jeng Weissflog et à 5 mètres de Pakka Suorza. Le classement se trouvait en fait établi. Le deuxième envol confirma en effet la hiérarchie devant un public de néophytes ébahis, surtout par la trajec-toire du Finlandais. Pekka Suorza est le seul à se maintenir comme pour l'éternité à 1 ou 2 mètres du soi dans la dernière phase du saut, au moment od il faut retarder le plus longtemps possible l'atterrissage en tirant an maximum sur le corps.

LLIBERT TARRAGO.

Athlétisme

.CROSS DU FIGARO MESSIEURS MESSIEURS

1. Arpin (ASA), les 12 km en
37 mn 57 s; 2. Warrec (Paris), 38 mn
4 s; 3. Debecker (CMSAM),
38 mn 7 s; 4. Levisse (RCF),
38 mn 9 s; 5. Gonzales (SUA), 38 mm 15 s.

DAMES DAMES

1. Matthys (SB), les 4 km en

13 mm 50 s; 2. Vallex (GUC), 13 mm

53 s; 3. Lefeuvre (EACCLM),

13 mm 54 s; 4. Leint (ESVC),

13 mm 59 s; 5. Sergent (ASUL),

14 mm 1 s; 6. Fays (GUC), 14 mm 3 s;

7. Deneuville (CMSAM), 14 mm 4 s;

8. Giolitti (NUC).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1 A (Cinquième tour retour) "Villeurbanne (1) b. RCF Paris (8) ..., 84-75 *Avignon (8) b. Monaco (2) ... 99-93

CROSS-COUNTRY

Paul Arpin gagne le vingt-cinquième « Figaro »

Paul Arpin a remporté, dimen- 28 500 concurrents de tous êges che 22 décembre, la vingtcinquieme édition du cross du Figaro en lachant à 300 mêtres de la ligna d'arrivée Thierry Watrice (2°1, Pascal Debaccker (3º1. Pierre Lévisse (4º) et Francis Gonzales, vainqueur l'an damier. En parcourant les 12 kilomètres en 37 mn 57 s, le ioune Savovard a établi un nouveau record de l'épreuve, confirmant sa grande forme actuelle et es ambitions dans la spécialità.

La course des As, dont Michel Jazy fut le premier lauréat en 1961, n'est que la vitrine d'une grande fête de la course à piech En daux jours, pràs da sa sont élancés dans les nilées ensoleilées du Bois de Boulogne pour le seul plaisir de courir. Certae, on est loin des 35 849 engagés de 1979, mais le reflux de ces demières années a été endigué par une innovation : le maxi-cross. Mi-routière. mi-forestière, cette épreuve de 16 kilomètres est dayantage au gout du jour lendurance, endurance II que les efforts brefs et violents en terrain accidenté. Cette années, il n même fallu en organiser daux pour satisfaire les 7 000 inscrits, dont

Les résultats

Classement. - 1. Villeurbaune, 30 pts; 2. Monaco, 27; 3. Antibes, Orthez, Limoges, 26.

Escrime La France a battu l'URSS par 38 à 30, samedi 21 décembre à Nanterre, dans un march amical disputé en «relais à l'Italienne».

Football

- PREMIÈRE DIVISION (Vingt-cinquième journée) *Paris-SG (1) b. Auxerre (5) ... 4-0
*Rennet (13) et Bordeaux (2) ... 0-0
*Nantes (3) b. Lille (16) ... 5-1
*Lens (4) b. Nice (9) ... 2-0
*Monaco (6) b. Bastin (19) ... 2-1

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Strasbourg (20) et Metz (7) ... 0-0 *Sochaux (18) b. Laval (8) 1-0 Marseille (15) b. Nancy (10) ... 2-0 "Toulon (14) et Toulouse (11) ... 1-1 *Brest (17) et Le Havre (12) 1-1 Classement. - 1. Paris-SG, 41 pts; Nantes, 35; 3. Bordeaux, 34; 4. Lens, 30; 5. Monsco, 28; 6. Auxerre, 27; 7. Metz, 26; 8. Laval, Nice, 25; 10. Toulouse, Nancy, 24; 12. Le Havre, 23; 13. Rennes, 22; 14. Marseille, Toulon, 21; 16. Sochaux, Brest, 20; 18. Lille, 19; 19. Bastia, 17; 20. Stras-

bourg. DEUXIÈME DIVISION (Vingt-deuxième journée) Groupe A

*Sète (4) b. Nimes (5) 1-0 flier (7) b. Montoean (11) 2-1 Thoson (10) et Grenoble (18) 2-2 "Martigues (16) et Gueusgoon (12) 1-1
"Red Star (14) et Tones (13) 0-0

Classement . t. Saint-Etionne, Alès, 30 pts; 3. Lyon, Sète, 27; 5. Montpellier, 26; 6. Nimes, Le Puy, 24; 8. Béziers, Cannes, Thonon, 22; 11. Montceau, Gueugnon, 20; 13. Tours, Red Star, 19; 15. Martigues, 17; 16. Istres, 18; 17. Chaumont, 15; 18. Grenoble, 14,

RC Paris (1) b. "Quimper (10) 2-1 "Dax b. Montauban
Guingamp (2) b. "Rouen (15) 1-0 "Tyrosse b. Nimes
"Limoges (6) b. Mulhouse (3) 4-2
"Niort (5) b. Reitus (7) 2-1 "Agen b. Le Creusot
"Besançon (16) b. Abbeville (8) 3-0 "Orléans (9) b. Valenciennes (13) 2-1 "Sedan (13) et Lorient (12) 2-2 2. Nimea, 29; 3. Lourdes, 28.

Hockey sur glace CHAMPIONNAT DE FRANCE (Newvième tour retour) Français Volents b. Rouen 19- 7

Saint-Gervais b. *Amiens 7-4
Gap et Villars-do-Lans 2-2
*Megève b. Briançon 10-4
Chamonix b. Viry-Châtillon 9-5
*Grenoble b. Tours 8-2 Classements — 1. Saint-Gervais, 38 pts; 2. Français Volants, 34: 3. Megève, 27; 4. Briançon, 25.

Lutte CHAMPIONNAT DE FRANCE INTERCLUBS L'US Créteil bat l'ASPTT Lyon en finale (3 US Mêtro; 4 Chamalières.)

CHAMPIONNAT DE FRANCE Groupe A (Tretzième journée) Poule I

Rugby

*Romans b. Béziers 13- 3
*Narbonne b. Toulouse 26-18 *Graulhet b. Boucau 30- 6 Mont-de-Marsan b. Bagneres 15- 9 Brive b. *Lombez-Samatan 21-15 Classement. — 1. Narbonne, 33 pts; 2. Toulouse, 31; 3. Béziers, 30. Poule 2

*Lavelance b. Hyères 15- 6 *Toulon b. Valence 45-3
*La Voulie b. Biarritz 20-13 *Bayonne et Oloron 99 8 Castres b. Pau 98 8 Classement - 1. Toulon, 31 pts; 2. Bistritz, Valence, 28.

· Poule 3 Tyrosse b. Nimes 9- 3
Aurillac b. Tuile 24- 3 *Agen b. Le Creusot 53- 9
Lourdes b. Hagenman 9- 6 Classement - 1. Agen, 39 pts; 2. Nimes, 29; 3. Lourdes, 28. Ponte 4 Poule 4

*Racing b. Tarbes 18-6

*Carcassonne b. Bègles-B 9-6

Montferrand b. *Nice 15-10 *Grenoble b, Marmande 34-0

*Bourgoin b. Perpignan 9- 3 Classement. - 1. Perpignan, 32 pts; 2. Montpellier, 31; 3. Racing, 29.

Le Yougoslave Rok Petrovic a rem-porté, samedi 21 décembre, le slaiom spécial de Éranjska-Gora (Yougosla-vie) devant le Suédois Nilsson et l'Autrichien Stangassiger. La veille, le Suisse Joël Gaspoz uvait gagné le sla-lom géant devant l'Italien Robert Erlatom geant aevant l'itation recoert esta-ctur et l'Autrichien Hubert Strolz. Le jeune Français Christian Gaidet a ter-miné sixième après avoir réalisé le meilleur temps de la seconde manche.

Tennis

FINALE DE LA COUPE DAVIS Sudde b. RFA: 3-2 Premiers simples : Wilander (Suède) h. Wesphal (RFA), 6-3, 6-4, 10-8; Becker (RFA) b. Edberg (Suède), 6-3, 3-6, 7-5, 8-6;

Double: Wilander-Nyström (Suède) b. Becker-Maurer (RFA), 6-4, 6-2, 6-1. Dersiers simples: Becker (RFA) b. Wilander (Suède), 6-2, 2-6, 6-3, 6-3; Edberg (Suède) b. Westphal (RFA), 3-6, 7-5, 6-4, 6-3.

ORANGE BOWL

En finale codets, le Français Arnaud Boetsch a battu le Suédois Wennberg (6-3, 6-3); la finale cadettes étais 100 % française: Sybille Niox-Château a gagué face à Alexia Dechaume (6-3, 6-1).

Tennis de table

La Trinité Sports s'est qualifiée pour la demi-finale de la Coupe d'Europe en battant les Allemands de l'Ouest de TTC Simex Jülich (5 à 2)

OFFRES D'EMPLOIS 114,00 OFMEND EMPLOIS 34,00 40,32 IMMOBILER 76,00 90,13 AGENDA 76,00 90,13

ANNONCES CLASSEES

برانني كالناري كالنواك المالات	يال المراف	
ANNONCES ENCADREES OFFRES D'EMPLOIS	Le ran/col* 65.00	te mm/TC 77.09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER		59,30 59,30
AGENDA	50,00	59,30
* Dégrecaifs eelon surface ou nombre de pa	rutions,	

représentations offres

ENTREPRISE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE DE RÉNOVATION DE TOITURES RECHERCHE EN FRANCE POUR TOUTES LES RÉGIONS INDUSTRIELLES ET L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE DES

REPRÉSENTANTS

Sien introduits aux services de bâtiments dans l'indus-trie et/ou chez les grands propriétaires.

Nos restaurations et rénovations sont très demandées.

Exécution rapide des travaux avec garantie décennale. Pour des personnes dynamiques nous garantissons d'im-portames rémunérations.

Candidatures aous nº 6 846 LE MONDE PUBLICITE

5. rue de Monttessuy, Paris-7.



The facts of a company

The same

٠, ,

DIRECTIONS . DIRECTIONS

IMPORTANT

DIRECTEUR

recherche

GROUPE PARISIEN

ORGANISME SOCIAL (400 salaries) situé en CHAMPAGNE recherche

DIRECTEUR

Activités de l'Entreprise :

réalisations sanitaires et sociales,
gestion administrative du siège.

Missions prioritaires :

réorganisation des services et animation du personnel,
 établissement et suivi de la gestion financière,
 resonte de la gestion du personnel administratif et technique,

• définition et mise en œuvre d'une politique de développement.

Profii recherché : formation supérieure,

e expérience de plusieurs années en matière de direction d'encreprise en qualité de Directeur ou de Directeur Adjoint, si possible dans le secteur

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV avec photo (restituée) et prétentions sous réf. 21231 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 61, qui transmettra.



14, RUE BERTHELOT 95500 GONESSE

LEADER EN BONNETERIE H.F.E. introduit dans tous les grands magasins, supermarchés et grandes recherche ·

DIRECTEUR COMMERCIAL (chef de produits)

Homme de terrain et de réflexion. Expérience de plusieurs années dans la profession indispensable. Avec pour missions:

encadrer une force de vente (8 VRP). participer à la définition de la politique commerciale (CA previsionnel, marge, encadrement service commercial).

MEPRESENTANTS MULTICARTES

Pour les régions : • Sud-Est • Sud-Ouest • Est

Merci de bien vouloir nous adresser votre C.V. manuscrit, pretentions et photo

CENTRE DE FORMATION

DES PERSONNELS COMMUNAUX

RECRUTE IMMEDIATEMENT

L'ÉCOLE NATIONALE D'APPLICATION DES ATTACHÉS, DES INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES, ARCHITECTES ET AUTRES FONCTIONNAIRES DE CORPS DE MEME NIVEAU A MONTPELLIER

DIRECTEUR

FONCTIONS:

Direction générale de l'école, qui aura à mettre en cavre la formation post-recrutement des attachés, ingénieurs subdivisionnaires, architectes et autres fonctionnaires de corps de même miseau;
Animation d'une équipe de formateurs;
Préparation et mise en place d'actions pédagogiques (aptitude à l'animation et à la pédagogie des adultes);
Très bonne commissance du milieu territorial et communal en particulier;
Seus des responsabilités;

Sens des responsabilités;
 Sens des contacts et des relations publiques.

CONDITIONS A REMPLIE:

Etre soit : Directeur général des services techniques des villes de 150.000 à 400.000 habitants on répondre aux conditions de titres, diplômes on anciennaté pour y accéder;

Secrétaire général des villes de 800.000 à 150.000 habitants ou répondre aux conditions de titres, diplômes en accédent pour la conditions de titres, diplômes en accesses de conditions de titres, diplômes en accesses de conditions de titres,

Adr. candidature + C.V. à : M. le Président du C.F.P.C. 146, boulevard de Grenelle, 75737 PARIS CEDEX 15. Avant le 15 janvier 1986.

es on ancienneté pour y accéder.

DIRECTEUR recherche son "BRAS DROIT" 230 000 +

tions sommes is litate (300 personnes), d'un important groupe de Transports Roubers (2100 personnes), d'envergure nationale, state en proche banièue parisienne Nord. La développersent de notre structure nous arrêne a recruter notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

ET DES AFFAIRES SOCIALES Ce cade confirme, diplôme ou autodidacte de bon reveau, assisté d'un chel completie sea charge de l'ensemble des questions administratives (complainte), facturation, pactu-mement, contentiacu) el sociales fralations avec les ayrolicales,

gestion administration du personnel, payet En lassin londionnelle avet les services du groupe, il participe au développement informanque et tratle toutes les questions relevant de l'administration génerale. L'he expérience de plusieurs années dans une london similare

Enrora: votre dosser de carbidature sous rétérence 1211m. a HAWAS, 136 avenue Chartes-de-Gaulle, 92522 MEURLY cedex qui transmellos. (Vigus gazarissons soe disprétion absolue).

DIRECTEUR DE CENTRE

35-50 ans, niveeu III techni 5 ans cache, commissant metter professionnelle.

martion professionnelle.
Selaire brut: 16.000 + voyage
+ logement + prime.
Deseier candidature à
M. YOUSSEF - AFPA,
13, place de VRiem,
93106 MONTREUIL, CEDEX, avent to 16 jerryler.

NOUSTRIES, recherche pour son Service Exporastion

SUCCESSEUR AU DIRECTEUR COMMERCIAL

PARTANT EN RETRATE.
Commissance parfeite de l'angine. Sáriouses références augées. Age minimum 30 ans.
Salaire motivent.
Adrosser c.v. manuscrit et
phomo, qui sera retournée, à
S.A. KOMET. B.P. 106,
18102 VIERZON Codes.

MAISON DE LA CULTURE FRANKY (**CTUTO**

DIRECTEUR

Étrire présidente M.C., route de St-Just-Maimont, 42702 FRIMINY avent le 31 décembre 1985.

propositions diverses

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS ANNET 1978 EN 20 VOLUMES ET 8 VOLUMES DE MASE A JOUR PRIX 3.000 F. T#4phone: 42-47-95-68,

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Dernandez une documentation gratuite aur le revue apécialisée AliGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS

L'Etat offre des emplois sta-bles, bien rémurérés, à tous les Français avec ou sens diplôme. Demandez une dou-mentation (gratuite) sur la FRANCE CARRIERES (C 18). 8.P. 402 - 09 PARIS.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 45-55-91-82

informatique, mise en place et suivi. A partir d'une formation ESCAE ou de BE Methodes (AET - MTM), le candidat sera un généraliste de l'organisation et pourra faire

état d'une expérience dans un poste simileire de 3 années au moins. 30 ans minimum. Goût et capacité de travail

IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE,

AGREABLE-VILLE UNIVERSITAIRE
CENTRE EST, recherche

CHARGE D'ETUDES

ORGANISATION H/F

Prendre en cherge des dossiers d'organisation administrative : études préalebles, analy-ses fonctionnelles avec utilisateurs et service

Adresser candidature et CV sous réf. 81346 à Contesse Publicité 5, place du Corbeau, 67000 STRASBOURG qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

INFORMATICIENS PROJET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

NIVEAU MIAGE - INGÉNIEUR (DÉBUTANT ACCEPTÉ.)

Vesillez adr. candidat. avec C.V. dét. et prétent. s/nº 8129, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessoy, PARIS-7.

VILLE DE BREST ORGANISATEUR

(Diplômé I.E.S.T.O.) burnautique.
Actions d'organisation liées aux implantations.
Collaboration avec service Collaboration avec service gestion prévisionnelle du personnel.

personnel.
Conditions de recrutement à
débattre (contrat ou emploi
epécifique).
Adresser candistature:
M. le Maire de Brest,
Service du personnel.
B.P. 868, 26279 BREST CEDEX
pour le 7 jenvier 1988.

L'Association pour la Rénova-tion du centre-ville de Brignain

UN ANIMATEUR

orr internal Luis
pour l'écude et le réalisation
d'un projet de quartier pour la
récovation et le réalisation
du centre-ville.
Cetta personne aura respectiverment en cherge :

— le première armée le montage de l'étude de réalisation :

tion:

les deutième, troisième et quarrième années le suivi opérationnel des différentse opérations à réaliser.

L'ambauche est prévue courant le premier trimesure 1988.

Envoyer votre curriquium vitre + photo à M. le Mairs. Conseiller général, Hôtet de ville.

9530 BRIGNAIS, avant le 31 décembre 1985.

Febricant cadre bois

Febricant cadre bois recharche 4 VRP Multiceraes
8iem nimunifier, place stable, Paris et an rigion - Sud, Est. Nord - Polico ou Charantes, Limoseln, Principalement Improduit chez photographes et bazars. Env. C. V. et photo Cedres Rimbact, 47290 Montbehus.
Tél.: (16) 53-01-89-99. URGENT RECHERCHONS

OPTICIEN(NE)

Diplomé(e) pour création magazin AVIGNON Posta à plein temps à pourvoir immédiatement

Scrira avec C.V. manuscrit à : SOCETÉ COOPÉRATIVE D'OPTIQUE 76, avenua Pierre Sémerd 84000 Avignon. 90-88-82-20.

automobiles ventes

de 5 à 7 C.V. 305 GT 84

emplois régionaux

pour assurer la gestion complète d'une filiale région de MANTES.

Formatioo Ingenieur Mines, T.P. ou

Chiffre d'affaires 60 millions de francs.

En raison de la spécificité de l'acti-

vite déployée, il est nécessaire d'adresser un C.V. détaillé pour

nilaire. Forte personnalité.

Rémunération plus de 400 000 F.

sélection.

Ecrire s/rélérence 20854 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

emplois régionaux

Attaché Commercial. A notre image: un leader

Bordeaux

Vendre un matéri el qui fait appel aux technologies les plus avancées, assurer le conseil auprès des spécialistes distributeurs et de leur clientèle, organiser des démonstrations, être à l'écoute du marché, développer la clientèle : des objectifs que vous tiendrez et plus des défis que vous relèverez. Vous rejoindrez une jeune équipe motivée et performante qui a contribué au succès de JVC Vidéo France avec un CA de 500 MF.

À 30 ans environ, diplôme de l'enseignement supérieur (option électronique sera un alout), votre expérience de la vente de produits vidéo auprès des distributeurs exclusifs fait de vous le professionnel que nous souhaitons rencontrer. Nous ne resterors pas insensibles à toute autre expérience réussie dans la vente de produits similaires. Vous avez en effet appris qu'une sérieuse argumentation technique est la clé de la réussite dans la vente de ce type de produits : vos clients sont des professionnels. Nous saurons vous reconnaître et vous apprécier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf, NLB 49612 M à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS. Les entretiens autont lieu à Paris ou à Bordeaux.

Executive Group

OFFRES D'EMPLOIS

LA FILIALE D'UNE SOCIETE AMERICAINE LEADER DANS SA BRANCHE D'ACTIVITE RECHERCHE

assistante ** service du personnel parfaitement bilingue Français/Anglais

Elle assistera le Directeur du personnel pour la gestion et l'organisation de la politique salariale de la société : administration du personnel, gestion des dossiers etc . . . Ses qualités premières seront : la confidentialité, l'initiative, la disponibilité, l'apritude à l'analyse des situations et aux comptes rendus objectifs. De formation supérieure en secretariat, une expérience de la fonction personnelle serait

Lleu de travail : Les Ulis (91)

Adresser CV, photo (retournée), prétentions sous Nº 6800 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS aui transmettra



Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune, dynamique et une division en pleine expansion...

... importante société recherche pour la vente de systèmes destinés aux applications intelligence artificielle (machines LISP)

ingénieur commercial

De formation ingénieur, vous avez déjà vendu des systèmes informa-tiques performants et vous parlez parfaitement l'anglais. Si ce poste vous intéresse, reuillez faire parvenir lettre manuscrite, C.V. et photo en rappelant la référence 57575 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS. Discrétion totale assurée.

Importante entreprise d'installation et de maintenant techniques en génie climatique et lélégestion crée dans le gadre de l'automomie de ses établissements :

> UN POSTE D'INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour assurer localement le développement de l'activité de maintenance technique.

UN POSTE DE RESPONSABLE DE B.E. chargé de la démarche commerciale, de superviser les cal-culs et les devis, de veiller à la bonne exécution jusqu'à la mise en route pour des installations de conditionnement d'air de toutes importances.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Adresser C.V., photo et prét. à Pierre LICHAU S.A., s/réf. 11.334, 10, r. de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02. qui transmettra.

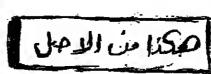
BUREAU D'ETUDES BUREAU D'ÉTUDES
grande banilieue Ouest, rech.

• 1 jeune INGÉNIEUR
ÉLECTROMAGNÉTICIEN
Type IEG ou équivalent.
• 1 jeune INGÉNIEUR
NUMÉRICEN Type
ENSIMAG ou équivalent.
• 1 MGENIEUR ayant una
supér, dans domaine de la propugation des ondes de choc.
Act. C.V. + photo + prét. à 1
NETA Pub., 18, rue Bergère,
75009 PARIS (qui transm.
sous réf. ER/23.12).

P.M.E. Pane, 8º arrdt recherche PROGRAMMEUR

connaissant COBOL PASCAL, si possible HP 3000 pour exploitation et essistance utilisateurs. Débutent accepté. Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réfé-rence n° 12197 à EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney, 76002 Paris.

CH. PROF. AGRÉGÉ mathématiques, physique, chimie, angl., primise à niv. concours grandes écoles. Tél. : 46-38-34-14.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NIXDORF

COMPUTER

Important Groupe International d'origine allemande, possédant son propre département Construction chargé de la conception et la réalisation de bureaux et d'usines au profit du Groupe, étend ses activités à la Région Parisienne et recherche un professionnel qualifié du bâtiment,

ingénieur bâtiment, chef de projet pour la construction d'un immeuble de bureaux.

Formation d'ingénieur bâtiment ou technicien bâtiment Expérience 5 ans minimum de projets clets en main. Connaissance approfondie des contrats d'appels d'offres et de sous-traitance et suivi financier des devis. * Expérience du marché français indispensable et du marché international souhaitée. . Maîtrise parfaite de la langue allemande.

Dynamique, organisé, motivé, goût du contact, esprit de coordination.

VOTRE MISSION :

Direction de la construction d'un immeuble de bureaux en région parisienne et coordination du planning d'avancement des travaux « suivi des contrats, des appels d'offres et des devis » rapports périodiques au maître d'œuvre.

LIEU DE TRAVAIL :

Paris pour une durée de 24 mois.

Si vous êtes intéressé, veuillez nous envoyer votre curriculum-vitae en allemand à l'adresse ci-dessous :

Nixdorf Computer AG

Bau - und Haustechnick z. Hd Herrn Kusior

Unterer Frankfurter Weg 4790 PADERBORN - ALLEMAGNE.



LARORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE ou PHYSICIEN ESPCI/PC - ENSCP - Titulaire d'un DEA **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES**

Réf. 11 : débutant ou quelques années d'expérience, désireux de s'intégrer dans une équipe de recherche appliquée dans le domaine de la croissance épitaxiale des composes III-V pour des applications opto-électroniques.

> Ecrire avec C.V. au Service du Personnel, 3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 Limeil-Brevannes.

Société d'exploits CHAUFFAGE CLIMATISATION

UN INGÉNIEUR TECHNICO CCIAL

C.V. manugerit + prét.

19, rue de Chartres, 92400 COURBEVOIE. VILLE DE GUYANCOURT

> RESPONSABLE SERVICE INFORMATION

RELATIONS PUBLIQUES

Grade rédecteur, Saleire 5, 122,28 F. à pouvoir immédiate. Adresser C.V. détailé à Maire de GUYANCOURT (78280).



chefs de projet

avant au minimum 8 ans d'expérience dont 2 ans dans la conduite de projets logiciels importants

Le département SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS

PÉRICOMMUNICATION

recherche dans le cadre de ses

GESTION TECHNIQUE DE RÉSEAUX
 VIDÉOCOMMUNICATION

Merci d'adresser lettre manuscrite CV, photo et prétentions sous rét. M2312 à . Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (280 MF de C.A. 800 colidborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierle informatique,

partenaire d'un groupe indus-triel de taile internationale.

CEPE

FILIALE DE THOMSON COMPOSANTS

Notre Société est connue au niveau mondial pour sa haute technologie dans le domaine des Composants Electroniques. Dans le codre de notre développement, nous recherchons des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

(débutants ou première expérience)

De formation école supérieure d'ingénieur ou équivalent pour l'étude de sous-ensembles électroniques de haute technologie.

Adresser dossier de condidature (C.V. · lettre manuscrite avec photo et prétentions) sous réf. 79357 LM, au Service du Personnel - CEPÉ, 44, avenue de la Glacière, 95100 ARGENTEUIL

> THOMSON COMPOSANTS

Charge AGENT DE CHANGE connuc

COLLABORATEURS

.28-35 ans environ pour GESTION DE PATRIMOINE en valeurs mobilières ayant expérience (5 ans) en milicu bancaire ou fi-nancier (BLOCS TRADING appréciée).

Connaissances analyse financière souhaitées. Rémunération motivante pour candidat efficace.

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite photo sous le nº 8132, LE MONDÉ PUBLICITÉ 5, rac de Monttessuy, PARIS-7.

capitaux propositions commerciales

CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

RECHERCHE

Cabinet d'études spécialisé pour la réalisation d'une étude préparatoire à me OPÉRATION INTÉGRÉE DE DÉVELOPPEMENT (O.I.D.) en Bretagne Centrale.

MISSION: Conception d'un programme global d'équipement, d'aménagement et de

METHODE: Diagnostic de la situation, définition d'objectifs et d'actions prioritaires, Elaboration et programmation de l'Opération Intégrée de Développement.

Les cabinets d'études intéressés devront fournir : - La présentation générale de l'organisme

- Les références détaillées des travaux de développement local et des expériences

menées en colloboration avec la Communaulé Économique Européenne. - La description sommaire des méthodes moyens techniques et humains envisagés.

Les dossiers devront être transmis pour le 3 janvier à :

ieur le Président du Conseil Régional de Bretagne B.P. 66A - 3, Contour de la Motte 35031 RENNES - Tel. 99.82.96.27



METROLOGIE Importateur et distributeur de matériels informatique et péri informatique recherche pour sa Division PERIPHERIQUES

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE FEMME 24 ANS

DIPLOMÉE BIS DE PUBLICITÉ

DIPLOMÉE CHAMBRE DE COMMERCE

LANGUES: Anglais courant

Espagnol parlé

RECHERCHE SITUATION EVOLUTIVE CORRESPONDANTE

Ecrire sous le numéro 6.844 LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Monttessuy, Paris-7.

ET D'INDUSTRIE

Responsable Support Périphériques

noes en IBM 32/70 sersient so

mière experience de l'encedr

Envoyer votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en rappelant la référence RSP à Madame BERT - METROLOGIE Tour d'Asnières 4, avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES

préparant au BTS D'ACTION COMMERCIALE **PROFESSEUR**

DE MARKETING préparation à l'éprauve d'ETUDE DE CAS per semaine le jeudi. Le candidat

doit obligatorsment svoir enseigné en classe, de 878 et avor en bon contact avec les écudents.
Adresser c.v. avec photo, et lettre manuscrite sous réf. 93 444 à BLEU Conseil. 218, rue de Fornensy, 94300 Vincennos, qui transmettra.

PUBLIAS recrute av. contrat:

DE COMMERCE INTERNATIONAL

CONSEILLÈRE

ANALYSTE-PROGRAMMEUR Formation IAP : COBOL 74 + ASSEMBLEUR BIM 370 BU WANG VS 85, VSAM Esp. Ind. ASS. 6502 + Inbo physique, E. RAYNAUD, 4, 8869 des Roses, 91300 MASSY. COMMERCIAL EXPORT

CADRE d'une organisation fur mantaire interpationale, après travailler dans situations conflictuelles, du netionalit

immeubles

NVESTIBSEUR rech. MMM. s/PARIS, PAIE. COMPT. M. CLEMENT, 111, av. V.

M. CLEMENT, 111, av. V. Hugo, 75)18, 48-53-60-38.

maisons

de campagne

VENDS MAISON CAMPAGNE (Allier), 14 km de Moulins, ter-rain cloe 1 000 m², EDF + esu, cheminée, pêche. A 3 h de Peris. Téléph. : 89-04-13-66.

domaines

Achète
VASTE DOMAINE
VASTE DOMAINE
K. Sologne ou rég. Centre
terés. segurés. Ecr. Heves Or-les n° 204 219, B.P. 1 519, 45005 Orléms Codox.

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00

8. RUE LA BOÉTIE, 8-Conseil 48 ans d'expérience. Prix rences indexiées garanties. Etude gratuite discrète.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER
entre particuliars
maison, appartement, château,
propriété, terrain, commerce,
aur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1976
5, rue Graffulha,
75008 Paris.
Téléph. 1 16 (1) 42-66-48-40.

bureaux

SIÈGE SOCIAL

CONSTITUTION STÉS

ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

B.A.R.L. — R.C. — R.M. Constitution de sociétés

BUX, secrétariat, télec

Locations

appartements ventes

1" arrdt LOUVRE

imm. arcion ant. restauté avec sec. SURFACES 140-90 et 70 m². POSSIBILITÉS DUPLEX. GARBI 45-67-22-88.

7º arrdt 63, averse Bosquer Double tiving, une chambre 5- étags sans ascenseur, 775 000 F. Visite vendred 13 h-15 h. T. 45-80-20-71

Hauts-de-Seine

NEUBLLY 60 m²
Dble séjour + chbre, parking limiteuble récent, 950 000 l
GARBI 45-67-22-88;

Val-de-Marne BRY, BORD DE MARNE

Appt lus. 93 m² + 27 m² terr. couverts, 1 065 000 PC cessible. Part. à part. 48-52-01-40. Centre Nice standing confort, F3 80 m² + 2 terrasses, vue montagne, 560 000 F (1) 24-83-38-98, 78-93-70-75.

VAL-O'ISÈRE
Studio 4 personnes, 25 m² + loggis, endèrement équipé avec culaine et salle de bains, 8º étage, orienté E.-S.-E. Très belle vue sur le sation et les maseirs. Tél.: 47-02-88-81.

appartements

achats Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GALICHE, ever ou sans traveux. PAIE COMPTANT chez notaire, 48-73-20-67 même le soit.

Jeure écrivein cherche apparte-ment 2/3 piñose avec de sera ravaux, préférence cantre de Paris, avec beloon ou terraées. Prix modéré. Téléphoner à per-tir de 12 h = 42-71-06-75.

AGENCE LITTRE

Racit. pour clientèle française et durangère appte et hôtele perfeuillers dans quariors rés-dentiels. Palement comptent chez notaire, 45-44-44-45. ORPI

remière force de vente i ARIS rech. tous appts. ORPI 45-66-00-75.

> locations meublees offres

(Région parisienne) STUDIOS ET APPARTEMENTS 2-3-4 personnes, 1 200 F sern., 62, rue Garibaldi, St-Maur. Gardolf 48-83-04-69.

locations meublées demandes

Paris -SERVICE AMBASSADE P sativates mutés. Paris rech. chi STUDIO au 5 pièces. LOYERS GARANTIS par Sociétés ou ambassades. 46-26-18-86.

locations non meublées

demandes Paris

Pour collaborateurs, cadres et employés mutés IMPOR-TANTE BANQUE FRAN-CAISE recherche des apporte-TANTE BANGUE FRAN-CAUSE recherche des apparte-ments toutes estégories, 2 à 8 p. à Paris ou aux environs. Tél. joud 26 dée, à partir 10 h su 46-04-04-45.

EMBASSY SERVICE 8, av. de Mossins. 76008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGERS.

(Région parisienne Pour stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. {1} 48-89-89-86 42-83-57-02.

TEL: 45-62-78-99.

hotels particuliers Très rare : lucueux hôtel, bar, restaurent, 24 chembres 3°.

11.000.000) en SARL secrifé 3.800.000 F. AGIAL, 53-54-17-57. TARN. pavillons

Vends à BÉZIERS pavillon 6 pièces, 2 nailes d'usu, garage et volaillère, construit aur 1 200 m² avec parts grands arbres et jerdin potager aitué à 13 km de la mer, 680 000 F. Conviendrait à retraité. Tél.: 67-30-32-08. villas

VENOS à LOUDÉAC F 5 Cause départ retraite TRES BELLE MAISON

Terrain 5.500 m² entouré de sepine Le tout en excellent éter. 1.000.000 F. Prix justifié

l'éléphone i (16) 86-28-06-95.

propriétés A saisir. Belle propriété no mande, 2,7 hs. meison princ pale 11 pièces tout confor 4 dépendances, boxes che

9 dependences, 50% value, tentile, piscine of Prix 1 800 000 F. Tel.: 48-77, 48-04-37-80

démerches et zous services Permanencies téléphoniques 43-55-17-50, **DOMICILIATION 8:, 2**

précentet, tél., télex. Location restut, toutes démerches ur constitution de société ACTE 43-59-77-55.

> fonds de commerce

Ventes

in participa LES COU D .~

FA!TS

1 2 25 10

: ::::: 30

- - ! STANFO

- 00,000

bictics?

10 lette

- cand. L

card-h

Time dan 2011 · - ozza de

- 36 - 9 500

DCMS 112 3

AV.S

.S

Circle-다.3:중후

EL.H. de پهر cache. SUSTA.

q.ves ne pag

G. SDD

économie

La ruée des entreprises sur le papier commercial

I. - Etats-Unis : au bénéfice de l'âge

De notre envoyé spécial SERGE MARTI

Periphérique

New-York. – « SI les marchés à terme existent depuis une dizaine d'années aux Etats-Unis et les marchés d'options depuis beaucoup moins longiemps, le papier com-mercial, lui, a vu le jour il y a plus de cent ans et il est toujours en aussi bonne santé », avertit d'emblée R. Roderick Porter, res-ponsable de ce secteur d'activité-chez Morgan Stanley, l'une des grandes firmes de courtage new-

De fait, si l'on en croit The Money Market, l'ouvrage de Marcia Stigum, qui sert de référence, ceme forme de crédit à court terme est née an début du dix-neuvième siècle sur le soi américain. Elle permet aux entreprises (moyennant l'emission de billets établis à une certaine échéance) de se procurer amprès d'actres firmes ou des établisse-ments bancaires les sommes nécessaires à leur fonds de roulement ou, au contraire, de placer leurs excé-dents de trésorerie...

Pendant de nombreuses décennies, les filatures, les producteurs de tabac, les sociétés de chemins de fer et les négociants en gros ont figuré parmi les principaux acteurs de ce marché, ne de la nécessité où ient marche, ne de la necessite on teni alors les entreprises de trouver des liquidités à court terme en atten-dant, par exemple, une récotte ou un contrat. Un besoin que ue pouvait satisfaire complètement le système bancaire américain, dont le développement à l'échelon local et hors de son Etat d'origine restait très limité

Avec l'arrivée, dès le début des

l'industrie dont l'automobile notamment, et la mise en route de la grande consommation, ce marché a acquis véritablement ses lettres de noblesse. General Motors Accep-tance Corp. (GMAC), la société de crédit du numéro un mondial et l'automobile, est rapidement appa-rue comme l'un des principaux acteurs sur la scène du papier com-mercial, et aujourd'hui encore, «Gee Mack» comme l'ont surnom-mée les titis de Wall Street, est l'un des principaux émetteurs. Mais les banques commerciales out aussi voulu être de la partie et, des la fin des années 70, elle commençaient à placer du papier commercial pour le compte de leurs entreprises chientes.

Vers les 300 milliards de dollars

Concurrencées sur leur propre terrain, les banques d'investisse-ment, qui s'étaient fait une spéciaité de ce type d'activité, se sont empressées d'en appeler à la justice. Ainsi, A.G. Becker Paribas, l'une des investment bank américaines les plus actives que Paribas devait céder ultérieurement à Merrill Lunch a l'écrit de la contract de la con Lynch, n'hésita-t-elle pes à traîner devant les tribunaux la Bankers Trust, qui place, à elle seule, plus de 3 milliards de dollars de papier com-mercial. Becker Paribas l'accusait de contrevenir à l'une des principales lois bancaires en vigueur aux Etats-Unis, le Glass Steagal! Act de 1934, qui fait interdiction aux banques commerciales de prendre pour leur propre compte, voire de garan-tir, des émissions de titres effectnées par des sociétés.

L'arrêt de la Cour suprême pro-noncé en 1984 à l'issue de nom-

Pour la première fois, des entreprises françaises ont émis, le 18 décembre, des billets de trésorerie, afin d'accéder à des ressources nouvelles sans passer par le circuit bancaire. Ainsi est inauguré un nouveau marché, celui du papier commercial, directement inspiré des Etats-Unis, où il a vu le jour au début du dix-neuvième siècle.

brenses péripéties judiciaires a fina-lement donné raison à la Bankers Trust en estimant que cette catégo-rie de billets négociables à court terme pouvaient être commercia-lisés par les banques de dépôta. Anjourd'hui, le papier commercial, qui a subi parfois des hants et des bas (durant la grande crise de 1930 ou encore plus récemment, en 1974-1975, à l'issue de la déconfiture de la compagnée ferrousière Penn Cenla compagnie ferroviaire Penn Cen-tral), connaît un développement exceptionnel. De 65 milliards de dollars en 1977, les montants émis (qui ne représentaient que 2,5 milliards de dollars en 1956) atteignent à présent près de 280 milliards de dollars (voir graphique) dont la moitié a été placée grâce à l'intervention de des les pares présents de 260. « dealers », ces intermédiaires spé-cialisés qui recoivent une commis-sion de placement.

De plus en plus nombreux sur un marché qui devrait prochamement atteindre les 300 milliards de dollars, les émetieurs ont vu leur nom-bre passer de 700 en 1974 à près 1 800 anjourd'hui. Longtemps limités aux grandes sociétés industrielles, entreprises privées, secteur

public ou établissements financiera, qui représentent ensemble plus de 80 % d'entre eux, ils ont progressive-ment accueilli des sociétés bolding, de banques ou d'institutions d'épargne et de crédit, et des sociétés étrangères émettant directement pour leur propre compte sur le sol américain ou par le biais d'une filiale locale.

Des filiales françaises

Elles sont plus de 210 dans ce dernier cas parmi lesquelles une ving-taine de noms français : dont EDF, GDF, Renault, SNCF, Total, Elf-Aquitaine, Crédit lyonnais, Société générale, BNP, Rhône-Poulenc, Caisse nationale des télécommunications, CCF, Compagnie bancaire, BFCE. « A l'automne 1985, ces émetteurs étrangers représentaient un encours de 9 milliards de dol-lars, soit 3 % du marché total», souligne Rod Porter. « Parmi les étrangères, les firmes françaises viennent au premier rang – EDF est le plus important émetteur nonaméricain – suivies par les cana-diennes et les britanniques.

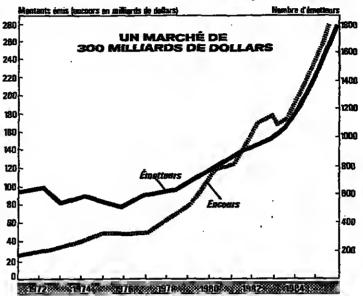
Aotant de sociétés qui, tout comme les entreprises domestiques, recourent au papier commercial afin de réaliser une économie par rapport à leurs ressources bancaires traditionnelles. . Au cours des cinq dernières années, le coûs du papier commercial aux Etats-Unis a été, en général substantiellement inférieur celui du crédit bancaire (de 175 points de base en moyenne) consenti sur la base du prime rate », le fameux taux préférentiel consenti aux bons clients », fait valoir Philippe Hanrot, conseiller financier de l'ambassade de France, installé dans le One World Trade

Center, l'un des deux gigantesques gratte-ciel qui dominent Manhattan. gratte-ciei qui dominent Mannatian.

« Le développement est important. Fin octobre 1985, le papier commercial représentait 270 milliards de dollars contre 240 milliards en décembre 1984 par rapport à un total de crédits bancaires industriels et commerciaux de 480 milliards à la même date. Il faut savoir qu'il n'existe ici qu'une garantie de liquidité («back-up line « ou ligne de crédit de substitution) rémunerée par une commission (de 0,25 % à 0,70 %). La seule véritable garantie est celle du « rating », cette cotation du risque des émetteurs établie par une agerce spécialisée », expliquo Phi-lipp Haarot.

Prompts à déclasser telle ou telle société qui a vu s'accroître son risque potentiel, quelle qu'en soit la raison (Standard and Poor vient ainsi de décider récemment d'abaisser fortement le crédit de la compagnie pétrolière Texaco sur ses dettes principales et ses billets à ordre en estimant « peu vraisemblable « un estimant « peu vraisemblable » un règlement à l'amiable du litige qui l'oppose à sa concurrente Pennzoil), ces organismes bénéficient d'un marché captif.

En effet, s'il veut s'assurer une large audience, un émetteur doit nécessairement obtenir un «rating» auprès de deux agences différentes, ce qui double naturellement les frais: 15000 à 20000 dollars de treis de bres peur chacun des frais. tarif de base pour chacun des deux



Sur les cinq agences reconnues par l'autorité de tutelle de ce marebé, à savoir la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine, le pepier commercial étant assimilable aux Eats-Unis à une «security» (valeur mobilière), deux d'entre elles tiennent le haut du pavé, soulielles hennent le naut du pave, somi-gne Lisa A. Farrow, de chez Morgan Stanley. Il s'agit de Standard and Poors (le «Stanpoor») et de Mondy's lovestor Service (le «Moody's»), qui accordeot des notes allant de A-1 à A-3 pour le premier et de P-1 à P-3 pour le denvième les trois autres soriétés. deuxième, les trois autres sociétés spécialisées (Duff and Helps, Fitch et Keefe Bruyette) venant kin der-rière le Stanpoor et le Moody's.

«grands», plus un pourcentage sur le montant émis. De quoi faire réflé-chir ceux qui préconisent la création d'agences identiques en France sans être vraiment sûrs que le nombre d'émetteurs domestiques sera suffi-sant pour rentabiliser ce type d'orga-nismes. Ceux-i sont nécessairement nismes. Ceux-ci sont néces dotés d'un grand nombre de spécia-listes de très haut niveau, la réputation d'une agence de «rating» ne souffrant aucun doute quant à sa fiabilité.

Prochain article:

CANADA: L'UN DES PLUS SOPHISTIQUÉS

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

bilier

 Cartes internationales: accord de réciprocité Visa-Mastercard. -Aux termes des accords de licence Anx termes des accords de licence signés entre les grands réseaux mondiaux de cartes, le Crédit agricole et le Crédit mutuel pourront désormais émettre : des cartes internationales Visa. Réciprodilement, les banques « bleues » (émettrices des anciennes cartes blenes) pourront émettre des cartes internationales. Eurocard-Mastercard. Les deux réseaux Visa et Eurocard-Mastercard regroupent ensemble dans le monde 250 millions de porteurs et un total de 4,5 millions de commerçants.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

> Documentation urstvice : ÉDITIONS DISQUES BBCM 8. rue de Berri - 75008 Paris

•Le crédit automobile moins cher en 1986. — Les tanz du crédit automobile, qui s'élèvent co moyenne à 21 %, baisscront d'environ I point au début de 1986. Cette diminution intervient après celle de I point emegistrée en septembre. Elle est justifiée par la ponrsuite de la baisse des costs de refinancement sur les marchés financiers. Une voi ture neuve sur deux est achetée à crédit, que ce soit sous la forme d'un prêt personnel auprès d'une banque. d'une formule de leasing ou d'un crédit auprès d'un établissement spécialisé, filiale d'un constructeur (telle la DIAC, filiale de Renault ou Crédipar, filiale de PSA) ou nou, comme la Cofica, du groupe de la Compagnie bancaire.

Social

prises. - La Société européenne de brasserie (SEB), filiale de BSN, va supprimer 200 emplois à son siège administratif de Sèvres (Hants-de-

La direction de Thomson-CSF de

1 540 salaries, vient d'annoncer que 130 à 140 suppressions d'emplois in-terviendraient avant la fin 1987. En 1984, un premier plan social avait entraîné la suppression de 139 cm-

L'entreprise textile Rousseau, qui appartient au groupe Boussac, à Châteauroux (Indre), vient d'an-noncer la fermeture de l'usine, entraînant la suppression de 62 em-plois et le transfert de 196 salariés.

La direction de Pusine Giblin-Lavauit de Migennes (Yonne) vient d'annoncer un plan de licenciement de 100 personnes. L'entreprise a été mise en règlement judiciaire.

La direction de l'entreprise métallurgique Dresser-France a décidé de procéder en 1986 à une réduction d'effectifs touchant 170 personnes sur un total de 760, en raison de la baisse de son plan de charge.

269 emplois seront supprimés à la compagnie maritime des Chargeurs réunis (1 600 salariés) en raison de la vente de quatre navires de la



الجزائس - ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE ministère de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL Nº 810 IK/MEC

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence

ouvert National et International pour la fourniture du matériel suivant : Lot nº 01 - Pièces de rechange pour moteurs CATERPILLAR

Lot nº 02 - Pièces de rechange pour boîtes de vitesse ALLISON

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 Dinars Algériens à l'adresse suivante : Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 16, route de Meftah Oued/Smar EL-HARRACH - ALGER - ALGÉRIE - Direction approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvanir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans-entête, portera la mention « Avis d'Appel à la concurrence ouvert National et International > nº 810 IK/MEC « Confidentiel à 9 ne pas ouvrir s.

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de la clôture de cet avis d'appel à la

British T'EL.ECOM

BENEFICE EN HAUSSE L'EXPANSION SE POURSUIT.

RESULTATS SEMESTRIELS Second trimestra balanos na mole au 30 sep 1/194 Chiffre d'affaires 1.867 4.049 3.679 921 Bénéfice opérationnel ... 468 684 Bénéfice avant impôls

Lin dividende infativiaire per adiibri de 3,00 a été déclaré de que avec revoir fiscal y releif, absavent à un dividende de 4,2p jois en gelement le 25 février 1995 au ténétice des adiophaires figurant au régistre le 10 jenvier 1986.

Semestre clos le 30 septembre 1985:

Bénéfice revenant aux porteurs

Bénéfice par action ordinaire

d'actions ordinaires

- Chiffre d'affaires +10%
- Bénéfice avant impôts +22%(*)
- Bénéfice par action ordinaire +12%(*)
- Dividende intérimaire par action ordinaire 3.0p (") Après ajustement en raison des changements de structure du capital intervenus en 1984

L'investissement pour l'expansion

Les chiffres c-dessus, qui ne sont pas révisés sont extraits du rapport intérimaire dont un exemplaire peut être obtenu en téléphonant au+44 i 356 8863 ou en écrivant à Investor Relations Office, British Telecom Centre, 81 Newgate Street, London EC1A 7AL, England. Pour avoir des informations journalières sur le prix de l'action British Telecom appeler+44 i 246 8022

ENERGIE

AFFAIRES

LA VENTE DE LA RAFFINERIE DE STRASBOURG A LA **MALAISIE EST EN SUSPEND**

Strasbourg. - La vente en pièces détachées de la raffinerie de Strasbourg à la Malaisie ne pourra pas être définitivement confirmée le 15 janvier prochain. Le contrat signé avec l'acquéreur malais comporte en effet une clause de linance-ment qui hui donne ce délai pour présenter des garanties.

Le démontage sur le site de Herr-lisheim (Bas-Rhin) de cette raffinerie, fermée depuis octobre 1984, et son installation en Malaisie avaient été négociés en mai dernier. Les propriétaires de cette unité (BP, ELF et la Compagnie française de raffinage) exportaient ainsi une installation devenue inutile, tandis que la Malaisie s'équipeit à moindre prix, semble-t-il d'une raffinerie encore

M. Raphael Pélissier, directeur de la raffinerie de Strasbourg, se refuse à considérer ce délai comme un retard qui marquerait une réticence de l'acquéreur. « Le contrat est signé. Il prévoyait ce délai. Nous examinerons le 15 la clause exécutoire. - Sur le site, qui employait en 1984 quelques 300 personnes, seule une petite équipe de gardiennage surveille les équipements.

A Paris, ea siège des compagnies pétrolières, l'issue des négociations apparaît toutefois douteuse. La vente à la Malaisie ne devrait finalement pas être faite, a indiqué vendredi 20 décembre M. Armand Guilbead, président de Total-France, (Corresp.)

BAC-SCIENCES PO Donnez-vous lesmeilleurs atouts!

Institut Privé APOLLINAIRE 45, rue du Fbg Montmartre 75009 PARIS - Tél. 770 63 12

REPÈRES

SME: deutschemark toujours ferme à 3.0675 F

Sur des marchés des changes assez calmes à l'approche de la fin de l'année, le dollar est resté stable à 2,51 DM et 7,70 F environ. Le mark s'est montré ferme à nouveau au sein du système monétaire européen, consolidant son avance à Paris à 3,0675 F, très légérement au-dessus de son cours pivot de 3,066 F.

Croissance : le Brésil parmi les champions du monde

Le production intérieure brute du Brésit e progressé de 7 % en 1985, soit l'une des plus fortes croissances au monde, indique le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique tatine (CEPAL). Une expansion qui a largement contribué à la croissance de 2,8 % enregistrée par l'ensemble de la région, contre 3,2 % en 1984. Sans l'apport brésilien, qui représente un tiers de la puissance économique latino-américaine, la production globale régionale n'aurait augmenté que de 0,8 %, et le PIB par habitant aurait reculé de 1,5 % en termes réels. La CEPAL souligne, d'autre part, que l'inflation continue à faire des ravages, avec un taux moyen de 810 % en Amérique latine, et que la dette extérieure, 368 milliards de dollars en 1985, ne cesse de peser lourdement sur la gestion de tous les gouvernements. Dans ce domaine, l'annonce par télex aux banques créancières de Brasilia de la poursuite des contacts entre le Fonds monétaire international et le gouvernement brésilien, qui soumettra au FMI son programme économique avant la fin de l'année, a été ressentie comme un élément positif.

Consommation des ménages : très forte poussée en novembre

La consommation des ménages en produits industriels (automobile, electronique, ameublement...) a fortement augmenté en novembre, atteignant - selon las chiffres fournis par l'INSEE -21,05 milliards de francs, contre 20,12 milliards en octobre (+ 4,6 %, en un mois). En un an (novembre 1985 comparé à novembre 1984), la progression est de 8,6 %. Cette très forte poussée de consommation s'explique, en partie, par des achats importants de textile et de cuir, achats qui dans ce secteur avaient été faibles en septembre. L'indice restreint calculé par l'INSEE (ne prenant en compte ni l'automobile, ni la pharmacie, ni le petit entretien du logement) progresse plus fortement encore : + 6,5 % en un mois, + 9,6 % en un an.

LE RPR ET LE LIBÉRALISME

Une lettre de M. Michel Noir

A la suite de notre article vititulé . Le RPR s'éloigne du libéralisme pur et dur », paru dans le Moade du 12 décembre, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, nous a adressé la mise au

Vons avez présenté mes déclarations à la fois comme un change-ment de ligne directrice de la pensée du RPR sur ces affaires industrielles, et d'autre part comme un rapprochement de point de vue avec la politique gouvernementale.

Je trouve cette présentation tout à fait déloyale par rapport aux réponses que j'ai apportées le 10 décembre, qui ne différent en rien de celles qu'an nom du RPR j'ai. pu exprimer depuis plusieurs mois.

En ce qui concerne d'abord les énationalisations vous indiquez que le RPR aurait changé de stratégie en faisant savoir aujourd'hui qu'il procéderait de façon très pragmatique, en raisomiant cas par eas, en étalant le programme de dénationslisation sur cinq ans et en ne sonhai-tant pas réintrodnire une période de flottement à la tête des entreprises nationalisées en procédant à une quelconque chasse aux sorcières.

Cette position raisonnable, prudente et mesurée, vous la trouvez mot à mot dans le Pacte pour le renouvean du RPR que nous avons rendu public en juin dernier. Tout ce que vous trouvez « nouveau » dans la position de notre parti est inscrit noir sur blanc : le champ d'applica tion, l'étalement dans le temps, le traitement en fonction de la situation particulière de chaque entreprise, la variété des modalités possi-bles (salariés, augmentation de capital...), le contrôle par la com-mission indépendante, le plafond pour les participations étrangères...

De la même manière figure dans ces deux écrits le critère de la privatisation, à savoir l'appartenance au secteur concurrentiel. Sur ce premier point, donc, d'un prétendu changement de position du RPR, la réalité est différente de ce que vous ment de position du RPR, la

avez transcrit. Il a'a jamais été question chez nous de « libéralisme pur

Vons indiquez par ailleurs qu'il y aurait novation sur un deuxième point, le rôle « incitatif de l'Etat », point, le role « incitatil de l'Esat », que nous souhaitons maintenir sur les technologies stratégiques. L'à encore, je m'étonne que vous puissiez présenter les choses ainsi, puisque cela a toujours été la doctrine estillate (escallate des gaulliste (espace, atome, zéraunoti-

Vous trouverez dans le Pacte pour le renouveau du RPR exactement l'expression de cette politique qui comporte deux volets : notre conviction que «l'Etat o'a pas à imposer ce choix industriel», mais également le postulat de « l'indéper technologique de la nation que doit garantir l'Etat ».

. De la même manière, l'affirmation de la nécessité de relever cer-tains défis technologiques en appe-lant à une réponse enropéenne a toujours été constante. Vous la trouvez tant dans la conférence de presse sur la politique industrielle du 5 juillet 1984, où j'appelais à une relance de la coopération indus-trielle, que dans les réactions du RPR au projet Eurêka, ou dans le Pacte du renouveau.

Je comprends que vous puissiez avoir le souci de présenter les choses pour démontrer que « la cohabita-tion est possible » selon la conclusion de votre article, mais il ne me paraît pas honnête, pour parvenir à cet objectif, de déformer ou de tra-hir délibérément les positions adoptées par le RPR, dont je viens de vous rappeler la constance.

ENTREPRISES

Réorganisation chez Lafarge-Coppée

Le groupe cimentier français Lafarge-Coppée va procéder au regroupement de deux de ses divisions sous le nom de Lafarge Nouveaux Matériaux afin da marquer « sa volonté de développement» dans ce domaine. Avec 900 personnes, son chiffre d'affaires devrait atteindre 900 millions de francs en 1986 critire d'arraires devrair attendre sour minore de marcs en 1986 ; dans ce secteur. Par ailleurs. Lafarge va céder ses activités dans les fibres cécamiques et les réfractaires isolants à la Société auropéenne des produits réfractaires, filiale de Saint-Gobain. Il s'agit d'un retour en amère, puisqu'une partie de ces affaires avaient été acquises auprès de Saint-Gobain en 1981.

Total regroupe ses filiales raffinage et distribution

Le groupe Total a fusionné, le vendred 20 décembre, su sein d'une nouvelle société la Compagnie de raffinage et de distribution (CRD), - Total-Franca at ses deux filiales chargées l'une du raffinage (CFR) et l'autre de la distribution (CFD), Ce regroupement vise à rationaliser les moyens. du groupe dans un marché en régression. Il se traduira d'icl à an prochain par 1 200, suppressions d'emplois, les effec-. tifs totaux devant passer de 7 500 à 8 300 personnés. La société, premier raffineur francais avec un quart du volume traité, conservera, a indiqué la en Normandie, en Provence et dans les Flandres. Elle devrait, en revenche, reduite le nombre de ses points de vente. Avec plus de 80 dépôts et 5 000 stations-service à sa marque, Total est le premier distributeur français de produite petroliars, et vend 24,1% du carburant, 26,2% du fuel domestique et 28 % du fuel fourd commercialisés dans

Mic-Mac est repris en location-gérance par Novita

Mic-Mac, la célèbre chaîne de prêt-à-porter, qui avait autrefois appartenu à M. Gunther Sachs et dont M. Bernard Tapie avait pris le contrôle à 60 % en juin 1983 après son dépôt de bilan, va être repris en location-gérance par la société Novita. Le contrat sera signé au début da 1986. Novita rémunérera le groupe. Tapie en lui versant 2% du chiffre d'affaires (45 millions de francs pour 1985, contre 25 millions). Mic-Mac restara cependant dans le groupe Taoie. La chaîne de viltements M. Tapie présenters un concordat aux créanciers dans sprès une nouvelle perte de 5,5 millions en 1984, attei-

Cent six licenciements prévus chez RVI

A l'exception de la CGT, qui avait refusé de siéger, les membres du comité central d'entreprise da Renault-Véhicules: industriels (RVI) - ont rejeté, le 19 décembre à Lyon, le projet de cent six licenciements, assorti de congés de conversion, qui bou-clera le plan « emploi » de RVI prévoyant une réduction d'effectif de 2 550 personnes (sur un total de 25 100), essentiellement obtenue par appel au volontariat. RVI justi-fie sa volonté de réduire les effectifs per la persistance des pertes (sens doute 1,6 milliard de francs en 1985, sur un chiffre d'affaires de 13.8 mille marché français des poids. Jourds, en beisse de 16 % par rapport à 1984.

Au cours des premiers mois de 1986, RVI connaîtra encore 850 départs volontaires, en application d'une cinquième convention déjà conclus avec le Fonds national de l'emploi firme reconnaît sujourd'hui que l'effectif des cadres, employés, techniciens et agents de maitrise pose problème, car il est imposeible, de l'ejueter au niveau de la production, par nique. Et le niveau de compéti-tivité de RVI est encore, selon la direction, de 15 % inférieur à celui des meilleurs concurrents européens. - (Corresp.)

L'armateur Japan Line licencie 950 personnes

Japan Line. L'une des plus importantes compagnies de navigation japonaise et du monda, a annoncé, le 19 décembre, un plan de licenun total de 2 500 personnes. efin d'essainir sa situation financière. Cette entreprise, séverement touchée par la crise mondiale que traverse le secteur des transports maritimes, a entrepris, en 1984, d'appliquer un plen de redres-sement, étalé sur quatre ans.

les atouts pour gagner.

■ Le programme international : ESLSCApius MBA en 3 aus.

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines*, tout étudiant « recu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministre de l'Edu-

*Pace University (New York). University of :: Connecticut (Storrs). Université d'Ottawa

Accord identique avec Sophia University

M Une pédagogie intégrée à la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur. organisateur et homme d'actions, decideur et homme de dialogue.

corps professoral et les dirigeants d'entreprise, 106 cours, de « vrais stages », garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embanche (135,000 frames per cm).

Paris est le campus de l'ESLSCA Les contacts sont directs avec les responsables économiques, politiques socianz. A travers 42 associations et activités, Une coopération permanente, entre le ... chaque étudiant gêre « son projet ». Carsi la culture est essentielle à la réussiteprofessionnelle, une pedagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir entreprendre ».

1986 : 37 ans d'expérience, 4500 anciens élèves, 2950 candidats au concours, 240 admis, 1600 offres d'emploi. the state of the state of the





TRANSPORTS

Le canal Philippe-Lamour

de pompage dont les vannes allaient alimenter un canal d'irrigation ambinieux, puisqu'il devait s'étendre du Lamour. « Une histoire hors du Rhône aux plaines de l'Ande. A ses commun », a déclaré M. Georgina côtés, se tenait le président de la Dufoix, ministre des affaires so-Compagnie nationale du Bas-Rhône, M. Philippe Lamour, actuellement président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon.

• Grèves dans la marine marchande. - La Fédération des syndicats maritimes (CGT) a appelé le 20 décembre à la grève les marins de toutes les compagnies qui procèdent à des transferts et des ventes de navires, ainsi qu'à des licenciements, après l'annonce, ces dernières semaines, de 1 100 suppressions d'emplois dont 800 licenciements programmés ces prochains mois. La Fédération donne une liste des principales suppressions de postes mnoncées par les compagnies SFTP

Le 26 février 1960, entre Saint- Le canal, destiné à diversifier les Gilles et Bellegarde, dans le Gard, le cultures n'est plus anjourd'hui anogénéral de Gaulle coupair le ruban
tricolore donnant accès à une station
dent (PS) du conseil régional, a dévoilé le 21 décembre la plaque commémorative : Canal Philippecommun », a déciaré Mª Georginaciales et de la solidarité nationale, porte-parole du gonvernement, par-iant de la Compagnie du Bas-Rhôpe et de celui qui fait son président.

> (groupe Worms), 217; Chargeurs SA, 269; Delmss-Vieijeux, 130; Orbigny (goape CGM), 120; Louis Dreyfus, 127; Total, 47; NCHP (groupe Worms), 45; SNCF, 50; Abeilles, 45; Finisterienne (groupe CGM), 50. D'autre part, les représentants du personnel navigant du groupe Chargeurs (pré-sidé par M. Jérôme Seydoux), ont écrit à M. Fabius pour l'alerter sur les difficultés de la profession et pour lui demander de prendre des mesures pour « endiguer l'hémorra

. 20 20 E. 10 . - T. E. . . . A TOTAL gan the second # 17 P. C. C. Sala Periode ومراوز ومندونا ويتتاز The state of

Table 2 1 To and area or a · Declared to 5 NOTE: - .. emma a sina a galare W 2.2 No. 1 / 4.

2 4 AL DESTRICT والمناسب والمناسخ menting to the first g students a 4

Coat aligne 535

Un réc pres de esigero" France e e TRAN Mor--C cembre: Trans: lien rout laFranci ques d'ir train-na-Trans aussi u Teliera p en 3 het tės sero $^{v\dot{e}_{S}}\,a_{u_{X}}$ Projet le cher por T_{rans}

senie u

 d_{empio}

les entre

POUR COMPENSER LA PROTECTION DE SON INDUSTRIE

Le Japon offre des concessions commerciales aux Etats-Unis

Le premier ministre japonais, M. Yasubirn Nakasooo, aura attenda la fin de la session parle-mentaire pour offrir an président Reagan un cadean commercial de choix: l'équivalent de 260 millions de dollars de concessions diverses à titre de compensation contre la pro-tection du marché japonais du cuir, dénoncé enmme - pratique déloyale » par la Maison Blanche. Ce montant correspond exactement à l'évaluation par l'administration américaine des pertes encouraes per

Cette ouverture d'un nouveau genre devrait prendre plusieurs formes : 24 millions de dullars d'importations suppl produits en cuir américains; la réduction voire l'élimination de tarifs donaniers sur 137 produits

 Deuxième scandale industriel en Antriche. - Deuxième scandale en moins d'un mois dans l'industrie nutrichienne : les deux plus hauts dirigeants de la maison commerciale Merx ont été licenciés après la découverte de très importantes pertes (550 millions de shillings, soit 240 millions de francs) dues à des spéculations malheureuses sur le étrole. Merz est filiale de Chemie Linz, la plus grande entreprise chimique nationalisée d'Autriche. Le conseil d'administration réuni lundi 23 décembre devait prendre la décision de liquider Merz. A la fin novembre, l'état-major de Voest-Alpine, la plus grande entreprise du pays également nationalisée, avait dû démissionner pour les mêmes

M. Ferdinand Lacina, ministre de

dont le papier, le verre, les articles de sport, les semi-conducteurs ou les biens d'équipement pour les télécommunications : l'accélération de la baisse des tarifs donaniers déjà envisagés sur 242 autres produits.

« Cet accord constitue une vic-toire significative du principe du libre-échange », s'est félicité le représentant spécial du président Reagan pour les questionscommer-ciales, M. Clayton Yeutter, avant de conligner (III) l'enissai d'une constisouligner qu'il s'agissait d'une ouver-ture du marché japonais et non d'une fermeture du marché américain. Washington o'nvait cessé de faire monter la pression sur Tokyo depuis les déclarations de M. Rea-gan, le 23 septembre dernier, sur la nécessité d'en finir avec les pratiques déloyales des partenaires des Etats-Unia.

l'industrie, a proposé sa démission, le vendredi 20 décembre. Le chancelier autrichien l'a refusée, mais l'opposition l'exige tonjours et réclame des élections anticipées.

 Buisse de l'inflation en Israël. - Avec une hauste des prix de 0,5 % en novembre, Israël a enregistré un succès sans précédent depuis neuf ans contre l'inflation, qui devrait cependant encore approcher 200 % cette année, contre 445 % en 1984. Obtenn grâce à un rigoureux blo-cage des prix mis en place la le juil-let dernier, le chiffre publié, diman-che 15 décembre, par l'office des statistiques est également le plus faible enregistré pour un mois de novembre depuis quinze ans. -



16 ans de références dans l'ENSEIGNEMENT des LANGUES

toutes langues • français pour étrangers

 spécialistes du cours individuel organisation de cours dans les entreprises

Documentation détailée sur simple demande 172, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. 47.63.89.72 et 46.22.45.85 APRÈS LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMECON

Le défi politique et financier de l'indépendance technologique des pays de l'Est

L'analogie entre le programme Eurêka et la « programme complexe de coopération scientifique et techde coopération scientifique et technique e entériné à Moseou le
18 décembre, lors d'une session
extraordinaire du COMECON (1)
risque d'être lointaine dans les faits.
L'initiative lancée en Europe de
l'Ouest par le président François
Mitterrand répond à un double
souci : ne pas manquer la train des
technologies de pointe, où les EtatsUnis et le Jupon unt pris une
sérieuse avance; éviter aux pays
européens memòres ou non de la
Communauté d'accepter un trans-Communauté d'accepter un trans-fert de technologie en faveur des Américains, qui, maîtres d'œovre de l'initiative de défense stratégique (IDS), joosraient de l'Europe

Même ai les Snylétiques o'excluent pas une certaine sou-plesse dans l'application do pro-gromme complexe » qui sora « ouvert à tous les pays socialistes » iotéressés, sans exelure « des échanges internationaux scientifiques et techniques plus larges », comme l'a souligné le 17 décembre le muméro un soviétique M. Mikhail Gorbatchev, faisant vaguement pen-ser ao projet à géométrie variable préconisé pour Eurêka, lo chef d'orchestre, et le principal intéressé, paraît sans conteste l'URSS. Mais s'il semble probable que Moscou entend utiliser ses partenaires du COMECON comme autant de soustraitaots, il est évident que, en l'absence d'un sursaut technologique, les pays de l'organisation se savent condamnés au déclin.

Les thèmes mêmes do pro-gramme oppelé à lier les pays de l'Est par une politique scientifique et technique commune jusqu'à la fin du siècle constituent une liste des principanx retards accumulés par rapport à l'Ouest ou aux précédents plans d'intégration du COMECON : robotique, informatique, nouveaux matériaux composés, biotechnologie nucléaire. Ce demier sujet, recouvre toujours la principale et lancinante préoccupation de tous les membres de l'organisation. La réunion de Moscou l'a confirmé (voir le Monde du 19 décembre) à des titres très divers. L'URSS, qui tire toujours

60% de ses recettes en devises fortes du pétrole — et 80% de la veme des produits énergétiques, — voit avec inquiétude les cours mondiaux décli-ner et sa production plafonner.

Financer de lourds investissements pétraliers mais aussi ments petranters mais aussi nucléaires devient essentiel. Pour ses partenaires, appelés à participer à cet effort de sanvegarde d'un poten-tiel énergétique impressionmant et qui, à l'exception de la Roumanie, dépendent de leur trop puissant voidépendent de leur trop puissant voi-sin pour 90 % de leurs importations de pétrole, le dési est encore plus redoutable.

La « formule de Bucarest »

Conscients de la nécessité d'une Conscients de la nécessité d'une politique de substitution, les partenaires de l'URSS n'ont pu tenir leurs pringrammes oucléaires. L'objectif — porter à 30 % de la consommation l'approvisionnement en énergie oucléaire à l'horizon de 1990 — a été ramené à 20 %, sans grandes illusions. Ce revers les rend encore plus vulnérables an renchérissement de l'énergie fournie par les rissement de l'énergie fournie par les Soviétiques en échange de produits finis, de biens de consommation ou de la participation à de nonveaux équipements en URSS. Le temps o'est plus où la «formule de Bucarest », qui depuis 1974 aligne les prix des matières premières soviétiques sur la moyenne de cinq ans de cours mondiaux, offrait aux pays de l'Est un incontestable avantage. Les spécialistes occidentaux estiment que, depuis 1984, le coût du baril de pétrole soviétique en « roubles transférables » — cette unité de compte très théorique régit des échanges tenant essentiellement du troc ao sein do COMECON - a pratiquement rejoint les cours mondiaux, libellés en dollars. S'il venait à dépasser les nours mondiaux do étrole, ce qui o'est plus impensable dans la conjoncture actuelle, les pays de l'Est ne disposaient guère de moyens de réponse.

Les autres têtes de chapitre du programme d'intégration scientifique et technique posent, elles aussi, le problème, toujours soulevé mais

jamais résolu, de la répartition effi-cace des tâches et des financements. Les percées réalisées depuis la créa-tion d'une commission de coordination de la production d'ordinateurs, en 1969, ne sont pas à sous-estimer. En RDA dans la miero-informatique, la Hongrie dans le logiciel ainsi que la Pologne jusqu'a l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 out petit à petit gagné leurs lettres de noblesse, même si la technologie employée n'est pas toujours de pointe. Il n'est pas inserva la Rulgerie qui n'ait pas jusqu'à la Bulgarie qui n'ait bénéficié de ce courant en se hissant au premier rang des producteurs de disques magnétiques du COME-

Coordonner les efforts de tous se fera-t-il une fois de plus au prix de nombreux gaspillages et nu bénéfice essentiel de l'URSS? Les partenaires de Moscou le craignent appa-remment, les dirigeants soviétiques connaissant, dans la secteur informatique, leurs ntouts, concentrés dans la sphère militaire, et leurs faiblesses, nn sous-équipement de l'administration, des entreprises et des écoles en ordinateurs. Organiser une modernisation dont l'importance est évidente, en profitant de la technologie des « pays frères », constitue une tentation d'autant plus oette que les retards sont plus grands. Les plus optimistes n'envisa-gent guère une informatisation de onomie soviétique avant la fin du

Eo ce domaioe comme pour d'autres techniques de pointe, la COMECON parvieodra-t-il a dépasser ses éternels bandicaps, lourdeurs des structures administratives et des plans que ses membres ont eu l'occasion de confronter, à Moscou, à la veille de leur lancement pour la période 1986-1990? Certains entrevoient, dans la reprise des contacts à tous miveaux entre Américains et Soviétiques, les premiers indices d'une nouvelle donne. La relance des échanges commerciaux entre les deux superpuissances serait annonciatrice d'un redémarrago des liens soviéto-japonais mis entre parenthèses durant le gel des relations entre Moscou et Washington. Une double ouverture qui pour-

rait atténuer les pressinns de l'URSS pour obtenir de ses parte-naires de l'Est un apport de techno-

logie accrue. Mais la leçon de l'embargo céréa-lier et des restrictions nux exportations américaines est trop récente pour être oubliée. M. Gorbatehev y n falt ooe elnire allusinn le 18 décembre en dénniquet le recours à la « guerre technologique contre le socialisme » par les Etats-Unis et certains de leurs alliés. Quelle qu'en soit la portée concrète en termes d'efficacité, l'appel du ouméro un soviétique à de « sérieux changements » dans les méthodes de travail du COMECON risque for de se traduire, dans un premier temps, par la demande réitérée de l'URSS d'un remboursement de la dette contractée aaprès d'elle par ses partenaires ou sem du conseil. Une dette dont le montant est dissicile à évaluer tant les statistiques en ce domaine restent pen fiables. Mais, après avoir réussi à stabiliser leur endettement à l'égard de leur endettemeor à l'égard de l'Ouest - le montant de 70 milliards de dollars pour 1985, contre 64 milliards pour 1984 nvancé par la commission des Etats-Unis sur l'Europe est faussé par le phénomène bien particulier d'une dette polonaise de quelque 27 milliards, - les pays du COMECON se voient priés d'honorte leurs engagements à l'Est, alors comecon se voient pries d'honorer leurs engagements à l'Est, alors
même que la reprise économique de
1984 donne des signes d'essoufflement, et que l'excédeot de leur
balance des paiements courants
rique d'être ramené à quelque maigres - 500 millions de dollars,
contre 2,8 milliards en 1984. Une évolotico à laquelle l'URSS n'échappe d'ailleurs pas, sa propre balance des comptes courants avec l'Onest étant passée d'un excédent de 6.6 milliards de dollars en 1984 à un déficit de, peut-être, 2,9 milliards un an plus tard.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

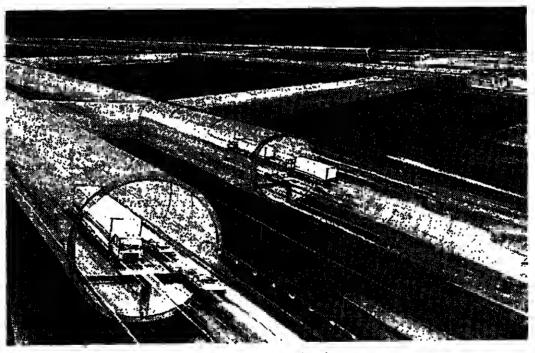
(1) Le CAEM (Conseil d'assistance économique matuelle), plus commu sons son sigle COMECON, regroupe l'URSS, les six pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hangrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchéeosinvaquie), plus Cuba, la Mongolie et le Vietnam.

TRANSMANCHE EXPRESS

Un récent sondage montre que près de 50% des personnes fa vorables à un lien fixe entre la France et l'Angleterre préfèrent le TRANSMANCHE EXPRESS (Mori-Grande-Bretagne - décembre 85).

- Transmanche Express est un lien routier d'un seul tenant entre la France et l'Angleterre, sans risques d'intempéries, ni attente, ni train-navette.
- Transmanche Express est aussi un lien ferroviaire qui reliera Paris à Londres par TGV en 3 heures. Deux tunnels séparés seront exclusivement réservés aux chemins de fer.
- Transmanche Express est le projet le plus rentable et le moins cher pour les usagers.
- Transmanche Express représente une importante source d'emplois et de débouchés pour les entreprises françaises.

Pourquoi Transmanche Express se distingue des projets concurrents? Il a été conçu par un transporteur qui ne s'intéresse pas seulement à la construction mais aussi, parce que c'est son métier, à l'exploitation de la liaison Transmanche, sur une longue durée. C'est pour cela qu'il est le plus compétitif et le mieux adapté aux besoins des usagers.



- Transmanche Express respecte le mieux l'environnement et offre la meilleure sécurité à
- Transmanche Express laisse à l'usager la liberté de choisir entre 3 possibilités: la voiture, le train et le train auto-couchette.
- Transmanche Express, avec ses 4 tunnels, a la capacité d'absorber la totalité du trafic routier et ferroviaire des 50 années à venir.
- Transmanche Express a des partenaires de premier ordre : le Crédit du Nord et le groupe SCREG en France, le Crédit Suisse First Boston en Grande-Bretagne.



CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON. Crédit du Nord

SEALINK BRITISH FERRIES

INFORMATIONS: A.N. ISKAROS - BRITISH FERRIES - 38, avenue George-V - 75008 Paris - Tél.: (1) 47.20.39.66 - Télex: 650055 F

Le CNJA présente son programme aux partis politiques Seize priorités bien françaises

Le Ceatre national des jeunes agriculteurs (CNJA) n'a dé aux partis politiques quel était leur progran Il vient de leur envoyer le sien et les invite à se prononcer dessu: C'est an programme très franco-français: il comprend seize propositions d'actions prioritaires qui relèvent entièrement de la compétence de

Pas question de se retrancher, dit le CNJA, derriére le paravent bruxellois. Pas question non plus d'invoquer le libéralisme car, écrit le CNJA, - libéralisme ou pas, il est certaines missions qui s'imposent [aux pouvoirs publies] de manière immuable, même si la conjoncture en rend la poursuite plus difficile. Soutenir la modernisation des secteurs stratègiques de l'économie nationale, afin de les placer en position de conquérir les marchés, fait partie de ces missions. »

Ce programme se situe enfin dans la ligne définie au congrès d'Argentan (Orne) en juin dernier, selon laquelle la mission première du syndicalisme serait de conduire les agriculteurs et leurs organisations économiques à se comporter comme des chels d'entreprise compétents.

Les neuf premières actions intéressent l'environnement de l'agriculture et de ses filières.

· Pour susciter des voies nouvelles qui permettent de produire et de vendre, le CNJA souhaite la création de centres d'études économiques régionaux pour l'agriculture et l'agro-industrie et l'attribution de bourses à l'innovation. Ainsi seraient combinés les travaux de prospection et la promotion des projets originaux nés sur le terrain.

∀ingt-deux vitesses »

· Pour mieux organiser les marchés, les ponvoirs publics doivent conditionner l'attribution des aides à un plus grand réalisme de la part des producteurs, qui devraient collecti-vement planifier leurs productions. Plus de clarté est réclamée aussi dans l'attribution des quotas laitiers, comme dans la commercialisation des fruits et légumes (suppression

(Suite de la première page.)

Ce mouvement, profond, se dou-

ble de ce que l'auteur de l'étude

appelle « un changement de compor-tement des chômeurs ». Le nombre

de postes disponibles diminuant, les demandeurs d'emploi sont de plus

en plus amenes à chereber

* n'importe quoi - (301 000 en mars 1984, 416 000 en mars 1985). La

proportion de ceux qui souhaitent

exclusivement un travail à temps complet ebute de 57,6 % en 1982 à

39,5 % en 1985. De même, 48,1 %

d'entre eux, contre 26,9 % il y a trois ans, acceptent désormais un emploi

à temps partiel, à défunt d'un

Parallèlement, la proportion pour des postes de travail évolue dans le

même sens. D'une année sur l'autre,

on assiste à une augmentation des

emplois de stagiaires, de titulaires de contrats à durée déterminée et

d'intérimaires (+78 000). Les

emplois à temps partiel progressent (+134 000), sans toutefos compen-

ser le recul des emplois à temps plein (-164 000). On compte plus d'emplois salariés (+103 000) et

moins d'emplais ann salariés (-133 000), ce qui s'expliquerait d'abord par l'attitude de l'Etat et des collectivités locales (+190 000 emplois, dont 75 000 nouveaux sta-

emploi à temps piein.

SOCIAL

• Le carcan du contrôle du crédit doit être assoupli dans les régions difficiles ; surtont, l'Etat doit corriger, en fonction de leurs riches relatives, les divergences dans les financements nées de la régionalisation, faute de quoi on aboutirait à une agriculture à vingt-deux

• L'époque du recours quasi exclusif à l'emprunt est révolue, estime le CNJA, qui demande des assouplissements fiscaux pour actirer les capitaux, d'origine familiale ou non, vers l'exploitation agricole.

· Pour mieux installer de nouveaux agriculteurs, on pourrait créer des banques de données régionales (sur l'installation, la gestion des exploitations, la commercialisation) qui serviraient de référence aux candidats. Sur certaines parties du territoire, la DATAR et les collectivités locales pourraient créer des zones d'installation agricole priori-taires, comportant des facilités spé-

• Le CNJA est aussi exigeant pour les agriculteurs eux-mêmes. puisqu'il leur demande une formation plus longue (niveau brevet tech-nique agricole ou équivalent) et plus diversifiée, avec une onverture sur la gestion, la connaissance du secteur mutualiste, la commercialisation.

· Pour - prévenir véritablement les conséquences de l'élargissement de la Communauté . (à l'Espagne et an Portugal), les pouvoirs publics doivent abtenir une part plus grande des crédits des programmes intégrés méditerranéens (PIM), augmentés de crédits nationaux spécifiques.

· Pour protéger les terres agricoles, la procédure de zonage agriculture-forêt doit être assouplie. et les communes de montagne incitées à élaborer des plans d'occupation des sols.

· Enfin, pour attirer de nouveaux bailleurs, le CNJA envisage la création de fonds locaux pour le paiement accéléré des fermages, avec une coordination au plan national. Mais la location ne suffit pas. Il faut d'autres ressources nouvelles pour financer le foncier : ce pourrait être

Enfin, le chômage lui-même se modifie. Si, dans un premier temps,

les persunnes privées d'emploi

étaient surtout non qualifiées, les

restructurations industrielles amè-nent maintenant à l'ANPE de forts contingents de travailleurs qualifiés,

en attendant sans doute la venue,

dans une troisième phase, d'agents

de maîtrise et de cadres. Les

ouvriers représentent 42 % des chô-

ouviers representent 42 % des eno-meurs, alors que cette catégorie compte pour 30 % dans la popula-tion active. En comparaison, le chô-mage féminin paraît se stabiliser.

· Renault-Donai : quatre syndi-

cats déposent plainte coutre le secrétaire (CGT) du comité d'éta-

blissement. — Les responsables syndicaux FO, CFDT, CGC et CFTC de l'usine Renault de Douai (Nord)

unt déposé plainte, le vendredi 20 décembre, contre le secrétaire du

comité d'établissement, membre de la CGT. Remplaçant M. Eric Las-

champs, récemment licencie pour faute lourde, M. Gilbert Lenne se

voit reprocher un délit d'entrave par

les autres, la CGT nyant - refusé de

contrôler les comptes comme le veut la loi - et - fait approuver d'auto-rité le budget 1986 (...) sans atten-

dre que celui-ci soit discuté ».

48 % des chômeurs

acceptent le temps partiel

des ventes à la remise, facturation des cotisations mutuelles payées par obligatoire, centralisation des paiements sur les marchés physiques des plus-values réalisées sur les es de terres agricoles à des fins d'urbanisation, l'émission d'obligations foncières.

De nouveaux critères d'aides

Une série de sept autres propositions concerne les exploitants eux-mêmes.

· Le CNJA souhaite que le nouveau statut d'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) soit accompagné d'autres mesures en matière sociale et financière, pour qu'il puisse tenir toutes ses pro-

· Les plafonds des prêts bonifiés n'out pas suivi les hausses des coûts de production, et le taux de ces prêts de production, et le taux de ces prets la baisse du loyer de l'argent. Aussi le CNJA demande-t-il l'extension à huit ans (nu lieu de cinq) des prêts aux jeunes agriculteurs, la création de prêts spéciaux « sans limitation de prêts spéciaux » sans limitation d'objets » mais en fonction de la qualité des projets, pour une installation plus progressive.

· Pour améliorer le financement du foncier, trois mécanismes : des prêts participatifs sur vingt ans uant des fonds propres, des prêts de carrière sur quarante ans. remboursables en cours de carrière on en fin d'activité, des prêts d'agrandissement sur vingt aus éga-lement, avec le remboursement de la moitié de la bonification d'intérêt si les terres sont revendues.

• Quant aux aides en général, elles devraient être accordées non plus en fonction d'un critère de surface minimale, mais de la cohérence da projet et de l'objectif de revenus.

· L'imposition aux bénéfices réels doit être généralisée, avec un dégrèvement pour ceux qui investissent. Pour favoriser la diversification, certaines pratiques (transfor mation et commercialisation, travaux forestiers, etc.) devraient être fiscalement assimilées à des activités agricoles.

· Le CNJA demande encore que les distorsions sur les prix du fuel, du gaz, et sur les charges sociales affectant les producteurs français soient éliminées, que les crédits de TVA soient immédiatement rembourses.

· Enfin, pour les entreprises désavantagées, les procédures de financement et de déclenchement du Fonds de calamités doivent être revues; là où la reconversion vers d'antres productions paraît impossible, les seulls ou quotas doivent être établis en conséquence, sans hésiter à attribuer des indemnités compensatoires de handicaps.

Comme on peut le voir, les propo-sitions du CNJA sont assez précises et devraient inciter les partis politiques à sortir du champ des généra-lités et des déclarations de (bonnes)

JACQUES GRALL.

STATES AND THE STATES AND THE STATES AVIS FINANCIERS

DES SOCIÉTÉS And the second control of the second



RENTACIC Société d'investissement

à capital variable ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ORDINAIRE L'assemblée générale des action-naires, réunie le 19 décembre 1985 sur deuxième convocation, sous la prési-dence de M. Patrick Thuillier, a approuvé les comptes de l'exercice le 30 septembre 1985, ainsi que les résolu

tions qui lui out été soum Elle a décidé la mise en paiement d'un solde de dividende de F 4,92, a un soide de dividende de l'A52, assorti d'un impôt déjà payé se Trêsor de F 0,28, soit un soide de revenu global de F 5,20. Ce dividende sera payable à partir du 31 janvier 1986 à 12 heures, aux guichers du Crédit industriel et commercial de Paris, et des autres bandes de menure CIC.

ques du groupe CIC. Compte teau des acomptes pro ment versés respectivement de :

- F 1,35 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,16 distribué le 30 avril F 3,48 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,29 distribué le 31 juil-

let 1985: - F 3,46 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,34 distribué le 30 octo-

le coupon global au titre du présent exercice s'élèvera à F 14,28.

Après cet exercice transitoire dil à la transformation d'OBLISEM en REN-TACIC, les montants des acomptes sur dividende seront aussi réguliers que pos-

Comme les années précèdentes, la société offre à ses actionnaires la possibilité de remployer lour dividende en souscrivant de nouvelles actions en franchise de tout droit d'entrée, et ce du 31 janvier au 28 février 1986.



CRÉDIT COOPÉRATIF

Les couseils d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif, organe central du Crédit coopératif, et de la Banque française du Crédit coopératif, qui est son principal affilié, se sont tenus le 19 décembre 1985 sons la présidence de M. Jacques Moreau.

Les deux conseils out procédé à un exposé de l'activité du Crédit coopératif et

Dans un contexte économique difficile, l'évolution importante de l'activité des associations et collectivités publiques dans les secteurs sanitaires sociaux et des losses, ainsi que colle des groupements d'entreprises familiales, en particulier les coopératives de PMI, se sont traduites pour le Crédit coopératif par un nouvel accrossement de ses versements — les encours de crédit ont continué à augmenter et dépasseront les 15 milliards de france à la fin de l'année, en progression de 10 %.

Les dépôts reçus par la Bunque de sa clientèle se sont fortement accrus et de-vraient atteindre 3,5 milliards de francs, soit 17,4 % d'augmentation. Les conseils se sont également félicités de la progression des encours gérés en FCP et SICAV qui s'élèveront à plus de 2,7 milliards de francs.

Pour l'avenir, le Crédit coopératif s'attend à une poursuite de la croissa dépôts et à une accélération du rythme des versements, en particulier en faveur des associations sanitaires et sociales et des coopératives financières de PML En effet, le Crédit coopératif, grâce aux efforts de modernisation et de décer traisation qui se poursnivront, disposers de moyens flargis pour répondre aux b soins de développement de ses sociétaires, qu'il s'agisse de crédits d'investissement du renforcement de leur fonds propres, des placements, on d'ingénierie financière.

du renforcement de leur fonds propres, des placements, on d'ingénierje financière.

Disposant pour 1986 d'enveloppes de prêts bonifiés substantielles et complétant la gamme de ses interventions dans un contexte de plus en plus omeurrentiel, le Crédit coopératif se donne les moyens de rempir sa vocation d'être la banque des mouvements coopératifs, mutualistes et associatifs.

MISSIONS EXPORT:

DES BANQUES POPULAIRES

Du 5 an 7 et du 25 au 28 novembre

1985, la délégation de la Caisse centrale des Banques populaires à Barcelone a accueilli quatorze sociétés clientes ou prospects de la Banque populaire des Pyrénées-Orientales et de la Banque po-

pulaire du Midi.

Après une réunion d'information sur le marché espagnol et plus particulièrement sur la Catalogne, ces sociétés out été mises en relation avec plus de ceul ce mises en relation avec plus de commer

Le Crédit coopératif n entrepris le développement de la gamme des services de toute nature qu'il apporte à ses sociétaires.

En particulier, il a mis l'accont en 1985 sur l'effort de modernisation de so équipement informatique, et notamment par la mise à la disposition de ses socié-taires de nouveaux outils vidéotex : ASTEL CC (services informatiques pour les associations tutélaires) a été créé en 1985 à la suite de COOPATEL CC (gestion de comptes et de placements sur Minitel).

Il 2 poursuivi, en outre, la décentralisation de ses activités par la création de six tences depuis le début de l'aumée.

Parallèlement, le conseil d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif a décidé de régionaliser la temie des assemblées générales pour l'année 1986. Il a approuvé, par silleurs, la décision de créer une troisième SICAV, qui complétera la gamme des placements mis à la disposition de ses sociétaires.

Enfin, la démission de M. Lacroix et de la Société générale des coopératives de consommateurs de leurs sièges d'administrateurs a conduit le conseil de la Caisse à coopter l'UNIOPSS (Union nationale interfédérale des cruves et organismes privés sanitaires et sociaux) — représentée par M. Hugues Felteuse — et la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente — représentée par M. Sylvère Joly. M. Daniel Giron, président de la Fédération nationale des coopératives et groupements d'artisans, a été appelé au conseil en qualité de censeur.

CESSION PAR LAFARGE RÉFRACTAIRES **DE SON ACTIVITÉ** FIBRES CÉRAMIQUES

54.4 35 LA S/

. . .

RESTALL C.

Service and

1 10 842 5

44.24

103 Em.

38 24 27 1

105 C. 11 W.

1.2.47. 19

07.5

TINE TO

11 4 1 5 1

2777 74 49

fimites of

CELL HOTH TH

4 1441413

1887年 | 株工・研集

t Giller at

ALLES : * No

1 18 'A. 3'

2. 1

Same of gr

manter de

<u>ニュー・公</u>僚

D2 - 75 🌦

2. Emile 4

-

FOR DEED .

And the last section in

it : descri qu - alcools a

== réspitate

-

NDICE

per errentiges per errentiges

PES AC

de greensi ..

M UC XUA

price de !

SURS DU

ER 40 . COM.

TO VALEU

The second secon

Dame de Lond an

2277

1.444

. . .

سف

F 31574

7.74 1.0000001

30

L'are

A LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE **DES PRODUITS** RÉFRACTAIRES (SEPR)

La Société européenne des produit La Societé européenne des produits réfractaires (filiale de Saint-Gobain) et Lafarge Réfractaires (filiale de Lafarge-Coppée) viennent de signer un accord aux termes duquel Lafarge Réfractaires cédera, début 1986, à la Société européenne des produits réfractaires (SEPR) la totalité de ses activités Fibres céraminus.

activités Fibres céramiques.
Ces activités som actuellement re-groupées dans la société Lafarge Ré-fractaires Fibres Céramiques, qui de-viendra filiale à 100 % de la SEPR et prendra le nom de société Kerlane. Elles prendentent en 1985 un chiffre d'afntent en 1985, un chiffre d'afreprésentent en 1985, un chiffre d'af-faires de 120 millions de francs, réalisé pour plus de 50 % à l'exportation, avec me effectif de 240 personnes réparties dans trois esines à Lorette (Loire), Plé-met (Câtei-dn-Nord) et Ambert (Puy-de-Dôme).

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la volonné de Lafarge Réfractaires de re-chercher et d'assurer un aveair durable pour chacune de ses activités et de leur

Pour la SEPR, Pactivine Fibres Céramiques est perfaitement complémen-taire de ses propres activités, tent au ni-vean de la technologie de fusion au four électrique à hautes températures, qu'au cicerrque à manus capacité exportatrice.
Cette activité apporte en outre un élargissement des domaines d'application de la SEPR.

Cet accord prévoit aussi que l'activité Réfractaires Isolams de Lafarge Réfractaires (environ 20 millions de francs de chiffre d'affaires avec 50 personnes) sera également reprise début 1986 au sein de le SEPR.

Récemment introduite au second marché de la Bourse de Paris, la Société européenne des produits réfractaires est le premier producteur mondial de pro-duits réfractaires électrofondus destinés anx fours vertiers, avec un chiffre d'affaires consolide qui, pour 1985, attein des environ 1,4 milliard de francs,

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 1985 sous la présidence de 18 décembre 1985 sons la pressue de l'Argents SA. Jérôme Seydoux a décidé que Chargeurs SA prendrait une participation de Eduardo Maione, entre dans le groupe 52 % dans la Société d'émides et de parfonctions de confroller du secteur indus-(SEPC), qui regroupera la participa-tion de 60 % appartenant aex interêti-français dans le capital de la société Français dans le capital de la société França 5 (la 5), titulaire de la concese sion pour l'exploitation de la nouvelle chaîne de télévision privée. Le capital de SEPC, dont le président sera Jérôme Seydoux, sera prochainement porté à 300 millions de francs par des apports

Le capital de France 5, porté prochai-nement à 500 millions de france, sera ré-parti entre la SEPC pour 60 % et une so-ciété italienne du groupe Berlusconi pour 40 %. Jérôme Seydoux assumera la présidence de France 5.

ment sur la Catalogne, ces societes out cité mises en relation avec plus de cent entreprises industrielles ou commerciales espagnoles. Ces deux missions, préparées avec la collaboration de la délégation régionale de la Caisse ceutrale des Banques populaires à Toulouse, out reçu l'appui officiel de la Société d'économie mixte Languedoc-Roussillon export constituée sons l'égide du conseil régional Languedoc-Roussillon. Celui-ci apporté à cette opération le label régional sinsi qu'une subvention.

Line mission de même nature a été organisée en Espagne, à Madrid et à Barcelone, par la Banque populaire de Francho-Comté pour ses chents exportatus des secteurs de la pisciculture, du bois, de la luncturie et de la micromécanique de précision.

A l'issue même de ces missions, la plupart des missionnaires avaicat déjà conclu des contrats de distribution ou des commandes fermes. Malgré sun engagement dans France 5 – qui dégagera en 1986 des pertes entrant pour 30 % environ dans son résultat consolidé, — Chargeurs SA devrait réaliser en 1985 un résultat net consolidé autérieur à cabri de 1985

consolidé supérieur à celui de 1985.

Eduardo Malone, précédemment di-recteur général adjoint, a été nommé di-recteur général de Chargeurs SA. trie, pais de controller du groupe avant de prendre, début 1983, la direction gé-nérale du secteur produits de consom-mation, et industriels. Il est âgé de trente-six ans.

VALEURS DE FRANCE

de l'action de la SICAF «Valeurs de France» (Société d'investissement à capital fixe), gérée par la BRED, était de 278,17 F cantre 277,01 F le

« Valeurs de France » cotait le 16 décembre 279,50 F (277 F le 29 novembre).

merian

MERLIN IMMOBILIER

Au-delà des prévisions

Chiffre d'affaires: + 20% Doublement du bénéfice.

La progression du titre constatée ces dernières semaines concrétise la réalisation des prévisions annoncées des avril 1985 et confirmées lors de l'Assemblée Générale des actionnaires en juin dernier.

Bien que les comptes ne soient pas définitivement arrêtés, il est dès à présent possible d'annoncer une progression du chiffre d'affaires de l'ordre de 20%, accompagnée du doublement vraisemblable du résultat, et d'une indépendance financière renforcée.

Le bien-fondé de la stratégie. Ces résultats sont le fruit de la stratégie

mise en œuvre et qui portait notamment - la maîtrise des coûts de revient

améliorant la marge brute de construction; - un important effort en matière d'investissement commercial autour des critères qui ont fait le succès de la société:

- emplacements de premier ordre sur les plages où à proximité des pistes ; - rapport qualité-prix au-dessus de la

moyenne. renforcement des structures, avec de nouvelles implantations d'agences en France.

Distribution aux actionnaires: + 30%, Cette situation devrait permettre

au Conseil d'Administration de proposer à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires une augmentation du dividende par action de l'ordre de 30% au titre de l'exercice 1985.

Développement et diversification. Dans le cadre de sa politique d'expansion et de diversification, Merlin Immobilier procède actuellement à la création de trois sociétés nouvelles:

- Merlin 2000 dont l'objectif est de compléter la gamme des produits existants par la conception et la réalisation de produits nouveaux adaptés à l'évolution prévisible du marché de l'immobilier de loisirs:

- Merlin Finances orientée vers l'octroi de prêts personnalisés destinés au financement des acquisitions;

- une société de distribution chargée de promouvoir en France et à l'étranger une activité de franchise tant dans les grandes métropoles régionales que dans les villes petites et moyennes.

Le sponsoring,

Merlin, pionnier dans le domaine du sponsoring, a décidé pour consolider son image sportive ia création d'une structure spécialisée en vue de développer ses interventions dans ce secteur.

giaires) qui compensent les pertes du secteur privé (-87 000).



- och								••• LE MONDE - Mardi 24 décembre 1985 -					
	MARCHÉS	FINANCIERS	BOU	RSE I	DE PA	RIS	Com	ptan	t	20	DECE	MBRE	
	SILAN HEBDOMADAIRE		VALEURS	% % de coupon	VALEURS	Coas Derrier pric. cors	VALEURS	Opera Derrier poss. cours	VALEURS	Cotes pric.	Dernier VALEUR	S Causs Dernier cours	
	DE LA BANQUE DE FRANCE		3 %	31 30 0 686 90 70 4 425 1 167	Forges Streebourg Forester Foogerable	340 338 1030 1030 88 10 88 10	Uffrer S.M.D. Ligito Unibed	125 430 332 333 805 810	Honeywell Inc. Hoogdvan I. C. Industries		551 Cup Gemini Sog C.D.M.E 308 C. Equip. Blect,	730 730	
	Principaux postes stjets à variation (en milions de francs)	(RESTITUT MATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMICUES) Indices ginéraux de base 100 : 28 décembre 1964	Emp. 7 % 1973 Emp. 8,80 % 77 9,50 % 78/93	7300	France (La)	380 380 3182 3594 845 619	United	140 125 1482 415 416 835 835	LH.C. Calacti N.V. let. Mir. Chem Johannesberg	318 3 800 8	C. Occid. Forest	230 120 1800 1800	
5.4	ACTIF Au 12 décembre 1) OR et CRÉANCES SUR	13 dés. 20 déc. Volous franç, à raveau verhèle 137 138,2	8,80 % 78/86 10,80 % 78/94 13,25 % 50/50	99 10 0 21T 100 90 3 196 106 36 7 297	GAM Gaumont Gaz at Esux	8960 8960 727 72.1 1900 1920	U.T.A. 1	9 78 9 170 1195	Kubote Latorit Manowegant Miclard Back Pic	888 S	252 Devile 48 Editions Ballond	725 722 793 794 139 139	
	L'ÉTRANGER 425 819 dont:	Valours industrialise	13,60 % 80/87 13,60 % 81/38 18,75 % 81/87	106 72 2 495 108 50 12 855	Genty S.A. Gér. Arth. Hold Géreiox	430 425 152 154 396 90 398 50	Victor	120 122	Mineral Reasoure, Norande Olivetsi	82 88 25 50	87 80 Expand	275 275 275 480 485	
	Disponibilités à vua à l'étrager	Pitroles-Energie	16,20 % 82/90 16 % july 82 E.D.F. 7,8 % 61	118 45 15 179 118 70 8 548	Gr. Fin. Constr	340 348 432 420 50 2412 2448 208 215	Étrang	ères	Psidoned Holding Prizer lec. Proctor Georbie Ricols Co Ltd	418	528 Gay Degreene . 620 Gallerin Immebile 625 Mitallary, Minil 43 Milab	443 50 446 241 10 241 50	
• ;	Avances as Fonds de sta- bilisation des changes 1R 199	Blockricht, électronique	E.D.F. 14,5 % 60-92 Or. France 3 % CNB Bours Janu. 82 .	2 107 7 365 186 10 100 70 8 248	S. Tremps, Ind. H.S.P. Hydroc. St. Dunis Immindo S.A.	17470 17150	Alcen Alsen	565 681 374 385 192 195 550 1510	Ricoh Cy Ltd. Rolinco Robecto Rodemen Shell fr. (port.)	220 20 2	198 223 10 Nevale Dalmes Orn. Gest. Pla. Park Betman	438 440 310 310	
	2) CRÉANCES SUR LE TRÉ- SOR	Agra-dimentalire 107,7 109,4 Distribution 147,8 148,4 Transports, Idialrs, services 132,7 159,4	CNB Parities	102 70 5 248	immirvet	250 253 435 438 701 700	Alfred Corp. American Brands	368 360 18 501	Sperry Rand	400	Patrofigez	931 989 570 570	
	Concours nu Tréeor public	Asterances 210,6 225,1 Crédit benque 154,5 160,6 Siction 120 121,2	VALEURS	Cours Cornier	invacit. Marseile Invast. [Stri Cont.]	5600 5600 450 455 1400 1344	Afteriorne Mines Box Pop Espacel	114 114 118 40 123 90	Stitlermin Swedish March Tenners Them SMI	218 290	S.C.G.P.M	650 676	
	MANCEMENT 147 850 dont:	Immobilier at feacier 139,2 139,2 139,2 Investissement at portufacilie 187,4 196,1		U COMPTANT	Latino-Beil Latino-Beil	221 80 213 437 438 75 75 50	Banque Ottomene 8. Régl. Internet	499 510 871 29890 28100 400	Taray indust inc	1925	SEP.R 18 20 Southers 502 Sover	1072 1100 4	
.	4) OR ET AUTRES ACTIFS OE RÉSERVE A RECE-	Base 100 : 28 discentive 1994 Valuers françaises à réveeus fois	Aciers Pargett A.G.F. (St Cort.)	. 160 30; 164 90	La Brown-Deport	405 405 532 581 717 717 318 310	Canadian-Pacific	100 70 98 80 965 1042 931 328	Wagone-Litz West Rand	24 40	. (н	ors-cote	
	VORT DU FECONE	Sociétés 104,7 104,5 Bane 100 en 1949 :	Arerep André Roudière Anolis, Hudraul	17 20 22 10 d 269 258 20 437 454 50 d	Locafeanciles Locatel	421 421 309 313 152 50 163	Dow Chemical	32 20 310 311 230 1310	SECONE Paternelle-R.D. Alain Marculton		Cochery	56 50 55	
	PASSF	Valents françaires à revenu variable . 2 199,8 2 199,8 Valents étrançaires	Arbei Artois Astorg	259 263	Louere Machines Bull Magasins Uniprix	1150 1750 49 70 49 164 176	Govern	753	RAPP B.L.P. Bolloré Technologies	1 230	480 Hydro-Energia . 795 Roranto N.V 702 S.P.R	239 50	
	1) BILLETS EN CIRCULA- TION	Volores françaises à reverse variable . 308,7 511,6 Volores étragères	Avenir Publicité Beio C. Moneco Benque Hypoth. Eur.	672 · 647 388 383	Magnett S.A Markimen Part M. PL	116 111 40 243 246 80 89 40	Grace and Co	372	Carbinano	345 320 891 10	380 Thenn et Matho 310 Ulinex Unios Branes in	349 50 347	
•	EXTÉREURS	Indice des valours françaises à revers. fixe	B.G.I. Shear-Cuest B.R.P. Issurconsin. Sánádicsine	813 520	Méral Déployé Mera Naval Worms	378 380 164 165 134 90 130	VALEURS E	visation Rachet is incl. net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachet VALEUR	S Émission Raches.	
	TRÉSOR PUBLIC	Empressis generals et sesinalis	Caff Camberine	593 587 325	Nevig. (Net. de) Nicolas OPS Paribes	99 50 102 50 423 426 247 249	JF1		SICAV			- 100 ALE COR	
1 1	CXJES ET FINANCIERS 86 149 dont :	Beast 100:31 dicembrs 1981 Indice giniral	CAME Carapenon Bern Carbone-Lorraine	144 148 80 183 180 16 380 371	Optorg Origny-Deproise Palais Norvesuti	142 146 220 228 80 480 495		580 21 548 55	Francic	1 296 281	281 89 Parestops	677 10 647 23	
	Comptas courants das établissements astreints à la constitution des	Construction	Caves Requeler; C.E.G.Frig C.E.M.	1456 1328 4 404 404 71 90 73 90	Paris France Paris Offices Part. Fig. Gest. Inc.	235 240 1080 1048	Actions Plance	337 (5) 321 86 6 258 76 275 97 472 88 451 25 6	Fruction Fruction Fruction	253 52 225 68 558 92	253 82 Parities Epergne . 225 30 Parities Gestion . 545 29 Parities Valor .	13694 1 13828 34 54044 518 03 105540 1054 35	
-	7 SPERVES	Bleas de consons, non duration 305,5 306 Bleas de consons, almacesires 265,4 268,5 Secricas 224,1 228,8	Constract Diyl Constract Diyl	45 47 80	Pythi Cinéras	232 223 236 237 835 636 651 651	A.G.F. ECU	572 64 355 85 051 10: 1035 57	Fractiver Fractive Continue Co	11804 11 11 53632 74 65	2196 35 Passinoles Patrai 1432 62 Physik Placement 1488 52 Plants Investiga.	252 3 251 10 568 3 542 82	
	TION DES AVOIRS PUBLICS EN GR	Secifés lineacières 378,5 385,2 Sociétés de la zone trace exploitant principalement à l'écrapour 280,9 280,1	CFC CFS CG.V. Chembon (M.)	980 696	Plan Heidelick P.I.M. Porcher Providence S.A.	157 159 184 134 50	A.G.F. Issurfords	386 52 389 10		539 42 468 66	447 41 Placement J	31860 304 05	
	RÉSERVE 3 030 8) DIVERS	Valuer industriales 230,6 230,8 230,	Chembourcy (ML) Chembourcy (ML) Chembourcy (ML) Chembourcy (ML) CL Mentione	878 278	Publicie Ref. Soul. R	1875 1980 156 148.80 411 411	Amérique Gention	335 48 380 41	Good, Sall, France Hauseyment Associat. Hauseyment court terms Hauseyment-Episyme.	50224 31 60 50641 32 56	520 US Pris/Association 0224 314 Province Investigation 9641 32 Restacts 1177 72 Reviews Trimosti	386 48 388 94 154 75 182 48 c	
	Total <u>688 115</u>	Indica gininal	Clarate (5)	174 172 778 808 541 576 d	Richina Foot, (c. isrc.) Richina Zan. Rochelorpies S.A.	350 350 156 194 20 247 80 250	Aureic	225 55 24325 55	Hauspeare Obligation Hauspeare Obligation History	57143 85 57 1373 52	7143 85 4 Resea Vert	1080 14 1079 06 4 nec. 534 44 510 21	
PSSA -		LA CORBEILLE	Costiphos Cle industriale	366 360 288 284 1860 1860	Rochette-Carps Roserio (Fst.) Rocgier et Fils	40 30 37 50 6 235 237 88 50 88 70	General Plans	484 94 2478 51 500 35 1500 35 729 25 596 18	Indo-Gesz Valents	489 82 609 18	487 B1 Se-Honoré Real . 581 B5 Se-Honoré Render 1783 47 Se-Honoré Tacles	10775 08 10721 47 12025 64 11965 81	
	ACOMPTE SUR DIVIDENDE POUR PERNOD-RICARD. — Le conseil d'administration de cette société a décidé, le	l'étranger, Pernod-Ricard ajoute que · la croissance du résultat d'exploitations consolidé du groupe devrait rester proche	Comp. Lyon-Alexa	345 345 708 708 11 90 11 96	Sector	85 20 31 45 30 20 250 260 370 370	Constitute 11 Cortes		interciblic. Interciblest France Interciplents Indust	353.84 496.49	0104-35 Sicurice 337-79 Sicur, Nobiline 484-43 Sil.com temms	20517 88 10507 47 379 31 382 11	
	18 décembre, de distribuer, le 8 janvier pro- chain, un acompte sur dividende de 9,50 F.	de celle constatée au 30 juin dernier ». BONS D'ACQUISITION DES CERTI-	Crédit (C.F.IL.) Créd. Gén. Incl	350 350 740 730 665 667 155 158	SAFT Seine de Mis	1120 1100 390 390	Chrise, Ironaphil	279 15 266 49	treate. Obligation treate. Placamates	15444 74 18 911 22	5413 81 of Secardo (Cardon 6413 81 of Seav Association 889 90 S.E.) by a few	BP) 894.22 883.96 1275.64 1273.09	
	contre 9 F en junvier 1985. La société pré- cise an passage que son secteur français des spiritueux « a renoué avec la croissance	FICATS D'INVESTISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — La benque pré-	Darbley S.A. Darty Act. d. p. De Dietrich	426 40 1580 1596 931 818	Sents-Fi Sents Sauloss et Coroy	160 163 168 50 152 20 92 26 83	Orosot Immaios	445 96 425 69 812 07 775 25	Japanic Laffen-ezt-anna Laffen-Expension	120612 71 tzd	0812 71 Skanterso 658 75 Scar 5000	828 44 588 03 286 20 264 13	
• .	après plusieurs années de stagnation ., alors que cette activité a comu à l'étranger .	cise que, jusqu'an 31 décembre 1985, cha- que bon d'acquisition de certificat d'inves- tissement privilégié de la Société générale	Degressone	1 12 1 68 d 915 920 845 845	Service Devel Servicenne (ME SCAC	32 33 105 295 296	Drougt-Scheding	212 56 202 52 122 20 118 56 040 81 1025 23	Lating-Inputs Lating-Japon Lating-Obig	239 91 145 91	229 D5 Silver	350 51 334 62 206 14 196 78	
	on léges socul qui s'explique tant par la - dimination de la consommution sur le mar - ché occidental que par la hausse des droits -	permet d'acquerir, sur simple demande, un certificat privilégié au prix de 600 F. An-	Dictor-Bottle Drag. Trav. Pub	461 62 83 90 180 180	Serelle Maubenge S.E.P. Od Serv. Equip. Wile	562 582 170	France	224 87 21457 457 23 91334 44	Laffine-Rend Laffine-Rend Laffine-Tokyo	197 BD 951 79	761034 188 84 508 63 1841 77 S.N.L	790 91 754 70	
	sur les alcools aux Etats-Unis ». Se félici- tant des résultats du secteur des boissons et	delà de cette date, les porteurs, qui n'auraient pas exercé leur droit d'acquisi- tion, pourront, à nouveau, s'en prévaloir su	Eaux Vittel Economists Centre	996 990 578 566	Section	377 380 900 821 6	Eporgee Associations . 24 Eporgee Copins	909 87 24237 09 901 66 6833 33	Line Agenciations Line tenthalismale Lineste	23970 69 25 64012 81 63	3910 91 Solziewegt 3379 02 Suppliergue 480 93 Suppliergue	458 88 438 96 543 87 331 44	
*A	produits sans alcool, tant en France qu'à	second semestre 1986, à un prix de 630 F ou au second semestre de l'année suivante à	Bectro-Barross Bactro-Fisanc Bi-Antargaz	250 280	Sinsim Siph (Plant, Héréna) SMAC Azifraid Stá Gésáraia (c., inc.)	230 225 288 76 79 10 830 820	Epergra industr	531 64 507 53 570 54 544 97	Livret portulación Médicaración Mendele investment. Menece	113 48	108 33 Soginter	1125 36 1074 32 420 18 401 13	
DE FR.	INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 28 dSc. 1984) 19 dSc. 20 dSc.	660 F. A titre indicatif, le certificat d'inves- tissement privilégié de cet établissement cotait 840 F le 20 décembre dernier.	E.L.M. Labient: Enaid-Bretagne Entreples Parie	460 452 216 40 224 90 570 588 1220 12 10	Sofial flustrollers Sofia Sofictorei	1030 1000 276 710 710	Eparge Chig	192 07 183 36 185 85 925 97 4	Multi-Delignative Methods (Inis Sil. Namo-Assoc.	124 53	118 82 Uni-America. 118 82 Uni-Americans.	359 67 343 36 +	
Name of Street, or other Persons.	Valents françaises 134,3 135,6 Valents étrangères 99,5 109,2 C* DES AGENTS DE CHANGE	LA BANQUE CANADIENNE TORONTO DOMINION DEMANDE	Eparyne (S) Esca _r e (Assas Escrip, Accusud. Eternit	885 904	S.O.F.LP. (M) Souther Autog.	90 10 50 10 856 890 239 70	Exercic	144 21 1141 134 571 122 1278 88	Natio Franças Natio Inna. Natio Deligacion	13424 B1 13	291 10 Uniformiar 904 95 Uniformiar 451 77 Unigotico	971 74 927 88+ 1345 95 1319 53 0 710 47 678 25	
	(Base 200 : 31 déc. 1961) 19 déc. 20 déc. Indice général	SON ADMISSION A LA BOURSE DE TOKYO, — Le comité directeur de la	Firstleter FIRST	2225 2200 188 80 194 90	Sovebal Specific S.P.L	740 735 111 115 50 560 540	Financian Plus 22	442 87 1377 44 925 71 22599 71	Herin, Patrician Herin, Placements Herin, Scorte	111714 1	1087 24 Uni-Nigers 1917 01 Uni-Nigers	2042 31 1949 70+ 1977 25 1912 23+	
	TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE Effets privés du 23 décembre 9 1/4%	Toronto Dominion Bank a donné son feu vert au dépôt d'une demande d'introduction de cet établissement à la Bourse de Tokyo.	Frant Forecibre (Ce) Forec Agente-W.	804 648 d 396 396 271 600 d	Suit (Fig. do) CLP.	353 367 880 865 481 481	Francis Garaginia	292 29 291 71 464 69 443 52	Marie, Valents Nord-Sad Divelopp, Onlicoop Signs	1255 73 1	553 98 Union - Obligation 1982 43 Union - Obligation 1231 11 Values	101 /5 101 /5 1 1188 53 0 408 4 398 97	
	COURS DU DOLLAR A TOKYO 20 déc. 23 déc. 23 déc. 1 dollar (en yeas)	Elle sera alors la première banque cana-	Force Lyannaine	2750 2800	Testat Angites	1850 1830 525 525	France Net	119 15 115 48	Orient-Gustion	1169 03 1	116 02 Valves		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Dent le guntrième colonne, figurent le tions en pourcentages, des cours de la	Marice Co.	alpé	men	t me	nsii	el	^· ·			pon déteché; * : dro st; d : demandé; *		
	du jour per rapport à ceux de le Compes VALEURS Cous Prenier Deroier	% Compan- VAL ET 1999: Cours Premier Dunier	% Compan	1		r % Com	1.	rs Promis Do	mies % C		Cours Pres	der Dornier %	
4	setion pricéd cours cours		+ 362 310	Orf-Parker 32	0 341 342	+ 5 87 230				80 kmp. C	hernical 80 20 76	50 80 - 024	
WALL OF THE PARTY	4118 C.N.E. 3% 4210 4150 4150 947 B.N.P 1035 1038 1038 + 1004 C.C.F 1054 1053 1053	1 42 200 - (cartific.) 105 191 181 029 1820 Frank-8-Faum 1540 1580 1580	+ 288 2520 + 259 158	Ordel 6.1) 277 Papet, Gescopes 18 Paris Résecurs 132	0 2780 2780 1110 165 165 2 1380 1385	- 0 35 186 + 2 42 3056 + 4 78 400 + 0 17 960	V. Diemot P 329	388 355 2 219 50 210 3310 331 456 45 3 525 53 1 80 89 40 9	90 + 372 0 + 050 1 + 044	285 ITT	1171 1187 280 10 281	50 281 50 + 048	
inian s	1067 Remark T.P 1085 1067 1086 + 1670 Rhone-Pout T.P. 1641 1630 1630 -	0 08 2300 Essior 2140 2100 2140 0 311 485 Essa S.A.F. 476 480 482 10 129 1840 Europeano 1501 1855 1890 Europeano 729 725 725 1280 Europeano 1220 1220 1222	- 2 92 500 - 0 57 960 - 0 54 729 + 0 16 100	Paris Résocurs 132 Pachalbrown 58 Punhort 108 Permod-Ricard 78 Pércies 8.P. 8 Paugent S.A. 47	4 686 585 0 1030 1048 5 765 788	+ 0 17 960 - 2 57 86 + 0 13 380	America	80 89 40 9 412 40 161 80 16	8 + 129 9 + 020 - 144 180 + 041	45 Metsur 955 Merck	######################################	60 118 48 1048 + 0.57	
5:0:.5	1158 Thorson T.P 1185 1185 1185 + 295 Accor	0.84 750 Europe nº 1 1025 1040 1040 0.10 1420 Feora 1480 1450 1450 2.16 856 Feche hunter 700 895 596	- 202 73	Poctain 9	7 50 96 90 98 5	+ 105 85 + 143 800 + 807 800	Angio Amer. C. 8 Angold 43 BASF (Abr) 82	81 50 8 416 41 834 63	150 - 297 - 279 + 120	245 Mobil 0 29730 Nessté 160 Norsk i	Doxp 229 10 23 30620 31 Hydro 147 80 148	235 + 257 250 31250 + 239	
3	590 Air Liquids 607 818 520 + 795 Air. Superm 334 840 840 + 156 ALS.F1 205 217 217 + 400 Alssham-Air 409 423 425 + 425	071 380 Free-Lile 380 20 370 371 5 85 96 Fonderie (Gén.) 103 50 106 40 107	- 071 750 + 0 16 215 - 2 41 580 + 3 36 1780	Parapey 21 P.M. Labinai 65 Pressus Cité 178 Prétabal Sc 129	7 204 220 4 847 847 0 1770 1770	+ 105 88 0 + 143 490 + 507 799 + 138 200 - 107 24 - 055 490	Bryer 82 Buffelstant 18 Charter 2 Charm Mark 81	181 18 2 16 21 10 2 8 18 51	- 217 - 322 - 293 + 077	806 Philip N 149 Philips	Hydra 147 80 148 sin 967 677 Morrie 571 871 159 80 181	662 - 283 16620 + 413	
	P non	3 81 81 Francisco 81 81 91 2 02 370 Francisco 380 10 358 358 550 Francisco Bal 305 896 800 800 800 800 800 800 800 800 800 80	- 0 58 370 - 0 55 340 + 2 95 1100	Program Chi 178 Prétabul Sc. 129 Prirabul Sc. 129 Prirabul Sc. 129 Prirabul Sc. 129 Prirabul 38 Printsolle 110 Procreot S.A. 23 Radioteche. 38	0 1345 1346 0 360 360 6 395 412	+ 4 25 SCE + 5 73 2190	Clean Hent	181 80 18 81 50 81 50 418 41 53 41 53 53 518 518 518 518 518 518 518 518 518 518	- 104 - 089 + 465	635 Minne 245 Mohil C 28730 Menté 160 Mont 16040 Prains 805 Prains 149 Prains 143 Prains 149 Cultura 800 Cultura 800 Reput 800 Reput 800 Reput 800 St. Hales	kend	50 110 10 - 2 58 80 123 - 2 38	
·	1120 MACE CHURCE 1170 11210 [1210] T	202 370 Francaran 380 10 358 358 58 960 Francaran 380 10 358 358 358 58 960 Francaran 380 10 358 358 358 358 358 358 358 358 358 358	+ 2 95 1100 - 1 16 210 - 0 54 415 - 0 58	Promote S.A. 23 Radioteche. 38 Ratin (Fax) B	8 242 242 5 385 392	+ 154 T/ + 188 131 + 181 500 + 508 370	Dome Mines	102 30 103 102 30 103 516 51	920 - 170 230 - 067 + 077	500 Rendlo 500 Reyal D 52 Rio Tin 105 St Hele 265 Schlar	s 448 50 453 setain 536 526 Detch 471 476 to Zing 56 80 57	517 - 3 90 479 + 1 69 57 + 0 35	
	810 Bail-Invastiss 852 850 850 900 Go Beccario		7 2 30 100 - 1 15 100 - 0 54 415 - 0 68 81 + 4 40 1840 - 1 83 1650 - 0 34 1250 - 1 20 2840 + 0 30 240	Reducte (La) 194 Roussel-Ucief 157 Roussel-C.N.L. 126 Rue impériele 295	5 1929 1939 0 1580 1575 8 1295 1293	- 030 4 + 031 173 + 197 186	Outsiche Berk 2772 Dome Mens	50 36 85 31 50 193 193 60 229 22	- 103 - 413 250 - 112	265 Schlum 77 Shell to 260 Signer	men 70 10 71	773 + 0.35 91 - 2.87 70 259 + 1.12 20 71 20 + 1.58 2220 + 6.73	
	280 Segret -V. 310 321 442 272 272 272 272 272 272 272 272 272 272 272 272 273	32.1 520 Heinis (Let.) 583 551 891 0.35 75 Imbigs 74.90 74 74 1.86 555 Iran, Pisha-M. 680 682 662 2.89 1870 Iran, Melana 2040 2010 2010 1.42 530 Internal 563 550 550 1.42 130 Internal 563 550 550	- 120 2840 + 030 240 - 147 1960	Rue impériale 295 Sede 23 Segon 213 Se Louis B 33	0 2960 2960 5 80 235 10 235 X	+ 0 33 421 - 071 433 - 281 177 - 240 73	Fort Motors	70 418 410 50 452 455 142 144	+ 078 + 033 - 204 - 712	151 Sony . 180 T.D.K. 14 50 Toehb	155 60 155 169 20 165 Corp. 13 95 13	10 152 10 - 2 24 50 166 50 - 2 18	
•	1550 Becuit (Séné.) 1471 1450 1450 1660 8ongrein S.A. 1595 1595 1595 1595 820 8ongrein S.A. 1595 1595 1595	1 85 555 Intra. Paine-M. J 660 652 652 2 89 1870 Intra. Médiaux 2040 2010 2010 1 42 530 Intra-thicking 2120 2180 2180 2 130 Intra-thicking 2120 2180 2180 4 54 316 J Leisbyre 329 324 90 327 2 57 1180 Luk-Bellot 120 1318 1300 0 23 655 Lategy-Coppie 718 735 748	~ 1 47 240 ~ 2 30 335 + 1 88 2190 ~ 0 60 710	Strict 8	2 315 50 324 0 2198 2181 9 745 745	- 240 77 + 004 510 - 083 57	Gentler 70 Gén. Belgique 32 Gén. Alexand 88	20 55 20 65 563 553 332 32	20 - 712 + 084 + 081 - 034 - 280 240 + 095	000 Unit. To 525 Vani Re	r 1088 1104 echn 349 348 eco 452 454 	1106 + 156	
	620 Bouygoos 880 900 320 + 2400 8.S.M. 2525 2570 2590 + 730 Currelar 690 688 688 - 2560 2810 2810 1210 1240 1240 +	257 1180 Lab, Bellon 1280 1318 1300 029 655 Labore-Coppie 718 735 748 034 1140 Labon 1156 1168 1170 247 2320 Lepand 2460 2500 2500 238 750 Latieur 709 701 701	+ 490 1940 - 183 1950 - 120 2840 - 120 2840 - 147 1980 - 240 - 147 1980 - 158 - 050 710 - 143 365 + 121 390 - 245 - 112 118	Salvepar	700 700 0 390 378 0 420 420	+ 2 53 576 - 0 52 44 - 8 66 76	Harmony 8	90 48 30 48 42 40 40 40 68 8	50 - 280 40 + 095 - 201	525 Vani R 255 Volvo . 255 Wost D 200 Wast H 440 Xorox (1 40 Zembie	313 316 Deep 226 224 dold 180 156 Corp 464 20 463	80 224 60 - 081 8	
	1070 Casino A.D.P. 1050 1070 1075 + 730 Casis - 725 725 729 + 770 Casis - 725 729 + 720 Casis - 725 729 + 720 Casis - 720 720 720 720 720 720 720 720 720 720	2 38 750 1 minur 709 701 701	- 1 12 295 1 18 - 1 14 107 - 0 61 355	SCOA 13 SCREG 8	0 845 838 204 204 204 4 647 647 0 1770 1770 1770 1 345 380 380 380 6 395 412 31120 8 242 242 342 342 345 1120 8 242 345 1120 1120 8 242 345 1120 1120 8 242 345 1120 1120 8 242 345 1120 1120 1120 1120 1120 1120 1120 112	- 101 21 - 240 78 - 705 - 029	Houses Akr 81	95 28 16 25 827 83	20 - 122 -	1 40 Zambie	Corp 464 20 463 Corp 1 38	33 133 - 220	
	1300 C.F.A.O	0 55 456 Locafranca 462 480 482 1 45 880 Locadus 875 865 865 1 45 880 L. Vuiton S.A. 976 970 970 2 95 536 Lacheire 818 807 620 1 82 940 Lycen. Enex 1050 1110 1100 0 87 206 Meia. Pleidet 178 180 181 1 56 720 Meiarertal 195 101 102 2 86 110 Henral 195 101 102 0 78 370 Mer. Wendel 236 385 388 1 10 1530 Mer. Wendel 236 385 388 1 1 200 Mer. Wendel 236 1545 1544 2 51 1450 Michairo 1630 1818 1814 2 51 1450 Michairo 1865 1601 1802 2500 2500 2500		Seb 33 Sebrag 37 SFIM 154 S.G.ES.B. 5	4 231 233 3 375 378 0 1500 550 54 55 2 390 989 2 390 989 4 80 455 480 294 84 6 1330 1350 5 740 740	+ 134 - 259 + 050	COTE DES C		AM GOIGE		MARCHÉ LIB		
	58 Chiera-Chieff . 54 83 63 - 385 Chiera-Chieff . 414 425 426 +	156 720 Minjoreta (Ly) . 710 701 701 286 110 Menutain 105 60 101 102 078 370 Min, Wendel 396 385 388	- 129 470 - 331 629 - 202 455 + 326 270 - 098 1420	Sun. Ext. E. 38; Sign. Ext. Ext. Ext. Ext. Ext. Ext. Ext. Ext	390 388 825 825 800 455 460 K	+ 183 M		URS COURS fc. 20/12 7 729 7 722		_	NNAIES ET DEVISES	COURS COURS	
	2440 CLT. Alestal . 1410 1380 1399 — 485 Cuch Middiant . 453 80 480 10 485 + 145 Codeni . 158 157 157 — 296 Cofong . 305 323 323 + 238 228 228 228 .	1 10 1550 Merial 1600 1545 1548 0 83 1580 3Meria Gain 2481 2500 2500 Meria-Gain 2481 2500 2520 2520 1565	± 255 175	Stin Rouignol 134 Stinber 71 Soder 18	5 1330 1350 2 740 740 5 182 152	+ 0 37 ECU + 3 93 Aller - 2 15 Belo	mgne (100 DAO 30	7 729 7 725 8 709 8 700 6 700 306 880 9 012 14 590	297 31	Or fin Pièce f	(an ingot)	80300 80500 80100 80600 517 515	
	296 Cofene 305 323 323 4 318 329 326 + 186 Compt. Entrup. 162 50 182 182 - 380 Compt. Ned. 342 338 338 - 915 Crifd. Foncier 900 908 909 + 306 Crifd. Foncier 900 908 809 + 200 Cright Nat. 770 780 785 + 220 Crount 254 245 245 - 2100 Sameri-Serup 1942 1930 1930 - 1910 Darty 1820 1850 1870 +	1 10 1950 Mintreal 1500 1545 1546 0 83 1580 Mintreal 1630 1618 1814 5 90 2200 Marisr-Garin 2481 2500 2520 2 51 1450 Michaelo 1565 1801 1806 0 27 3430 Middend Bt. S.A. 3870 3870 3800 1 18 300 Middend Bt. S.A. 309 307 306 1 490 342,P.C. Sabispre 483 485 485 0 22 57 Middend Mr. Promeroye 80 90 80 90 80 90 80 90 1 94 2100 Miote Herstmany 2275 2370 2379	- 078 2080 - 087 480 + 043 620	Soderho 192 Sogersp 45 Sommer Allib. 69	1910 1910 452 452 5 890 696	- 0 52 Prys - 1 52 Dans	Bas (100 ft.) 27	2 220 272 380 4 230 34 350 0 430 100 300	263 500 276 78 87	7 Pièce 1	kançaise (10 fc) suisse (20 fc) exisse (20 fc)	470 468	
	380 Compt. Mod. 342 338 338 — 915 Crifd. Foncier 900 908 909 4 306 Crifd. F. Inos. 339 348 339 — 750 Crifd. Mat. 770 780 786 — 220 Crouset 254 245 246 —	0 22 57 MAIA Paramoye 80 50 60 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	- 0.78 2080 - 0.87 480 + 0.43 435 - 0.71 620 - 0.71 620 + 1.64 2780 + 1.52 635 + 3.32 635 + 3.32 635 + 3.32 635 + 3.32 635 + 0.19 68	Source Petriet	278 10 278 10 534 535	+ 0 47 Gran - 1 38 Gric - 1 47 Italia + 1 14	de Bretagne (£ 1)	0 975 10 987 8 118 5 117 4 494 4 4 485	10 500 1 3 800 1 4 200	1 200 Piles d 5 100 Piles d 4 700 Piles d	rain de 20 dollars de 10 dollars de 5 dollars	3500 3600	
	2100 Camert-Serie 1940 1530 1530 - 1910 Darry 1820 1830 1870 + 205 Dét. Rég. P.d.C 220 221 221 + 250 DARC 307 308 80 308 50 +	314 655 Mor. Laroy-S 700 698 695 081 58 Moraines 84 60 84 65 60 2 74 500 Nevig. Nicote 525 538 634 045 124 Nord-Ex 165 50 188 90 171 081 480 Nord-Oly)	+ 152 635 + 3 32 280 + 0 19 68 + 8 90 2340 + 0 14 620	Societo 192 Societo 192 Sogieto 45 Societo Alia. 69 Societo Perior 42 Syrobibio 20 Trice Legenc 54 Tria Becc 282 Theoremo-C.S.F. 60 Test [CPF] 26 — [corefic.] 8	1910 1910 1910 1910 1900 1900 1900 1900	+ 245 Side + 188 Subs + 203 Austr	e [100 km] 10	4 800 354 900 0 170 100 170 3 640 43 700	353 500 376 85 500 10 42 450 4	1 500 Piece d	de 60 passes de 10 flories de 10 flories	3145 3145 502 509	
	1220 Doctor France . 1332 1379 1375 + 845 Damez	3 22 190 Nouvelles Gel. 292 318 318 411 700 Occident. [Gin.] 701 702 702 172 1170 Oven F-Paris 1218 1225 1225	+ 8 90 2340 + 0 14 620 + 0 74 820 + 6 28 390	TRT. 230 UFR 72 UIS 82 UER 40		_ 0 RA POO	gai (100 ase.)da (\$ can 1)	4 826 4 826 4 800 4 805 8 535 5 526 3 8 10 3 806	4 700 4 300 8 300	200 Or Zuri	ich ngkong Londrae	323 324 50 323 70 324 10	
	[1650 Econt 1670 1686 1680 +	0.59 189 Okda-Caby 191 198 203	T 1 40 1 380	,	1 400 1 402	, ⊤ ves [.# 2		1 3800	1 2001 3	and Labor			

حكدًا من الاعل

HOSPITALISÉ A PÉKIN

Le cinéaste Joris ivens sera-t-il rapatrié en France ?

De notre correspondant

Pékin. - Grand amoureux de la Chine, Joris Ivens a bien failli y finir ses jours. Terrassé par une défaillance pulmonaire, cardiaque et rénale, le cinéaste néerlandais, qui est âgé de quetre-viugt-buit ans, a été transféré d'urgence dans l'unité de soins intensifs d'un hôpital pékinois, où on lui e fait une trachéotomie. Après quelques jours où les médecins le croyaient perdu, la vulunté faronebe de l'auteur da Comment Yukong déplaça les montagnes de réalises à tout prix son deraler film e repris lo dessus. Deux médecins sout arrivés d'urgence de Paris riement sanitaire en France peut être organisé dans les prochains jours. Le gouvernement français pourrait se charger de ce rapatrie-

Joris Ivens se trouvait en Chine depuis plusieurs semaines, en com-pagnie de M. Marceline Loridan,

pour préparer son dernier film, une sorte de testament sur ses relations intimes evec la Chine, sur le rôle du vent, élément permanent, symbolique, de la vie et de la civilisation chinoisc. Prolongement de son ancien projet, le Toit du monde (voir son livre Joris Ivens ou la mémoire d'un regard, aux éditions BFB, p. 280), ce film, nous a dit Marceline Loridan, sera « l'imaginaire de Juris sur la Chine ». le Vieil Homme et le Vent en quelque sorte. Il devrait être tourné dans le désert du Taklamakan, à Xiau, daus les pruvinces du Sichuan et du Fujien, par deux équipes, une chinoise filmant sous la direction d'Ivens, une française autour de Marceline Loridan, filmant Ivens à la poursuite de son

Si la santé de Joris Ivens le lui permet, ce film sera réalisé en deux fuis, au printemps et à l'automne de 1986, et pourrait être projeté au début de 1987.

Pas de neige dans les Alpes

Les skieurs font du golf

De notre correspondant

Grenoble. - L'absence quasi générale de neige sur les sommets risque de montrer une nouvelle fois, si la situation devait durer, la fragilité de l'industrie des sports d'hiver soumise aux aléas d'un climat tantôt déchaîné - ce qui bloque le fonc-tionnement des « usines à skier » tantôt trop ensoleillé, comme en ce début d'hiver. Les faibles précipitations du mois de novembre, suivies de températures très douces en altide, rendeut actuellement impossible le pratique d'un sport très convoité pourtant par plus d'un million de personnes attendues à Noël dans les quatre cent quarante-trois stations et centres de ski français.

et télésièges ne transportent que des piétons, tandis qu'eu-dessus de 2 500 mètres, certaines stations out pu ouvrir quelques pistes que leur exposition eu nord a préservées. D'autre part, les températures élevées de ces derniers jours ont sonvent empêché le fonctionnement des

canons à neige qui équipent cer-taines stations; cet investissement très coûteux se révèle insuffisant pour pallier une absence quasi générale de neige « naturelle ». La sécheresse qui a d'autre part sévi dans les Alpes en cours des six derniers mois rend difficile dans quelques stations l'utilisation des canons à neige gros consommateurs d'eau. Seule en définitive la demi-douzaine de stations qui possèdent un glacier est en mesure de proposer un nombre satisfaisant de pistes aux skieurs. Mais, les faibles précipitations tombées pendant l'automne sur ces glaciers laissent apparaître parfois des cre-

En désespoir de cause, les skieurs out repris à Megève (1 100 m) le greens de golf. A Flaine (1 500 m), ils utilisent largement la piscine, aux Arcs (1 700 m), ils pratiquent le tir à l'arc et le vélo à l'Alpe d'Huez (1 850 m), ils font des randonnées sur les versants sud des montagnes les plus proches.

CLAUDE FRANCILLON.

STAGE LECTURE RAPIDE

14-15-16 janvier 1986

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



(Publicité) Correspondance et "service secret" par micro-ordinateur*...

ntées par micro-ordinateur lemain pourquoi pas vous...

En quelques secondes, en France cumme duus le monde eutier, expédier, recevoir des messages, c'est le faboleux pouvoir de la cation d'anionri bui grace MISSIVE, la messagerie OR MINITEL

Deja 5000 boites aux lettres A l'aide d'un simple petit terminal, loue soit votre déplacement dans le monde, MISSIVE vons permet de correspondre confiden tiellement 24 h sur 24. Gagnez sur 2 fronts : économie e rapidité uvec MISSIVE, l'avantgarde de la communication elgoements et documentation à : P.C.R. - 124, rue Résummr

75002 PARIS - Tel.: 42 96 14 77

NOUVEAU TRAIN DE LIBÉRATION DES PRIX

De nouveau, les prix de produits industriels ont été libérés ces derniers jours. Le ministère de l'écono mie et des finances qui e donné l'information, ce lundi 23 décembre, cite notamment les appareils électroménagers, les jeux vidéo, les magnétoscopes (bandes et cassettes comprises), le fioul domestique, les quotidiens et les périodiques, la par-fumerie et les produits de beauté, les pièces détachées pour automobiles et cycles, le chocolet et laits en

La mise en liberté de ces secteur est intervenue dans certains cas an début du mois. Dans d'autres cas, elle ue sera en application que le le janvier prochain (parfumerie et produits de beauté) ou seulement le 1 mars (pièces détachées). Encore ne s'agira-t-il, dans le cas de la par-fumerie et des pièces détachées, que d'une première étape de libération.

Une élection cantonale

ARIÈGE : canton de Foix-Ville (2º tour)

Ins., 5958; vot., 3791; suff. ex. 3 552. - MM. Surre. PS. 1985, ELU; Lestrade, UDF-PR, 1 567.

[M. Jean Surre, PS, conseiller municipal de Folx, qui a recueilli 55,88 % des suffrages, succède à Olivier Carol, PS, ancien maire de Folx, conseiller général depuis 1966, récennent décédé. Olivier Carol avait été réfin des le premier tour des cantonales de mars 1982 dans le canton de Foix, schidé en deux avant le renouvellement contonal de neux 1985. cantonal de mars 1985.

cantonal de mars 1983.

En dépit d'une progression sensible de l'opposition d'un tour à l'antre — M. Lestrade a recucilli, le 22 décembre, 4411 % des suffrages, alors qu'il en avait totalisé 34,14 % avec le candidat du Front national le 15 décembre — M. Surre a réalisé un bon score qui confirme l'Implantation du PS à Foix.

Les résultats du premier tour de co scrutto partiel avaient été les suivants :

Ins., 5950; vot., 3700; suff. ex., 3588, - MM. Surre, 1 297; Lestrade, 1 087; Thiers, PS diss., 783; M- Fritsch, PC, 282; MM. Cadet de chy, FN, 138; Boineau, écol., L.]

PRÈS DE DURBAN

ATTENTAT A LA BOMBE

En Afrique du Sud

Durban (AFP.) - Au moins qua-tre personnes ont été tuées et quinze autres blessés lorsqu'une bombe a explosé ce lundi matin 23 décembre dans un centre commercial d'Aman-zimtoti, une station balnéaire proche de Durban.

La police sud-africaine a indiqué que l'attentat s'était produit peu evant II heures (heure locale).

UN PASSAGER CLANDESTIN SOVIÉTIQUE A ROUEN

(De notre correspondant.)

Rouen. - On a cru, une journée, à a défection banale d'un marin. Il s'agissait d'un passager clandestin de nationalité soviétique, qui a choisi la liberté, jeudi soir 19 décembre à Ronen, en plongeant dans les eaux de la Seine. Il se prénomme Georg. Agé de trente ans, il est universitaire et sportif.

Sur le quai du port de Rouen, dans la nuit, deux passants unt recucilli cet bumme, qui a été conduit, à sa demande, devant les autorités. La police, puis la DST l'ont pris en charge.

Selon ses propres déclarations, en anglais, aux journalistes, dimanche, on apprenait que Georg avait lon-guement préparé sun départ d'URSS, depuis un port de Lituanie. Grâce à des complicités locales, il s'est introduit à bord d'un navire céréalier en partance pour l'Europe occidentale. Il a passé cinq à six jours dans une caisse de pièces détachées, sans boire ni manger, Porteur d'une capsule de cyanure, il était prêt à se donner la mort au cas un sa entative aurait échoué.

Les autorités françaises devraient lui accorder un permis de séjour provisoire, mais Georg espère rejoindre le Canada, l'Australie ou les Etats-

E.B.

NOUVELLES BRÈVES

· M. Cheysson reçu par le roi Hussein. - L'entretien, samedi 22 décembre, à Amman, a essentiellement porté sur les relations économiques entre la CEE et la Jordanie et sur la contribution éventuelle de la Communanté à la relance du prous de paix au Proche-Orient. -(AFP.)

 Ouverture d'un nouveau bu-reau de l'UNESCO. – M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a inauguré, samedi 20 décembre, un nouveau bureau de l'organisation à Tunis. Ce bureau est chargé d'assurer et de coordonner les relations en-tre l'UNESCO, la Ligue arabe, les pays du Maghreb et l'Organisation panarabe de l'éducation, des sciences et de la culture. - (AFP.)

Attentat à Lisbonne. - Une bombe a explosé dans la unit du 22. an 23 décembre dans le centre de Lisbonne, sans faire de victime mais dévastant une agence de la compagnie aérienne espagnole Iberia. Cette action u'a pas été revendi-quée, mais, pour certains enquêteurs, en visant ainsi la délégation d'une entreprise publique espagnole, ses auteurs pourraient uvoir voulu lui donner le caractère d'une manifestation de soutien à la cause basque. L'ettentat est le vingt et e enregistré en 1985 au Portngal. Les Forces populaires du 25 evril, organisation terroriste armée dont les dirigeants comparaissent en justice depuis deux mois et demi, ont recomm la paternité de la plupart de ces opérations. - (AFP.)

a Création d'une société des rédacteurs au Courrier picard. créée samedi 21 décembre par les journalistes du Cuurrier pleard. quotidien d'Amiens, qui a déposé son bilan le 12 décembre (le Monde des 14, 15, 16, 18 décembre). Il s'agit d'une association loi 1901. dont le président est Pierre Mabire et le vice-président Daniel Bouillard. Le 13 janvier, l'association se transformera en société civile à capital variable. - (Corresp.)

Le numéro du « Monde » daté 22-23 décembre 1985 a été tiré à 410837 exemplaires

POUR AIDER L'ARMÉE **DU SALUT**

son travail de réprestion sociele, donner es, vétements, apperais de cheuffage, qu, rado, livres et tous objets ancora bles du réprestitée. son carrien viendre à votre domicile. APPELEZ: 45-83-54-40 M[∞] Francine Gomez, candidate dans le Gard. ~ M[∞] Francine Gomez (UDF-PR), PDG de Waterman, a anuncé. le samedi 21 décembre, qu'elle était candidate aux élections de mars prochain. Elle sera tête de liste pour les régionales et occupera la déuxième place sur la liste du RPR, derrière M. Alain

Boulle, pour les législatives. Cette liste affrontera une autre liste d'opposition, conduite par le maire de Nîmes, M. Jean Bousquet (div. opp.), PDG de Caeharel, qui a recu le soutien de l'UDF.

 Dissidence au CNIP. Lyon, M. Heuri Pieroni, président du Centre interrégional du Sud-Est Indépendants et Paysans, a déclaré samedi 21 décembre : Nous ne reconnaissuns plus M. Philippe Malaud comme president national. - Il reproche à ce dernier d'avoir conchi « des accords privilégiés avec le RPR » et il lauce un appel aux autres centres régio-naux du CNIP.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordesux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire-La Baule (94,8) à Limoges (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 23 DÉCEMBRE Les rendez-vous du « Monde »

présentés par FRANÇOIS KOCH Noël est-elle une fête païenne? Avec A. WOODROW

et CHRISTIANE CHOMBEAU

(2ª diffusion)

MARDI 24 DÉCEMBRE Les rendez-vous du « Monde »

FRANÇOISE YERNY directrice littéraire chez Gallimard avec PHILIPPE BOUCHER (2º diffusion)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

ABCDEFG

-Sur le vif

1986

Ca y est, je les el les prévisions pour 1986. Je les al trouvées dans les Paris. Cinq super extra-lucides — la mort de Brejnev, la naissance du prince Harry et le passage de la comète de Halley, ils avaient tout prédit ont interrogé les astres, les tarots, les cartes et le marc da café. Voilà ce qui est marque. Delon, Hallydey et Bardut : ennuis de santé. Gros ennuis. Mitterrand, ca ne va pes non plus. Il finira son septennat, mais

ce sera justa. Mourousi : un bébé et un divorce. La princesse Anne : idem. Moins le bébé. Kadhafi mort brutale. Khomeiny : mort lente. Son successeur : le fils du chah. Jean-Paul il : mort à la tâche. Son successeur : la eardi-nal Lustiger. Scandale à la cour de France : un ministre devra démissionner. Drame à la cour de Belgique : on ne sait pas si c'est Fabiola ou l'autre, comment elle s'appelle della sa bella sœur, qui va trépasser dans les douze

Rainier n'épousers pas lrs. Le prince William sera écerté de la succession au trône d'Angleterre, bacause accident de begnole ou maladie incurable, c'est pea précisé. Mireille Mathiau rencontrera la grand amour. Son papa, qui est eu ciel, veille sur elle et lui enverra le bonheur. La Vierga débarque

dans un pays de l'Est, probablemant la Polugne. Du coup, Gorby, comme l'ont surnommé les Américains, Gorbatchev, ou, va rouvrir les églises en URSS. Remarquez, ce, moi j'y crois. Ça coûterait rien et ca repporterait un max. Pour son image de marque à l'étranger, un pope, ca vaut bien une flaissa.

Je crois que l'oublie quelque chose. Ah, oui : la Coupe du monde, on l'embarque et le course contre le SIDA on la

gagne. Allez la France 1 En bonne journaliste, l'ai voulu vérifier les faits. Je suis allés voir M^{me} Irma et je kui ai demandé si c'était vrai tout ca: Pas exactement. Mourousi, la divorce c'est avant le bébé. Khomeiny : mort brutale, et Kadhafi : mort lente. C'est pareil, seuf que c'est le contraire. Le reste ce va, c'est à peu près ca. C'est une brave femme. Ella m'a dit ; si vous voulez, je vous fais un proc. Vous ejoutez cent balles et je vous raconta votre vie à vous l'an prochain. Ça, merci bien I Ma vie, je vois d'ici. Pas basoin d'une boule de cristal. Je vais être exploitée, piétinée, attaquée, taquinée par mes chefs, mes copains, mes lecteurs et mes gosses. Tout le monde ne peut pas s'appeler Mireille Mathieu.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS UN RÉQUISITOIRE CONTRE KARPOV ET M. CAMPOMANES

Kasparov: «Je n'ai pas à jouer le match revanche »

Garri Kasparov est en pleine furme. Dimanche, à Hilversum (Pays-Bas), il a gagne la sizième et dernière partie de son match contre Timman ce qui a porté le score final à 4-2 en sa faveur (trois victoires, celui qu'un commentateur soviétique présent à Hilversum, a qualifié de « stratège et de tacticien formi-dable » a surtout, avec une audace remarquable, poursuivi la « partie » qu'il mène contre M. Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs (FIDE) et contre Anatoly Karpov.

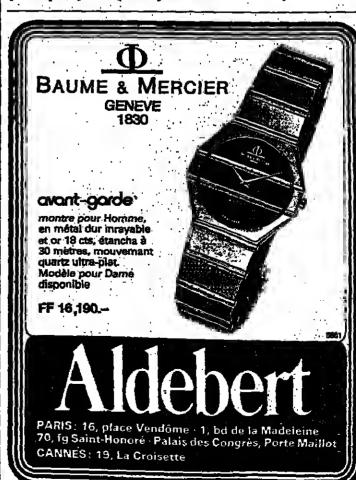
Dans un entretien que public ce lundi le Figuro, le champion du monde déclare tout uet qu'il ne remettra pas son titre en jeu contre son compatriote : « Je n'ai pas à jouer ce match-revanche. Rien, ce qui s'appelle rien, dans les statuts de la FIDE, n'oblige le champion du monde à jouer un match revanche. - Si Campomanes, et l'exchampion du monde Anatoli Karpov ont mis au point une combine qui fait du titre mondial une sorte de propriété personnelle de Karpov, et ce pour de longues années, c'est leur affaire », affirme Kasparov.

Est-il concevable, poursuit-il que Karpov, qui n'a jamais joué

contre un chammon du monde. puisse imposer, avec la consivence du président de la FIDE, une obligation de match de revanche à un champion du monde qui a gagné son titre sur l'échiquier et non sur le tapis vert? (1). Est-il concevable que Campomones promulgue, via la FIDE à sa dévotion, une règle épisodique qui m'ordonne de remestre en jeu mon titre dans les trois mois si je gagne, alors que Karpov ne serait pas tenu à cette obligation s'il remportait le match revanche? >:

Kasparov indique encore que: « le moment est enfin venu de met-tre de l'ordre et de la logique dans les règlements de la Fédération internationale, qui-doit fonctionner selon des statuts et des règles stables, et non pas improvisés selon le bon plaisir et le fait du prince. Les èchecs sont un jeu d'hommes libres. et moi, champion du monde, j'ai mon mot à dire là-dessus. Et je le dis - Reste maintenant à attendre les mots que ne devraient pas manquer de dire à leur tour MM. Campomanes et Karpov.

(1) Karpov a été déclaré champion du monde en 1975, sorès le forfait du tonant du titre, l'Américain Bobby Fis-



Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en fonds de commerce boutiques, buresux, locaux commerciaux Tous les lundis, dans le journal "Les Annonces" En Vente Partout 4.00 F et 36 r. Malte, 75071 PARIS, TEL. (1) 806.30.30.

les dén sans K il fenare Sir

grant is from THE PARTY 1000 17 TV EV 407 17121 PAR en lener in TANK AND MINISTER gi ir mitte. --- Prante 27 21 21 and is waiter. A 100 MAR 100 MAR min i firmer. CONTRACTOR OF THE PARTY programme can 2 - 1: Car - C militari i TEN there is a Na THE LUCY 1 122 er continue per hard trades -1"4=x:=10# -ಇಂಟ್ ಸರ್. 🌬 THE FE DEED BURNEY CONFIDE

inter tom The streets weren freet FKC C M re protestive. Mitte Cent 200 Marie 1800 1-23-30-1 0000 The Strategy ATTENTION TO THE The Liverse Control M E illiniste 🏟 THE RESERVE 7 7 7 7 . . and the

Action part - cinston - 16 ence - ENGER OF "acement < est a · culturation is ice dem e parel Sh defatte N Walter Tre :984 7 est 3 la di

Mark Trade

ar coheres 3 chariemat Tage do Ne Top au des afronsiere to the Kennedy g lobinion 1 district politi AN COUPTLANTS Menter en es dernière agrajes ons e Stage (ilxera किट्यान ने विक Resil Gal Chiscon une

Ser plus Fide La die going geenbritions (THE ROLL WITH des de centes refers fun d

alions des des in de la guerr Conscient de Meider a des Hers fo

Mes son par mes son par mes son par di la suite di er, candidat Me M. Wai at et les voc

5 ront 50.75 ansi bien

the que chez Seal c